

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ASSURANCE PATRONALE

CONTRE LA GRÈVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après
sera présenté et soutenu *le Mardi, 17 mars 1908, à 2 heures 1/2*

PAR

PIERRE SAINT GIRONS

Président : M. THALLER, Professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, Professeur.
 TISSIER, Professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY & DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE



A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551430_0036

SOMMAIRE ANALYTIQUE

INTRODUCTION

	Pag.
I. L'assurance en général	1
C'est une formation de la coutume	1
II. Idée générale de son évolution.	2
1. L'assurance dans l'antiquité et à Rome	2
Distinction de l'assistance et de l'assurance. . .	3
Toute assurance, à primes fixes ou non, repose	
sur la mutualité.	4
L'assurance est un contrat avec obligations ré-	
ciproques	6
Les méthodes scientifiques de l'assurance furent	
rendues nécessaires par l'apparition de l'idée	
du bénéfice à réaliser par l'assureur.	6
2. L'assurance maritime en Italie au xiv ^e siècle. Les	
opérations primitives mal dégagées du pari et	
de la spéculation	7
L'ordonnance sur la Marine de 1681.	10
3. L'assurance contre l'incendie (fin du xviii ^e siècle).	
S'attaquant à un risque plus général et plus fré-	
quent que la précédente, elle eût dû apparaître	
la première	11
Mais l'assurance, qui suppose une certaine diffu-	

	Pages.
sion de la richesse, ou plutôt une certaine équivalence entre les éléments mobiliers et fonciers de la fortune, n'était pas accessible à de petits propriétaires, ne possédant que des capitaux immobiliers, tandis que le commerce maritime pouvait employer à l'assurance ses capitaux roulants	12
4. Les assurances agricoles (Barrau. Début du xix ^e siècle).	14
5. L'assurance-vie, sa fonction d'épargne.	15
6. Applications variées de l'assurance à des risques moins pressants	16
7. Les assurances ouvrières	17
 III. La généralisation de l'assurance et son extension à des risques nouveaux rencontrent des limites.	
1. Celles des revenus disponibles	19
2. Tout risque n'est pas également susceptible d'assurance. Définition du risque assurable	19
 IV. L'assurance patronale contre la grève.	 22
Application nouvelle.	22

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE

La grève risque normal de l'industrie.	25
Usage croissant et parfois abusif de la grève.	25
L'intérêt de tous est de l'éviter.	26
Solidarité des industries.	26

CHAP. I. — Le risque de grève et l'assurance.

	Pages.
Nombreuses objections, d'ordre général, moral, juridique ou technique, contre cette assurance	28

§ I. — La grève est-elle un risque assurable?

Réfutation des objections :

La grève n'est pas un <i>fait volontaire</i> ; c'est, il est vrai, un « risque subjectif », où il y a lieu de rechercher la part de mauvaise foi imputable à l'assuré	30
La grève présente les caractères d'une force majeure . . .	33
Analyse de la jurisprudence.	33
La validité de la clause d'exonération, dite « clause de grève », entraîne la possibilité de l'assurance contre la grève.	39

§ II. — Grèves justes et grèves injustes.

L'assurance suppose de la part de l'assuré, l'absence de toute faute lourde et de tout dol	42
Or il y a dol pour le patron à provoquer une grève, et faute lourde à la prolonger par une résistance injustifiée à des revendications légitimes.	43
D'où la nécessité de distinguer les grèves justes et injustes.	43
Difficultés de la distinction.	43
Types de grèves justes et injustes.	44
Le Comité de la Société d'assurance est l'arbitre de cette distinction. Les dangers de lui confier un pareil rôle. . .	46
Les raisons qui permettent d'espérer une loyale application de cette distinction.	48

§ III. — Le défaut de données statistiques est-il un obstacle à l'assurance contre la grève?

La statistique des grèves est impuissante à asseoir des prévisions même approximatives sur leur nombre et leur durée. Car la grève a des causes humaines, morales ou so-

	Pages.
ciales. Mais les données statistiques ne sont pas absolument indispensables; leur rôle dans les autres branches d'assurance ne doit pas être exagéré.	52
La forme mutuelle de l'assurance permet de se passer d'une base statistique. Aussi est-elle la seule en usage	56

CHAP. II. — Le rôle social de l'assurance contre la grève.

Plus qu'aucune autre application de l'assurance, l'assurance contre la grève exerce un rôle social, puisqu'elle intervient, non plus à propos d'un risque objectif ou impersonnel, mais dans un conflit social	58
--	----

§ I. — Le double rôle préventif et réparateur de l'assurance contre la grève.

1° Réparateur : par le paiement de l'indemnité.	60
2° Préventif : elle réduit le nombre	61
α) des grèves <i>justes</i> , en intervenant pour conseiller au patron de céder	61
β) des grèves <i>injustes</i> , en diminuant leur effet coercitif sur le patron.	61

§ II. — Légimité et utilité de l'assurance contre la grève.

L'Union défensive des industriels en face des organisations ouvrières	62
Sa légimité.	63
Sa nécessité.	64
L'assurance contre la grève laissera toujours leur fonction sociale aux institutions patronales; elle ne nuira pas à leur développement.	65
Rôle normal de l'assurance contre la grève.	68

DEUXIÈME PARTIE

L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE EN ALLEMAGNE.

	Pages.
L'état social en Allemagne.	71
Les syndicats et la Sozialdemocratie.	73
Le droit de coalition.	75
Les grèves : statistique des dernières années.	76

CHAP. I. — L'organisation défensive des patrons allemands et la grève de Crimmitschau.

Les unions patronales de défense antérieures à 1903. . . .	80
La grève de Crimmitschau en 1903. Subsidés envoyés aux patrons en grève par les industriels allemands.	82
La tentative de création d'une union générale du patronat allemand, aboutit à la fondation, en 1904, de deux orga- nismes centraux : l' <i>Hauptstelle deutscher Arbeitgeberver- bände</i> , le <i>Verein deutscher Arbeitgeberverbände</i>	85
Similitude de leur programme, malgré des tendances diffé- rentes. Il comporte l'organisation de l'assurance patro- nale contre la grève.	90

CHAP. II. — Les formes de l'assurance patronale contre la grève.

Les formes de l'assurance contre la grève affectent une cer- taine diversité. Il faut distinguer l'assurance propre- ment dite de l'assistance, cette dernière comportant à son tour deux modalités différentes.	94
---	----

§ I. — L'assurance contre la grève proprement dite.

Elle est caractérisée par le droit ferme de l'assuré à l'in- demnité	96
---	----

	Pages.
Elle est peu répandue en Allemagne à cause du régime légal des entreprises d'assurance (loi du 12 mai 1901) et pour certaines raisons théoriques.	97
 § II. — L'assistance patronale en cas de grève. 	
L'assisté n'a aucun droit à l'indemnité.	101
Mais les sociétés dites d'indemnisation le reconnaissent, en fait, dans tous les cas de grève injuste, se rapprochant ainsi, dans la pratique, sinon dans leurs statuts, de l'assurance proprement dite.	102
Les sociétés dites de protection, au contraire, n'accordent de secours qu'en des cas assez rares, arbitrés par elles, et où l'intérêt général paraît en jeu.	103
 § III. — La mutualité. — Un essai d'assurance à primes fixes : l'Industria. 	
Une société d'assurance ou d'assistance contre la grève ne peut fonctionner que sous les principes de la mutualité.	105
Tentative avortée pour créer en 1897 une compagnie d'assurance par actions	105
Opinion de quelques compagnies allemandes à primes fixes	107
 § IV. — La hiérarchie. — Sociétés locales ou professionnelles et société centrale. 	
Nécessité d'étendre la base de la mutualité, tout en respectant les particularismes régionaux et les conditions propres à chaque industrie.	108
Une organisation hiérarchisée répond à cette nécessité. . .	110
Avantages respectifs de la société locale ou professionnelle.	111

CHAP. III. — La pratique de l'assurance patronale contre la grève. Organisation et résultats.

	Pages.
A. — <i>La Société d'indemnisation de l'Union des syndicats patronaux allemands et les sociétés affiliées.</i>	
Ce groupement forme une mutualité hiérarchisée à deux degrés d'assistance	113
§ I. — La Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de la Fédération des métallurgistes allemands (<i>Gesellschaft des Gesamtverbandes Deutscher Metallindustrieller zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen.</i>)	
L'Union mutuelle pour l'indemnisation des industriels en cas de grève à Leipzig en 1900	115
Elle devient en 1905 la Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de la Fédération des métallurgistes allemands	116
Son but. Droit d'entrée et cotisation	117
Conduite à tenir en cas de grève	117
Fixation de l'indemnité	118
Justification du taux adopté pour la cotisation	120
Les organes administratifs et leurs fonctions	123
Les résultats : nombre d'adhérents, de grèves subies, chiffres des indemnités payées	124
§ II. — La Société d'indemnisation en cas de cessation de travail du Syndicat des industriels de Saxe (<i>Gesellschaft des Verbandes Sächsischer Industrieller zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen.</i>)	
Organisation intérieure	127
Résultats de la première année d'existence	129
§ III. — Le Syndicat patronal de défense pour l'industrie allemande du bois (<i>Arbeitgeberschutzverband für das deutsche Holzgewerbe.</i>)	
Le lock-out de 1907	129

	Pages.
But du Syndicat. Droit d'entrée. Cotisation	130
Des conditions de l'indemnité	132

§ IV. — **La Société d'indemnisation des patrons bavaois**
(*Die Entschädigungsgesellschaft bayerischer Arbeitgeber*).

Certaines règles sont différentes des précédentes :	
Appréciation de la légitimité de la grève	134
Fixation et paiement de l'indemnité	136

§ V. — **La Société centrale d'indemnisation de l'Union des
syndicats patronaux allemands** (*Gesellschaft des Vereins
Deutscher Arbeitgeberverbände zur Entschädigung bei Arbeit-
seinstellungen*).

Son rôle	137
Son organisation : cotisation, indemnité.	139
Les résultats.	140

CHAP. IV. — **La pratique de l'assurance patronale
contre la grève : Organisation et résultats.**

B. — *Le Syndicat de protection contre les dommages de
grève de l'Office central des syndicats patronaux alle-
mands et les sociétés affiliées.*

Le 2 ^e groupe de sociétés s'inspire de principes un peu dif- férents.	142
---	-----

§ I. — **Le Syndicat de protection contre les dommages de
grève. Groupe de l'Office central des syndicats patronaux
allemands** (*Schutzverband gegen Streikschäden-Gruppe der
Hauptstelle deutscher Arbeitgeberverbände*).

Organisation intérieure. Cotisation payée par les sociétés affiliées. Conditions de l'indemnité.	143
---	-----

§ II. — **Le Syndicat patronal pour le district du groupe
nord-ouest de l'Union des industriels allemands du fer et**

	Pages.
de l'acier (<i>Arbeitgeberverband für den Bezirk der Nordwestlichen Gruppe des Vereins Deutscher Eisen-und Stahlindustrieller</i>).	
Fondé en 1904. Importance actuelle.	146
Contribution de ses membres	146
Indemnités payées de 1904 à 1907.	147
 § III. — Le Syndicat patronal de l'industrie textile de Saxe (<i>Verband von Arbeitgebern der Sächsischen Textilindustrie</i>).	
Cotisation. Indemnité. Importance actuelle.	149
 CHAP. V. — La pratique de l'assurance patronale contre la grève : Organisation et résultats.	
 C. — <i>L'assurance contre la grève et le boycott dans l'industrie de la brasserie.</i>	
Utilité et possibilité pour la brasserie d'une organisation indépendante.	154
Tactique des ouvriers brasseurs : le <i>boycott</i>	155
Identité finale de la grève et du boycott qui contraint le patron au <i>lock-out</i>	156
 § I. — Le Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes. Société d'assurance mutuelle à Berlin (<i>Boykottschutzverband deutscher Brauereien. Versicherungsverein a. G. zu Berlin</i>).	
L'organisation défensive des brasseurs en 1894 : le Syndicat central des brasseries allemandes contre les mises en interdit	157
Sa transformation en 1905.	158
Dans l'organisation nouvelle, il devient une société d'assurance mutuelle conforme au type légal	158
Droit d'entrée et cotisation.	159

	Pages.
Indemnité.	162
Clause limitative de la concurrence.	164
Les résultats des exercices précédents.	165

§ II. — Le « traité de protection contre le boycott », conclu entre les membres de l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie pour la protection de leurs intérêts professionnels, société à responsabilité limitée (*Boykottschutzvertrag. — Verband Rheinisch-Westfälischen Brauereien zur Förderung ihrer gewerblichen Interessen. G. m. b. H.*).

Le boycott et le lock-out de 1905	166
Règlement des indemnités.	174
Différence de cette organisation avec la précédente.	177

CHAP. VI. — La pratique de l'assurance patronale contre la grève : Organisation et résultats.

D. — *Un syndicat d'assurance contre la grève dans l'industrie minière.*

L'Union pour la protection des intérêts miniers dans le district de Dortmund et son Syndicat d'assurance contre la grève	178
Ses principes	180
Ses résultats.	182

CHAP. VII. — L'opinion socialiste. Appréciation générale.

Attitude des socialistes en face de l'assurance patronale contre la grève	183
---	-----

APPENDICE

L'assurance patronale contre la grève dans les pays étrangers autres que l'Allemagne.

	Pages.
Autriche.	188
Suède.	193
Italie	195
États-Unis de l'Amérique du Nord	196
Suisse.	198
Angleterre.	199

TROISIÈME PARTIE

L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE EN FRANCE

Difficultés de réaliser juridiquement, dans une législation positive, une organisation non encore catégorisée. . . . 201

CHAP. I. — Le cadre juridique de l'assurance patronale contre la grève en France.

Trois formes légales semblent possibles 204

§ I. — La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

L'assurance-grève ne peut s'organiser sous cette forme. . . 205

§ II. — La loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations.

Son cadre ne peut non plus convenir à l'assurance-grève. . 209

§ III. — Le décret du 22 janvier 1868 sur les sociétés d'assurance.

Analyse du décret. C'est la forme sous laquelle s'organiserà l'assurance contre la grève 211

CHAP. II. — Détermination du risque et évaluation du dommage de grève. Cotisation et indemnité.

Pages.

Complexité des éléments qui composent le dommage de grève lequel ne peut pas s'analyser dans une destruction ou une disparition, comme au cas de grêle, d'incendie ou de mort	223
Comment évaluer ce dommage?	223

§ I. — Appréciation directe du dommage de grève.

Méthode compliquée — peu sûre dans ses résultats — dan- gereuse par l'inquisition qu'elle suppose	224
--	-----

§ II. — Évaluation forfaitaire.

Seul procédé possible en pratique.	228
Critiques qu'il soulève :	
1 ^o Théorie de l'assurance <i>contrat d'indemnité</i>	230
2 ^o Théorie de M. Labbé, d'après lequel, le caractère commutatif se retrouvant dans toute assurance, les parties ont le choix entre la convention d'in- demnisation et une évaluation conventionnelle de l'indemnité à payer.	231
En dehors des assurances de personnes, on trouve des applications reconnues licites de la règle du forfait : assurance contre le chômage des capi- taux	234
3 ^o Théorie qui distingue entre les majorations, pour les prohiber, et le forfait pour l'autoriser partout où il est seul possible.	236
4 ^o Analyse du projet de loi qui distingue entre les assurances de personnes et les assurances de choses	238
Distinction trop étroite : il faut étendre la règle du forfait	240

§ III. — Bases et taux de l'indemnité.

Pages.

En Allemagne, l'indemnité est proportionnelle à la durée de la grève et au chiffre des salaires.	243
En France, l'indemnité rembourse les frais généraux. . . .	246
Définition des frais généraux assurables.	247

§ IV. — Base et taux de la cotisation.

Elle a la même assiette que l'indemnité.	250
Son taux est plus élevé en France qu'en Allemagne. . . .	251
Un essai de classification du risque.	252

CHAP. III. — Distinction des grèves justes et des grèves injustes.

Nécessité de cette distinction d'ordre public. Difficultés que rencontre la création d'un organe chargé de l'appliquer. .	256
---	-----

§ I. — L'appréciation de la légitimité de la grève par le comité d'une société indépendante.

Difficulté née de l'art. 1174 du Code civil, qui annule la condition potestative.	258
Il n'y a pas condition potestative, lorsque ce comité se borne à apprécier si le sinistre est ou non imputable à l'assuré.	

§ II. — L'appréciation de la légitimité de la grève, dans un système hiérarchisé de sociétés d'assurance par le comité de la Société centrale.

Il n'y a pas là une clause compromissoire, car la Société centrale est, dans le conflit qui s'élève, partie intéressée et son comité ne peut jouer le rôle d'un arbitre. . . .	260
--	-----

§ III. — L'appréciation de la légitimité de la grève par un organe arbitral, indépendant de la société d'assurance.

C'est une clause compromissoire, mais il ne semble pas

	Pages.
qu'elle tombe sous la nullité de l'art. 1006 du Code de procédure	263
§ IV. — Détermination de la légitimité de la grève par le contrôle préalable d'un organe indépendant.	
Pour avoir droit à indemnité, l'assuré doit prouver que la grève a été subie, suivie et terminée d'accord avec une association distincte de la société, et qui intervient ainsi avant toute contestation entre l'assuré et la société.	267
CHAP. IV. — L'assurance à deux degrés : Société centrale et sociétés primaires.	
§ I. — Rôle de la Société centrale.	
Elle étend la base de l'assurance et élargit la mutualité, dont le 1 ^{er} degré est constitué par des sociétés locales ou pro- fessionnelles.	272
§ II. — Rapports de la Société centrale avec les sociétés primaires.	
Réassurance.	275
Assurance complémentaire	279
CHAP. V. — La pratique de l'assurance contre la grève en France : organisation des diverses sociétés.	
Nécessité de l'assurance contre la grève en France.	284
Ses principes généraux.	285
§ I. — La Caisse centrale métallurgique, société d'assuran- ces mutuelles contre les conséquences du chômage forcé et les caisses primaires adhérentes.	
	286
§ II. — La Caisse mutuelle industrielle et commerciale ayant pour but le remboursement des pertes résultant du chômage en cas de grève injustifiée.	
	292
§ III. — Le Lloyd industriel, société d'assurances mutuelles contre les risques de grève.	
	299

CONCLUSION	302
----------------------	-----

APPENDICES

	Pages.
I. — Statuts et polices de la Forge	309
Statuts de la Caisse centrale métallurgique. . . .	335
II. — Statuts de la Caisse mutuelle industrielle et commerciale	347
III. — Statuts du Lloyd industriel.	372
IV. — Statuts de la Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de l'Union des syndicats patronaux allemands.	394

BIBLIOGRAPHIE.	405
------------------------	-----



L'ASSURANCE PATRONALE

CONTRE LA GRÈVE

INTRODUCTION

L'assurance semble susceptible d'un progrès presque indéfini. Rien n'est plus curieux que son histoire. Création de la coutume, elle est jaillie de « cette source formelle, *sui generis*, qui apparaît à l'origine du droit privé positif, précède la loi écrite, puis subsiste à côté d'elle, pour traduire les aspirations de la conscience populaire, sentir profondément les exigences de la vie juridique et trouver dans une sorte d'instinct supérieur le moyen de les satisfaire⁽¹⁾ ».

Elle s'est développée, longtemps insoupçonnée du droit positif, à l'abri de toute entrave, s'adaptant avec aisance et souplesse, aux besoins sociaux qui la sollicitaient.

(1) FRANÇOIS GENY, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif. Essai critique*. Paris, Chevalier-Marescq, 1899, 3^e partie, ch. I, sect. II, p. 278.

Sans cesse elle étend son cercle et trouve des applications nouvelles à des risques qui semblent tout d'abord lui être réfractaires. Elle vient ainsi diminuer, dans les relations humaines, la part du hasard, des mauvaises chances imméritées.

Dans cette lutte constante qui menace l'homme, sa personne ou ses biens, dans cette extension grandissante du domaine de l'assurance, est-il possible d'apercevoir une idée directrice, une loi organique de développement, qui, expliquant les étapes historiques de l'assurance, lui assignerait des limites rationnelles?

Les généalogistes de l'assurance lui ont cherché des parchemins dans une antiquité fort lointaine. Au dire de certains d'entre eux⁽¹⁾, elle aurait pris naissance dans l'Égypte ancienne où les âniers des caravanes en faisaient usage contre la mortalité des bêtes de somme.

Mais ces cas, du reste mal connus, semblent plutôt des applications rudimentaires du principe général de solidarité que des exemples véritables d'assurance.

Dans l'antiquité d'ailleurs, l'organisation patriarcale de la famille tenait lieu d'assurance; communauté très étendue, dont tous les membres étaient solidaires, la famille supprimait les malheurs individuels pour en faire des malheurs collectifs. De même, au Moyen âge, la Gilde germanique, et avec elle, la corporation fut l'organisation

(1) VOLLEMBORG, cité par HAMON, *Histoire générale de l'assurance*. Giard et Brière, 1897, p. 17.

naturelle en face du danger commun : « die natürlich gegebene Gefahrgemeinschaft⁽¹⁾ ».

Au x^e siècle une Gilde anglo-saxonne gère une caisse pour remplacer le bétail volé. Au xi^e une Gilde anglaise perçoit des cotisations destinées à subvenir aux frais d'enterrement de ses membres. Au xii^e siècle, en Islande, des groupements supportent en commun les pertes résultant de l'incendie, ou de la mortalité du bétail.

En dehors des Gildes mêmes, un décret du pape Alexandre III, portant la date de 1155, révèle l'existence d'une sorte d'assurance contre le vol du bétail.

Ces pratiques des Gildes et des corporations peuvent être considérées comme des précédents de l'assurance.

Mais si l'assurance dérive en filiation directe du principe mutualiste « Un pour tous, tous pour un », elle apporte, dans sa mise en œuvre, un élément nouveau qui la distingue de la simple assistance.

L'assurance, comme le dit M. Chaufton⁽²⁾, est « la compensation des effets du hasard par la mutualité organisée selon les lois de la statistique ». Elle exige donc, pour atteindre son but, en même temps qu'une organisation scientifique et juridique, le support de la mutualité.

Cette mutualité, d'ailleurs, se retrouve, aussi bien, sous une forme « inconsciente »⁽³⁾ dans l'assurance à pri-

(1) ALFRED MANES, *Versicherungswesen*. Leipzig, Teubner, 1905, p. 20 et s.

(2) CHAUFTON, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, 2^e vol. Chevalier-Marescq, 1886, p. 216, n^o 107.

(3) *Ibid.*, p. 217, n^o 108.

mes fixes que dans l'assurance mutuelle proprement dite.

Leur signe caractéristique, à l'une et à l'autre, c'est l'existence « d'un *fonds collectif*, constitué par les primes des assurés, administré par les assureurs qui répartissent entre les assurés désignés par le destin, les indemnités détachées de ce fonds »⁽¹⁾.

Que ce fonds soit géré sans esprit de lucre par une société d'assurance mutuelle, qui perçoit des cotisations variables mesurées à l'importance des sinistres, ou qu'il soit administré par une société qui demande à ses adhérents une prime fixe, sorte de forfait qu'elle calcule avec précision de manière à se laisser une marge de bénéfice après le paiement des indemnités, c'est là un détail d'organisation intérieure⁽²⁾, indépendant de la construction théorique de l'institution.

« Au total, dit M. Thaller⁽³⁾, l'assurance à prime est

(1) CÉSAR VIVANTE, *Una nova teoria dei contratti d'assicurazione*. Rome, 1896. Traduction française de M. VICTOR YSEUX, *France judiciaire*, 1897, p. 345 et s.

(2) D'ailleurs même dans leur organisation, assurance mutuelle et assurance à primes fixes tendent à se rapprocher. L'assurance mutuelle, sans réaliser une fixité absolue de la prime, en limite souvent les variations à un certain maximum de garantie au delà duquel cesse la responsabilité des mutualistes, quel que soit le chiffre des dommages. Par la constitution de réserves, elle obtient une certaine constance dans le taux des indemnités. L'assurance à primes, au moyen de certains procédés, se rapproche de la mutuelle : par la participation aux bénéfices, elle fait de ses clients, dans une certaine mesure, des associés.

(3) E. THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*. Paris, Rousseau, 1900, p. 390. Nous prions notre maître M. Thaller, professeur à la Faculté de droit de Paris, de vouloir bien agréer l'expression de notre respectueuse

encore une mutuelle, sinon dans les classifications que pose la science du droit, du moins dans son fonctionnement interne. C'est en appliquant aux sinistres le fonds des primes que la Compagnie équilibre ses comptes; c'est par une manière rigoureuse et scientifique d'évaluer les risques et d'appliquer la loi des grands nombres qu'elle peut poursuivre la marche de ses opérations ».

Toute assurance, devant, pour être solide, prendre comme base la loi des grands nombres, repose donc, en somme, sur la mutualité.

Aussi, ni les conventions usitées à Rome pour décharger l'acheteur ou le déposant de la perte fortuite de la chose vendue ⁽¹⁾ ou déposée ⁽²⁾, ni les contrats aléatoires plus ou moins dégagés du pari ou de la société en participation ⁽³⁾, ne sont de véritables assurances, bien que certains caractères les en rapprochent.

Le risque existe; il est *déplacé* d'un individu à un autre; il n'est pas *réparti* au sein d'un groupe de personnes possédant à l'éviter un intérêt identique.

De même la mutualité de la Gilde ne réalise pas une assurance véritable. L'assurance, qui exige de l'assuré un sacrifice calculé, une épargne spécialement offerte, est une institution de *Self-help* ⁽⁴⁾, tandis que la Gilde re-

reconnaissance. Nous nous permettons de le remercier d'avoir bien voulu nous aider de ses conseils et nous diriger dans ce travail.

(1) *Institutes*, l. II, t. XXIII, *De emptione et venditione*, frag. 3 a.

(2) *Digeste*, l. XVII, t. I, *Mandati vel contra*, frag. 39.

(3) *Digeste*, l. XXII, t. II, *De Nautico fœnore*, frag. 6.

(4) HASBACH, cité par MANES, *op. cit.*, p. 21.

flète les idées de charité chrétienne; ses membres donnent, sans attendre de récompense terrestre; les assurés, au contraire, ne paient de prime que pour obtenir en échange une contre-prestation éventuelle : ils concluent un contrat avec obligations réciproques.

Pour que l'assurance se dégageât de ces sociétés de bienfaisance ou de secours mutuels, il fallait que la cotisation ou prime payée par le bénéficiaire éventuel de l'indemnité fût considérée comme le prix de cette indemnité qu'il aurait le droit de réclamer en cas de sinistre.

Cette corrélation de la prime et du risque, cette équivalence entre le fonds des cotisations et la somme globale des indemnités devinrent indispensables du jour où l'assureur voulut trouver dans la convention un bénéfice, du jour où l'idée de lucre apparut.

Comme l'ont écrit Richard et Victor Ehrenberg ⁽¹⁾, « l'histoire de l'assurance ne commence qu'avec l'idée d'un bénéfice à réaliser ». C'est cette idée qui, exigeant une prévision raisonnée des risques probables, rendit nécessaire l'appui de la statistique. Dans une société d'assurance mutuelle, l'échelle mobile de la cotisation permet — dans la limite du maximum de garantie, s'il en existe — d'atteindre, quelle qu'en soit l'élévation, le montant réuni des indemnités et des frais généraux. Mais une compagnie d'assurances à primes fixes est obligée d'établir d'avance avec une grande rigueur la prime, invariable

(1) Cités par MANES, *op. cit.*, p. 21.

quoi qu'il arrive, qui doit couvrir toutes ses dépenses et lui laisser un bénéfice.

L'esprit de lucre se manifesta surtout en Italie au ^{xiv}^e siècle dans l'assurance maritime.

Il ne semble pas que cette assurance ait été connue à Rome ⁽¹⁾. Tout au plus est-elle contenue en germe dans la *lex Rhodia de jactu* ⁽²⁾ qui répartit entre les propriétaires des choses sauvées les pertes résultant du jet et établit entre les passagers d'un même navire, au cas de naufrage, une sorte de *rapport légal* d'assurance mutuelle, en dehors de tout lien contractuel.

Vers le ^{xiv}^e siècle ⁽³⁾, l'assurance maritime se constitue. Le « *péril de mer* », le risque de perte fortuite par naufrage est, en effet, le premier objet de l'assurance. Péril redoutable, où s'engloutissent des existences et des fortunes ! risque menaçant tous les gens de mer, qui souvent le côtoient sans le savoir, ou le subissent sans l'avoir prévu.

Ses caractères présentaient les conditions-types pour

(1) En ce sens, BERGSON, dans la *Revue de droit français et étranger* (Revue Fœlix), t. II, 1845, p. 378 et s.

En sens contraire, MANES, *op. cit.*, p. 18. D'après lui, les *collegia teniorum* de l'Empire romain garantissaient à leurs membres, en échange d'une cotisation, l'argent nécessaire à leurs funérailles. De même, les soldats romains s'assuraient mutuellement un petit capital à leur sortie du service, ainsi que les sommes nécessaires à couvrir les frais d'un changement de garnison ou les frais de sépulture.

(2) Digeste, l. XIV, t. II, *De lege Rhodia de jactu*, frag. 1 et suiv.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. VI, p. 186. Les premiers documents législatifs datent du ^{xv}^e siècle, mais l'assurance maritime était certainement en usage avant d'être réglementée.

le fonctionnement de l'assurance : identité de risque menaçant un groupe étendu de personnes, — risque dont la réalisation, certaine pour quelques-uns, est possible pour tous, sans qu'on puisse déterminer d'avance ceux qu'il frappera.

Longtemps l'assurance maritime fut la seule en usage. Son origine est obscure, comme aussi l'évolution de ses formes. Il semble qu'elle ait pris naissance en Italie au ^{xiv}^e siècle, à une époque où les échanges internationaux se développaient et empruntaient volontiers la voie de mer. Les premiers textes connus⁽¹⁾ sont, outre un passage discuté de la Chronique des Flandres⁽²⁾, un décret du doge de Gênes de 1369, le statut de Florence de 1393, l'ordonnance de Barcelone (1435) et le statut de Gênes (1498)⁽³⁾.

Les opérations primitives de l'assurance maritime étaient faites par des « assureurs individus et non

(1) Le vocabulaire de l'assurance « *præmia, risico, polizza* », fournit un argument philologique en faveur de cette origine que rend vraisemblable la richesse des républiques maritimes d'Italie à cette époque. — En ce sens, Dr A.-F. ELSNER, *Archiv für das Versicherungswesen*, vol. 1, n° 1. *Zur Geschichte des Versigerungswesens*.

(2) *Cronyke van Vlaenderen*, cap. 9, p. 452, d'où il semble ressortir qu'il existait à Bruges en 1310 une chambre d'assurance (*Kamer van Versekeringe*, cité par ELSNER, *op. cit.*, p. 13.

(3) M. E. Bensa signale un parchemin du 22 avril 1329 contenant une quittance de 1.550 florins pour prix d'affrètement et de 2.450 florins « *por sicuritate et risico sibi facto super dictam mercantiam* », Bensa, *Histoire du contrat d'assurance au Moyen âge*. Trad. française de M. J. VALÉRY. Introduction de M. J. LEFORT, Fontemoing, éditeur. Voir l'article du *Moniteur des assurances*, 1897, p. 451.

par des sociétés » ⁽¹⁾. Un capitaliste promettait à un armateur le remboursement de ses pertes en cas de naufrage, en échange d'une certaine somme représentant dans son esprit la probabilité du naufrage. Souvent « il ne courait qu'un seul risque à titre accidentel » ⁽¹⁾. Ce capitaliste était, comme le prêteur à la grosse, un spéculateur qui jouait sur les chances d'heureuse traversée. Pour l'armateur qui se trouvait à l'abri du risque, c'était un contrat de garantie, ce n'était pas une assurance dans le sens moderne du mot. Pour le prêteur, rien ne venait, dans cette opération isolée, compenser les chances favorables et les chances défavorables. Faute de s'abriter derrière la loi des grands nombres et le calcul des probabilités, elle ressemblait plus à un pari qu'à une assurance. Le propriétaire du navire lui-même, dont la garantie reposait sur la solvabilité d'une seule personne et non sur le fonds commun d'une mutualité étendue, ne possédait qu'une sécurité souvent illusoire.

Pothier ⁽²⁾ voyait dans l'assurance une vente où l'assureur vend à l'assuré la décharge du péril, tant la véri-

(1) THALLER, *op. cit.*, p. 386.

(2) POTHIER, *Traité du contrat d'assurance*, édition d'ESTRANGIN, Marseille, 1810, p. 6.

« C'est une espèce de contrat de ventes : les assureurs sont les vendeurs, l'assuré est l'acheteur, la chose vendue est la décharge des risques auxquels est exposée la chose assurée ».

Au contraire EMERIGON, dont le *Traité des assurances et des contrats à la grosse* porte la date de 1783 voit dans l'assurance « un contrat tel qu'il a été créé par la nature des choses », chap. I, sect. 2.

table économie du contrat était à l'origine obscure et mal dégagée.

Pourtant, au temps de Pothier, l'assurance maritime fonctionnait déjà avec ses caractères spécifiques.

L'ordonnance sur la marine de Colbert (1681) avait beaucoup aidé à son développement. Non pas qu'elle ait réglementé, ce que M. Thaller appelle ⁽¹⁾ « les conditions organiques de l'*entreprise d'assurance* » ; mais elle précisait les principes du *contrat d'assurance*, qui, *individuel* à l'origine, devenait rapidement, *collectif*, conformément à la logique d'une institution dont la mutualité est le « pivot ».

L'assureur individu cherchait un gain et devait peu à peu employer des méthodes scientifiques pour le calcul des primes.

Les organisations du Moyen âge associaient des risques de même nature sous le principe de solidarité.

Ces deux méthodes devaient se combiner : à l'assureur individu comme aux mutualités inorganiques se substituèrent des groupes de personnes pratiquant sous la forme, soit d'une société par actions, soit d'une mutualité véritable, une assurance s'inspirant de règles scientifiques.

Accessoirement à l'assurance des navires, le livre III, titre VI de l'ordonnance, que reproduit presque sans modification le livre II, titre X du Code de commerce,

(1) E. THALLER, *op. cit.*, p. 386.

s'occupe de deux autres applications de l'assurance, dont l'une, répondait à un état social passager, et dont l'autre était appelé à un grand avenir : l'assurance contre les risques de captivité et l'assurance sur la vie.

L'art. 9 autorise « tous navigateurs, passagers et autres à faire assurer la liberté de leurs personnes ». L'éventualité prévue était le risque de prise, la captivité chez les corsaires barbaresques ; l'indemnité promise était la rançon nécessaire pour racheter le captif d'esclavage.

L'art. 10 est ainsi conçu : « Défendons de faire aucune assurance sur la vie des personnes ». Mais cette prohibition dont certains auteurs⁽¹⁾ contestent la portée absolue, fut impuissante à arrêter l'extension de l'assurance-vie ; tout au plus en a-t-elle retardé l'usage et la généralisation.

L'assurance contre l'incendie paraît la deuxième en date. Dès 1754, Pothier en signale un essai. En 1800, des sociétés prospèrent en Angleterre. L'instrument juridique s'était formé sous la poussée des besoins commer-

(1) D'après M. VINCENS, auteur d'une « *exposition raisonnée de la législation commerciale*, il ne s'agissait là que de la défense de confondre dans les risques maritimes les individus avec les marchandises des cargaisons ». « Ce qui avait pu faire naître l'idée d'un pareil rapprochement, capable assurément de révolter toutes les âmes honnêtes, était de voir une classe d'hommes ravalés à la condition des animaux, réputés choses meubles et objets de commerce suivant la disposition formelle du Code noir. » M. Quenault ajoute qu'il était certain que cette prohibition n'était point appliquée hors du commerce maritime et aux assurances sur la vie. — QUENAULT, *Traité des assurances terrestres*. Paris, 1828, p. 8, n° 9.

ciaux pour un risque restreint à une classe de personnes : les armateurs. Avec le risque-incendie il s'attaquait à un risque très général, dont tous les hommes sont menacés. Aussi cette application de l'assurance devint la plus populaire de toutes et fit beaucoup pour propager l'idée de l'assurance.

L'assurance contre l'incendie aurait dû apparaître la première, s'il était vrai que l'assurance se développe en combattant d'abord les risques les plus généraux et les plus redoutables pour finir par ceux qui menacent une catégorie plus restreinte d'individus, de pertes moins fréquentes et moins considérables.

Et telle est bien, peut-être, dans l'ensemble, la ligne évolutive de l'assurance, mais une cause économique vient en altérer la rectitude.

L'assurance exige une association de capitaux considérable. Or, les grandes compagnies par actions, dont la première, la Compagnie hollandaise des Indes, prend naissance en 1602, ne commencent guère à se développer qu'au cours du xvii^e et surtout du xix^e siècle. La forme juridique la plus appropriée a fait longtemps défaut.

A la rigueur, on eût pu s'en passer : le simple lien mutualiste, la promesse d'indemnisation réciproque aurait suffi. Mais l'assurance suppose un certain développement et une certaine diffusion de la richesse, ou plutôt une certaine équivalence entre la fortune mobilière et la fortune immobilière. Lorsqu'il existe une trop grande disproportion entre ces deux éléments de la for-

tune publique, l'assurance ne peut s'alimenter, les capitaux circulants s'emploient à d'autres usages; ils servent aux échanges ou secondent l'esprit d'entreprise avant de procurer à la propriété bâtie cette sécurité et cette stabilité que lui donne l'assurance contre l'incendie. L'assurance, en effet, n'est pas directement productive; elle n'est pas créatrice de richesse; elle joue un rôle conservateur et réparateur. Le coût de l'assurance s'incorpore ainsi à la chose assurée pour en consolider, sinon pour en augmenter la valeur. Assurer un bien immeuble, c'est immobiliser encore une fraction de capital. Opération très sage et de bonne administration, mais qui n'est pas réalisable lorsque l'argent est rare et la richesse mobilière peu développée au regard de la fortune foncière. Elle est possible lorsqu'un assez grand nombre de personnes peuvent distraire de leur capital roulant, ou de leurs revenus-argent, les primes en numéraire destinées à garantir la stabilité de leurs biens fonciers.

Cette condition s'était rencontrée de meilleure heure pour l'assurance maritime; le *nauticum fœnus*⁽¹⁾ lui avait préparé les voies, bien qu'il existe entre les deux contrats

(1) Le *nauticum fœnus*, ou prêt à la grosse aventure est une avance de capital faite par un prêteur à un armateur ou à un commerçant sur la cargaison exposée au péril de mer. Ce prêt n'était pas soumis à la limitation du taux de l'intérêt qui, depuis la loi des XII Tables, régissait à Rome les prêts d'argent. Il avait pour caractéristique de n'être remboursable que si le navire et la cargaison arrivaient à bon port, l'intérêt très élevé était donc la contre-partie des chances courues par le prêteur, de même que la prime d'assurance représente la probabilité du sinistre. Le *nauticum fœnus* renfermait donc en lui une partie de l'idée d'assurance, bien qu'il différât sen-

toute la différence d'une exploration scientifique à une aventure. Mais surtout le commerce maritime très prospère pouvait facilement prélever sur ses bénéfices la prime qui le mettait à l'abri des risques de mer.

Un homme, méconnu de son temps et presque oublié du nôtre ⁽¹⁾, eut fait beaucoup pour la diffusion de l'assurance, en particulier des assurances mutuelles agricoles, si une dissolution arbitraire (Décret du Conseil d'État du 15 oct. 1809) n'avait détruit les résultats déjà acquis, et compromis ses espoirs. Il avait créé à Toulouse une « société d'assurances réciproques pour les récoltes en grains et en vins contre les ravages de la grêle » qui en 1806, après 4 années d'existence comptait pour membres 1.885 propriétaires.

Des sociétés semblables furent fondées à Bergerac en 1804 et à Mont-de-Marsan en 1807. En 1805, Barrau avait également élaboré deux « règlements » sur les assurances réciproques pour les maisons contre l'incendie et contre la mortalité des bestiaux. Il songeait à créer un vaste système d'assurances qui reliait toutes les régions et tous les agriculteurs. « C'est par les assurances réciproques

siblement de ce contrat. C'est une avance de capital, et l'assurance est un contrat de garantie, une promesse d'indemnisation. Le sinistre dispense l'emprunteur à la grosse de rembourser la somme qu'il a consacrée à l'achat de marchandises, tandis qu'il oblige l'assureur au paiement de l'indemnité. Enfin l'intérêt stipulé n'est pas, comme la prime, dans un rapport exact avec les chances de réalisation et l'intensité du risque (Voir *Dig. de nautico fœnore*, L. XXII, t. II).

(1) BARRAU, *Traité des assurances mutuelles ou réciproques contre les fléaux et les cas fortuits*, Delaunay, 1827.

rendues générales et appliquées à tous les propriétaires, à toutes les propriétés, contre tous fléaux, que je prétends rendre les peuples plus heureux et le Gouvernement plus riche et plus puissant ».

Le plan n'a pas été repris, il existe actuellement plusieurs sociétés mutuelles d'assurance agricole, se donnant pour objet de combattre un risque déterminé : grêle, mortalité du bétail; aucune n'a la généralité ni l'étendue rêvée par Barrau.

Au cours du ^{xix}^e siècle se développe, sous toutes ses formes, l'assurance sur la vie ⁽¹⁾. Ses progrès avaient été retardés par l'art. 10, tit. III, liv. VI de l'ordonnance sur la marine. Cependant, malgré cette prohibition, peu d'années avant la fin de l'Ancien Régime, deux arrêts du Conseil du Roy, du 3 octobre 1787 et du 27 juillet 1788, avaient autorisé sous le nom de remboursement des capitaux assurés à l'extinction des revenus viagers et autres usufruits, la formation d'un établissement, dans lequel
« des individus de tout sexe et de tout âge trouveraient la
« facilité de faire assurer, sur leur vie ou sur des termes
« de leur vie, des rentes ou des capitaux, soit pour eux-
« mêmes dans leur vieillesse, soit après eux en faveur

(1) La plus ancienne police connue paraît être un acte notarié de 1427 conservé dans les archives de Gênes. En Angleterre, la première police constatée est du 18 juin 1583. Richard Martin, aldermann de Londres, fait assurer 334 livres sterling sur la vie de W. Gybbons, saunier, probablement son débiteur. L'assurance est consentie pour un an et la prime est de 8 0/0; onze assureurs se sont engagés, le 1^{er} pour 50 livres, les autres pour 33 et 25 livres (V. BENSÀ, *op. cit.*).

« des survivants à qui ils voudraient assurer des rentes
« ou des bienfaits » (1).

Autant que les autres applications de l'assurance, l'assurance sur la vie est liée au développement de l'aisance et des moyennes fortunes; elle est en effet, un mode d'épargne.

Les autres assurances garantissent en général un capital préexistant (incendie) ou futur (grêle) contre les risques qui en menacent l'existence ou la formation; les primes d'assurance sur la vie alimentent la constitution d'un capital futur. Or, avant d'économiser il importe de sauver ses richesses : un paysan préfère s'assurer contre la mortalité des bestiaux que de constituer une assurance après décès au profit de sa femme ou de ses enfants.

Mais, avec l'augmentation des richesses dans les classes moyennes, l'assurance sur la vie qui offrait à l'épargne des combinaisons multiples, adaptées aux situations de fortune et de familles les plus variées, voit sans cesse s'accroître sa clientèle. Elle cesse d'être un luxe accessible aux seules classes aisées et devient vite populaire.

Plus tard sont nées d'autres adaptations de l'assurance, plus ou moins heureuses dans leur principe et leurs résultats, pour compenser les effets de risques plus normaux, si l'on peut dire, et moins pressants : telles les assurances commerciales, contre l'insolvabilité des acheteurs, contre les détournements ou assurance de fidélité, contre les bris de glace, l'assurance contre le vol, l'assurance hypothé-

(1) Cité par QUENAULT, *op. cit.*, p. 9.

caire contre le risque de dépréciation d'un immeuble hypothéqué, l'assurance financière qui garantit le remboursement au pair des titres amortissables par tirage au sort.

Puis se développent sur les assurances dites *sociales* plus exactement appelées assurances ouvrières : contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse et le chômage. Elles sont plus tard venues, car leur clientèle est pauvre et, pour se constituer, elles réclament volontiers des secours étrangers, État ou patron.

Forme élevée de la prévoyance, emploi supérieur de l'épargne, l'assurance suppose, avec un désintéressement suffisant pour différer des jouissances immédiates, le goût et la faculté de consacrer un certain revenu laissé disponible par les nécessités premières de la vie, à un usage parfois improductif ou productif pour d'autres, en particulier pour les siens. Il y faut une certaine éducation, qui coïncide avec l'accroissement des moyennes fortunes et que donne une civilisation plus avancée.

L'assurance a combattu d'abord, pour autant que le permettait l'état de fortune des catégories d'individus menacés, les risques qui naissent des forces naturelles, sur lesquelles la volonté humaine a peu ou point de prise, dont les manifestations sont imprévues, comme l'incendie, impossibles à écarter comme la grêle l'est encore, ou la mort, qui échappent à l'action et à la prévision de l'homme et présentent en un mot les caractères du cas fortuit ou de la force majeure.

Puis, à mesure que le bien-être et la richesse grandis-

sent, que l'argent disponible augmente dans toutes les classes de la société, le domaine de l'assurance s'élargit et sa clientèle s'étend : sous la menace de risques nouveaux, et mieux outillée pour combattre des risques anciens, elle groupe des catégories de plus en plus nombreuses d'assurés. Elle ne se borne plus à lutter contre les forces de la nature : « c'est, dit Manes⁽¹⁾, la caractéristique de l'évolution moderne de l'assurance, que la création d'assurances qui réparent les pertes dérivant, non plus seulement des forces élémentaires, des circonstances économiques ou du fait du prince, mais encore d'une action plus ou moins volontaire et consciente ».

La société actuelle juxtapose, indépendantes, de nombreuses mutualités de défense contre les risques les plus variés.

Un lien rattachera-t-il jamais ces organisations isolées ou concurrentes pour former une vaste mutualité, où les cas fortuits, les forces majeures, qui frappent les uns et épargnent les autres aveuglément, seraient partagés entre tous?

L'État, qui vient, avec les ressources d'un budget général, au secours des misères imméritées, et répare les fléaux et des catastrophes, établit, dans une certaine mesure, un lien de solidarité nationale : il ne fait pas de l'assurance, l'impôt proportionnel aux facultés n'est

(1) MANES, *op. cit.*, p. 25. L'apparition des *assurances de responsabilité* où l'assuré stipule qu'il sera indemnisé des conséquences de ses fautes, est très caractéristique de cette orientation moderne de l'assurance.

pas comparable à la prime d'assurance, dont le risque seul doit donner la mesure. L'assurance, sauf peut-être, les assurances ouvrières, qui empruntent à l'assistance une part de leurs ressources, peut se passer, et se passe même utilement de l'intervention de l'État; elle peut prendre sans lui une extension croissante et combattre tour à tour les risques les plus variés.

Elle trouve cependant une limite : celle des revenus disponibles. L'assurance, à part l'assurance-vie, n'est pas créatrice, mais conservatrice des richesses et réparatrice des pertes : les frais de conservation doivent se restreindre à un certain taux, sous peine de mettre obstacle à une mise en valeur plus productive des capitaux d'épargne. Le sacrifice que demande la prime ne peut s'expliquer que par l'imminence du danger ou l'étendue du sinistre qu'elle garantit. Les dépenses d'assurance varient avec chacun ; la mesure à garder est affaire purement individuelle, mais leur exagération n'est pas un bon indice de l'esprit d'entreprise. Il faut savoir, tout en diminuant l'empire du hasard, renoncer en face de certains risques, à lutter avec ce qu'un écrivain spirituel appelait « l'Incognito de la Providence ».

Dans cette mesure même des revenus disponibles, les applications de l'assurance ne sont pas illimitées. Tous les dangers, toutes les causes de perte ne sont pas au même degré des risques assurables.

Un *risque*, défini en fonction de l'assurance, est un événement futur, incertain et probable qui menace un

certain nombre d'individus dans leurs personnes ou leurs biens ⁽¹⁾.

Futur, car la réalisation postérieure est un des éléments de l'incertitude ⁽²⁾.

Incertain, car l'assurance ne se conçoit pas sans un hasard suspendu sur la tête de tous et ne frappant que quelques-uns. La sécurité, comme la certitude d'un malheur excluent l'assurance. Lorsqu'un sinistre est sûr, on ne trouve pas à l'assurer; lorsqu'on est sûr d'en être indemne, on ne s'assure pas. Pour être objet d'assurance, un risque doit présenter entre autres caractères ceux d'un cas fortuit ou de force majeure. Il n'y a pas de risque véritable dans le danger qu'un homme peut éviter par la diligence d'un bon père de famille et dont la survenance est imputable à son imprévoyance ou à son incurie.

Et cependant *probable* ou *possible*, de réalisation cer-

(1) Dans une autre acception, *risque* s'applique à la chose assurée elle-même. C'est ainsi qu'une police d'assurance contre l'incendie dira que le « risque » (c'est-à-dire les bâtiments assurés) a une valeur de 50.000 francs. *Risque* désigne encore la plus ou moins grande probabilité de réalisation du sinistre.

(2) Le droit maritime valide non seulement l'assurance d'un navire en cours de route, alors que les chances sont peut-être déjà réalisées, mais encore l'assurance sur *bonnes et mauvaises nouvelles*, qui, écartant la présomption légale de l'article 366 du Code de commerce, n'est annulée aux termes de l'article 367 du Code de commerce, que « sur la preuve que l'assuré savait la perte, l'assureur l'arrivée du navire, avant la signature du contrat ». Ces opérations exigent une telle bonne foi que les Compagnies d'assurances terrestres, les jugeant dangereuses, préfèrent les proscrire et parfois fixent, à partir de la conclusion du contrat, un terme avant lequel le sinistre restera en dehors de l'assurance.

taine pour quelques-uns à des intervalles plus ou moins éloignés mais présentant une certaine régularité. Et par ce caractère, le risque assurable se distingue des fléaux, des calamités et des catastrophes qui désolent toute une région ou tout un groupe, qui se localisent dans l'espace et se fixent dans le temps à des intervalles irréguliers et éloignés, comme l'inondation ou les tremblements de terre. Le risque assurable est, si l'on peut dire un « phénomène normal, c'est-à-dire se reproduisant avec régularité dans la vie courante » ⁽¹⁾, frappant par unité et non par masse.

Ainsi que le dit M. de Courcy⁽²⁾ « pour qu'il y ait lieu à une assurance, trois conditions sont indispensables. Il faut d'abord qu'il y ait un *danger* actuel, de nature à inquiéter sérieusement un homme sage et prévoyant... Il faut de plus que l'événement soit *incertain*, improbable même pour chaque cas particulier, qu'il ait un caractère fortuit et accidentel, qu'il ne se présente à la pensée que comme un risque. Si le danger est imminent, presque irrésistible... aucun assureur n'en peut assumer la respon-

(1) Rapport de M. HEINRICH BLEICHER sur les limites de l'assurance « *Die Grenzen der Versicherungsmöglichkeit* » au 5^e congrès de la science de l'assurance à Berlin, 10-15 septembre 1906, *Berichte, Denkschriften und Verhandlungen*, 4 vol. Berlin, 1906. ERNST SIEGFRIED, *Mittler und Sohn*, vol. I, p. 783 et suiv.

Comparez MANES, *op. cit.*, 1^{re} partie, § 2, principes et limites de l'assurance, p. 7 et suiv., où il analyse les limites *objectives* de l'assurance, c'est-à-dire celles qui tiennent à la nature du risque et ses limites *subjectives*, qui dépendent de la personne assurée.

(2) ALFRED DE COURCY, *Essai sur les lois du hasard, suivi d'études sur les assurances*, p. 229. Paris, Guillaumin, 1862.

sabilité. Il faut enfin que le fléau qu'on assume exerce *inégalement ses ravages*, frappant çà et là des coups soudains, mais épargnant la *grande majorité des valeurs assurées* ».

Autant que possible, il faut encore que le risque soit appréciable en argent. Mais cette condition est moins impérieuse que les autres. « Souvent l'assurance est tentée, et doit l'être, sans que toutes les conditions soient réalisées complètement : soit que le risque soit fréquent et pressant, soit qu'on ne puisse le couvrir autrement... Grâce à une longue pratique, toujours en éveil, avançant avec prudence, on peut faire rentrer dans le domaine de l'assurance des risques dont l'évaluation est fort délicate, par exemple les dégâts causés par la grêle, les accidents, la responsabilité civile des fabricants. Mais cela n'est admissible que quand il s'agit des besoins pécuniaires fortuits qui doivent être satisfaits dans l'intérêt général et auxquels il n'y a pas moyen de faire face autrement ⁽¹⁾.

Nous avons essayé, au seuil de cette étude, de préciser, par un bref aperçu de son évolution, les conditions favorables au développement de l'assurance et les caractères que doit présenter un risque assurable.

L'assurance n'a pas encore terminé sa marche progressive. Une forme nouvelle vient d'apparaître, qui combat un risque moderne : le chômage résultant de la grève.

(1) A. EMMINGHAUS, Rapport sur les limites de l'assurance « *die Grenzen der Versicherungsmöglichkeit* » au Congrès de Berlin, précité, vol. I, p. 767 et s.

L'interruption du travail est, pour deux catégories d'individus, une source de dommages : les ouvriers et les patrons. Les uns et les autres usent, pour s'en garantir, du bouclier de l'assurance. Assurance contre la grève, assurance contre le chômage sont les deux faces d'un même problème.

L'assurance contre le chômage⁽¹⁾ fonctionne déjà en certains pays. L'assurance contre la grève est de formation plus récente; elle a pris, il y a peu de temps, naissance en Allemagne et est encore au début de sa carrière. Ses règles ne sont pas encore très fermes; son principe même prête à discussion; sa réalisation pratique rencontre des difficultés de tous ordres.

Examiner à quel besoin répond l'assurance patronale contre la grève, dégager ses principes, réfuter les objections qu'elle rencontre, soit du point de vue social, soit de celui de la technique de l'assurance, abstraction faite de toute législation positive, en faire, en un mot, la théorie, tel sera l'objet de la première partie de cet ouvrage.

Puis, dans une seconde partie, nous nous mettrons à l'école de l'Allemagne et nous analyserons les formes qu'elle adopte dans ce pays, où elle a pris naissance, et les résultats qu'elle a pu déjà donner.

Enfin, la troisième partie sera consacrée à l'étude des

(1) Sur l'assurance contre le chômage, voir : DENJEAN, *L'assurance contre le chômage*. Paris, 1899, Guillaumin; L. VARLEZ, *Les formes nouvelles d'assurance contre le chômage*. Paris, Rousseau, 1903; PHILIPPE DE LAS CASES, *L'assurance contre le chômage en Allemagne*. Paris, 1906, Giard et Brière.

formes juridiques de l'assurance patronale contre la grève en France, des obstacles qu'elle trouve dans notre législation, des moyens de la réaliser sans choquer aucune règle légale, et des organisations déjà existantes.

Nous aurons ainsi passé en revue les *principes*, les *formes* et les *faits* de cette institution nouvelle.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE

La grève est devenue un risque presque normal de l'industrie moderne. Le nombre et l'importance en croissent sans cesse, et, dans tous les pays, la statistique dessine une courbe nettement ascendante⁽¹⁾.

La grève est inévitable, et dans certains cas nécessaire, comme la guerre elle-même, dont elle est la transposition, dans le domaine économique. La cessation concertée du travail est souvent le seul moyen dont disposent les ouvriers pour faire triompher de justes reven-

(1) Sur la *progression des grèves et sa valeur symptomatique*, voir un intéressant article de M. Charles Rist, professeur à la Faculté de droit de Montpellier, dans la *Revue d'économie politique*, mars 1907. L'observation attentive des faits dans les principaux pays d'Europe le conduit à cette constatation que « les fluctuations des grèves suivent le mouvement économique général et surtout les variations du chômage ». Leur nombre s'augmente aux périodes de prospérité économique, car la grève est alors opportune, il diminue, en temps de crise, en raison inverse du nombre des sans-travail parmi lesquels les patrons recruteraient facilement des remplaçants aux chômeurs volontaires.

dications. Mais, si la légitimité de cette arme ne peut être sérieusement contestée, son emploi est parfois abusif. Les ouvriers entreprennent souvent des grèves injustes : exigences inadmissibles pour les salaires, la durée du travail ou la discipline, passions politiques, idéal socialiste, voilà autant de causes déterminantes des grèves illégitimes, auxquelles les patrons ont le droit de résister.

Si tous les industriels sont également exposés à la grève, si les dommages qu'elle produit entrent dans les prévisions de chacun, elle frappe certains d'entre eux plus durement que d'autres. Or, bien que la concurrence leur crée des intérêts antagonistes, il n'en est pas moins vrai que toutes les branches d'industrie sont solidaires : elles vivent dans une dépendance réciproque ; la prospérité leur est commune et la ruine des unes entraîne souvent celle des autres. C'est ainsi que la grève d'un bassin houiller aura pour conséquence une interruption au moins partielle du travail dans les entreprises ainsi privées de combustibles, et que les ouvriers condamnés au chômage seront autant de clients au moins pour le petit commerce. La grève se répercute ainsi en conséquences souvent imprévues.

Si donc chaque industriel est également intéressé à diminuer le nombre des grèves et l'étendue des dommages qu'elles entraînent, pourquoi ne pas chercher le moyen de les répartir entre eux tous, de façon à les rendre moins lourds pour chacun d'eux !

C'est à ce but que répond l'assurance patronale contre la grève.

Elle rencontre sans doute des difficultés assez nombreuses. Sans parler des colères soulevées dans le camp socialiste, qui crie au « terrorisme organisé »⁽¹⁾, beaucoup d'esprits libéraux ne voient pas sans une certaine inquiétude s'augmenter d'une arme nouvelle l'arsenal des moyens de défense, toujours susceptibles de servir à l'attaque. Des techniciens contestent que l'assurance puisse s'appliquer au risque de grève.

Dans quelle mesure ces reproches sont-ils fondés? L'assurance contre la grève est-elle illégitime, dangereuse, inutile et impossible, comme le prétendent ses adversaires? Répondre à ces questions, et par là-même tenter de dégager le rôle social et les principes théoriques de l'assurance contre la grève, tel sera l'objet de cette première partie.

(1). VORWÄRTS, *Organisierter terrorismus*, mars 1904.

CHAPITRE I

LE RISQUE DE GRÈVE ET L'ASSURANCE

La grève est une lutte entre deux catégories d'individus que l'organisation actuelle de la production rend, sur certains points, antagonistes. Par elle, les ouvriers tentent, dans une action concertée, d'obtenir de leur patron certains avantages, en pesant sur lui par la menace des dommages que fait naître l'interruption du travail. Elle cause une véritable perturbation dans la vie économique d'une entreprise, elle détruit l'harmonie qui réunit dans une collaboration commune, les ouvriers et les patrons; elle entraîne pour les uns et les autres des dommages sérieux.

Ces dommages peuvent-ils être couverts par l'assurance? Toute perte n'est pas réparable par le mécanisme de l'assurance et tout risque n'est pas assurable.

Il est donc nécessaire d'analyser les caractères du risque de grève et les difficultés que présente l'application de l'assurance à ce risque nouveau.

§ I. — Le risque de grève est-il assurable ?

La grève, a-t-on dit⁽¹⁾, ne présente pas les caractères d'un risque assurable.

Le domaine de l'assurance est limité, en effet, aux cas fortuits ou de force majeure, les uns imprévus, les autres inévitables, qui atteignent tous les hommes ou toute une catégorie d'individus, tels que la mort, la maladie, la grêle, l'incendie, la vieillesse. Or la grève est un fait volontaire, et, comme tel, le risque qu'elle crée échappe à l'assurance.

Il est au pouvoir des patrons et des ouvriers de provoquer la cessation du travail : les ouvriers la décrètent librement, les patrons peuvent, indirectement, la déterminer, en donnant à leurs ouvriers de légitimes motifs de mécontentement. L'appât de la prime d'assurance, avec la certitude d'être indemnisés de leurs pertes, s'il ne va pas jusqu'à engager les patrons à fomentier une grève dans leurs propres ateliers, leur enlève tout intérêt et toute raison de l'arrêter. Pour certaines entreprises, le chômage ainsi rémunéré peut être plus lucratif que l'activité et les mauvais patrons seront tentés de se procurer

(1) Les principales objections ont été indiquées et réfutées par M. E. Rosstand, au Congrès international de la mutualité en 1900, à propos de l'assurance contre le chômage, mais elles concernent également l'assurance patronale contre la grève ; l'une et l'autre en effet luttent contre le même risque, bien qu'elles en protègent des catégories différentes. Cf. l'article de M. MAURICE BELLOM sur l'*Assurance contre les grèves* dans l'*Économiste français* du 17 décembre 1904, p. 867.

des ressources aux dépens des industriels consciencieux.

Telle est, dans sa rigueur extrême, cette première objection. Elle ne nous paraît pas fondée.

La grève semble, au contraire, dans la grande majorité des cas, présenter un caractère très net de cas fortuit et de force majeure. C'est la considérer dans la théorie, c'est l'idéaliser que d'y voir un effet de la libre volonté des parties en présence. Bien rarement elle se décide à la majorité dans une assemblée calme et consciente; le plus souvent elle est imposée par une minorité turbulente et attisée par des agitateurs professionnels. Pour un ouvrier et un patron qui la désirent ou s'en accommodent, combien la subissent sans avoir su la prévoir, ni pu l'éviter! C'est un phénomène capricieux et déconcertant, comme l'âme mobile de la foule dont elle est l'œuvre : un prétexte futile donne naissance aux grèves les moins justifiées, une impression irraisonnée met fin aux plus légitimes. Si volonté signifie liberté, la grève n'est pas un fait volontaire, car elle dépend d'un trop grand nombre de volontés qui se combattent, se neutralisent et dont la résultante est, en somme, presque toujours un arrêt du hasard.

Quand même la grève serait ce que M. Chaufton appelle « un risque subjectif », alors même qu'elle naîtrait « de l'action de l'homme et de sa mauvaise foi éventuelle », elle n'en pourrait pas moins, sous certaines précautions, rester susceptible d'assurance. « L'homme ⁽¹⁾, dit

(1) CHAUFTON, *op. cit.*, p. 98.

M. Chaufton, peut se suicider ou tuer, incendier sa maison, feindre une maladie, préparer un naufrage, laisser mourir son bétail ». Et pourtant l'assurance couvre ces divers risques, que la volonté de l'homme peut, dans une certaine mesure, faire naître.

Sans doute, pour tout « risque subjectif », il y a lieu de rechercher la part qui en incombe à la volonté humaine, et, dans la mesure, où celle-ci se rencontre, elle exclut l'application de l'assurance.

Cet examen, inutile pour un risque objectif, comme la grêle, peut être parfois délicat, mais prétendre que, partout où il est nécessaire, l'assurance est impossible serait supprimer ses applications les plus populaires. L'assurance moderne augmente sans cesse le nombre des risques subjectifs qu'elle combat et la création des assurances de responsabilité est une étape marquante dans cette évolution.

Les polices d'assurance sur la vie prévoient que l'indemnité stipulée au décès de l'assuré ne sera pas due si celui-ci se suicide. De même les inspecteurs des compagnies d'assurance contre l'incendie sont souvent obligés de faire une enquête sur l'origine du sinistre et ils refusent toute indemnité lorsque le sinistre a pour cause une imprudence grave ou la mauvaise foi de l'assuré.

D'ailleurs, l'assurance contre la grève ne doit pas garantir une indemnité dans toutes les grèves indistinctement. Resteront en dehors d'elle les grèves dues à des provocations évidentes de la part du patron ou à son refus

injustifié d'accéder à des revendications légitimes; sans quoi, l'assurance contre la grève ne serait plus qu'une coalition de patron destinée, contre toute équité, à empêcher les ouvriers d'améliorer leur sort économique. Elle aboutirait à prolonger les grèves, le patron trouvant beaucoup de bénéfice et peu de perte à la résistance, et se mettrait en opposition avec l'esprit général de la législation, qui s'efforce de maintenir des rapports pacifiques entre les divers agents de la production.

L'indemnité dans l'assurance-grève, doit être calculée de façon à enlever à l'industriel tout intérêt à la grève juste ou injuste; et, pour ne pas constituer une prime à l'inaction et au chômage, il faut qu'elle ne représente jamais l'intégralité du préjudice souffert, qu'elle en laisse toujours supporter une part à l'assuré ou tout au moins, qu'elle ne comprenne jamais le *lucrum cessans*, le manque à gagner au *profit espéré* ⁽¹⁾.

Ainsi se dégage ce double principe :

L'indemnité d'assurance est toujours *partielle*. Elle n'est accordée qu'aux patrons victimes de *grèves injustes*.

Risque subjectif, fait humain, mais dont la survenance ne peut être régentée, au moins en général, par le libre arbitre d'un seul, et arrive plutôt d'une véritable « ac-

(1) L'assurance du *profit espéré* n'est autorisée que dans le droit maritime par la loi du 12 août 1885 modifiant l'article 334 du Code de commerce. De nombreux auteurs critiquent cette disposition qui est, à leurs yeux, la plaie des assurances maritimes. Voir l'article paru sous ce titre dans le *Moniteur des assurances*, 1902, p. 101.

tion extérieure » à celui qui la subit, la grève peut à bon droit sembler susceptible d'assurance, comme présentant, ou pouvant présenter les caractères d'un cas fortuit ou de force majeure.

La jurisprudence fortifie les conclusions de cette analyse théorique. La question de la grève force majeure n'a pas été posée en fonction de l'assurance, mais fréquemment les tribunaux ont eu à juger si la grève constituait un cas fortuit ou de force majeure suffisant pour dispenser un contractant de l'exécution de ses obligations. Un industriel promet pour une date fixée une certaine quantité de produits; une grève éclate dans ses ateliers, la fabrication est interrompue et les marchandises promises ne sont pas livrées aux termes du contrat. L'industriel est-il passible de dommages-intérêts moratoires (art. 1147, C. civ.)? — ou peut-il, invoquant l'article 1148 du Code civil, soutenir que la grève crée pour lui une impossibilité d'exécution, dont il ne peut être rendu responsable?

Sans s'être arrêtée encore à une distinction rationnelle et compréhensive, la jurisprudence, malgré les divergences des arrêts et la variété des espèces, a posé certaines règles et précisé les conditions où la grève possède les caractères libératoires du cas fortuit et de la force majeure.

Certains auteurs distinguent du reste entre le cas fortuit et la force majeure. Celle-ci est, d'après la défini-

tion de M. Amiot ⁽¹⁾ « la pénétration d'une cause externe dans le milieu professionnel » ; le cas fortuit est « un grincement intérieur de l'organisme de l'entreprise ». Le critérium de la distinction est « l'extériorité » c'est-à-dire « l'absence d'un rapport de cause à effet entre le dommage causé et le fait du défendeur ».

Quelle que soit la valeur juridique de cette analyse ⁽²⁾, si nous appliquons à la grève ce critérium d'*extériorité*, il nous semble nécessaire de décider que la grève ne peut jamais être un cas fortuit. Même légitime, et à plus forte raison lorsqu'elle devient illicite dans son but ⁽³⁾ ou ses moyens ⁽⁴⁾, la grève est l'usage d'un droit contre le patron et sur l'exercice de l'activité professionnelle en vue de laquelle le patron a pris ses ouvriers ;

(1) F. AMIOT, *De la répercussion des grèves ouvrières sur l'exécution des contrats*. Paris, Rousseau, 1903. Extrait des *Annales de droit commercial français et étranger*, avril et août 1903, p. 26 et suiv. — HAMELET, *La Grève, Étude critique de législation et de jurisprudence*. Paris, Larose, 1903.

(2) Cette analyse, inspirée des théories allemandes d'Exner, renouvelées en France par M.M. Thaller, Soleilles et Josserand, est très vraie et très fine en théorie. Elle devrait être le germe d'une distinction entre le cas fortuit et la force majeure. Mais elle nous paraît, sous la législation actuelle, en présence des termes formels de l'article 1148 du Code civil, dénuée de tout intérêt juridique. L'article 1148 met sur le même pied cas fortuit et force majeure. Dans certaines situations seulement, où le créancier est en droit d'exiger de son débiteur un maximum d'efforts, la force majeure sera seule une cause d'exonération : ainsi d'après M. Ambroise Colin (note dans Dalloz 1904. 2. 73) le transporteur aura les cas fortuits à sa charge.

(3) Par exemple, lorsque les ouvriers veulent obtenir le renvoi d'un contremaître ou d'ouvriers non syndiqués (Cass., 2 juin 1892, D. 1892. 1. 449).

(4) Lorsque les ouvriers usent de violences pour faire triompher leurs revendications (Poitiers, 12 janvier 1903, D. 1903. 2. 389, S. 1904. 2. 44. — Conseil de préfecture de la Seine, 27 mai 1902, *Gaz. Trib.*, 29 mai 1903).

or il ne saurait être rendu responsable que de cette sorte d'activité. Autrement dit, la grève n'est pas un risque professionnel qui incombe à l'industriel au même titre que les accidents de ses ouvriers, et ne peut être, dans les hypothèses où elle aura un effet libératoire qu'un cas de force majeure.

La force majeure suppose deux éléments : l'impossibilité d'exécution et l'absence de faute. Si la grève laisse au débiteur un moyen de remplir ses obligations, l'obstacle qu'elle oppose n'est pas invincible; si, d'autre part, la grève lui est imputable, si l'impossibilité d'exécution dérive de son fait ou de sa faute, l'obstacle, quoique invincible, ne peut être invoqué à sa décharge.

Quant à déterminer d'avance, au moyen d'un principe rigide, dans quels cas l'exécution est impossible sans la faute du débiteur, la jurisprudence n'a pu y parvenir ⁽¹⁾. Les décisions n'ont qu'une valeur d'espèce; elles ne peuvent être groupées sous une théorie synthétique.

Cependant la jurisprudence actuelle prend en considération, dans chaque cas, certains caractères de la grève qui forment la mesure de la force majeure : ces critères sont l'*étendue* et l'imprévu de la grève.

Critériums assez vagues d'ailleurs. D'après la majorité des arrêts, la grève partielle ne serait pas un cas de force majeure, mais la définition de la grève générale est loin

(1) Un jugement du tribunal de Saint-Nazaire du 23 mars 1893 (*Le Droit*, 8 décembre 1893), proclame « l'impossibilité de rendre en pareille matière un jugement de privilège et de droit pur ».

d'être précise. Est-ce celle qui embrasse toute une région ou toute une profession? et faut-il, pour qu'une grève soit générale, que « tous les ouvriers d'une corporation se solidarisent à ce point que leur demande n'est satisfaite et le travail repris que lorsque tous les chefs d'exploitation, quels qu'ils soient, ont adhéré aux nouveaux salaires exigés ⁽¹⁾ »? Est-ce la grève qui embrasse tous les ouvriers d'un entrepreneur qui n'a pu en trouver d'autres à n'importe quel prix et qui a fait « tout ce qui était en son pouvoir pour en conjurer les effets dommageables ⁽²⁾ »?

Excluera-t-on des causes d'exonération toutes les grèves partielles sans exception? Une grève qui se limite à une catégorie peu nombreuse d'ouvriers, forgerons, chaudronniers, mécaniciens, fondeurs, peut, sans interrompre la vie d'une grande usine, mettre un obstacle

(1) Cour d'Aix, 21 novembre 1901, confirmant un arrêt du tribunal de commerce de Marseille du 24 août 1900, S. 1902. 2. 51. Dans le même sens : Tribunal de commerce de Marseille du 8 octobre 1900, S. 1902. 2. 51 : la grève des chauffeurs et matelots exonère la Compagnie transatlantique de tous dommages-intérêts envers un voyageur dont le départ a été retardé. Tribunal civil de la Seine, 4 décembre 1884, *Gaz. des Trib.*, 10 décembre 1884, *Gaz. du Palais*, 1885, 1^{re} sem., *Suppl.*, p. 97 : grève de charpentiers qui, non seulement désertent les chantiers, mais mettent en interdit les établissements des patrons, chassent des ateliers ceux de leurs camarades qui étaient disposés à travailler et provoquent, « par suite d'intimidation », un arrêt général du travail de la corporation. Tribunal de commerce de Marseille, 3 octobre 1904, *Rec. Gaz. des Trib.*, 1905, 2^e sem., 2. 89 : grève des ouvriers camionneurs qui décident de reprendre le travail chez les entrepreneurs qui accepteraient leurs revendications avec cette restriction qu'ils refuseraient de manipuler les marchandises de toutes personnes dont les transporteurs ordinaires n'auraient pas admis leurs revendications.

(2) Cour de Rouen, 8 août 1900, *Gaz. Pal.*, 1900. 2. 675, S. 1904. 2. 44, D. 1903. 2. 389.

absolu à l'achèvement du travail dont est chargée cette catégorie⁽¹⁻²⁾?

La soudaineté de la grève que certains arrêts relient comme un second élément essentiel de la force majeure, n'a pas une valeur théorique ni une précision plus grande. Qu'importe que la grève ait été prévue à l'avance, si l'industriel n'a pu « malgré tous ses efforts et toutes ses démarches, en conjurer les effets ⁽³⁾ » et en

(1) Dans une usine, la plupart des ateliers sont solidaires et la grève de l'un d'eux peut imposer aux autres un chômage forcé. Dans certains établissements dont la force motrice est fournie par une station centrale d'électricité, la grève de quelques électriciens suffit à suspendre la marche de toute l'usine. Il en est de même pour la grève des ouvriers des hauts-fourneaux, si la force motrice est fournie par le gaz provenant de ces hauts-fourneaux.

(2) Un arrêté récent du Conseil de préfecture de la Seine, du 29 novembre 1907, qui n'a pas encore été publié dans les recueils de jurisprudence considère comme un cas de force majeure, exonérant la Compagnie des chemins de fer du Médoc de tous dommages-intérêts vis-à-vis de l'Administration des postes, dont elle n'avait pu assurer le service, une grève des employés et des ouvriers de ladite Compagnie à laquelle ont pris part les quatre cinquièmes environ du personnel;

« Considérant que la spécialisation de ce personnel rendait absolument impossible le remplacement immédiat de cette masse de grévistes...;

« Considérant que la reconnaissance d'un cas de force majeure dans la grève des 13-18 juillet 1906 ne suffirait pas pour exonérer la Compagnie défenderesse de toute responsabilité envers l'État, s'il était établi qu'elle a commis des fautes ayant eu pour résultat de provoquer ou de prolonger la grève, mais qu'il résulte de l'instruction « qu'antérieurement à la cessation concertée du travail, la Compagnie avait annoncé et préparé la réalisation qui était imminente des mesures dont les grévistes se sont finalement contentés; que, d'autre part, l'État ne lui a fait aucun grief de la résistance qu'elle a cru devoir opposer aux autres exigences de ses employés et ouvriers... ».

(3) Cass., 31 octobre 1905, *Rec. Gaz. des Trib.*, 1906, 1^{er} sem., 1. 128 : « Grève générale ayant englobé tous les ouvriers déchargeurs (du port de Rochefort) sans que ledit entrepreneur ait pu le prévoir ».

diminuer les conséquences dommageables? Prévoir n'est pas toujours pouvoir et si la grève prévue est inévitable, elle peut créer une impossibilité d'exécution aussi forte que la grève brusque et soudaine.

L'industriel est-il en faute d'avoir accepté des commandes qu'il n'était pas sûr de pouvoir satisfaire? D'après M. Ambroise Colin⁽¹⁾, « l'impossibilité même extérieure d'exécution laisse (au cas de grève imprévue)... subsister une faute à la charge du débiteur, coupable d'avoir imprudemment provoqué l'attente du créancier. La grève qu'il était possible de prévoir ne peut pas plus libérer l'industriel que la grève qu'il serait coupable d'avoir lui-même provoquée par l'arrogance de son attitude ou l'intransigeance de ses prétentions ». La grève est toujours possible, souvent probable, jamais certaine⁽²⁾ et l'attente de la grève ne doit pas condamner le patron au chômage volontaire par le refus de commandes. Lui fera-t-on grief de n'avoir pas inséré dans ses contrats une clause l'exonérant de toute responsabilité à raison des retards résultant pour lui de la grève? Cette exigence serait peu raisonnable⁽³⁾; elle équivaldrait, ainsi que le

(1) Note précitée sous l'arrêt de la Cour de Paris du 13 novembre 1903, D. 1904. 2. 73. Rivière contre Compagnie des transports fluviaux de la Seine.

(2) L'arrêt précité de la Cour de Rouen du 8 août 1900 exprime clairement le caractère d'incertitude qui plane sur presque toute grève : « Sans doute des prodromes précurseurs d'une grève possible se manifestaient depuis un mois, mais personne n'aurait pu dire le lundi matin, si la grève éclaterait, et surtout quand elle commencerait ».

(3) D'après l'arrêt précité de la Cour de Rouen, « on ne peut taxer d'im-

remarque M. Amiot ⁽¹⁾, à rendre de style cette clause d'exonération, dite clause de grève.

En somme si la grève à la fois *générale et imprévue* constitue pour la jurisprudence, le cas type de force majeure, toute grève, soudaine ou attendue, générale ou partielle peut à notre avis en présenter les caractères et en produire les effets. Tout dépend des circonstances de fait qui l'accompagnent : il faut et il suffit que la grève ait créé, sans faute du patron, une véritable impossibilité d'exécution.

La clause de grève supprime une de ces deux conditions : elle fait présumer en faveur de l'industriel l'impossibilité d'exécution, la force majeure, sans réserver la preuve contraire à l'autre partie : le simple fait d'une grève éclatant dans ses ateliers met l'entrepreneur à l'abri des conséquences pécuniaires de son retard pendant toute la durée de la grève.

A la condition toutefois qu'il n'ait aucune faute à se reprocher ; car l'existence d'une faute neutralise l'effet libératoire de la force majeure. Le patron sera en faute, s'il a provoqué ou prolongé la grève par son attitude

prévoyance coupable, l'omission dans un contrat de déchargement d'une clause stipulant que la grève est considérée comme un cas de force majeure ».

Au contraire, cette omission devient une imprévoyance, lorsque la clause de grève est devenue de style dans les usages de la région.

Voir un arrêt de la Cour de Caen du 28 août 1875 cité et commenté par BAY, *Cours de législation industrielle*.

(1) AMIOT, *op. cit.*, p. 41, note 2.

intransigeante, s'il n'a pas apporté tous ses efforts, malgré la grève, pour assurer l'exécution du contrat.

Nul ne peut s'assurer contre sa faute, ni s'exonérer de ses conséquences; les mêmes règles régissent les clauses d'irresponsabilité et les assurances. M. Labbé a constaté « cette assimilation complète entre les dommages de la responsabilité desquels nous pouvons nous affranchir et les dommages contre lesquels nous pouvons nous faire assurer. Quand le créancier renonce à exiger du débiteur la réparation d'une faute, il prend à sa charge le dommage résultant de cette faute, il fait l'équivalent d'une assurance ⁽¹⁾ ».

Ne peut-il faire cette assurance elle-même?

La grève, sous certaines conditions, devient un cas de force majeure. La jurisprudence l'a reconnu, mais la nécessité de garantir, le plus possible, la stricte exécution des contrats l'oblige à ne lui attribuer qu'avec parcimonie l'effet libératoire : deux parties sont en présence dont les droits sont aussi respectables ; il faut une raison péremptoire, une force majeure certaine pour sacrifier le créancier au débiteur, en dispensant celui-ci d'exécuter son obligation⁽²⁾.

(1) LABBÉ, note sous Cass., 15 mars 1876, S. 76. 1. 337, A. Pellerin c. Compagnies *la France*, *la Mutuelle du Calvados*, *le Phœnix* et autres.

(2) Aussi certains arrêts (Cour de Rouen, 8 août 1900, Cour d'Aix, 21 novembre 1901 confirmant le jugement du tribunal de commerce de Marseille du 24 août 1900, S. 1902. 2. 51. Note précité de M. A. Colin) semblent-ils exiger, comme condition à l'effet libératoire de la grève, que l'industriel n'ait pu l'éviter par des concessions volontaires, si onéreuses

La libre convention des parties modifie cette situation ; en l'absence de faute, par l'effet de la clause de grève, qui déplace le fardeau de la preuve, la grève est considérée comme un cas de force majeure qui exonère de toute responsabilité ; l'industriel en grève rejette ainsi sur son contractant le poids du dommage ; il se garantit contre ce dommage.

Mais alors si le risque de grève peut, par une clause modificative du droit commun des contrats, être *déplacé* du débiteur au créancier, les pertes qu'il entraîne ne peuvent-elles être *réparties* entre des cointéressés par le jeu d'une assurance ?

L'existence de la clause de grève entraîne donc avec elle la possibilité de l'assurance contre la grève. Le même principe leur est commun ; elles couvrent le même risque et fonctionnent dans les mêmes cas.

Bien loin de s'exclure, réciproquement, elles peuvent trouver, à côté l'une de l'autre, leur emploi.

En vertu de la clause d'irresponsabilité, l'industriel sera exonéré des pénalités pour les retards, conséquences d'une grève, tandis que l'assurance lui remboursera une partie de ses pertes.

qu'elles pussent être. Quel que soit pour l'industrie entière, le danger d'une pareille théorie, elle peut, dans une certaine mesure, se justifier par la nécessité de protéger les intérêts des clients, dont les livraisons restent en souffrance et par cette idée exprimée par M. AMIOT (*op. cit.*, p. 28) que « la responsabilité est un risque pour le chef de l'entreprise parce qu'il en a la direction et le profit ». Mais, en fonction de l'assurance, la force majeure serait appréciée moins sévèrement, puisque l'assurance a précisément pour but d'indemniser l'industriel dans tous les cas de grève injuste.

On a prétendu que l'assurance contre la grève « ferait cesser toute discussion sur le point de savoir si la grève est ou non un cas de force majeure » ⁽¹⁾ et on a même affirmé que l'indemnité versée à l'assuré devrait revenir aux clients qui n'auraient pas été exactement fournis ⁽²⁾.

Cette opinion a été très exactement réfutée ⁽³⁾ au moyen d'un argument sans réplique : l'assurance est pour les clients de l'assuré *res inter alios acta* ; elle ne peut leur profiter ; ils ne sauraient en invoquer le bénéfice. Et, bien que l'industriel soit en vertu de la clause de grève à l'abri de leurs demandes en dommages-intérêts pour retard dans la livraison, et qu'il rejette ainsi sur eux le poids de la force majeure, l'indemnité d'assurance ne l'enrichit pas, puisqu'elle couvre seulement une partie des dommages que la grève lui cause.

§ II. — Grèves justes et grèves injustes.

Clause de grève et assurance exonèrent ou indemnisent en principe l'industriel dans toute grève dont la cause ne lui est pas imputable. Leur application suppose à titre d'élément essentiel l'absence de toute faute à la charge de

(1) GEORGES MICHEL, *Les projets d'assurance contre les grèves dans les Compagnies houillères. Economiste français*, 25 juin 1892.

(2) E. DELECROIX, *Les grèves dans les houillères. Revue de la législation des mines*, 1891.

(3) M. HAMELRT, *op. cit.*, ch. III, sect. II, p. 405.

AMIOT, *op. cit.*, n° 6.

LIBOREL, *De la grève dans ses rapports avec le droit*. Paris, Larose, 1893, p. 203.

celui qui prétend les invoquer. Il serait contraire à l'ordre public qu'il en fût autrement. En conséquence, le patron doit supporter seul le poids des dommages dans une grève qu'il a provoquée et prolongée, par contre il est légitime qu'il soit couvert de ses pertes dans tous les cas de *grève injuste*.

La grève *juste*, définie au point de vue des auteurs de la grève, c'est-à-dire des ouvriers, est celle qu'ils déclarent pour soutenir des revendications bien fondées ; la grève *injuste* celle au contraire que légitime à la fois la résistance patronale et l'application de l'assurance.

Mais comment distinguer la grève juste et la grève injuste ?

En dehors de certains cas très nets, où le doute n'est pas possible, ce départ présente de grandes difficultés.

La grève est un phénomène complexe tout en nuances presque insaisissables. Les réclamations des ouvriers sont rarement toutes mal fondées, ou intégralement acceptables, elles sont en général mêlées de juste ou d'injuste. Et pourtant, s'ils les présentent comme un faisceau dont pas une ne peut être distraite, si le patron veut maintenir intangible l'ordre actuel, si l'entente ne peut aboutir, la grève et la résistance à la grève deviennent également de légitimité douteuse.

Il est vrai que les grèves ont une grande variété de causes déterminantes, et les circonstances si diverses qui les accompagnent, peuvent leur imprimer un caractère tout particulier.

Mais le comité directeur de la grève présente en général une sorte de « cahier de doléances », plus souvent ultimatum, qui en exprime l'idée directrice et le mobile principal.

Dans toute grève se retrouve, plus ou moins combinées, l'une de ces trois causes : un conflit de personnel, un motif politique, ou une question de salaire⁽¹⁾.

S'il n'existe pas un critérium général et rigoureux des grèves justes et des grèves injustes, l'appréciation des cas particuliers est toujours possible, sinon facile pour des hommes expérimentés et impartiaux.

Les ouvriers demandent-ils, par exemple, la réintégration dans l'atelier d'un des leurs, frappé contrairement aux dispositions du règlement d'usine : leur réclamation est légitime et imprimera son caractère à la grève qu'ils seront peut-être forcés de déclarer pour la soutenir. Au contraire, exigent-ils le renvoi d'un ouvrier non syndiqué, leur exigence blesse l'équité et porte atteinte à la liberté du travail.

La grève politique dépasse la portée des conflits ordinaires du travail : elle vise à exercer une influence sur la marche de l'État, à obtenir d'un Gouvernement, par la menace de troubles économiques nuisibles à l'intérêt général, des réformes législatives, c'est un mouvement ouvrier révolutionnaire. La personne du patron est hors

(1) LÉON DE SEILHAC, *Les grèves*, Librairie Lecoq, 1903, ramène à quatre les types de grève : grève de solidarité, grève législative, grève politique, grève pour l'augmentation des salaires.

de cause : il est victime d'une force majeure véritable, contre laquelle l'assurance le couvrira très légitimement.

Il est plus difficile de juger une grève dont l'objet est une augmentation des salaires : tout dépend des circonstances. Le seul principe, d'ailleurs assez vague, c'est qu'il doit exister une certaine harmonie dans la rémunération des divers agents producteurs : capital et travail. Si un contrat collectif règle d'accord entre le syndicat et le patron les conditions du travail pour une certaine période, toute demande d'un salaire supérieur est une rupture du contrat et un manquement à la parole donnée. Mais à l'expiration du contrat collectif de travail, toujours conclu pour une courte durée, ou s'il n'en existe pas, comment apprécier le fondement des prétentions ouvrières et de la grève qui les appuie ? On devra se demander pour chaque espèce particulière : le salaire actuel est-il dans une juste proportion avec les bénéfices de l'entreprise ? L'augmentation réclamée est-elle compatible avec la situation présente de l'industrie.

Il paraît impossible de formuler le principe distinctif des grèves justes et des grèves injustes. Sans doute il serait fort utile de déterminer dans les statuts d'une société d'assurance contre la grève les conditions dans lesquelles le risque serait assurable ; mais il faut se résigner à préciser seulement certaines hypothèses-types : grève politique, rupture d'un contrat collectif de travail ⁽¹⁾, où l'in-

(1) Que l'interruption du travail ait pour conséquence la *rupture* du con-

demnité d'assurance sera toujours accordée et à laisser les autres cas à l'appréciation de l'autorité chargée de juger le caractère de la grève.

Cet examen devra être fait avec beaucoup de loyauté et sans passion, sans quoi l'assurance contre la grève serait irrémédiablement détournée de son but. Ici réside son point faible : c'est que sa *moralité* dépende d'une appréciation aussi arbitraire (1).

L'objection nous a été présentée dans toute sa force par M. le docteur Pieper, directeur général de l'Union populaire de l'Allemagne catholique (2), à Munchen-Glad-

trat individuel de travail, comme le décident la majorité des arrêts (Cass., 18 mars 1902, S. 1903. 1. 465, D. 1902. 1. 322; Cass., 4 mai 1904, D. 1904. 1. 289), ou qu'elle ne constitue qu'un « *refus temporaire d'exécution* » (PLANIOL, note dans D. 1904. 1. 289), dont l'effet est seulement de *suspendre* le contrat, comme l'affirment certains auteurs (P. PIC, *De la rupture ou de la suspension d'exécution du contrat de travail par l'effet des grèves ouvrières et des lock-outs patronaux*, Paris, Larose. Extrait de la *Revue trimestrielle de droit civil*), on ne peut nier qu'elle ne constitue une violation des conventions, lorsqu'elle a pour but de substituer des conditions nouvelles à celles qui ont été librement débattues et acceptées par les patrons et le syndicat ouvrier lors de la conclusion d'un contrat collectif.

(1) Voir les observations présentées par M. DE ROUSIERS à la Société d'Économie sociale (séance du 15 avril 1907, *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1907).

(2) L'Union populaire de l'Allemagne catholique (*Volksverein für das katholische Deutschland*) a été la dernière pensée et l'œuvre quasi-posthume de Windthorst, le fondateur du « *Centre catholique* » et l'adversaire de Bismarck. L'Union, dont les bases furent jetées par Windthorst en 1890, avec MM. les évêques de Mayence, D'Haffner et de Trèves, D'Korum, J. Brandis, industriel à Munchen-Gladbach, prince de Lœvenstein, a pour mission « de combattre les erreurs et les menées révolutionnaires sur le terrain social et de défendre l'organisation chrétienne de la société ». Ce but sera poursuivi par l'action personnelle des membres, par des conférences d'enseignement et la propagation des brochures (Appel au peuple allemand

bach : « Quel est, nous disait-il, le juge sans appel de la légitimité de la grève » ? C'est le comité directeur de l'union d'assurance contre la grève, c'est-à-dire un groupe d'individus intéressés à repousser les revendications ouvrières, des juges qui, bientôt peut-être, seront parties dans une cause pareille. Leur décision d'un jour risque d'être influencée par leur désir du lendemain. Au début, l'organisation patronale de l'assurance contre la grève produira peut-être un résultat heureux : elle égalisera les conditions de travail dans la même région et portera la concurrence sur le terrain de la fabrication : le gain de l'industriel consistera à vendre plus cher, ou en plus grand nombre, des objets meilleurs, au lieu de livrer à bon marché des produits fabriqués à peu de frais, grâce à une économie sur les salaires réalisée aux dépens de l'ouvrier. En effet, le Comité patronal n'accordera pas d'indemnité d'assurance à l'industriel qui refuse à ses ouvriers un salaire égal à celui que paient ses collègues dans la même région et la même branche d'industrie. Mais, ce résultat obtenu, il est fort à craindre que des patrons peu scrupuleux n'emploient l'assurance contre la grève, non plus comme un bouclier défensif contre le terrorisme de la *Sozialdemokratie*, mais comme une arme offensive, pour mettre obstacle à l'amélioration normale du sort de l'ouvrier.

du 22 novembre 1890). L'Union a rempli son programme ; elle comptait en août 1904, d'après les renseignements donnés au Congrès de Wurzburg, 565.000 membres, et elle exerce une influence réelle.

Sans doute les patrons disposent, avec l'assurance contre la grève, d'une arme très forte, dont ils peuvent faire un mauvais usage. Montesquieu le disait : « C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser, il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites..... Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ⁽¹⁾ ». D'où viendra la résistance nécessaire à cette puissance absolue qu'est le patronat organisé?

Un premier frein aux abus de pouvoir se trouve dans l'opinion publique. Elle ne peut pas, il est vrai, exercer une action directe, mais, dans un pays qui pratique la liberté de la presse, les industriels hésiteront à blesser trop violemment par une attitude intransigeante les sentiments populaires d'équité; ils redouteront d'exciter contre eux un mouvement d'opinion, susceptible de se traduire par des réformes législatives comme celles qui ont été annoncées en Allemagne lors de la grève de Westphalie, en février 1905 ⁽²⁾, ou de provoquer une intervention plus ou moins officieuse, des pouvoirs publics.

(1) *Esprit des lois*, liv. XI, chap. IV.

(2) En janvier-février 1905 le bassin minier de la Ruhr a été le théâtre d'une grève qui a frappé 203 fosses et 195.000 grévistes sur un personnel s'élevant pour les mines atteintes à 241.958 et un personnel total du bassin minier de 268.256. Elle avait pour cause une demande de 25 0/0 d'augmentation de salaire et la journée de 8 heures. Elle s'est terminée le 9 février par la reprise sans conditions du travail. Entre temps le Gouvernement prussien avait annoncé le dépôt d'un projet de loi réglementant la durée et les conditions du travail dans les mines et qui donnait une satisfaction partielle aux ouvriers. — Circulaires du Comité central des houillères de France, nos 2801-02-06 08-09-24-35.

Une autre considération sera peut-être plus efficace. C'est un préjugé, il est vrai, très répandu, que le salaire vient toujours et forcément en déduction du gain de l'industriel. L'augmentation de salaire n'est, en réalité, une perte pour le patron que dans la mesure où elle n'est pas compensée par un accroissement corrélatif de la production. Le salaire est, en définitive, supporté par le consommateur, et, par le jeu d'un système de primes ⁽¹⁾, qui

(1) I. IZART, *Méthodes modernes de paiement des salaires*, préface d'YVES GUYOT, *Bibliothèque du mois scientifique et industriel*, 5^e monographie, avril 1904, librairie Dunod.

« Le salaire à primes, dit M. Izart, est un mode de rémunération dans lequel les bénéfices, dus à l'augmentation de production par rapport à un temps pris comme base... sont partagés entre ouvriers et patrons ». Le salaire devient ainsi « proportionnel à l'effort et le gain dépend uniquement de la volonté sans restriction aucune... le maximum de travail sera toujours récompensé par le maximum de salaire ».

Un système de salaires à primes, très ingénieux, a été introduit dans les ateliers d'électricité de MM. Schneider et C^{ie} à Champagne-sur-Seine, d'où il a été étendu aux ateliers d'artillerie du Creusot et du Havre, aux presses et plons et à la fonderie d'acier du Creusot.

Le travail est classifié en catégories, d'après les difficultés d'exécution qu'il présente à l'ouvrier. A difficultés différentes correspondent des prix de main-d'œuvre différents, conduisant à des salaires normaux différents. Ces salaires sont basés sur la production normale d'un ouvrier consciencieux. Le soin d'établir les *bulletins de travail* indiquant le temps et le prix fixés — prix d'ailleurs revisables si, au moment de la mise en main du travail, il est reconnu offrir des difficultés imprévues — pour effectuer un travail déterminé, est confié à une *commission* composée d'un contremaître, d'un ouvrier expérimenté de la profession intéressée et d'un comptable. Chaque bulletin est rendu par l'ouvrier au marqueur, au fur et à mesure qu'est exécuté le travail dont il fait l'objet. Le marqueur y inscrit le temps passé et le soumet au visa du contremaître. Quel que soit le temps dépensé par l'ouvrier pour effectuer le travail, le prix porté au bulletin est intégralement payé. Est ajoutée à ce prix une prime de 0 fr. 20 par heure économisée par l'ouvrier sur le temps prévu pour l'exécution et porté au bulletin de

encourage l'ouvrier à produire davantage, les salaires peuvent croître en même temps que le taux des bénéfices. L'intérêt intelligemment compris du patron ne consiste donc pas à river l'ouvrier à des salaires insuffisants, mais à faciliter son ascension sociale, dont la sienne est solidaire, à écouter de meilleur gré les revendications, si même il ne les prévient pas par des concessions volontaires. Et, si rare que soit une pareille attitude, elle n'est pas invraisemblable : dans telle grande usine française ⁽¹⁾ la question des retraites ouvrières a été résolue avant d'être même posée devant le Parlement.

Malgré ces freins aux résistances injustes des patrons, le danger très réel d'une appréciation arbitraire n'en

travail. Dans le travail en équipes, chaque ouvrier participe au gain, suivant un coefficient de rendement basé sur sa valeur personnelle et énoncée en tant pour cent. Cette valeur personnelle est établie après essai de l'ouvrier, ou d'après ses gains antérieurs, lorsqu'il a travaillé seul « à primes ». Ce système a jusqu'ici donné complète satisfaction.

(1) Depuis 1877, MM. Schneider et C^{ie} ont fait au profit de leurs ouvriers, sans aucune retenue sur les salaires, des versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de leur assurer le bénéfice d'une retraite proportionnelle au temps de service et aux sommes gagnées. Le taux actuel du versement est 3 0/0 du salaire pour le mari, 2 0/0 pour la femme. Depuis 1892, une rente complémentaire assure un minimum de pension de 1 franc par jour aux ouvriers ayant trente ans de bons et loyaux services. En 1903, un nouveau régime a été institué. MM. Schneider et C^{ie} versent à la Caisse nationale des retraites, le double, jusqu'à concurrence de 4 0/0 du salaire, des versements faits volontairement et personnellement par leurs ouvriers. Le point de départ de la jouissance de la rente est fixé à l'âge de 50 ans.

Les institutions patronales de MM. Schneider et C^{ie}, au Creusot et dans leurs autres établissements, ont fait l'objet d'un ouvrage spécial intitulé : « *Économie sociale. Institutions de MM. Schneider et Cie* ». Nevers, Imprimerie Mazon, 1905.

existe pas moins. C'est peine perdue de le nier comme de le démontrer. Il est double, et peut s'exercer dans les deux sens :

Les ouvriers peuvent craindre que ce comité de patrons, exposés aux mêmes revendications que repousse un de leurs collègues, ne soit porté à juger illégitime toute grève, même la mieux fondée.

Les assurés, à leur tour, peuvent redouter que ces industriels et ces concurrents, qui composent le Comité, voient sans déplaisir un rival engagé dans une lutte où il peut s'effondrer et lui refusent le bénéfice d'une indemnité.

Autrement dit, les membres de ce Comité peuvent se souvenir un peu trop, tantôt qu'ils sont patrons et assurés, tantôt qu'ils sont industriels et assureurs, et l'intérêt qui domine au moment présent les conduira à rompre la mesure, tantôt en faveur des patrons, tantôt au profit des ouvriers.

Mais qui ne voit que la coexistence de ces deux points de vue opposés et tout aussi décisifs les amènera à laisser prévaloir l'appréciation équitable dont ils auront un jour à réclamer pour eux le bénéfice?

Entre deux intérêts également forts, l'équité triomphe nécessairement : les passions contraires se limitent et la solution juste est parfois plus qu'un heureux hasard.

Il serait à coup sûr préférable que la distinction essentielle des grèves justes et des grèves injustes pût être résolue à l'aide d'un principe aussi général qu'absolu, dont

l'application aux cas particuliers ne laissât place à aucun doute. Reste à savoir si la crainte seule d'un mauvais usage suffit à proscrire l'assurance contre la grève, et si les abus possibles ne trouvent pas leur contre-partie dans les services qu'elle peut rendre. Cette justification fera l'objet d'un chapitre ultérieur.

Mais l'assurance contre la grève se heurte à des difficultés d'un autre ordre.

§ III. — **Le défaut de données statistiques est-il un obstacle à l'assurance contre la grève ?**

L'assurance contre la grève rencontre un obstacle d'ordre technique dans le défaut de données exactes relatives à la fréquence et à la durée des grèves, données nécessaires au calcul, tant des primes à payer par chaque assuré, que des indemnités qui devront être annuellement versées.

L'appui de la statistique, base essentielle de toute assurance, fait, dit-on, totalement défaut à l'assurance contre la grève.

Non pas que l'on manque d'une statistique des grèves. Il en existe, et de fort bien faites ⁽¹⁾, qui, par années et par

(1) En France le *Bulletin de l'office du travail* publie chaque mois des renseignements sur le mouvement des grèves en France et à l'étranger, renseignements récapitulés dans la « *Statistique annuelle des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage* » publié également jusqu'en 1906 par le ministère du Commerce (Direction du travail et de la prévoyance sociale) et, depuis 1907, par le ministère du Travail.

Les documents allemands sont contenus dans les publications de l'*Office impérial de statistique* (sur les principes adoptés, dans la statistique allemande des grèves, voir *Bulletin de l'office du travail*, 1905, p. 1092, note 3).

Un ouvrage récent, paru en Allemagne, donne des tableaux intéressants

périodes, par professions et par régions, relèvent le nombre de grèves, de grévistes et de journées de chômage.

Mais, au point de vue de l'assurance, la valeur de ses enseignements est presque nulle et son utilité illusoire. En tenir compte exposerait à des erreurs singulières. Le dénombrement de tous les faits connus, si exact fût-il, ne pourrait servir de base à une prévision quelconque. En matière sociale ce qui a été n'est pas un indice sûr de ce qui sera. La progression des grèves suit une ligne déroutante et irrégulière⁽¹⁾, dont il est impossible d'exprimer la loi : telle industrie ou telle région jusqu'alors épargnée souffre de grèves longues et répétées ; dans telle autre, après une période troublée, des relations pacifiques durables s'établissent entre patrons et ouvriers.

C'est un domaine de l'imprévu et de l'inattendu au seuil duquel s'arrêtent les lois de la statistique. Celle-ci ignore, en effet, les causes générales et les raisons morales qui jouent un rôle prépondérant dans la détermination des chances de grève. L'état d'esprit des ouvriers, les progrès d'un certain syndicalisme, les pulsations plus ou moins fortes d'un certain socialisme, l'état politique important plus pour la prévision des grèves injustes que la connaissance du nombre de grèves passées. Et si l'on considère la probabilité du risque, non plus pour l'ensemble des cas

sur la statistique comparée des grèves : MAXIMILIAN MEYER, *Statistik der Streiks und Aussperrungen im In-und Auslande*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1907.

(1) Nous donnons au début de notre 2^e partie un tableau statistique des grèves et lock-outs en Allemagne.

possibles, mais par rapport à une entreprise isolée, d'autres facteurs entrent en jeu : le taux élevé des salaires, la création d'institutions patronales, — hôpital, services médicaux et pharmaceutiques gratuits, logements ouvriers, chauffage, retraite, — l'existence de rapports cordiaux entre le personnel dirigeant et les ouvriers, diminuent les chances de grève. Et cependant il suffit parfois de quelques meneurs, souvent même venus du dehors, pour susciter un conflit entre des parties qui ne demandent qu'à s'entendre.

Tous ces éléments créent des situations absolument particulières, que la statistique ne peut prétendre à réunir sous une loi commune et qui mettent obstacle à une prévision tant soit peu raisonnée.

Le risque de grève est en effet trop limité dans son étendue pour être soumis à la loi des grands nombres ; lorsqu'il n'opère pas sur d'assez gros chiffres, le calcul des probabilités ne peut fournir d'indications d'une exactitude suffisante.

S'ensuit-il que l'assurance contre la grève soit impossible et que, faute d'une base statistique, elle ne puisse être constituée ?

Ce serait une conclusion erronée. Il ne faut pas exagérer l'importance des services que la statistique rend à l'assurance. Sans doute, ainsi que le dit M. de Courcy ⁽¹⁾ « l'observation des faits passés est... la base

(1) DE COURCY, *op. cit.*, p. 70.

naturelle de tous les tarifs d'assurance », mais il ajoute « qu'elle n'est et ne sera jamais une base certaine ». La statistique des naufrages n'est, à ses yeux, qu'une « curiosité » et ne peut servir à établir les calculs des compagnies. Les mêmes écueils ne sont plus redoutables pour les navigateurs. « Charybde et Scylla ne sont plus que des souvenirs classiques. » Aussi les procédés employés à Londres et à Marseille en matière d'assurance maritime ne diffèrent pas sensiblement, malgré la statistique, de ceux des Phéniciens, qui n'en avaient point.

En matière d'*assurance-incendie* « la statistique sera toujours défectueuse et sans autorité certaine, parce que... les circonstances du risque tant intrinsèques qu'extérieures changent assez rapidement. Les constructions s'améliorent, les rues s'élargissent..., le fer se substitue au bois pour les charpentes... ».

Il n'est pas jusqu'aux tables de mortalité servant de base à l'assurance-vie qui n'aient besoin d'être revues et corrigées par des considérations étrangères à la statistique. Elles ne sont que « des hypothèses plus ou moins plausibles et les erreurs qu'elles recèlent affectent d'erreur tous les calculs ». Elles supposent une durée moyenne de la vie humaine et comptent sur un nombre de décès constant. Or « les chances de la vie, à chaque âge ne sont pas purement fortuites, puisqu'elles sont influencées par tant de causes morales. Elles ne sont pas égales entre elles, la diversité des tempéraments, des professions, des résidences, des habitudes, des condi-

tions d'aisance les variant au contraire à l'infini parmi les individus du même âge. Enfin leurs nombres ne sont pas limités, puisque la durée du maximum de la vie n'a pas de bornes précises ⁽¹⁾. »

Si la connaissance du passé est insuffisante pour permettre de prévoir le nombre des sinistres probables, elle forme cependant un des éléments de cette prévision. La statistique, complétée et corrigée par d'autres observations, fournit ainsi une donnée précieuse à l'assurance ; elle procure une indication approximative aux compagnies à primes fixes, qui sont obligées de calculer à l'avance le taux de la prime nécessaire pour faire face aux indemnités et laisser place à un bénéfice.

Mais, à côté des entreprises d'assurances garantissant à leurs membres la réparation du sinistre qui les atteint, en échange d'une prime fixe, fonctionne une autre forme qui évite ces difficultés.

L'*assurance mutuelle* a pour but de rassembler, au moyen de cotisations proportionnelles au risque de chacun, un fonds suffisant pour indemniser tous les sinistres. Ce fonds peut, sans inconvénient, être supérieur aux besoins, mais alors il cesse d'être alimenté par les cotisations, de même que celles-ci sont majorées, si les sinistres se répètent une année plus fréquents que de coutume et épuisent les réserves.

La prime ou cotisation se détermine ainsi, automatique-

(1) DE COURCY, *op. cit.*, p. 96.

ment, d'après le chiffre connu des dommages, au lieu d'être fixée à l'avance, au moyen de prévisions incertaines.

La forme de la mutualité convient à merveille, elle est même la seule possible, lorsque le risque est encore peu connu. Elle s'aventure dans les domaines des risques ignorés, au seuil desquels hésiteraient les compagnies d'assurances à primes fixes, qui ne peuvent s'accommoder d'une incertitude pareille sur le nombre et l'importance des sinistres mis à leur charge. L'absence d'une base de calcul aurait le grave inconvénient, soit d'exiger des assurés une prime exagérée, soit de conduire promptement les compagnies à la faillite, en épuisant des ressources insuffisantes. Pareil danger n'est pas à craindre avec l'assurance mutuelle, puisqu'elle jouit de cet heureux privilège de régler toujours ses ressources sur les dépenses auxquelles elle doit faire face.

Elle constitue un merveilleux instrument d'*exploration* pour les risques encore indéterminés. Sa souplesse lui permet de s'adapter aux circonstances les plus défavorables, où sombreraient les compagnies d'assurances à primes fixes.

Dans l'incertitude où nous laisse la statistique des grèves, en présence des éléments nouveaux, si difficiles à apprécier, qui entrent dans la prévision des grèves, l'assurance contre la grève ne semble pouvoir fonctionner, en l'état actuel, que sous la forme de l'assurance mutuelle, qui seule peut s'harmoniser à la nature du risque de grève.

CHAPITRE II

LE ROLE SOCIAL DE L'ASSURANCE CONTRE LA GRÈVE

L'assurance contre la grève est à la fois une véritable assurance contre un risque déterminé, le risque de grève, et une organisation défensive des patrons contre les coalitions ouvrières.

Par ce second caractère, elle dépasse la portée des applications ordinaires de l'assurance, qui, se bornant à combattre un risque, dont les causes sont purement physiques, trouvent leur raison d'être dans les services rendus à ceux que ce risque menace, et n'ont pas besoin d'autre justification : la reconstitution, au moyen de l'assurance, du capital perdu par l'incendie ou la grêle se légitime par sa définition même.

Il en va autrement de l'assurance contre la grève. Elle vient s'interposer dans un véritable conflit, où le risque, bien que présentant pour la victime éventuelle, les caractères de la force majeure, dérive d'une cause humaine et a surtout pour but de produire des dommages

volontaires. Autrement dit, les pertes que couvre l'assurance contre la grève résultent de l'exercice d'un droit, le droit de coalition, auquel elle oppose un obstacle. Elle entre ainsi sur le terrain de la lutte de classes et en devient un instrument.

Elle joue donc un rôle tout particulier, un rôle social et même *sozialpolitique*, préciserait un Allemand, dont il faut définir les traits et trouver la justification.

**§ I. — Le double rôle préventif et réparateur
de l'assurance contre la grève.**

Dans toutes ses applications et sous toutes ses formes, l'assurance rend, à la société comme aux individus, des services éminents. Elle atténue les effets dommageables des sinistres, en les répartissant; elle donne à chacun la sécurité de conserver ce qu'il possède et double ainsi la valeur de la possession; elle garantit la stabilité des fortunes, elle évite la perturbation qu'entraînent les ruines soudaines et étendues.

Mais, si elle répare les pertes, elle est impuissante à en conjurer la cause : l'assurance contre la grêle n'empêche pas la grêle de tomber; elle ne peut qu'y porter remède. L'action préventive n'est pas, en général, du ressort de l'assurance. C'est à la science à découvrir le moyen de résoudre les nuages porteurs de grêle, ou à trouver dans la construction les procédés nécessaires pour diminuer les chances d'incendie. L'assurance profite de ces découver-

tes ; elle en tient compte⁽¹⁾, elle les utilise, mais elle est par elle-même impuissante à diminuer la fréquence ou l'intensité du risque de grêle ou d'incendie.

Il en est autrement de l'assurance contre la grève. La nature spéciale du risque qu'elle couvre lui permet un double effet : préventif et réparateur.

A l'industriel atteint par une grève, l'assurance garantit, sous certaines conditions, le paiement d'une indemnité qui répare une partie de ses pertes. Elle écarte ainsi le dommage, ou, tout au moins, en atténue l'importance en le répartissant entre plusieurs. Elle aide ainsi l'industriel à en supporter le poids.

A côté de ce rôle *réparateur*, et par voie de conséquence, l'assurance peut aussi exercer une action *préventive*, qui se manifeste dans une double direction.

La grève est destinée, dans l'esprit des ouvriers, à agir sur le patron par la crainte des dommages qui en résultent pour lui : son principe et son but résident dans cet effet coercitif. Enlever à l'industriel cette crainte par la promesse d'une indemnité, c'est neutraliser l'influence de la grève, la rendre en partie inefficace et, du même coup, supprimer presque toute sa raison d'être.

Lorsque les ouvriers auront aperçu quelle aide puissante l'assurance met au service des industriels victimes de grèves injustes, quand l'expérience leur aura enseigné

(1) Par exemple les compagnies d'assurance-incendie trouvent avantage à subventionner les pompiers.

la vanité de leurs menaces et la stérilité de pareilles luttes, ils ne s'aventureront plus à la légère dans des grèves sans cause, ou fondées sur des revendications illégitimes.

A ce point de vue, l'assurance peut donc exercer un rôle préventif efficace ; elle peut diminuer le nombre des grèves *illégitimes*.

Elle doit aussi réduire celui des grèves *légitimes* ; mais alors son action est inverse. Tandis qu'elle indemnise de ses pertes l'industriel en lutte contre les revendications exagérées de son personnel, elle abandonne à ses propres forces le patron qui s'entête à prolonger une résistance injustifiée, reconnue telle par l'arbitrage de l'organe chargé d'apprécier le caractère des différends collectifs. Elle étouffe ainsi, *ab ovo*, des conflits, qui, sans elle, eussent éclaté ; elle limite les grèves imputables à la résistance injuste des patrons.

Des deux manières elle joue un rôle pacificateur. Ce rôle est trop souvent méconnu et oublié. Ainsi le directeur d'une importante houillère de la Russie méridionale nous disait un jour que la question de l'assurance contre la grève avait été agitée dans une réunion d'industriels. L'un d'eux avait même été chargé d'étudier un projet d'assurance pour l'industrie minière. Mais il avait reculé, malgré le secret promis. Il avoua que la peur des bombes, la crainte d'être exposé aux vengeances des ouvriers, était la cause de son refus.

Si l'assurance contre la grève était présentée sous son véritable aspect et dans son rôle pacificateur, elle n'exci-

terait pas les susceptibilités ouvrières. Mais les patrons, comme les ouvriers, la regardent comme une arme dangereuse à l'égal de la grève. Les patrons ne doivent pas plus redouter les grèves justes que les ouvriers craindre l'assurance contre les grèves injustes, s'ils ont les uns et les autres la sagesse de ne pas s'y exposer.

§ II. — **Légitimité et utilité de l'assurance
contre la grève.**

La paix sociale est un équilibre de forces et cet équilibre est pareillement rompu quand l'ouvrier reste seul à seul vis-à-vis de son patron et quand l'industriel demeure isolé en face des organisations ouvrières

La Révolution avait dénoué les liens corporatifs qui unissaient le maître à l'apprenti dans le sein du corps de métier. Elle interdisait même aux ouvriers de s'associer pour la défense de leurs prétendus intérêts communs ⁽¹⁾.

Mais l'ère de l'individualisme a pris fin avec les progrès constants du machinisme. Aux deux pôles du monde industriel se concentrent ces deux forces antagonistes : ouvriers et patrons.

L'emploi de la vapeur a eu pour conséquence de rassembler dans l'atelier un nombre sans cesse croissant d'ouvriers. Rapprochés par une tâche semblable, ils ne tardèrent pas à prendre conscience de leurs intérêts communs, et à former pour les défendre des groupements

(1) Loi Chapelier, 14-27 juin 1791.

plus durables. Le syndicat, union organisée, sortait avec logique et nécessité, de l'atelier, réunion quotidienne des ouvriers dans la communauté du travail.

Trop fort contre un seul, trop faible contre eux tous, le patron chercha un appui dans l'association. L'alliance ne fut d'abord contractée que sur le terrain technique ou économique. Des comités ou bureaux centraux, entretenus à frais communs, furent chargés de recueillir des renseignements d'ordre purement industriel, intéressant une profession déterminée. Des trusts, pools, cartells, syndicats de vente, ont réuni les producteurs auxquels ils procurent des taux de vente rémunérateurs, économisent des frais généraux, assurent de véritables primes à l'exportation, parfois même les rendent maîtres d'un marché, en un mot, règlent le régime inorganique de la libre concurrence.

Puis l'association devient plus étroite encore et fonctionne sur un autre terrain : en face des associations ouvrières, les patrons s'unissent pour la défense commune et leur opposent le bouclier de l'assurance contre la grève.

Au point de vue légal, leur droit est incontestable : si les ouvriers, par des coalitions temporaires ou des associations permanentes, ont le droit ⁽¹⁾ de se concerter et de s'entraider pour déclarer et prolonger la grève, il

(1) Le droit de coalition ou droit de grève a été reconnu par la loi du 25 mai 1864 qui modifie les articles 414 et 415 du Code pénal. — La liberté syndicale a été conquise plus tard (loi du 21 mars 1884).

est légitime que les patrons se réunissent dans une action commune et groupent leurs forces défensives.

Est-il nuisible aux intérêts généraux du pays qu'ils le fassent ?

Il semble que non. Sans doute, entre l'ouvrier pauvre et sans avances, et le patron riche capitaliste, à l'avenir bien assuré, la partie n'est pas égale et ce dernier jouit d'une supériorité écrasante. Mais dès que les ouvriers s'organisent et qu'ils peuvent compter sur la puissance de l'association et les bénéfices de la solidarité, c'est à leur profit qu'existe souvent l'inégalité. Les ouvriers risquent leur salaire pendant une période plus ou moins longue. Le patron, dont les frais généraux courent, dont le matériel, s'il n'est pas détruit par la violence, peut être irrémédiablement compromis par le chômage, et que sa clientèle abandonne, le patron, s'il n'a pas de grosses réserves, si son entreprise en est à ses débuts ou subit une crise momentanée, peut être bientôt conduit à la ruine et à la faillite. Et c'est même ce qu'expliquent parfois les capitulations rapides, inexplicables à première vue, tant elles sont empreintes de faiblesse et d'imprévoyance, de certains industriels, qui, voulant éviter la ruine prochaine, ne réussissent qu'à la reculer par leurs imprudentes concessions.

Pour résister à la grève injuste, les patrons ont donc, autant que les ouvriers, besoin de se concerter, de s'unir et de s'organiser.

Tous n'ont pas à en attendre les mêmes bienfaits. Quelques puissants industriels peuvent se passer de

secours extérieur et résistent avec leurs propres forces aux grèves injustes ; ils mettent leur point d'honneur à rester dans un splendide isolement : « Notre meilleure assurance contre la grève, ce sont nos institutions patronales », nous a-t-on répondu aux usines Krupp ⁽¹⁾.

Mais ces deux termes ne sont point antinomiques, les institutions patronales ne peuvent remplir le rôle de l'assurance, qui donne à l'industriel une sécurité différente, et celle-ci n'arrêtera pas leur développement, comme certains esprits libéraux le redoutent.

« N'est-il pas à craindre, disait M. Cheysson ⁽²⁾, que l'assurance ne pèse injustement sur ceux qui conservent la paix et surtout qu'elle n'engourdisse leurs efforts, puisque, après tout, la collectivité serait là pour les indem-

(1) Il est certain, d'autre part, que les grands industriels ont intérêt à rester leurs propres assureurs. Au point de vue financier, l'assurance n'est avantageuse que si la prime annuelle, nécessaire à assurer un ensemble d'établissements appartenant au même individu, est inférieure au chiffre probable des pertes dans l'année. Mais c'est là une conception étroite pour l'assurance contre la grève ; celle-ci rend d'autres services que de garantir une indemnité : elle exerce une action préventive. Les grands industriels auront intérêt à augmenter, par leur adhésion, la force de résistance des petits industriels chez qui les grèves prennent naissance et risquent, après qu'elles ont réussi, de s'étendre à leurs propres établissements.

(2) A la Société d'Économie sociale, séance du 16 janvier 1905, dans la discussion qui a suivi la conférence de M. ALBERT GIGOT sur *les nouvelles tendances du Trade-Unionisme anglais, Réforme sociale*, 1^{er} mars 1905, p. 384 et s.

Nous nous permettons d'adresser nos respectueux remerciements à M. Cheysson, notre maître d'Économie sociale à l'École libre des sciences politiques, dont l'enseignement empreint d'un large esprit politique laisse à ses élèves un profond souvenir, alors même qu'ils se hasardent à avoir une autre opinion que lui.

niser ? C'est toujours le reproche fait à l'oreiller de paresse et à l'irresponsabilité. Du moment où l'on est couvert par l'assurance, — sans aller jusqu'à la tactique des cochers assurés qui courent sus aux piétons, — on diminuera les sacrifices et les concessions que, sans cette garantie collective, on aurait été tenté de faire pour maintenir la paix ou pour éteindre une grève naissante » ⁽¹⁾. L'introduction de ce « mécanisme sans âme » de l'assurance ne risque-t-il pas de supprimer entre ouvriers et patron les rapports d'homme à homme. Quel intérêt aura un patron à créer des installations et des services coûteux, pour éviter un conflit dont il est sûr d'être indemnisé.

Sans nier l'utilité des institutions patronales, il faut reconnaître que leur rôle préventif a perdu une part de son efficacité : telle usine qui pouvait se croire à l'abri de la grève, par le souci que prenait le patron du bien-être de son personnel, a vu ses ouvriers désertir brusquement le travail. La formule du patronat *patriarcal*, que d'aucuns appellent *autocratique*, ne correspond plus guère, à part certains milieux privilégiés, à l'état d'esprit ombrageux de la plupart des ouvriers. Nombre d'entre eux supportent

(1) M. DELECROIX, dans la *Revue de législation des mines (Les grèves dans les houillères, 1891)* et M. GEORGES MICHEL dans l'*Economiste français* du 25 juin 1892 (*Les projets d'assurance contre les grèves dans les Compagnies houillères*) expriment les mêmes craintes.

Voir également dans la *Réforme sociale* du 1^{er} juin 1907, le compte rendu de la discussion, qui a suivi la Conférence de M. ALBERT GIGOT sur la *défense patronale en cas de grève* (Séance du 15 avril 1907).

même avec impatience ce « décevant » bienfait, loin de se croire tenus par la reconnaissance. L'existence d'institutions patronales n'arrête ni la grève politique, ni celle qui dérive d'un conflit de personnel ; à peine fera-t-elle hésiter les ouvriers à revendiquer un relèvement des salaires. Aux avantages en nature que leur procure la bienfaisance patronale, ils préfèrent un salaire supérieur, qui leur donne une indépendance plus grande : à leurs yeux mieux vaut une créance plus élevée qu'une dette de reconnaissance.

Les institutions patronales ne sont pourtant pas inutiles et leur développement est un excellent symptôme. Si elles ne constituent pas un moyen préventif très sûr contre la grève, elles lui préparent un terrain moins favorable et diminuent la probabilité du risque : leur présence dans une usine, c'est un toit de tuile contre l'incendie, au lieu d'un toit de chaume, et rien n'empêche d'en tenir compte dans la fixation des primes à payer par les divers assurés.

Le bénéfice le plus clair qu'il en retire et qui suffit à intéresser un industriel à la création d'institutions patronales, c'est qu'elles sont un gage de la stabilité du personnel. Elles attirent et retiennent l'ouvrier qui hésite à quitter une entreprise où il jouit, à salaire égal, de nombreux avantages, retraite, service médical et pharmaceutique gratuit, habitation et jardin à bon marché, que son départ lui ferait perdre. Et l'industriel trouve son compte à éviter, par des sacrifices, les fluctuations incessantes de son personnel.

L'assurance contre la grève laissera donc toujours à l'industriel un intérêt puissant à améliorer, par des institutions patronales, le sort de ses ouvriers, comme, à l'inverse, l'existence d'institutions patronales ne le dispensera pas de chercher dans l'assurance mutuelle une arme très forte contre les grèves injustes.

Mais il n'est pas à la portée de tous les industriels de créer des institutions patronales aussi bien comprises et parfaitement installées que celles que nous avons visitées et admirées aux établissements Krupp, à Essen-Ruhr.

L'assurance contre la grève recrutera donc surtout ses adhérents parmi les petits ou moyens patrons qui possèdent de faibles avances, font de petits bénéfices et pour qui la grève est souvent une menace de ruine.

L'isolement, c'est l'impuissance et la défaite.

Mais l'entente, n'est-ce pas l'organisation de la guerre, le prologue d'un duel à mort entre le capital et le travail?

L'adage latin est toujours vrai : *Si vis pacem para bellum*. Pour éviter la guerre, le mieux est d'être en mesure de la soutenir. Elle est rare entre deux adversaires également redoutables, qui, conscients de leur puissance respective, et d'ailleurs incertains du succès, hésitent à engager la lutte. La tendance naturelle est alors, les deux forces hostiles s'équilibrant, de laisser prévaloir la justice, et d'essayer surtout d'avoir raison.

Sans doute, et parce qu'elle est une arme puissante, l'assurance contre la grève peut devenir un instrument d'oppression.

En des mains trop rudes, des mains de *Scharfmacher*, — on désigne ainsi en Allemagne les impérialistes du patronat, qui voudraient supprimer en fait, sinon légalement, la liberté syndicale et le droit de coalition, — elle peut être faussée dans son esprit et détournée de son but légitime.

Elle doit être libéralement comprise et pratiquée. C'est un moyen de défense, qui peut devenir un instrument de pacification.

La résistance de l'Union patronale d'assurance ne se manifeste que sur le terrain du bon droit, elle n'oppose un rempart infranchissable qu'aux grèves illégitimes, aux mouvements insurrectionnels et leur ôte toute efficacité. Elle exerce ainsi une action préventive sur leur naissance. Si, au contraire, les revendications ouvrières sont fondées, l'Union s'emploie à faire prévaloir une solution pacifique : elle intervient pour tenter la conciliation, et, au cas d'insuccès, se retire de la lutte, abandonnant à ses seules ressources celui de ses membres qui persiste en résistances injustifiées.

L'assurance contre la grève fait ainsi triompher, non plus les intérêts, plus ou moins largement compris, d'une classe du monde industriel, mais les principes d'équité et de justice.

Tel peut être, entre les mains d'un patronat libéral, conscient de ses droits, mais qui en sait les limites, le rôle de l'assurance contre la grève.

DEUXIÈME PARTIE

L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE EN ALLEMAGNE ⁽¹⁾

Au pays de Karl Marx, de Lassalle et de Bebel, les grands théoriciens et les grands agitateurs socialistes, l'assurance contre la grève semble avoir, par une réac-

(1) Sous ce même titre, nous avons publié dans le *Correspondant* (nos des 10 mai 1906 et 25 mai 1907) deux articles dont le premier, traduit en allemand, par M. PELTASOHN (Otto Elsner, éditeur, Berlin, 1907), a, en 1907, paru dans les nos 24 et 25 du *Deutsche Arbeiterzeitung*. C'est au cours de trois voyages en Allemagne en octobre-novembre 1904-1906 et novembre-décembre 1907 que nous avons recueilli les documents de cette seconde partie. Qu'il nous soit permis d'offrir l'hommage de notre reconnaissance à tous ceux dont la courtoise affabilité nous a rendu la tâche facile et agréable. Ces pages sont en quelque sorte leur œuvre : ils y reconnaîtront, à côté d'erreurs qu'ils voudront bien excuser, les idées qu'ils nous ont suggérées et les faits qu'ils nous ont appris. Nous remercions particulièrement :

M. le conseiller VON SCHULZ, président du Tribunal industriel et commercial de Berlin; M. le professeur D^r FRANCKE, directeur de la *Soziale Praxis* et D^r W. ZIMMERMANN, rédacteur à cette revue, qui nous ont aimablement ouvert la Bibliothèque de la Société pour la Réforme sociale; M. BUECK, ancien député, directeur de l'Union centrale des Industriels allemands; D^r TÄNZLER, secrétaire général de l'Office central des Syndicats patronaux

tion naturelle, trouvé un terrain plus favorable que partout ailleurs. C'est en Allemagne qu'elle a pris naissance et que, grâce à l'esprit de discipline et d'entente des industriels allemands, elle présente déjà un développement remarquable.

allemands; Dr GRABENSTEDT, secrétaire général et Dr BËLCKE, suppléant de l'Union des syndicats patronaux allemands; Dr WENDLANT, secrétaire de la Ligue des Industriels; M. PELTASOHN, ancien avocat, directeur du Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes; Dr NASSE, secrétaire général de l'Union des fabricants d'ouvrages en métaux de Berlin; Dr KOSE, secrétaire général de l'Union des métallurgistes de Berlin; Dr F. ARNOLDI, secrétaire général de la Brasserie Friedrichshöhe; Dr KÖNIG, secrétaire général de la Ligue patronale de l'industrie du bâtiment; M. LEGIEN, député, M. ALWIN KÖRSTER, ancien député, secrétaires de la Commission générale des syndicats sozialdemocrates, à Berlin; Dr STRESEMANN, député au Reichstag, directeur de l'Union des Industriels de Saxe; Dr KURTGRÜTZNER, directeur de la Société d'indemnisation en cas de cessation du travail fondée par cette Union, à Dresde; BARON DE REISWITZ, directeur de l'Union patronale de Hambourg-Altona, rédacteur en chef du *Deutsche Arbeiterberzeitung*; Dr THIELKOW, de l'Union de l'industrie du fer; E. CELLIER, armateur à Hambourg; Dr BEUMER, député au Landtag; Dr HOFF, directeur du syndicat patronal pour le groupe nord-ouest de l'Union des Industriels allemands du fer et de l'acier, à Dusseldorf; M. le conseiller aulique professeur L. BRENTANO; Dr KUHLO, secrétaire général du Syndicat des Industriels de Bavière, à Munich; M. le professeur Dr SCHERRER, à Heidelberg; M. le conseiller de finances KLÜPFEL, directeur et Dr WANDEL, avocat-conseil de la maison Krupp; M. ENGEL, ingénieur, ancien directeur et M. VON UND ZU LÖWENSTEIN, directeur actuel de l'Union pour la protection des intérêts miniers du district de Dortmund, à Essen; M. le conseiller de commerce VOGEL, directeur de l'Union des Industriels textiles de Saxe, à Chemnitz; M. le conseiller KULEMANN, juge à Brême; Dr CREUZBAUER, ancien directeur et Dr KAEMPERS, directeur de l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie, à Dortmund; Dr BRANDTS, industriel; Dr PIEFER, secrétaire général de l'Union populaire de l'Allemagne catholique, à Munchen-Glodbach; Dr LEHMANN, président de la Chambre de commerce, d'Aix-la-Chapelle; Dr OELSCHLAEGEL, directeur de l'ancienne Union mutuelle pour l'indemnisation des industriels en cas de grève, à Leipzig.

Elle est apparue à son heure, en réponse à la concentration grandissante des forces ouvrières.

Le parti ouvrier en Allemagne est solidement organisé. Les syndicats ouvriers sont nombreux et puissants et le Congrès socialiste de Stuttgart⁽¹⁾, en août 1907, attestait leur accroissement considérable dans l'espace des trois dernières années. D'après la *Soziale Praxis* ⁽²⁾, le chiffre des ouvriers syndiqués était, en 1906, de 2.250.000. Le cinquième environ, soit 260.040, appartient à l'Union générale des syndicats chrétiens (*Gesamtverband der christlichen Gewerkschaften*); les syndicats libéraux du type Hirsch-Dunker (*Gewerkvereine*)⁽³⁾, comptent 118.508 membres et 1.797.285 ouvriers sont affiliés aux syndicats sozialdemocrates (*Freien Gewerkschaften*).

Au sein du parti ouvrier, la *Sozialdemokratie* forme ainsi un bloc imposant. Le socialisme allemand semble s'orienter de plus en plus vers la voie du syndicalisme⁽⁴⁾. Il perd peu à peu sa confiance dans « l'optimisme parlementaire » et les réformes légales par lui promises. Réduit à 43 députés au Reichstag par les élections⁽⁵⁾ de février

(1) Voir dans la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 septembre 1907, l'article de M. J. Bourdeau sur « l'Internationale socialiste au Congrès de Stuttgart ».

(2) *Soziale Praxis*, 1907, n° 33. — *Jahrbuch für Nationalökonomie und Statistik*, septembre 1907.

(3) Sur les syndicats non socialistes, voir la brochure de PAUL UMBREIT, *Die gegnerischen Gewerkschaften in Deutschland*. Berlin, 1907, Imprimerie de la Commission générale des Syndicats allemands (C. Legien).

(4) Voir dans le *Correspondant* du 10 octobre 1906, l'article de M. MAURICE LAIR sur l'Évolution du socialisme allemand.

(5) Ainsi que le dit M. ARTHUR RAFFALOVICH, dans son article de l'*Econo-*

1907, au lieu de 81 en 1903, il ne peut guère espérer une action légitime efficace et, ne pouvant être un groupe important au sein du Parlement, il visera sans doute, de plus en plus, à conquérir le parti ouvrier et à s'identifier avec lui.

La *Sozialdemokratie* est pour le patronat un adversaire constant et irréconciliable. Elle est la cause principale de l'augmentation incessante des grèves. Ennemie de l'ordre social et économique actuel, elle n'admet pas la distinction des grèves légitimes et illégitimes : à ses yeux, toute grève est bonne, quel qu'en soit le mobile, car toute grève est une rupture d'équilibre dans le système capitaliste de production, de répartition et d'échange : peu importe sa cause occasionnelle, quand même elle serait contraire à l'équité. Ainsi s'explique, dans certains conflits, la présentation tardive, par les ouvriers, de réclamations dont le succès les laisse presque indifférents. Ces réclamations, fort souvent, ne sont en effet qu'un prétexte, et tout prétexte est bon pour engager la lutte, quand l'heure en paraît opportune. Aussi faut-il distinguer deux sortes de grèves : la grève faite par des ouvriers non-socialistes, qui s'accommodent du régime

miste français du 12 octobre 1907 intitulé : *La première session du nouveau Reichstag et l'industrie allemande*, les élections générales qui suivirent la dissolution du Reichstag (13 nov. 1906) « ont été marquées par le « recul des socialistes au point de vue de la force numérique dans le Parlement, alors qu'au dehors ils avaient gagné 250.000 voix; mais ils ne « revinrent que 43 au lieu de 81, et ils ne comptèrent que 3.260.000 voix sur « 11.262.000 votants contre 3.010.000 voix sur 9.495.000 votants en 1903 ».

actuel et n'en combattent que les abus, qui acceptent en principe la distinction des grèves justes et injustes, sauf à en critiquer les applications; et la grève socialiste, souvent non motivée, car ses auteurs dédaignent d'en chercher le prétexte ou, tout au moins, ne s'embarrassent pas d'une justification. La première est une grève *causée*, une grève professionnelle, qui vise à obtenir du patron certains avantages; la seconde est une grève sans cause précise, un épisode de la lutte des classes, une grève qui tend à un but social ou politique.

L'usage du droit de coalition est devenu de plus en plus fréquent.

Le droit de grève ou de coalition ⁽¹⁾ (*Koalitionsrecht*) est actuellement réglé par les §§ 152 et 153 de l'ordonnance sur l'industrie (*Gewerbeordnung*) du 21 juin 1869. Le § 152 abroge toutes les prohibitions et pénalités contre les ouvriers à raison des conventions ou associations qu'ils pourraient former pour obtenir des conditions plus favorables de travail et de salaire, en particulier à raison de l'interruption du travail. Toute coalition et toute asso-

(1) Sur le droit de coalition, voir CONRAD, *Handwörterbuch für Staatswissenschaft*, au mot *Koalitionsrecht*. — Dans les *Archiv. für Soziale Gesetzgebung und Statistik*, vol. XIV, 1899, l'article du prof. Dr LÖWENFELD, *Koalitionsrecht und Strafrecht*, vol. XVIII, 1903; l'article de M. le Président von SCHULZ, *Zur Koalitionsfreiheit*; — Prof. Dr L. BRENTANO, *Koalition oder Reform-Gegen die Zuchthausvorlage*, Berlin, 1899; — LEGIEN, *Das Koalitionsrecht der deutschen Arbeiter in Theorie und Praxis*, Berlin, 1899. — Enfin Dr E. LÖNING, *Das Vereins- und Koalitionsrecht der Arbeiter im Deutschen Reich* (Schriften des Vereins für Sozialpolitik, 1897).

ciation, qui aurait un autre but que celui spécifié par ce texte, comme par exemple, l'amélioration du sort des ouvriers en général, ne sont plus protégées par l'ordonnance; elles ne sont pas interdites, ni punies par la loi d'Empire, mais elles sont soumises aux lois, très variables, des États particuliers sur le droit de réunion et d'association. Il est difficile aux coalitions ouvrières de se renfermer dans la limite étroite de l'ordonnance et de ne pas entrer, dans presque tout conflit, sur le terrain des questions générales de la Sozialpolitik; dès qu'elles dépassent les bornes du § 152, elles cessent d'être soustraites au droit particulier des États et leur sort devient précaire.

Le § 153 de l'Ordonnance protège la liberté du travail contre les violences, menaces ou injures ayant pour but de contraindre un ouvrier à entrer dans une association prévue au § 152.

Quoi qu'il en soit, cette législation n'a pas empêché le nombre des grèves et leur importance de croître sans cesse : la statistique suit d'année en année une ligne brisée à variations inégales, qui se traduit en somme par une marche ascendante.

Le nombre des grèves, de 1.288, frappant 1.890 entreprises, 99.338 ouvriers qui chômèrent 3.265.881 journées en 1899, s'est abaissé en 1902 à 1.060, dont furent atteintes 849 entreprises, 53.912 ouvriers chômant 1.326.833 jours, pour suivre ensuite une progression ininterrompue jusqu'en 1905, marqué par la grande grève

du bassin de la Ruhr et en 1906, où il y eut 3.328 grèves, qui interrompirent le travail dans 5.068 entreprises, condamnèrent 272.218 ouvriers à chômer 8.176.337 jours et nécessitèrent, de la part des syndicats sozialdemocrates seuls, des dépenses s'élevant à la somme de 13.279.862 marcs (1).

(1) Le tableau suivant indique, d'après l'Office impérial de statistique, vol. 188, le mouvement des grèves et des lock-outs en Allemagne :

ANNÉES.	NOMBRE		NOMBRE d'entreprises atteintes par		NOMBRE d'ouvriers chômant par suite		NOMBRE de journées	
	de grèves.	de lock-outs.	la grève.	le lock-out.	de grève.	de lock-out.	de grève.	de lock-out.
1899.....	1.288	23	1.890	365	99.333	5.298	3.265.881	115.438
1900.....	1.433	35	2.733	192	122.803	9.085	3.188.654	523.340
1901.....	1.056	35	1.178	60	55.262	5.414	2.311.573	115.379
1902.....	1.060	46	849	63	53.912	10.305	1.326.833	624.014
1903.....	1.374	70	1.634	433	85.603	35.273	2.815.941	1.343.023
1904.....	1.870	120	2.101	435	113.480	23.760	3.622.998	1.662.127
1905.....	2.403	254	3.655	834	408.145	118.665	4.536.233	4.448.320
1906.....	3.328	298	5.068	545	272.218	272.218	8.176.337	3.391.281

A eux seuls, les syndicats sozialdemocrates, d'après les documents qu'ils publient chaque année, participèrent :

en	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	
à.....	861	1.282	1.625	2.323	3.480	Grèves et lock-outs.
pour lesquels ils dépensèrent...	2.237.504	5.080.984	5.551.314	10.933.721	13.297.862	Mk.

A la Commission générale des syndicats sozialdemocrates de Berlin, dont le secrétaire général est M. le député Legien et le secrétaire M. Alwin Körster, ancien député, qui a bien voulu nous renseigner sur son fonctionnement, sont affiliés, d'après le rapport paru pour 1906, 79 syndicats comptant 252.069 membres, avant payé en droit d'entrée ou cotisations hebdomadaires la somme de 545.897 m. 52. La cotisation est élevée : en moyenne elle est

C'était là une situation bien peu faite pour favoriser la jeune industrie allemande, qui, dans son essor nouveau à la conquête du marché du monde ⁽¹⁾, a besoin de toutes ses forces pour lutter contre la concurrence étrangère.

La réunir dans une action commune, grouper leurs forces défensives, suivre la *Sozialdemokratie* sur son propre terrain, la combattre avec ses propres armes, — ou bien rester en butte à des grèves répétées et souvent injustes, avec des moyens de résistance limités, s'annihiler de plus en plus et renoncer à être maîtres chez eux « *Herrn im Hause* », tel se posait le dilemme pour nombre d'industriels allemands. C'était la question même de la vie et de la prospérité de leurs entreprises. La solution s'imposait : à la coalition du parti ouvrier (*Arbeiterstand*), ils répondirent par la coalition patronale (*Arbeitgeberverband*).

Nous examinerons, dans les chapitres suivants, le mouvement d'organisation défensive auquel a donné naissance la grève de Crimmitschau en 1904. Parmi les moyens employés par les patrons allemands dans les conflits collectifs figure en première ligne la constitution d'un fonds

de 25 à 30 marcs par an, quelquefois plus dans certaines professions. Les dépenses pour 469 grèves, auxquelles prirent part à Berlin 48.902 ouvriers ayant chômé 618.952 jours, s'élevèrent à 1.474.471 m. 18.

(*Achtzehnten Jahres-und Kassenbericht der Berliner Gewerkschaftskommission und Bericht des Arbeitersekretariats*. Berlin, 1906; *Verlag des Berliner gewerkschaftskommission*. Berlin, 1907).

(1) GEORGES BLONDEL, *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, 3^e édit. Paris, Larose, 1900.

d'assurance destiné à les indemniser des pertes résultant de l'interruption du travail. Nous décrirons ensuite les formes diverses, plus ou moins précises, plus ou moins juridiques, qu'a prises l'assurance patronale contre la grève en Allemagne et les résultats qu'elle a donnés au cours de ses premières années d'existence.

CHAPITRE I

L'ORGANISATION DÉFENSIVE DES PATRONS ALLEMANDS ET LA GRÈVE DE CRIMMITSCHAU

L'année 1890 marque, avec l'abrogation de la loi d'exception contre les socialistes et l'avènement de la *Sozialdemokratie* comme parti politique, la création d'unions patronales de défense.

Jusqu'à cette époque, il semble qu'elles se fussent tenues sur un terrain exclusivement économique. Tel était, pour ne citer qu'une des plus importantes, l'Union centrale des industriels allemands⁽¹⁾, qui, fondée le 15 février 1876, sur l'initiative du député von Kardoff, avait pour but

(1) *Zentralverband deutscher Industrieller*. — C'est l'organe central de la grande industrie du fer et de l'acier. Sa politique est protectionniste. Il s'était jusqu'ici surtout occupé de questions de tarifs douaniers et de législation intérieure; récemment il a fondé une section chargée de l'étude des questions de cartels. Il a joué un rôle important que nous examinerons plus loin, dans le mouvement d'organisation défensive. Les rouages administratifs sont : la direction, le comité, l'assemblée des délégués. Son organe est la *Deutsche Industrie Zeitung*. Il a pour président M. Vopelius et pour secrétaire général M. Bueck, ancien député.

« la protection des intérêts économiques et industriels du pays et du travail national ».

En 1890, l'idée d'un groupement de défense apparaît avec l'Union patronale de Hambourg-Altona. Un certain nombre de patrons appartenant à diverses industries et occupant 50.000 ouvriers formèrent au mois d'avril 1890 une ligue pour représenter leurs intérêts en face de ceux des ouvriers. Le but de l'Union était, d'après ses statuts, « le maintien durable de rapports pacifiques entre patrons et ouvriers par la prise en considération des demandes légitimes et la lutte contre les revendications injustifiées et les attaques illégales de la part des ouvriers et de leurs organisations ». Les moyens préconisés étaient l'action législative, l'introduction de la clause de grève dans les contrats de livraison, la constitution d'une *caisse de prêts en cas de grève*, la création de bureaux de placement ⁽¹⁾.

En 1891 se fonde la Fédération des métallurgistes allemands (*Gesamtverband deutscher Metallindustrieller*), qui a pour but de repousser par une action commune les revendications injustifiées des ouvriers. De nombreuses unions apparaissent ensuite, les unes purement professionnelles, comme dans l'industrie du bâtiment, l'industrie textile, la brasserie, d'autres embrassant des branches

(1) Nous empruntons ces renseignements historiques à l'excellent livre de M. le conseiller W. KULEMANN, juge au tribunal de Brême, sur le « mouvement syndical. Exposé de l'organisation syndicale des ouvriers et des patrons de tous les pays ». *Die Gewerkschaftsbewegung. Darstellung der gewerkschaftlichen Organisation der Arbeiter und der Arbeitgeber aller Länder*. Iéna, G. Fischer, 1900. Une seconde édition est en préparation.

variées en des villes ou États déterminés, comme celles de Flensbourg, de Bielefeld, de Saxe ou de Bavière.

C'étaient là des tentatives isolées, s'ignorant les unes les autres. Jamais avant 1904, un plan d'ensemble n'avait été proposé pour les relier entre elles, en un vaste système coordonné et hiérarchisé d'unions patronales.

Un fait devait le provoquer : la grève de Crimmitschau.

Le 7 août 1903, à Crimmitschau, petite ville de Saxe, les ouvriers de l'industrie textile se mirent en grève. Ils réclamaient la journée de 10 heures et une augmentation de salaire de 10 0/0. Ils se heurtèrent au refus des patrons. La lutte ne tarda pas à se généraliser et bientôt 8.000 ouvriers appartenant à 83 entreprises eurent abandonné le travail. Elle prit un caractère d'âpreté qu'elle garda jusqu'à la fin. C'étaient deux forces ennemies dressées l'une contre l'autre. Le prolétariat allemand tout entier fit sienne la cause des ouvriers de Crimmitschau et leur envoya des secours considérables. Legien, député au Reichstag, président de la Commission générale des syndicats sozialdemocrates, écrivait, le 20 décembre, dans son organe le *Vorwärts* que c'était pour les syndicats un devoir impérieux de soutenir les grévistes de Crimmitschau. Cet appel fut entendu et, de toutes parts, affluèrent les cotisations ; les ouvriers à Berlin versaient 50 pfennig (0 fr. 60) par semaine ; la commission syndicale rassemblait 5.000 marcs par jour⁽¹⁾. Le total des

(1) *Soziale Praxis*, n° du 17 décembre 1903.

secours distribués dépassa un million de marcs, soit 1.250.000 francs.

Les industriels imitèrent cet exemple. Dans plusieurs lettres, l'*Union centrale des industriels allemands* adresse à ses membres un appel pressant, pour les engager à soutenir les industriels de Grimmitschau. « La grève de Grimmitschau », dit la circulaire du 24 décembre 1903 ⁽¹⁾ « renferme une signification qu'aucun autre mouvement ouvrier n'a encore eu jusqu'ici; car cette lutte est celle de toute la *Sozialdemokratie* allemande contre tout le patronat allemand sur une question de suprématie, la question de savoir si les patrons doivent être les maîtres dans leurs ateliers, eux ou l'organisation sozialdemocrate, c'est-à-dire les agitateurs socialistes ».

D'importants subsides furent envoyés à l'Union centrale, qui se chargea de les distribuer. C'est ainsi qu'un des syndicats qui lui était affilié, obtint de ses membres pour la période du 1^{er} au 31 janvier, le versement d'une cotisation de 50 pfennig par ouvrier employé dans leurs entreprises. De même les membres de l'Union des industriels du district de Cologne promirent 1/2 pour cent de la somme des salaires qu'ils payaient, d'après les comptes mensuels ou hebdomadaires.

Les subsides avaient ainsi le caractère beaucoup moins de secours volontaires, que de cotisations périodiques dans un but d'utilité générale.

(1) *Verhandlungen, Mitteilungen und Berichte des Zentralverbandes deutscher Industrieller*, n° 93, mai 1904. Guttentag, Berlin, p. 108.

Avec d'aussi puissants adversaires, la grève eut dû s'éterniser. Rien n'en faisait prévoir la fin, lorsque, le 18 janvier, les ouvriers reprirent le travail sans conditions. Ils étaient las de lutter, beaucoup d'entre eux s'étaient remis au travail; la prohibition des réunions empêchait tout concert; le bruit courait que les ateliers allaient être transportés ailleurs : ces causes multiples expliquent la cessation soudaine de cette grève qui avait duré plus de cinq mois ⁽¹⁾.

Elle devait être féconde en utiles enseignements. Les circonstances avaient rapproché les chefs d'industrie; le résultat obtenu avait démontré l'efficacité de leur union. Des liens plus durables allaient se former et le projet s'ébaucha d'une vaste association des patrons allemands, ayant pour objet la lutte contre les revendications ouvrières dans ce qu'elles ont d'injuste et d'inacceptable, sorte de syndicat de défense contre la grève.

(1) Nous ne discuterons pas la question de sa légitimité. D'après la *Soziale Praxis*, organe de la Société pour la Réforme sociale (N^{os} des 27 août 1903, 14 janvier 1904), les revendications ouvrières auraient été justifiées. L'industrie textile emploie un grand nombre d'ouvrières et la journée de travail trop longue, atteint leur santé, détruit les rapports de famille et exerce sur la mortalité infantile une désastreuse influence; en 1899 sur 817 naissances, il y a eu 223 décès d'enfants âgés de moins de un an, soit une proportion de 27,3 0/0. D'autre part les salaires seraient très bas. La *Soziale Praxis* est sympathique aux ouvriers en grève, dont la modération en face des mesures maladroites, vexatoires et partiales du Gouvernement saxon a été, paraît-il, digne d'éloge. Le jugement porté par M. le conseiller de commerce Vogel, industriel à Chemnitz, est tout différent : les industriels de Crimmitschau étaient, d'après lui, disposés à faire des concessions, mais, sans attendre le résultat des pourparlers, les ouvriers avaient brusquement interrompu le travail. Il ne resta dès lors aux industriels qu'à fermer leurs fabriques.

Sur l'initiative de M. le conseiller de commerce Vogel, président du Syndicat patronal de l'industrie textile de Saxe, se tint à Berlin, le 17 janvier 1904, une grande réunion d'industriels de toutes les professions, M. Vogel dépeignit la situation des fabricants de Crimmitschau et réclama pour eux l'aide pécuniaire de leurs confrères de toute l'Allemagne.

Il insista sur l'utilité d'une fédération de défense de tous les industriels. Après discussion, la résolution suivante fut adoptée sur la proposition de M. le docteur Kuhlo, secrétaire général du Syndicat des industriels de Bavière :

« Les industriels et représentants de syndicats patronaux assemblés aujourd'hui à l'hôtel Kaiserhof sont unanimement d'accord pour considérer comme une nécessité pressante la formation d'une *Union générale du patronat allemand* (*Allegemeiner deutscher Arbeitgeberverband*) et, dans ce but, ils ont élu un comité de onze membres⁽¹⁾ chargé d'exécuter cette décision. Le comité tint

(1) Ont été élus : MM. Dr BEUMER, député de Dusseldorf, président du *Groupe Nord-Ouest de l'Union des industriels allemands du fer et de l'acier*; BLOHM, président de l'*Union de l'industrie du fer à Hambourg*; BUECK, ancien député, secrétaire général; VOPELIUS, président; VORSTER, membre du comité de l'*Union centrale des industriels allemands*; GROSS, président de l'*Union des industriels en coton de l'Allemagne du Sud*; Conseiller de commerce HECKMANN, président du *Syndicat des métallurgistes allemands*; Conseiller de commerce VOGEL, président du *Syndicat patronal de l'industrie textile de Saxe*; Conseiller des mines KRABLER, industriel à Altenessen; Conseiller de commerce HOLTZ, président de l'*Union pour la défense des intérêts de l'industrie chimique de l'Allemagne*; Dr WENDLANDT, secrétaire général de la *Ligue des industriels*.

séance le 15 février suivant et chargea une commission de six membres d'élaborer les statuts. Ils furent présentés à l'assemblée des industriels le 12 avril et adoptés à l'unanimité : *l'Office central des syndicats patronaux allemands* (*Hauptstelle Deutscher Arbeitgeberverbände*) était créé. Le 7 juin, l'assemblée élit les membres du Comité et du Conseil, en laissant une ou deux places vacantes pour les futurs adhérents.

Mais *l'Office central des syndicats patronaux allemands* n'est pas une Union générale des industriels allemands. Des rivalités se sont produites, qui ont abouti à une scission, à la constitution d'un organisme rival. Certains industriels, opposés au programme et à l'esprit de *l'Union centrale des industriels allemands* et reprochant à l'Office central d'en être une section, jetèrent les bases d'une institution semblable le 12 avril 1904.

L'assemblée des dissidents, réunie à Berlin, au Continental-Hôtel chargea le Comité de *la Fédération des Métallurgistes allemands* de préparer une réunion des syndicats « qui ne sont pas encore affiliés à l'Office central ». Elle fut ajournée à deux mois de date dans l'espoir d'une entente.

L'entente n'aboutit pas et le 17 mai 1904 se constitua *l'Union libre des patrons* (*Freie Vereinigung von Arbeitgebern*). La direction en fut laissée à M. Menck, président du Syndicat des Métallurgistes allemands, qui devait s'efforcer de conclure avec l'Office central, au nom des membres de l'Union libre des patrons, un « traité de car-

tell » qui les réunirait à l'Office central, tout en leur assurant une représentation proportionnelle.

Enfin, la fusion, même sur cette base, devenant de moins en moins probable, l'Union libre des patrons se donna le 23 juin 1904, une organisation plus précise et des statuts. Elle prit le nom d'Union des syndicats patronaux allemands (*Verein deutscher Arbeitgeberverbände*).

En somme, la tentative pour réunir en un faisceau unique tous les industriels d'Allemagne est avortée. Les patrons allemands se partagent en deux courants trop distincts pour pouvoir se confondre.

En économie politique, l'Union centrale des Industriels allemands, auquel on fait grief de s'être inféodé l'Office central, est, depuis sa fondation en 1876, protectionniste. Elle a joué un rôle important dans l'orientation de la politique commerciale allemande, au moment de la mise en vigueur du tarif douanier de 1879, combattu les tendances libre-échangistes du chancelier de Caprivi et contribué à accentuer, sous le prince de Hohenlohe et sous le prince de Bülow, le protectionnisme des tarifs et des traités de commerce. Elle représente en effet la grande industrie des mines du fer et de l'acier qui, livrant des matières premières et des produits demi-ouvrés, travaille surtout pour le marché intérieur et redoute la concurrence étrangère.

En *Sozialpolitik*, on lui reproche des tendances Scharfmacher, des plus accentuées. On désigne de ce nom les impérialistes du patronat, qui voudraient rendre plus sévère (*schärfer machen, verschärfen*) la législation contre

les mouvements ouvriers et tenir en tutelle la petite et moyenne industrie. M. Bueck est l'auteur du *Zuchthausvorlage*, projet de loi dit du Bagne, qui limite étroitement le droit de coalition. On critique ⁽¹⁾ vivement certaine phrase où il se révèle partisan d'un système électoral restreint : « Les patrons, a-t-il écrit ⁽²⁾, ne doivent compter que sur eux-mêmes, parce qu'il est impossible qu'un Reichstag, issu de notre système électoral, combatte efficacement la *Sozialdemokratie* et ses organes.

Aussi nombre d'industriels ont-ils craint que l'affiliation à l'*Office central* n'impliquât leur adhésion au programme économique et sozialpolitique de l'*Union centrale des industriels allemands*. Le syndicat patronal de l'industrie minière du district d'Elberfeld exprimait l'opinion des dissidents en déclarant « qu'il considérerait comme absolument nécessaire de grouper les syndicats patronaux, mais de les grouper en une union autonome qui proscrirait toute préoccupation de politique et d'économie politique et qui, en particulier — ces derniers mots s'adressent à l'Union centrale des industriels allemands — ne s'occuperait ni de question de douane, ni de politique commerciale ».

(1) Les principales critiques ont été formulées par le *Hand in Hand*, organe de la *Ligue des industriels*, auquel nous empruntons la majeure partie de l'exposé historique de la fondation de l'*Office central* et de l'*Union des syndicats patronaux allemands*.

(2) H.-A. BUECK, *Die Organisation der Arbeitgeber*. Guttentag, Berlin, 1904. La phrase citée est commentée par le *Berliner Tageblatt*, n° 242, 17 mai 1904.

L'*Office central des syndicats patronaux allemands* est donc resté, sous l'égide du *Zentralverband*, la représentation de la *schwere industrie*, la lourde et grande industrie des mines, du fer, de l'acier et de la majeure partie de l'industrie textile.

A l'*Union des syndicats patronaux allemands*, au contraire, ont adhéré, à côté de très grosses entreprises, les représentants de la moyenne et de la petite industrie (*Fertig-, Export-Industrie*), qui, livrant surtout pour l'exportation des objets manufacturés, est l'antagoniste naturel de la politique protectionniste du *Zentralverband*. La présidence appartient à M. Menck, député d'Altona, président de la Fédération des métallurgistes allemands. La *Ligue des industriels* (*Bund der Industriellen*), fondée en 1896 pour faire échec au *Zentralverband*, y exerce une grande influence. Sur le terrain social, certains de ses membres penchent vers un certain libéralisme ⁽¹⁾.

L'exclusion des questions politiques et économiques a donné au programme de l'*Union des syndicats patronaux allemands* une très grande largeur, qui lui a valu de nombreuses adhésions. Les principaux membres sont,

(1) Les idées libérales sont défendues en particulier par M. O. WEIGERT, représentant le groupe socialréformiste, partisan de l'égalité des droits des patrons et des ouvriers dans les bureaux de placement (*Arbeitsnachweise*); par contre, d'autres membres de la *Ligue* représentent les tendances « *Scharfmacher* ». En raison même de ces divergences, la *Ligue* et par suite l'*Union des syndicats patronaux allemands* revêtent une nuance plus modérée que la *Zentralverband* et l'*Office central*.

outre la *Ligue des industriels* et la *Fédération des métallurgistes allemands*, le *Syndicat patronal de l'industrie minière du district d'Elberfeld*, le *Syndicat des industriels de Saxe*, l'*Union des fabricants de Bielefeld*, le *Syndicat patronal de Hambourg-Altona*, le *Syndicat patronal de Flensbourg*. Le total des ouvriers occupés par les 2.500 membres de l'*Union*⁽¹⁾ dépasse actuellement un million 1/4, tandis que dans l'Office central ce chiffre n'atteint pas un million.

Ainsi l'unité absolue n'a pas été réalisée, mais un grand pas a cependant été accompli dans la voie de l'organisation; non seulement de nouvelles unions patronales se sont formées ou transformées, mais deux organismes centraux ont vu le jour, qui coordonnent des efforts autrefois isolés. Tout indépendants qu'ils demeurent l'un et l'autre, ils ne sont pas, pour cela, des adversaires : ils suivent des routes parallèles, marchant au même but, sans se combattre, ni se neutraliser. L'unité complète est peut-être une chimère et les conditions différentes des grande, petite et moyenne industries suffiraient à expliquer une scission à laquelle de regrettables questions de personnes ne furent pas non plus étrangères.

Le programme de l'*Office central* et de l'*Union des syndicats patronaux allemands* diffère plutôt par l'esprit dans lequel il est entendu que par le fond même. Un traité d'alliance, conclu en janvier 1905, a rapproché ces deux

(1) D'après le compte rendu pour 1907, l'Union compte au 13 janvier 1908, 42 syndicats patronaux occupant 1.270.000 ouvriers.

Unions centrales, tout en leur laissant leur pleine indépendance.

Les statuts sont à peu près identiques, même dans la rédaction. Ils sont d'accord sur les points essentiels, sur le but à atteindre et les moyens à employer, s'ils divergent sur la façon de les mettre en œuvre. Mais cette différence résulte de leurs tendances générales et n'apparaît pas dans leurs déclarations.

Les §§ 2 et 3 des statuts de l'Office central ⁽¹⁾ et de l'Union des Syndicats patronaux allemands, indiquent, en termes à peu près semblables, le but des deux unions centrales.

§ 2 : « *L'Union des syndicats patronaux allemands, qui s'efforce de maintenir des relations pacifiques entre patrons et ouvriers, a pour but :*

a) *au moyen d'une entente entre les associations patronales existantes ou à fonder en Allemagne, de protéger les intérêts communs des patrons contre les revendications injustifiées des ouvriers;*

b) *de protéger les ouvriers qui veulent travailler;*

c) *de développer les bureaux de placement patronaux;*

d) *de fonder des sociétés d'assurance en cas de cessation de travail;*

(1) Les statuts de l'Office central ont été traduits dans une note du *Comité central des Houillères de France* du 30 juin 1904, sous ce titre : « Une organisation patronale contre la grève. Office central des associations patronales allemandes » et dans une « Note sur l'organisation des patrons allemands contre la grève », du *Comité des Forges de France* (29 juillet 1904).

e) de faire appliquer autant que possible la clause de grève;

f) de se charger de la protection juridique des patrons dans les circonstances où est en jeu un principe important.

L'Union ne poursuit aucun autre but politique ou économique ».

§ 3 : « Pour la réalisation des objets indiqués au § 2 a-f, l'Union :

a) encouragera le rapprochement entre les associations patronales existantes ou à venir;

b) encouragera la formation de nouvelles unions patronales;

c) provoquera et encouragera l'institution de bureaux de placement, et mettra en relations les uns avec les autres les bureaux de placement actuels;

d) groupera les documents et instituera un service d'informations sur tous les faits importants relatifs aux questions du travail et au mouvement ouvrier;

e) *réalisera une entente entre les différentes associations pour la lutte en commun contre les grèves et boycotts institués par les ouvriers.*

f) *soutiendra les patrons atteints par des grèves ou boycotts injustifiés;*

g) *encouragera la constitution de sociétés d'assurance en cas de cessation du travail, provoquera l'affiliation aux sociétés de ce genre actuellement existantes et l'union des sociétés isolées ».*

Tels sont les moyens de défense préconisés par les

deux Caisses centrales. Avec les bureaux de placement, les patrons gardent la haute main sur le recrutement de leur personnel. La protection des ouvriers qui veulent travailler leur permet de paralyser les efforts des grévistes. Ils useront aussi, le cas échéant, du *lock-out* (*Aussperrung*) ⁽¹⁾, plus ou moins étendu. Par contre, ils répudient, à en croire leurs déclarations, la pratique des *listes noires* ⁽²⁾, et autres procédés tyranniques.

Depuis 1904, le programme a été mis à exécution : les patrons allemands ont fait usage des divers moyens de protection dont ils avaient reconnu la nécessité. Dans cet arsenal d'armes défensives, figure au premier rang la constitution de sociétés d'indemnisation réciproque en cas de cessation de travail, par suite d'une grève ou d'un lock-out.

(1) Le lock-out, dont l'emploi est assez fréquent en Allemagne, est le renvoi en masse ou par catégorie des ouvriers d'une entreprise et l'interruption temporaire, partielle ou totale de travail par la volonté du patron. C'est là une mesure extrême, qui peut être rendue nécessaire par l'attitude des ouvriers, en particulier pour répondre à un boycott. Nous examinerons, ch. V, § 2 un exemple de lock-out dans l'industrie de la brasserie.

(2) On appelle ainsi les notes secrètes que les patrons se communiquent officieusement les uns aux autres sur le compte des ouvriers congédiés et dont le résultat est de fermer à ceux-ci, avec la porte des ateliers où ils se présentent, l'espoir de racheter dans un milieu nouveau, l'erreur ou la faute d'un instant. C'est un procédé d'autant plus odieux qu'il opère dans l'ombre et que les renseignements ainsi donnés contredisent ceux du certificat délivré à l'ouvrier.

CHAPITRE II

LES FORMES DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE

Dans le courant des années 1905 et 1906 de nombreuses sociétés d'indemnisation réciproque, en cas de cessation du travail à la suite d'une grève ou d'un lock-out, ont vu le jour; d'autre part l'Office central et l'Union des syndicats patronaux allemands ont créé l'un et l'autre une société centrale chargée d'unir entre elles, par le lien d'une sorte de réassurance ⁽¹⁾, les sociétés nouvelles. A côté de ces deux groupes importants, existent dans certaines industries, des organisations indépendantes, qui poursuivent le même but.

La dualité, encore moins l'unité, est loin d'être réalisée, si même elle est désirable.

Quand elle n'est pas l'isolement, l'éparpillement des forces, peut-être l'indépendance vaut-elle mieux que la fusion où s'effacent des différences essentielles.

(1) Nous examinerons plus loin 3^e partie, ch. IV, la nature du lien qui unit les sociétés primaire et centrale d'assurance.

Sans doute, cette diversité peut mal satisfaire les esprits constructeurs. Mais lorsqu'un plan passe du papier dans le domaine des faits, des questions contingentes, des difficultés imprévues, font fléchir la rigidité du schéma primitif. Les esprits réalistes, si la maison doit être comode, sacrifient aisément l'édifice et sa belle ordonnance.

Soumis au fait, ils s'inspirent des circonstances, pour y adapter leur stratégie, répudient tout système préconçu, abandonnent le principe qui leur paraît inopportun, vivent et s'organisent sans règles absolues, mais avec une connaissance très nette de leurs intérêts, du milieu où ils agissent et du but qu'ils visent.

Cette méthode, si l'on peut appeler ainsi une façon d'agir aussi souple, a été celle des industriels allemands dans l'organisation de l'assurance contre la grève.

Pour la réaliser, les uns se tiennent sur le terrain juridique et accordent aux assurés un droit véritable à indemnité : ils forment à proprement parler des sociétés *d'assurance contre la grève* (*Streikversicherungsgesellschaften*).

D'autres sociétés refusent à leurs membres le droit, sanctionné par une action, à une indemnité de grève. L'aide pécuniaire n'est plus qu'un secours, arbitré souverainement par les organes directeurs de la société. Il ne s'agit plus alors que d'une simple *assistance en cas de grève* (*Streikunterstützung*). Cette deuxième forme est d'ailleurs susceptible de deux modalités, dont l'une se rapproche de l'assurance proprement dite.

Il faut donc distinguer au point de vue juridique trois formes différentes, dont nous allons étudier la valeur respective. Puis nous achèverons de préciser les principes d'organisation de l'assurance contre la grève, en résolvant deux questions, l'une relative à la technique du risque, l'autre touchant à la tactique qu'il convient d'adopter pour atteindre aussi complètement que possible le but défensif.

§ I. — **L'assurance contre la grève proprement dite.**

Le principe de l'*assurance*, au sens propre, réside dans le droit ferme qu'ont les assurés, moyennant le paiement d'une prime ou cotisation, à une indemnité déterminée par les statuts, pour le cas où se réalise l'événement qui doit lui donner naissance. Cent industriels conviennent, par exemple, de s'indemniser réciproquement du préjudice résultant pour eux de grèves injustes : dix d'entre eux subissent des pertes évaluées pour chacun à 1.000. A la fin de l'exercice, la perte totale s'élève à 10.000 ; cette somme est demandée à l'ensemble des assurés ; chacun d'eux, s'ils sont d'importance égale, prend à sa charge une quote-part de 100 et les indemnités sont distribuées aux industriels atteints qui, recevant 1.000, mais ayant versé leur part contributive, restent eux aussi en perte de 100.

Plus ordinairement, au lieu de cette répartition en fin d'exercice, qui oblige les assurés au paiement d'une

contribution très variable, la caisse d'assurance préfère fixer une cotisation annuelle de taux moyen, dont le montant laisse, dans les périodes où les grèves sont rares, un excédent utilisé dans les années mauvaises. Mais que la cotisation soit établie d'avance, ou qu'elle se détermine plus tard, d'après le chiffre des dommages, l'assuré possède une créance véritable contre la société dont il est membre : il jouit d'un droit ferme à l'indemnité d'assurance.

C'est là une forme précise et juridique : elle évite les dangers de l'arbitraire, elle offre tous les avantages d'une prévision raisonnable sur l'inconnu et l'indéterminé.

En fait, les préférences s'adressent au type *assistance* sur lequel sont organisées les sociétés d'indemnisation affiliées à l'Office central et à l'Union des syndicats patronaux allemands.

Les raisons de ces préférences sont de deux ordres ; l'un juridique, l'autre théorique.

Le choix n'a pas été entièrement libre : il s'est déterminé en faveur de l'*assistance* à cause du régime légal de l'*assurance*.

La loi d'Empire sur les entreprises privées d'assurance, du 12 mai 1901, règle d'une façon très étroite, l'inter-vention et le contrôle du pouvoir central ⁽¹⁾.

(1) En France, la législation de l'assurance mutuelle est toute différente, ainsi que nous l'examinerons plus loin. Cependant, les sociétés d'assurance mutuelles ou à primes fixes contre les accidents vivent en France sous un régime analogue à celui de la loi allemande de 1901. Elles sont soumises à

Les sociétés d'assurance ne peuvent se former sans une autorisation préalable du gouverneur de province (*Regierungspresident*).

Elles sont soumises au contrôle de l'Office impérial de surveillance (*Kaiserlicher Aufsichtsamt*).

Enfin les sociétés d'assurance mutuelle doivent se modeler sur le type légal (titre III de la loi). Les statuts passés par devant notaire doivent régler : 1° la constitution d'un Comité (*Vorstand*), d'un Conseil de surveillance (*Aufsichtsrat*) et d'une assemblée générale (*Generalversammlung*);

2° La formation d'un fonds de garantie, servant de capital constitutif et de réserve, dont le taux sera fixé par l'administration ;

3° Le paiement de la cotisation, les cas de second versement.

Une fois autorisée et inscrite sur le registre de commerce, la société jouit de la personnalité civile; mais elle est soumise à un contrôle très strict.

D'après le § 64 « l'administration a le droit de surveiller les affaires de l'entreprise, particulièrement l'observation des prescriptions légales et des statuts ». A tout

un contrôle dont elles supportent les frais au prorata de leur cautionnement (200.000 francs en 1904). Sur le rapport des contrôleurs, rapports non communiqués aux intéressés, le ministre peut leur adresser telle injonction qu'il juge convenable : la sanction est la suppression de la liste des sociétés, liste insérée au *Journal officiel*. Loi du 9 avril 1898, art. 27; Décret du 28 février 1899; Arrêté du ministre du Commerce du 7 octobre 1901.

instant elle peut exiger la présentation des livres, pièces justificatives et documents de toute sorte (§§ 65-67).

Il est naturel que les industriels aient hésité à se soumettre à une pareille législation, nullement tempérée, dit-on, par la pratique administrative, et qu'ils aient préféré atteindre le même résultat par une voie moins directe.

Beaucoup d'entre eux considèrent l'assistance comme une étape transitoire sur le chemin de l'assurance, mais subordonnent le passage de l'une à l'autre à une réforme législative. Elle ne paraît pas encore proche. L'application de l'une des dispositions de la loi du 12 mai 1901 pourrait cependant en tenir lieu; d'après le § 117 alinéa 2 du titre III le Conseil fédéral (*Bundesrat*) peut dispenser de telle ou telle obligation légale les entreprises d'assurances qui ne sont pas des assurances sur la vie, contre les accidents, la responsabilité, l'incendie ou la grêle. Il suffirait de soustraire au contrôle de l'Office général de surveillance les sociétés d'indemnisation contre la grève pour qu'elles adoptent la forme de l'assurance proprement dite.

Un tel régime serait rationnel. En effet le contrôle de l'État est légitime lorsqu'il s'exerce sur une société qui fait appel à un grand nombre de petits épargnants : ils n'ont ni le temps, ni les moyens de se défendre eux-mêmes contre des malversations possibles. Mais le nombre des intéressés soumis au risque de grève et susceptibles d'adhérer à une assurance mutuelle contre la grève est limité; tous ont une situation sociale importante

et peuvent exercer eux-mêmes le contrôle nécessaire.

Certains industriels sont opposés, pour des raisons théoriques, au principe de l'*assurance* et lui préfèrent la forme *assistance*. Dans sa brochure intitulée : *Fondez des unions patronales*, M. le baron de Reischwitz⁽¹⁾ s'exprime ainsi : « Nous déconseillons de réaliser l'idée de l'aide pécuniaire en cas de grève sous la forme d'une assurance proprement dite... Tout membre d'un syndicat patronal devrait plutôt mettre son honneur à résister aussi longtemps que possible avec ses propres forces à la violence des syndicats ouvriers, et n'accepter l'aide financière de l'Union, que lorsque ses propres forces sont menacées d'impuissance. C'est l'indice d'un état d'esprit excellent parmi les patrons allemands que l'idée de l'assurance contre la grève ait trouvé jusqu'ici peu d'écho en Allemagne. Car il est à prévoir qu'une telle institution serait surtout profitable aux éléments de moindre valeur morale dont la conscience est peu ou pas ouverte à l'idée que le patron ne doit pas se laisser détourner par les attaques qu'il subit de son devoir de traiter ses ouvriers avec justice ».

Dans son rapport à la conférence de Wernigerode⁽²⁾,

(1) W. G. H. FREIHERR VON REISWITZ KADERZIN UND GRABOWKA, *Gründet Arbeitgeberverbände*. O. Elsner, Berlin, 1904, p. 34 et 35. M. de Reischwitz est secrétaire général du syndicat patronal de Hambourg-Altona et rédacteur en chef du *Deutsche Arbeitgeberzeitung*, organe de plusieurs unions patronales.

(2) Voir dans la *Deutsche Arbeitgeberzeitung* du 25 septembre 1904 (n° 39), le compte rendu de ce rapport sur « l'organisation patronale et l'assurance contre la grève » à la conférence sur les bureaux de placement qui a eu lieu à Wernigerode, le 16 septembre 1904.

il critique, en des termes analogues, le principe du droit à indemnité :

« Chaque patron doit être incité à conserver, autant que possible, des relations pacifiques avec ses ouvriers, et, en cas de conflit, à leur résister le plus longtemps possible avec ses propres forces, ce qu'il ne ferait pas s'il pouvait réclamer une indemnité d'assurance, selon les principes mécaniques qui régissent les rapports d'une compagnie d'assurance et de sa clientèle ».

Il exprime ailleurs la crainte que ce « *mécanisme sans âme* » de l'assurance ne vienne rompre complètement le contact entre patrons et ouvriers.

Ces objections s'adressent, à notre avis, aussi bien à l'assistance qu'à l'assurance ; celle-ci ne présente pas plus de danger que la première. Dans l'une et l'autre forme, le droit à indemnité dépend de la légitimité ou de l'illégitimité de la grève, question dont un comité patronal est juge souverain. Dès lors, il importe moins que le taux de cette indemnité soit purement arbitraire ou déterminé à l'avance.

§ II. — L'assistance patronale en cas de grève.

Le régime légal paraît être l'obstacle le plus sérieux à l'introduction d'une assurance véritable. Certaines sociétés, spécialement dans l'industrie de la brasserie, s'en accommodent et préfèrent les inconvénients du contrôle administratif à ceux de l'arbitraire et de l'incertitude sur la question du droit à indemnité.

Mais la plupart des sociétés récemment fondées et affiliées aux deux sociétés centrales créées par l'Office central et l'Union des syndicats patronaux allemands se sont organisées sous la forme *assistance*.

Cent industriels conviennent de se venir réciproquement en *aide*. Ils s'imposent une cotisation annuelle qui alimente un fonds de grève destiné à fournir d'après certaines règles, les *secours* nécessaires. L'assisté n'a pas, pour réclamer l'indemnité, un droit sanctionné par une action en justice.

Mais, ce principe admis, il existe deux façons de l'appliquer et, dans l'assistance même, il faut distinguer deux variantes que l'on peut appeler, sous réserve de les définir : les sociétés d'*indemnisation* et les sociétés de *protection* contre la grève.

Les *sociétés d'indemnisation* reconnaissent en fait, le droit à indemnité dans tous les cas de grève injuste.

Elles se rapprochent donc beaucoup, dans la pratique, sinon dans leur forme juridique, de l'assurance proprement dite. Si le comité, qui est à leur tête, entend rester dans toute grève, le juge souverain, sans appel aux tribunaux, de l'opportunité de l'assistance pécuniaire et de sa détermination, il n'use pas de son pouvoir arbitraire pour la refuser ou en fixer la quotité à un taux inférieur à celui que prévoient les statuts. Pour n'être pas écrit, le droit de l'assisté n'est pas moins certain que celui de l'assuré, ni les règles d'indemnisation moins scrupuleusement suivies.

Mais cette simple clause évite à la société d'indemnisation la nécessité de se soumettre à la législation de l'assurance et la soustrait au contrôle de la loi du 12 mai 1901. Elle donne satisfaction aux théoriciens qui reprochent à l'assurance d'être dans son application au risque de grève, un mécanisme sans âme, un automate sans nuances.

En somme les sociétés qui fonctionnent sous ce type ont surtout pour but de dissimuler leur caractère véritable. Elles se préoccupent beaucoup plus de ne pas offrir les apparences d'une assurance véritable que de n'en point avoir la réalité.

Au contraire, les sociétés de *protection* contre la grève ne partent pas du même point de vue : elles ne veulent pas couvrir un risque. Non seulement elles refusent de reconnaître à leurs membres atteints d'une grève injuste un droit véritable à l'indemnité, mais elles n'accordent même ce secours gracieux qu'en des cas délibérément assez rares. Il ne leur suffit pas que les revendications ouvrières soient mal fondées, ni même que l'industriel à qui elles s'adressent soit impuissant à y résister. Ces sociétés n'interviennent que si l'*intérêt général* leur paraît en jeu, si le succès des ouvriers et la défaite patronale doivent être d'un effet moral et d'un exemple funestes.

Elles sont ainsi fort éloignées du principe de l'*assurance*, puisqu'elles refusent toute *sécurité* à leurs membres qui ne sont jamais certains, ni du taux de l'indem-

nité, ni même d'en obtenir une. C'est le système de la caisse commune de grève, ainsi que le pratiquent de leur côté les syndicats ouvriers. M. le député D^r Stresemann ⁽¹⁾, syndic de l'Union des industriels de Saxe indique très justement les inconvénients d'un secours purement gracieux : « Il est désagréable à tout industriel, grand ou petit, de paraître ainsi, dans une certaine mesure, remis à flot. Les grandes entreprises notamment, voient dans la demande d'un tel secours un aveu de faiblesse. Au cas de grèves nombreuses, où l'on puise abondamment dans le fonds de secours, les moins importantes considèrent souvent comme un *nobile officium* de refuser l'assistance, bien qu'elles aient versé des contributions plus fortes que d'autres. Il n'y a aucun rapport entre la prestation et la contre-prestation et on voit souvent de grands industriels jouer le rôle unilatéral de donateurs au fonds de secours, tandis que chez les industriels assistés, il subsiste un sentiment de malaise parce qu'ils se considèrent comme les obligés de l'Union patronale dont ils ont reçu l'assistance ».

Pour ces motifs, cette deuxième forme d'assistance est peu répandue et se cantonne dans la grande industrie. Elle y rend des services, bien qu'elle n'ait pas pour rôle de couvrir un risque et de réparer des pertes. Elle réunit des efforts autrefois dispersés et crée dans les milieux patronaux, des habitudes d'entente et de cohésion.

(1) Rapport à la conférence de Brême du 16 septembre 1905 sur « les sociétés patronales d'indemnisation en cas de cessation du travail ».

§ III. — La mutualité. — Un essai d'assurance à primes fixes : « l'*Industria* ».

Sociétés d'assurance, d'indemnisation ou de protection ont toutes un trait commun, c'est d'être des mutualités, c'est-à-dire des associations d'individus qui, soumis aux mêmes risques, conviennent, suivant des modes divers, de s'assurer ou de se secourir, au cas où le risque prévu atteindrait un ou plusieurs d'entre eux.

Il ne peut guère en être autrement dans la lutte contre un risque encore aussi mal déterminé que le risque de grève. Une société à primes fixes, qui a un but lucratif, serait obligée de fixer la prime à un taux trop élevé pour tenir compte de toutes les prévisions, ou risquerait la faillite.

Cependant un essai très intéressant a été tenté, il y a quelques années, pour réaliser l'assurance contre la grève, sous la forme d'une société par actions. Mais la Société *l'Industria* n'a pas fonctionné, et l'expérience reste incomplète.

« *L'Industria* ⁽¹⁾, société anonyme d'assurance contre les pertes qui résultent de la cessation de travail », est due à l'initiative de M. O. Weigert, président de la *Ligue des industriels*. Un comité fut nommé, qui élut pour président M. le conseiller de commerce Wirth,

(1) Ces détails sont empruntés à KULEMANN, *op. cit.*, p. 245.

V. *Soziale Praxis*, 25 novembre 1897, n° 8 : « *Die Organisation der Arbeitgeber und die Streikversicherung.* »

de Leipzig, et la fondation s'acheva le 28 octobre 1897.

Aux termes de ses statuts, le but de la société est « d'assurer, en échange d'une prime, les industriels contre les pertes qui dérivent pour eux des grèves de leurs ouvriers, et éventuellement de réaliser une réassurance ».

Le capital initial est de 5 millions de marcs, divisé en 5.000 actions de 1.000 marcs, dont le quart doit être immédiatement versé.

L'indemnité payée par la société en cas de cessation de travail (grève ou lock-out) doit couvrir les frais généraux, les détériorations de matériel et rembourser les dommages-intérêts dus par suite de l'application possible de clauses pénales.

L'indemnité n'est due que dans les grèves où la Compagnie a reconnu la légitimité de l'attitude du patron. Tout assuré chez lequel une grève éclate doit, dans les trois jours, en informer l'*Industria* et faire une tentative de conciliation devant le tribunal industriel (*Gewerbegericht*) qui depuis la loi du 29 juillet 1890 joue, en cas de différends collectifs, le rôle de tribunal de conciliation et d'arbitrage (*Einigungsamt*) ⁽¹⁾. Le droit à indemnité ne naît que si « l'entente a échoué par suite du refus des ouvriers et sans la faute de l'assuré ».

La décision du tribunal de conciliation est opposable à

(1) Ce rôle appartient en France au juge de paix, d'après la loi du 27 décembre 1892. Sur la conciliation et l'arbitrage en France et à l'étranger, voir l'ouvrage de M. C. DE FROMONT DE BOUAILLE, *Conciliation et arbitrage*. Paris, Lecoffre, 1905.

la Compagnie si l'assuré a choisi un représentant de celle-ci comme délégué, aux termes du § 63, alinéa 3 de la loi du 27 juillet 1890.

Une commission dite « d'estimation » fixe le taux de l'indemnité, après examen des livres réguliers de l'intéressé. La Société est subrogée aux actions de l'assuré contre les tiers et défend à sa place aux demandes de dommages-intérêts pour retard dans les livraisons.

Cette entreprise fut saluée par les uns comme un utile instrument de paix sociale, et vivement combattue par les autres. Certaines dispositions des statuts et particulièrement la tentative obligatoire de conciliation devant le tribunal industriel parurent dangereuses. Aussi l'*Industria* manqua-t-elle des adhésions nécessaires et le projet dut être abandonné le 8 juillet 1898.

L'idée d'assurance contre la grève devait être reprise plus tard, mais sous une autre forme : les sociétés allemandes qui existent actuellement rentrent toutes dans le cadre de la mutualité. Aucune compagnie à primes fixes n'a encore osé, depuis l'échec de l'*Industria*, entreprendre la lutte contre le risque de grève.

Pressenties par le Comité de la Ligue des patrons allemands de l'industrie du bâtiment ⁽¹⁾, plusieurs compagnies allemandes ont refusé de comprendre dans leurs opérations l'assurance contre la grève. Ainsi la Compa-

(1) Rapport de M. Wahl à la 7^e assemblée générale de la Ligue des patrons allemands de l'industrie des bâtiments, à Munich, les 14 et 15 mars 1906.

gnie générale d'assurance contre les accidents et la responsabilité *la Zurich* répondit que l'idée d'assurance contre la grève lui paraissait rationnelle, mais que l'exécution présentait des difficultés considérables. A son avis, toute compagnie qui poursuit un but lucratif, doit, en attendant les résultats des expériences actuellement tentées, refuser de courir une pareille aventure sur un terrain inexploré par la statistique. La Société « Rheinland » donna des raisons analogues.

La mutualité demeure, jusqu'à nouvel ordre, la seule forme prudente d'assurance, parce qu'elle proportionne la prime aux risques et l'indemnité définitive aux ressources réelles de la société.

§ IV. — **La hiérarchie. — Sociétés locales ou professionnelles et Société centrale.**

Les difficultés que rencontrent, dans la législation allemande, l'assurance contre la grève, ont été tournées par la préférence donnée, dans la majorité des cas, au type assistance. Une raison d'ordre technique exclut l'assurance à primes fixes au profit de la mutualité.

Une troisième question se pose, dont la solution achèvera de préciser les traits extérieurs des organisations allemandes.

Quelle que soit leur forme, les sociétés patronales sont destinées à fournir à leurs membres victimes de grèves injustes, les moyens financiers nécessaires à la résistance. Or l'ingéniosité des organisateurs de grèves a inventé

toute une stratégie : c'est la grève généralisée, qui frappe en même temps une région étendue ou une industrie entière ; c'est la grève *par échelons* qui, selon la définition de M. de Seilhac⁽¹⁾ n'est déclarée « que successivement, atelier par atelier, les ateliers continuant le travail pouvant alors soutenir de leurs subsides le champion qui combat pour eux ».

Il fallait donc déjouer ces manœuvres, trouver une organisation de la société d'assurance de nature à écarter autant que possible les chances d'une grève qui, en s'étendant à tous ses membres, paralyserait son action. Car, dans un malheur commun, la mutualité devient inutile ; le principe « individualiste » reprend son empire et chacun supporte seul ses propres pertes.

Une mutualité très étendue, comprenant tous les industriels de toutes les professions de l'Empire, serait à coup sûr l'organisation la plus forte. Elle ne redouterait que l'hypothèse, peu vraisemblable, d'une grève générale. Mais elle n'est pas réalisable, elle choquerait les particularismes régionaux et ne tiendrait pas compte des conditions propres à chaque industrie.

Il fallait donc trouver une organisation qui rendît les mêmes services, en respectant ces exigences légitimes. C'est une question de tactique : quelle forme de société s'adapte le mieux au but défensif poursuivi ?

L'exemple des syndicats ouvriers fournit la réponse :

(1) LÉON DE SEILHAC, *Les grèves*, *op. cit.*, p. 67.

les ouvriers forment des syndicats professionnels, divisés en sections, et qui se relient les uns aux autres et se fédèrent : section, syndicat, fédération sont les trois échelons de cette organisation hiérarchique.

Les patrons allemands se sont inspirés de ce modèle. Ils s'unissent en sociétés locales, englobant les différentes industries d'une même région, d'un même district, ou en sociétés professionnelles, limitées à une branche d'industrie. Celles-ci à leur tour, forment une union plus centralisée, elle aussi locale ou professionnelle. Enfin ces dernières s'affilient, suivant leurs sympathies, sans distinction de corps de métiers, à l'une des deux sociétés centrales.

Chacun de ces groupements intervient à des degrés divers suivant l'importance et l'étendue de la grève. Toutes les grèves, sauf la grève générale et totale, échouent devant ce système de sociétés hiérarchisées. Un industriel est atteint par une grève qui sanctionne son refus d'accéder aux réclamations notoirement injustes de ses ouvriers : la société à laquelle il appartient lui accordera son aide pécuniaire (1^{er} degré). Mais, par solidarité, les ouvriers, chez tous les patrons membres de cette société, interrompent le travail en même temps. L'action de la société est paralysée et elle réclamera les secours de l'union plus centralisée à laquelle elle appartient (2^e degré). La grève franchit-elle un pas encore dans la voie de la généralisation, s'étend-elle à la société du 2^e degré qu'elle réduit à l'impuissance ? C'est au tour de l'union du 3^e degré d'intervenir et ainsi de suite jusqu'à l'organisme

central, où l'intérêt commun groupe, en un faisceau homogène, les industriels de toutes les professions et de tous les États sous le principe de la solidarité.

En fait, la pratique n'a pas réalisé une échelle aussi complète de sociétés. La hiérarchie n'existe en général qu'à deux degrés, mais le principe en a été presque partout admis et, notamment, dans les deux groupes de sociétés affiliées à l'Office central et à l'Union des syndicats patronaux allemands.

La première assise de ce système est la société soit locale, soit professionnelle. L'une et l'autre se recommandent par des avantages différents. Il est difficile d'avoir une préférence théorique et exclusive. Tout dépend des circonstances. Les industries peu importantes trouveront avantage à s'unir entre elles dans une société locale. La grève professionnelle est plus fréquente que la grève régionale ; de ce point de vue la forme régionale sera donc plus efficace et dispensera, le plus souvent, de recourir à la réserve de 2^e ou de 3^e ligne que constituent les unions du degré supérieur. Par contre, un corps de métiers qui compte des membres nombreux, comme la brasserie ou la métallurgie, peut former une société uniquement professionnelle où la solidarité est plus étroite, les intérêts mis en présence dans la grève mieux compris et plus aisément conciliés, qui supprime la difficulté de trouver, pour la fixation des conditions d'assurance, une commune mesure entre des industries dissemblables et offre une base suffisamment large pour être solide.

Telle est, des trois points de vue de la législation, de la technique du risque et de la tactique, la forme générale des sociétés allemandes d'assurance ou d'assistance mutuelles contre la grève dont il nous reste à étudier le mécanisme intérieur, le fonctionnement et les résultats.

CHAPITRE III

LA PRATIQUE DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE : ORGANISATION ET RÉSULTATS

A. — *Les sociétés d'indemnisation de l'Union des syndicats patronaux allemands et les sociétés affiliées.*

L'Union des syndicats patronaux allemands fondée en 1904 avait inscrit dans ses statuts la création et la fédération de « sociétés d'indemnisation en cas de cessation de travail ». Ce programme s'est réalisé au cours des années 1905 et 1906. De nombreuses unions mutuelles, locales ou professionnelles, ont associé les patrons de la même région ou de la même branche d'industrie et se sont affiliées à une société centrale. Elles ont toutes pour caractère commun d'être des sociétés d'assistance du premier type que nous avons décrit sous le nom de sociétés d'indemnisation ; elles refusent en théorie à leurs membres tout droit à indemnité, mais une sorte de pacte tacite laisse entendre que l'indemnité prévue

par les statuts devra être et sera toujours payée dans tous les cas de grève injuste ⁽¹⁾.

Vaste *mutualité d'assistance*, comprenant une hiérarchie à deux degrés de sociétés locales et professionnelles, tel se présente le groupement formé sous l'égide de la société d'indemnisation en cas de cessation de travail de l'Union des syndicats patronaux allemands (*Gesellschaft des Vereins Deutscher Arbeitgeberverbände zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen*).

Les principales sociétés qui lui sont affiliées sont celles fondées par la Fédération des métallurgistes allemands, le Syndicat des industriels de Saxe, le Syndicat patronal de l'industrie minière du district d'Elberfeld, le Syndicat patronal de défense dans l'industrie du bois, le Syndicat patronal de l'Elbe inférieure, le Syndicat des fabricants de cigares de Westphalie, à Münden, le Syndicat de défense des constructeurs de voitures, charrons, forgerons, serruriers, vernisseurs, selliers, corroyeurs et fabricants de malles, le Syndicat de défense des patrons d'Anhalt.

L'affiliation à une société centrale suppose chez ses membres une certaine uniformité dans les conditions d'assistance. La base et le taux de l'indemnité et de la cotisation

(1) Les déclarations très significatives des chefs du mouvement ne laissent aucun doute à cet égard. Dans un rapport fait le 3 mars 1905, à l'assemblée générale du Syndicat des métallurgistes du Wurtemberg, M. le Dr Grabenstedt, secrétaire général de l'Union des Syndicats patronaux allemands et de la Fédération des métallurgistes allemands dit expressément que si le droit à indemnité ne peut, pour des raisons légales, être accordé dans les statuts, la société d'indemnisation s'engage sur l'honneur à ne pas faire usage de la clause exclusive de ce droit.

sont à peu près les mêmes dans les diverses sociétés d'indemnisation. Mais, sur d'autres points, elles gardent une physionomie propre, qui, pour plusieurs d'entre elles, mérite d'être marquée.

Avant de décrire la société centrale, nous ferons donc la monographie de plusieurs sociétés primaires.

§ I. — **La « Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de la Fédération des Métallurgistes allemands »**
(*Gesellschaft des Gesamtverbandes Deutscher Metallindustrieller zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen*).

En 1900 s'était fondée à Leipzig une société conforme au type légal d'assurance mutuelle contre la grève : l'*Union mutuelle pour l'indemnisation des industriels en cas de grève* ⁽¹⁾. Son but était, moyennant une cotisation annuelle, de procurer à ses membres la réparation proportionnelle du préjudice résultant pour eux de l'interruption de travail de leurs ouvriers. La cotisation annuelle était fixée, sauf tarifs spéciaux pour les industries minières, du bâtiment et du bois, à 1 marc pour mille de la somme des salaires et traitements que chaque membre déclare, à son entrée, payer dans son entreprise. L'indemnité, par jour de grève variait suivant que l'assuré était dans la 1^{re} ou la 4^e année de son adhésion, entre 25 0/0 et 40 0/0 de la somme annuelle des salaires et

(1) Primitivement, elle portait le nom de *Société d'indemnisation en cas de cessation de travail*. C'est sous ce nom qu'il y est fait allusion dans l'article de M. Maurice Bellom : *L'assurance des chefs d'entreprise contre la grève* (*Economiste français*, 2 août 1902).

traitements correspondant au rapport du nombre des grévistes avec le nombre total des ouvriers. Elle n'était payée que pendant les 100 premiers jours de grève. Les statuts prévoyaient, en cas de grèves nombreuses, la réduction proportionnelle des indemnités qui devaient être complétées dès que le fonds de réserve le permettrait. Pour la formation d'un fonds de garantie, conformément au § 22 de la loi du 12 mai 1901, les premiers adhérents acquittaient une cotisation d'un pour mille de la somme des salaires par eux déclarés.

La société ne devait fonctionner que lorsqu'elle aurait assuré des industriels payant à eux tous 50 millions de marcs de salaires. A la fin de 1903, ce chiffre ne s'élevait qu'à 13 millions.

Mais le mouvement d'organisation patronale, dont la grève de Crimmitschau donna le signal, attira l'attention des industriels sur cette tentative et en hâta l'achèvement.

A la fin de 1904, la puissante Fédération des Métallurgistes allemands annonça son adhésion à la Société de Leipzig. Elle la subordonnait à certaines modifications des statuts. Ceux-ci furent complètement refondus et entrèrent en vigueur le 1^{er} juin 1905. Ils reçurent en 1906 quelques retouches partielles et, depuis le 9 mars, la Société nouvelle fonctionne sous une forme améliorée qu'on peut croire définitive.

La Société, dont le siège est actuellement à Berlin, porte le nom de *Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de la Fédération des Métallurgistes allemands*.

Son but, aux termes du § 2 de ses statuts, est « d'empêcher autant que possible l'interruption du travail dans les entreprises de ses membres et d'atténuer les conséquences économiques des chômages forcés en aidant ses membres à supporter les pertes qui en résultent ».

La Société de Leipzig était ouverte à toutes les branches d'industrie. La Société nouvelle se limite à l'industrie métallurgique. Elle a pour membres, soit les industriels, soit les *groupes locaux* appartenant à la Fédération des métallurgistes allemands.

Chaque associé paie un droit d'entrée de marc 0,25 pour 1.000 de la somme annuelle de salaires qu'il a déclarée à sa corporation ⁽¹⁾, et une cotisation annuelle de 1 marc pour 1.000, qui peut être portée à 3 marcs pour 1.000 de cette même somme. Depuis peu, ce maximum de 3 marcs est devenu le taux ordinaire.

En cas de grève, les associés peuvent demander à la Société ordinaire une indemnité, à *laquelle ils n'ont pas un droit véritable*.

Cette demande est adressée au groupe de la Fédération, auquel appartient l'intéressé. Il y joint, conformément à un formulaire (A), certaines indications sur les conditions de travail antérieures à la grève (taux et système des salaires, durée du travail, etc.); la date du commencement

(1) Chaque industriel fait légalement partie, au point de vue de l'assurance contre les accidents du travail, d'une sorte de mutualité corporative (*Berufsgenossenschaft*) à laquelle il doit déclarer la somme des salaires qu'il paie à ses ouvriers. C'est la même base, facile à connaître, sur laquelle est assise la cotisation due à la société d'indemnisation en cas de grève.

de la grève ou du lock-out; motifs de la grève (réclamations des ouvriers); la date de la fin de la grève ou du lock-out; les négociations entre les deux parties; les conditions de travail après la grève (salaires, durée du travail, conclusions d'un contrat collectif); l'indication du nombre des grévistes pour chaque jour de grève.

Ces renseignements sont contrôlés par le groupe local qui les utilise pour remplir à son tour un second formulaire (B) qu'il envoie à la Société d'indemnisation. Il indique le nom et le siège de l'entreprise en grève, la date du commencement et de la fin de la grève, le nombre moyen des ouvriers travaillant chaque jour dans l'entreprise avant la grève, leur salaire moyen, si la grève lui paraît illégitime et s'il a approuvé le lock-out.

Muni de ces renseignements, le Conseil de surveillance de la Société, après un examen consciencieux de l'espèce, décide si l'indemnité doit être accordée. Sa décision peut être frappée d'appel devant le Comité de la Société, qui juge alors en dernière instance. L'indemnité peut être refusée en totalité ou en partie à l'industriel qui, malgré les représentations du Comité local, refuse d'examiner les plaintes légitimes de ses ouvriers.

Dans la fixation de l'indemnité, le Conseil de surveillance doit s'inspirer des principes suivants : il peut accorder par jour de grève une indemnité de 25 0/0 du salaire journalier moyen. Le salaire journalier moyen s'obtient en divisant par 300 (nombre annuel de jours de travail) le quotient de la division du chiffre des salaires déclarés à la corpo-

ration par le nombre déclaré des ouvriers. L'indemnité de 25 0/0 n'est d'ailleurs accordée que pour les 1.000 premiers ouvriers en grève; au-dessus de ce chiffre, l'indemnité décroît. Supposons un industriel qui a 10.000 ouvriers en grève, dont le salaire journalier moyen est de 4 marcs. Il recevra, par jour de grève :

25 0/0 de 4 marcs pour les ouvriers n ^{os} 1	
à 1.000, soit.	1.000 marcs
ou un mark par ouvrier.	
20 0/0 de 4 marcs pour les ouvriers	
n ^{os} 1.001 à 2.000, soit.	800 —
15 0/0 de 4 marcs pour les ouvriers	
n ^{os} 2.001 à 4.000, soit.	1.200 —
10 0/0 de 4 marcs pour les ouvriers	
n ^{os} 4.001 à 8.000, soit.	1.600 —
5 0/0 de 4 marcs pour les ouvriers	
n ^{os} 8.001 à 10.000, soit.	400 —
SOIT AU TOTAL.	<u>5.000 marcs</u>
ou marc 0,50 par ouvrier.	

Dans cet exemple, la somme annuelle des salaires payés par l'industriel qui occuperait 10.000 ouvriers travaillant 300 jours à 4 marcs par jour étant de 12 millions de marcs, sa cotisation annuelle serait de 12.000 marcs, au taux de un pour mille, et pourrait être portée à 36.000 marcs (3 0/00) ⁽¹⁾.

(1) Depuis une récente modification aux statuts, ce maximum étant devenu la cotisation ordinaire, cet industriel paiera chaque année 36.000 marcs de cotisation.

Dans un rapport ⁽¹⁾ au Comité de l'Union des Syndicats patronaux allemands, du 12 décembre 1904, M. Menck, député au Landtag, justifie, au moyen de divers calculs, le taux de la cotisation, qu'il estime suffisante pour acquitter l'indemnité prévue, étant données les probabilités de grève.

Le syndicat social démocrate des ouvriers en métaux a dépensé en 1903 1.051.385 marcs pour les grèves, dont 40 0/0 soit environ 420.000 marcs furent spécialement affectés à soutenir des grèves contre la Fédération des métallurgistes allemands, ce qui, à 2 m. 50 par ouvrier et par jour de grève, fait 168.000 jours de grève par an.

La somme nécessaire à indemniser les industriels atteints par ces grèves, serait, à un marc par jour et par ouvrier de 168.000 marcs. Si l'on y ajoute les dépenses d'administration, les secours à distribuer aux ouvriers qui ont dû, malgré eux, interrompre le travail⁽²⁾, la Société aurait besoin environ de 252.000 marcs par an. Or ces recettes s'élèveraient à 320.000 marcs, cotisation que la Fédération, devrait acquitter, à supposer d'ailleurs que tous ses membres, dont l'ensemble, paie à ses ouvriers 320 millions de salaires, en fissent partie.

(1) Ce rapport a paru sous forme d'article dans le *Deutsche Arbeitgeberzeitung*, n° du 8 janvier 1905.

(2) En fait, les sociétés d'indemnisation ne distribuent pas de pareils secours; la protection des ouvriers qui veulent travailler rentre dans le but et le rôle des diverses Unions patronales, mais non des sociétés d'administration par elles créées.

Cela laisserait encore un excédent important, qui dispenserait, la plupart du temps, de réclamer la cotisation supérieure prévue et autorisée par les statuts.

Un autre calcul donne toute sécurité sur l'avenir de la Société.

Le Syndicat des ouvriers en métaux a dépensé en 1903 pour l'ensemble des grèves, qu'il a soutenues, 1.051.385 marcs, ce qui revient à dire que parmi ses 160.135 membres, il y a eu 420.554 jours de grève, ou, si l'on veut, que 1.402 ouvriers ont chômé 300 jours. Le rapport du nombre total des ouvriers syndiqués du nombre des grévistes syndiqués est comme 114 à 1.

Dans la Société d'indemnisation le rapport de l'indemnité à la cotisation est comme 300 à 1, puisque la cotisation annuelle pour 1.000 marcs de salaire est égale à l'indemnité maxima promise par jour et par ouvrier, si l'on admet, pour salaire annuel moyen, à raison de 300 jours de travail, la somme de 1.000 marcs ⁽¹⁾ : en effet l'indemnité annuelle peut pour chaque ouvrier, ou chaque 1.000 marcs de salaires assurés, aller jusqu'à 300 marcs, tandis que la cotisation correspondante est de 1 marc.

Mais la cotisation peut être triplée et ce rapport s'élève alors à 100 sur 1 ⁽²⁾.

(1) En réalité, le salaire annuel est plus élevé; il atteint en moyenne 1200 marcs, soit 4 marcs par jour dans l'industrie métallurgique. Dans ces exemples le chiffre de mille marcs a été choisi pour la clarté des calculs.

(2) La cotisation annuelle a été, depuis peu, fixée au taux de 3 pour mille, qui était autrefois un maximum de garantie.

Donc, même si tous les ouvriers de la Fédération appartenaient au Syndicat sozialdémocrate, et que celui-ci fît les mêmes dépenses de grève qu'en 1903, la Société d'indemnisation pourrait tenir ses engagements.

En résumé, si l'on part de ce principe qu'un syndicat patronal doit, pour soutenir la lutte entre un syndicat ouvrier, faire à peu près les mêmes dépenses que lui, on voit que la Société d'indemnisation peut combattre sans désavantage le syndicat des ouvriers en métaux.

D'ailleurs, à supposer que les cotisations fussent insuffisantes pour acquitter les indemnités, la société, en vertu même des principes de la mutualité, réduirait au marc le franc le montant des indemnités. A peine était-il besoin de le dire, puisque les assistés n'ont pas de créance véritable contre la Société. Aussi cette stipulation expresse montre bien que la Société, considère son engagement d'honneur comme aussi fort qu'un lien de droit et qu'elle est bien en somme, une société d'*assurance* véritable, encore que dissimulée sous la forme d'une *assistance*. Les indemnités sont liquidées à la fin de chaque exercice et payées dans les trois mois suivants.

La Société verse au « fonds d'indemnisation » les cotisations qu'elle reçoit. Lorsque ce fonds atteint le décuple de la somme annuelle des cotisations, celles-ci cessent d'être perçues. L'excédent du fonds peut être appliqué au remboursement des cotisations supplémentaires auxquelles

on a pu faire antérieurement appel et même des cotisations annuelles.

La Société est administrée par la Commission, le Conseil de surveillance, le conseil d'administration et le directeur de la Fédération.

La Commission se compose des représentants des groupes locaux de la Fédération des métallurgistes allemands. Chaque groupe local employant au moins 1.500 ouvriers élit un représentant; il en élit deux, lorsqu'il occupe plus de 5.000 ouvriers et 12, lorsqu'il y a plus de 100.000 ouvriers.

La Commission a pour fonctions de choisir les membres du Conseil de surveillance et les Commissaires des comptes d'approuver le bilan annuel, de décider du droit à indemnité des industriels en grève, d'examiner toutes les questions qui lui sont soumises par le Conseil de surveillance, de proposer toutes modifications de statuts ainsi que la dissolution et la liquidation de la Société.

Le *Conseil de surveillance* se compose de 15 membres, dont trois doivent appartenir au Comité directeur et les 12 autres à la Commission de la Fédération. Un groupe local ne peut avoir plus de deux représentants au Conseil de surveillance.

Le Conseil de surveillance se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire. Il exerce le contrôle sur les affaires sociales et s'occupe de toutes les questions qui ne sont pas expressément réservées à la Commission ou au Conseil d'administration.

Le *Conseil d'administration* ⁽¹⁾ se compose de 5 membres choisis dans son sein par le Conseil de surveillance. Il est chargé de faire au Conseil de surveillance les propositions concernant la nomination du directeur et des autres employés, les instructions à donner au directeur, l'approbation des comptes de celui-ci, le remboursement ou le paiement des cotisations supplémentaires.

Le *directeur* expédie les affaires courantes, établit le bilan et les comptes, prépare les délibérations et rédige les procès-verbaux des divers organes de la Société.

Le bilan et les comptes sont vérifiés par trois commissaires spéciaux, élus chaque année dans la session ordinaire de la Commission, à laquelle ils présentent un rapport.

Les statuts prévoient enfin la dissolution et la liquidation de la Société.

Sous cette forme la Société est arrivée au terme de 2 années 1/2 d'existence. Les résultats ⁽²⁾ paraissent concluants.

Le développement de la Société d'indemnisation a été rapide. Au 1^{er} janvier 1906, après avoir fonctionné 6 mois, elle comptait 742 membres répartis en 22 groupes locaux de la Fédération, employant 119.443 ouvriers qui

(1) Le conseil d'administration n'existe plus dans la dernière forme qu'a reçue la société.

(2) Le rapport et le bilan de l'exercice 1907 n'ayant pas encore paru au moment où nous écrivons ces lignes, nous nous contenterons de donner les résultats du 2^e trimestre de 1905 (1^{er} juin, 31 décembre) et de l'année 1906, qui nous ont été communiqués par M. le Docteur Grabenstedt. La Société d'indemnisation a d'ailleurs lieu d'être satisfaite, de tous points de vue, de sa situation financière du 31 décembre 1907.

recevaient un salaire de 139 millions de marcs. Dans le cours de l'année 1906, elle eut 306 adhésions nouvelles, qui portèrent le chiffre de ses membres à 1.048 appartenant à 29 groupes locaux, et payant 185 millions de marcs de salaires à leurs 160.000 ouvriers.

La moitié seulement des industriels membres de la Fédération des métallurgistes allemands fait donc partie de la Société d'indemnisation. Mais l'idée de l'assurance contre la grève gagne sans cesse du terrain et l'année 1907 a été encore marquée par de nouvelles entrées; la Fédération songe même pour vaincre les dernières hésitations à rendre obligatoire pour ses membres l'adhésion à la Société.

Pour le 2^e trimestre de 1905, le Conseil de surveillance, dans sa séance du 8 février 1906, a accueilli les demandes d'indemnités de 24 industriels et leur en a payé, sans avoir recours à un appel de fonds, le montant intégral, soit une somme de 63.011 m. 72, pour couvrir les dommages de grèves, qui ajoutée à celle de 56.022 m. 10 accordée aux patrons réduits au lock-out, porte à 119.033 m. 82 le total des indemnités reçues par les assurés. La plus forte atteignit 24.116 m. 70, et la plus faible fut de 3 m. 60.

Les recettes composées des droits d'entrées pour 34.784 m. 29, des cotisations pour 133.521 m. 47 s'élèvent avec les intérêts à 172.341 m. 89. Si l'on en défalque la somme de 37.969 m. 61, absorbée par les dépenses diverses, et par le fonds de liquidation, il reste

134.372 m. 58 pour le fonds de réserve qui se solde ainsi avec un excédent de 15.338 m. 76.

A la fin de l'exercice 1906, le Conseil de surveillance était saisi d'un grand nombre de demandes d'indemnités dont 235 lui parurent légitimes. Ces 235 industriels avaient perdu 956.280 jours de travail (313.539 par suite de grève; 642.741 par suite de lock-out). La plus longue grève, celle des tourneurs et fondeurs, avait entraîné un chômage de 77.105 journées; la plus courte de 18.

Le Conseil de surveillance dut alors faire appel au maximum de garantie et doubler la cotisation.

Le total des cotisations pour 1906 était de 534.059 m. 07, le fonds de liquidation, où sont versés les droits d'entrée, de 42.304 m. 60.

La Société ne put, en 1906, à cause de l'importance des grèves, acquitter l'intégralité des indemnités; celles-ci furent réduites de 50 0/0.

Depuis, la cotisation annuelle qui, de un pour mille de la somme annuellé pouvait être portée à 3 0/0 par décision de la Société, a été fixée au taux invariable de 3 0/00, à partir du 1^{er} janvier 1907. On étudie aussi le moyen de former un fonds dit de *péréquation* (*Ausgleichsfonds*) dont le but serait d'égaliser les risques supportés par chaque année. Quelques améliorations de détail ont été réalisées dans les statuts, qui en sont actuellement à leur sixième édition.

§ II. — **La Société d'indemnisation en cas de cessation de travail du Syndicat des Industriels de Saxe** (*Gesellschaft des Verbandes Sächsischer Industrieller zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen*).

Le *Syndicat des Industriels de Saxe* qui, comme son nom l'indique, est une union patronale des industriels appartenant à toutes les professions du royaume de Saxe, a fondé en 1906 une *Société d'indemnisation* en cas de cessation de travail, qui est entrée en activité au mois de juin 1906.

Elle s'est modelée sur les principes dont l'expérience de la Société de la Fédération des métallurgistes avait déjà enseigné la valeur.

L'entrée dans la Société, facultative pour les membres du Syndicat des industriels de Saxe, leur est réservée exclusivement. Cependant une convention conclue avec l'Union patronale de l'Industrie textile de Saxe autorise ses membres à faire partie de la Société d'indemnisation et le comité directeur peut même admettre des industriels étrangers à ces deux syndicats.

Le droit d'entrée est de 0 m. 25 pour les membres contemporains de la fondation et pour les adhérents postérieurs de 0 m. 50 par mille de la somme annuelle des salaires déclarée à la corporation. Sur la même base est établie la cotisation annuelle dont le taux normal de 1 pour mille peut être porté à 3 pour mille par décision du Comité.

La Société ne reconnaît pas à ses membres un droit

véritable à l'indemnité; en fait elle ne refuse jamais de l'admettre dans tous les cas de grève injuste.

L'indemnité est, comme dans la Société de la Fédération, de 25 0/0 du salaire journalier moyen par jour de grève, lorsqu'il y a 500 ouvriers en grève, mais la dégression est plus rapide. Le taux tombe à 12 0/0, lorsqu'il y a de 500 à 1.000 grévistes, à 7 1/2 0/0 à partir de 1.001 jusqu'à 2.000, de 5 0/0 entre 2.000 et 4.000, puis à 2 1/2 de 4.000 à 5.000 grévistes. De sorte qu'un industriel ayant 5.000 ouvriers en grève recevrait par jour 1.550 marcs au lieu de 2.800 avec le tarif de la Société de la Fédération des Métallurgistes allemands.

La Société saxonne admet le principe de la réduction proportionnelle des indemnités, lorsque les fonds en caisse ne suffisent pas à en acquitter le montant intégral.

Les droits d'entrée sont versés au fonds d'indemnisation, une fois couvertes les dépenses de 1^{er} établissement. Les cotisations annuelles, déduction faite des frais d'administration, servent à acquitter les indemnités de l'année en cours, à bonifier les indemnités réduites dans l'exercice précédent. Le reste tombe au fonds d'indemnisation et constitue une réserve pour les années futures.

L'administration de la Société est confiée à une *assemblée générale* correspondant à la Commission de la Société métallurgiste, à une *Commission* de 15 membres, qui émane de l'assemblée générale, à un *Comité* dont les attributions sont celles du Conseil d'administration dans la Société métallurgiste et à un directeur.

La Société compte annuellement 1.000 membres environ ⁽¹⁾, occupant 80.000 ouvriers.

Elle est restée fidèle à sa mission, qui est aussi bien de réparer les dommages que d'en prévenir les causes, en apaisant les conflits prêts à naître. Depuis sa fondation, elle a empêché 18 grèves d'éclater et en a réduit 12 à une durée de quelques jours.

Elle a éprouvé 99 grèves pour lesquelles elle a payé environ 150.000 marcs d'indemnité, dont 40.119,54 pour les 75.943 jours de chômage de la période de juin à décembre 1906.

Les indemnités ont pu être acquittées au moyen des ressources ordinaires, sans qu'il ait été nécessaire d'élever la cotisation au maximum prévu.

§ III. — **Le syndicat patronal de défense pour l'industrie allemande du bois** (*Arbeitgeberschutzverband für das deutsche Holzgewerbe*).

Ce syndicat dont le siège est à Berlin est de formation récente. Ses statuts ne sont entrés en vigueur que le 1^{er} janvier 1907. Il a eu à soutenir de janvier à mai 1907, à Berlin et en plusieurs villes d'Allemagne, une lutte très longue avec ses ouvriers, lutte qui, après plu-

(1) Ces renseignements nous ont été donnés par le directeur de la Société d'indemnisation, M. Kurt Grützner en décembre 1907, époque où le rapport officiel n'avait pas encore paru : les chiffres sont donc provisoires et approximatifs.

sieurs tentatives infructueuses de conciliation devant M. le conseiller von Schulz, président du tribunal industriel de Berlin, siégeant comme tribunal de conciliation, s'est terminée par la conclusion d'un contrat collectif de travail. Cette interruption de travail de cinq mois, conséquence d'un lock-out de 13.000 ouvriers, survenant à une époque où la société, à peine née, n'avait encore constitué aucune réserve et n'était pas encore affiliée à une société centrale, n'a pas permis un fonctionnement régulier des principes d'indemnisation. Il semble cependant qu'une certaine indemnité ait pu être payée, mais elle a eu plutôt le caractère d'un secours gracieux, tirant son origine de contributions volontaires émanant, comme dans la grève de Grimmitschau, de tous groupements patronaux, que d'une indemnité payée par une société d'assistance au moyen de ses propres ressources. Sur la proposition de M. Rahardt, l'assemblée générale du Syndicat, tenue le 3 avril 1907, à Dresde, autorisa le Comité central à consentir, aux industriels qui en feraient la demande; des avances jusqu'à concurrence d'un million de marcs dont les groupes locaux du Syndicat devaient cautionner le remboursement au prorata du nombre d'ouvriers employés par leurs membres.

Malgré l'absence actuelle de résultats, les principes du Syndicat de protection sont intéressants à plusieurs égards et méritent un examen.

D'après le § 2 de ses statuts, le Syndicat se propose :
1° de veiller aux intérêts généraux de l'industrie alle-

mande du bois par tous moyens légaux, en particulier par la fusion des unions régionales existantes avec les groupes locaux du Syndicat et la création de nouveaux groupes locaux ;

2° De repousser en commun les efforts illégitimes des ouvriers, en particulier la cessation concertée du travail, pour imposer de nouvelles conditions de travail ;

3° D'accorder l'assistance prévue par les statuts en cas de grèves injustifiées.

Les industriels qui veulent participer à l'assistance pécuniaire du Syndicat de protection sont dits membres *ordinaires* par opposition aux membres *affiliés*. Ils acquittent, outre un droit d'entrée de un marc par ouvrier au-dessus de dix-huit ans et une cotisation personnelle de 4 marcs, une cotisation de 3 marcs par ouvrier :

Droits d'entrée et cotisations sont versés à la caisse du groupe local, qui, à son tour, paie au Syndicat la cotisation personnelle de 4 marcs et une cotisation par ouvrier de 2 marcs dont 1,60 tombe dans la caisse d'indemnisation en cas de grève, le reste servant, avec les cotisations des membres, simplement affiliés, à couvrir les dépenses d'administration.

Les §§ 25 à 40 des statuts contiennent les principes d'après lesquels l'assistance pécuniaire sera accordée aux industriels en grève.

Tout industriel, membre d'un groupe local, chez lequel une grève éclate ou menace, doit en informer aussitôt le Comité du groupe local.

En cas de grève isolée, celui-ci décide souverainement si la grève est juste ou injuste.

En cas de grève générale, le Comité du groupe local doit en avertir le Comité central, qui en apprécie le caractère légitime ou illégitime, sauf appel à l'assemblée générale.

Les membres du Syndicat sont tenus de se conformer aux instructions des Comités locaux ou central, sous peine de voir déclarer légitime la grève dont ils sont atteints.

Une grève doit être considérée comme injuste, lorsqu'elle a pour but :

- a) la suppression du travail à la tâche (*Akkordarbeit*);
- b) la garantie d'un salaire moyen ou l'introduction d'un minimum de salaire;
- c) toute autre concession sur une question de principe.

En cas de différend entre un membre du Syndicat et ses ouvriers, le Comité local peut constituer une commission spéciale, composée de patrons et d'ouvriers et chargée de résoudre le conflit. Le Comité directeur a le droit de s'y faire représenter par un de ses membres.

Les membres du Syndicat s'engagent à ne pas embaucher les ouvriers en grève ou en lock-out dans une autre entreprise. Les noms des ouvriers sont publiés dans le journal du Syndicat.

Les membres ordinaires du Syndicat peuvent, en cas d'interruption injustifiée du travail dans leurs entreprises, s'ils ont régulièrement acquitté leurs cotisations et appartiennent depuis six mois au moins au Syndicat, réclamer

une indemnité de grève à la caisse d'indemnisation du Syndicat de protection. Ils n'ont pas d'ailleurs un droit véritable; l'indemnité est réglée d'après les principes suivants :

Elle ne peut être demandée avant le septième jour de la grève; elle est accordée sur la proposition adressée par le Comité local au Comité central, au plus tard un mois après la fin de la grève.

Si la grève est injustifiée, le Comité central, après en avoir examiné les circonstances et entendu le Comité local, fixe d'après une juste mesure et en rapport avec ses ressources, le montant de l'indemnité, dont l'assemblée générale établit chaque année le maximum. Cette indemnité sera en général de 1 marc par ouvrier au-dessus de dix-huit ans en grève et par jour de grève.

L'indemnité de grève est payée par acomptes, dont le premier est versé aussitôt que l'indemnité pour grève totale est arrêtée et doit en atteindre la moitié.

Elle est définitivement liquidée à la fin de l'exercice par le Comité central d'après les disponibilités de la caisse et soldée un mois après.

Le Comité central peut d'ailleurs consentir des avances sur l'indemnité définitive.

Lorsque, dans une grève partielle, une fraction des ouvriers ne peut plus être occupée, le chômage qui en résulte est considéré comme conséquence de la grève. Au point de vue de l'indemnité, le lock-out est assimilé à la grève, s'il a reçu l'approbation des comités compétents.

L'appel des décisions du Comité central sur le montant de l'indemnité doit être porté, dans le délai des deux semaines qui suit la notification, à l'assemblée générale.

Les organes du Syndicat, dont les fonctions viennent d'être déterminées, sont :

1° L'assemblée du groupe social ;

2° L'assemblée générale du Syndicat, composée des représentants élus de l'assemblée locale (1 représentant par 20 membres) ;

3° Le Comité de district ;

4° Le Conseil central, dont les 20 membres sont élus par l'assemblée générale ;

5° Le Comité directeur, composé de 5 membres du Conseil désigné par l'assemblée générale ;

6° Les commissaires des comptes ;

7° Le tribunal arbitral chargé de régler les différends qui s'élèvent entre les associés entre eux et avec les groupes locaux⁽¹⁾. Ce tribunal est composé de membres élus par l'assemblée générale.

§ IV. — **La Société d'indemnisation des patrons bava- rois** (*Die Entschädigungsgesellschaft bayerischer Arbeitgeber*).

L'idée d'une assistance mutuelle contre la grève gagne sans cesse du terrain et chaque année en marque des applications nouvelles.

(1) Une organisation analogue a été adoptée par le Syndicat de défense pour les constructeurs de voitures, charrons, forgerons, serruriers, vernisseurs, selliers, corroyeurs et fabricants de malles, dont les statuts, rédigés en termes presque identiques, sont entrés en vigueur le 1^{er} février 1903.

Dans le courant de 1907, sous les auspices du Syndicat des industriels bavarois qui, d'après le dernier rapport ⁽¹⁾ de son directeur, M. le Dr Kuhlo, compte 3.000 membres occupant 160.000 ouvriers, s'est formée une commission, qui a pris l'initiative de fonder une société d'indemnisation contre la grève en Bavière.

Elle a fait une propagande active parmi les industriels de Bavière, a élaboré des statuts et le jour de la constitution définitive doit être prochain.

Les statuts se rapprochent beaucoup de ceux qui viennent d'être étudiés, mais ils se sont enrichis des plus récentes expériences et certaines de leurs dispositions méritent d'être signalées.

Le droit d'entrée (25 0/00) et la cotisation annuelle (maximum : 3 0/00) ont pour base, comme dans la Société de la Fédération des métallurgistes allemands, la somme annuelle des salaires déclarés.

Lorsqu'une grève éclate ou qu'un lock-out a lieu chez un industriel, il doit en donner avis à la Société dans les 24 heures, par lettre recommandée. Pendant la durée du conflit il envoie à la Société, à la fin de chaque semaine, un état du nombre des grévistes.

Il n'a aucun droit véritable à l'indemnité.

Une commission, composée du président de la Société et des membres du comité désignés par l'intéressé et par

(1) *Deutsche Arbeitgeberzeitung*, n° du 30 décembre 1907.

le directeur, décide, dans chaque cas, si la grève ou le lock-out sont justes ou non.

Mais l'industriel en grève peut appartenir à un syndicat patronal, dont la politique sociale a besoin d'unité et avec lequel il faut éviter un conflit sur l'appréciation de la légitimité de la grève ou du lock-out. Dans ce cas, la commission s'efface devant l'avis du syndicat patronal et la grève est reconnue injustifiée par la Société d'indemnisation, si le syndicat patronal en a jugé ainsi.

L'industriel peut en appeler des décisions de la commission spéciale à un tribunal arbitral composé d'un membre choisi par lui, d'un autre désigné par le directeur de la Société et d'un troisième qui doit être pris par le président de la Société parmi les membres du Comité directeur du Syndicat des industriels bavarois.

Le taux de l'indemnité est, suivant une dégression, analogue à celle adoptée par la Société métallurgiste et qui dépend du nombre d'ouvriers en grève, un tantième du salaire journalier moyen par jour de chômage.

Dans le mode adopté pour le paiement des indemnités, on a cherché la conciliation de deux principes également nécessaires : d'une part, fournir le plus tôt possible aux industriels en grève, sans attendre le règlement final de l'exercice, les moyens, en réparant leurs pertes, de continuer une résistance légitime ; d'autre part, ne pas épuiser les ressources de la Société dès les premières grèves de l'année, en laissant vide la caisse pour les grèves postérieures.

La solution adoptée consiste à diviser en fractions la

cotisation annuelle globale, qui doit être appliquée aux dépenses d'assistance de l'exercice en cours : le total des indemnités payées à la fin de chaque semaine, quels que soient le nombre et l'importance des grèves, ne peut excéder, par jour de grève, une de ces fractions, $1/400^e$ en l'espèce. A la fin de l'année seulement, l'indemnité est complétée, s'il y a lieu, dans la mesure où le permet l'excédent en caisse, après prélèvement de 20 0/0 pour le fonds de réserve et une fois couvertes les dépenses d'administration.

Les sommes provenant des droits d'entrée sont également versées à ce fonds de réserve auquel il n'est fait appel que sur décision prise, à une majorité spéciale des $2/3$, par la Commission de la Société.

La Société est administrée par l'assemblée générale, une commission de 15 membres, qui choisit dans son sein un comité de 4 membres et un directeur.

Elle doit s'affilier à la fois à la Société d'indemnisation de l'Union des syndicats patronaux allemands et à la Société de protection de l'Office central des syndicats patronaux allemands.

§ V. — **La Société centrale d'indemnisation de l'Union des Syndicats patronaux allemands** (*Gesellschaft des Vereins deutscher Arbeitgeberverbände zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen*) (1).

La Société centrale répond à un besoin véritable. Elle donne à l'assistance une extension à laquelle ne peut pré-

(1) Nous donnons dans l'appendice IV la traduction des statuts de cette société.

tendre une société du premier degré, composée d'une seule branche d'industrie ou ayant sa base dans une région limitée ; elle établit un lien étroit entre des professions différentes, soucieuses à la fois de garder une organisation particulière, répondant à leurs conditions propres, et de jouir des bénéfices de la solidarité.

La Société d'indemnisation de l'Union des syndicats patronaux allemands a été fondée le 28 mai 1906, pour servir de société de réassurance ⁽¹⁾ à la Société d'indemnisation de la Fédération des métallurgistes allemands et à quatre autres sociétés ; ses statuts sont entrés en vigueur le 1^{er} juin et elle a commencé ses opérations le 1^{er} juillet 1906.

Le § 2 de ses statuts lui assigne le même but, préventif et réparateur, qu'à la Société métallurgiste. Les statuts des deux sociétés sont, d'ailleurs, malgré des différences inévitables, rédigés en termes presque identiques.

Les membres de la Société sont les sociétés d'indemnisation en cas de cessation de travail qui appartiennent à l'Union des syndicats patronaux allemands ou à un syndicat patronal affilié à l'Union.

La Société centrale n'exige pas chez les sociétés primaires une uniformité absolue de statuts ; il faut cependant que les sociétés primaires imposent à leurs membres

(1) Nous aurons dans notre troisième partie à vérifier l'exactitude de ce terme et à examiner la nature juridique du lien qui unit les sociétés primaires et centrale d'assurance contre la grève, tant dans l'organisation allemande que dans la conception française.

une cotisation minima de 1 marc 0/00 de la somme des salaires⁽¹⁾.

La cotisation des sociétés primaires à la société centrale est de 0,50 0/00 de la somme déclarée des salaires payés par leurs membres.

Le droit à indemnité est exclu au 2^e comme au 1^{er} degré de la hiérarchie. Le Conseil de surveillance décide, sauf appel à la Commission, d'après une juste mesure et après un examen consciencieux de l'espèce, si l'indemnité doit être accordée.

L'indemnité par jour de grève a pour base le salaire journalier moyen : son taux est de 12 1/2 0/0 du salaire journalier moyen quand il y a moins de 1.000 grévistes, c'est-à-dire, avec un salaire moyen de 4 marcs, 0 m. 50 par ouvrier et par jour de grève, soit exactement la moitié de l'indemnité accordée par la Société primaire de la Fédération des métallurgistes. Ainsi cette société, qui, pour une grève de 10.000 ouvriers, paie à l'industriel qui lui est assuré une indemnité de 5.000 marcs par jour, n'en supportera en définitive que la moitié, car elle recevra de la société centrale 2.500 marcs. Primitivement elle versait à la caisse centrale la moitié de la cotisation qu'elle prenait sur ses membres, soit 0,50 0/00 ; mais la cotisation ordinaire de 1 0/00 a été élevée, depuis un an, au taux du maximum de garantie, soit 3 0/00,

(1) Nous avons vu dans les §§ précédents que les sociétés primaires adoptaient un taux supérieur : la cotisation, soit fixe, soit maxima est, en général, fixée à 3 marcs 0/00.

et la proportion des deux cotisations n'est plus que de 1 à 6.

Lorsque les ressources en caisse ne suffisent pas au paiement des indemnités, celles-ci subissent une réduction proportionnelle. Elles sont liquidées à la fin de l'année et payées dans les trois mois.

L'indemnité peut être refusée à la société primaire qui ne paie pas à ses membres les indemnités fixées par ses statuts, bien qu'elle ait reconnu la légitimité des grèves et des lock-out et que les cotisations annuelles suffisent à les acquitter ⁽¹⁾.

De même elle peut être réduite, si la société qui la réclame n'a pas fait suffisamment appel au fonds de réserve, au cas où les grèves qu'elle aurait à indemniser exigeraient une somme telle que les cotisations, même portées à leur maximum, n'y suffiraient pas.

L'excédent des cotisations, après paiement des frais et des indemnités peut être remboursé aux sociétés primaires, au prorata de leur cotisation, sous la condition qu'elles le versent au fonds de réserve.

La Société centrale a les mêmes organes que la Société métallurgiste : commission, conseils de surveillance et d'administration, directeur.

Le premier rapport sur le 1^{er} semestre d'activité de la Société centrale a été fait au mois d'avril 1907. Il est

(1) Encore une disposition qui décèle l'intention de ce groupe de sociétés d'assistance de pratiquer une assurance véritable, où le lien de droit, facultatif en théorie, est, en fait, obligatoire.

forcément de 3 ou 4 mois postérieur à la clôture de l'exercice dans les sociétés primaires, dont il résume les opérations. A cette époque, 5 sociétés primaires lui étaient affiliées, qui occupaient 285.896 ouvriers, avec un salaire annuel de 308.261.000 marcs. Depuis, le nombre des sociétés primaires est monté à 14, comptant environ 330.000 ouvriers avec un salaire annuel de 360 millions de marcs. Pendant ces 6 premiers mois, la Société a eu à supporter 263.203 jours de chômage pour lesquels elle a pu, sans réduction, payer 58.200 m. 79 d'indemnités. La cotisation annuelle s'élevait à 75.954 m. 72 et, les dépenses d'administration couvertes, il lui est resté en caisse un excédent de 17.753 m. 93 qui a été reporté sur l'exercice suivant.

CHAPITRE IV

LA PRATIQUE DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE : ORGANISATION ET RÉSULTATS

B. — *Le Syndicat de protection contre les dommages de grève de l'Office central des syndicats patronaux allemands et les sociétés affiliées.*

De même que l'Union des syndicats patronaux allemands, l'Office central a réalisé la partie de son programme relative à l'assurance patronale contre la grève.

A côté des sociétés hiérarchisées sous l'égide de l'Union des syndicats et de la société d'indemnisation existe donc un autre groupement d'industriels qui poursuivent le même but avec des moyens un peu différents. L'assurance proprement dite est exclue ; ils connaissent uniquement l'assistance contre la grève et même, si certains d'entre eux ont organisé des *sociétés d'indemnisation*, du type déjà connu, ils préfèrent en général la modalité de l'assistance, où le droit à indemnité dépend d'un arbitraire à la fois théorique et pratique.

Nous examinerons successivement le fonctionnement de la Société centrale et des sociétés primaires.

§ I. — **Le Syndicat de protection contre les dommages de grève. — Groupe de l'Office central des syndicats patronaux allemands** (*Schutzverband gegen Streikschäden-Gruppe der Hauptstelle deutscher Arbeitgeberverbände*).

Fondé en juin 1906, le Syndicat de protection constitue une section de l'Office central. Il a pour but d'accorder à ses membres les Sociétés primaires des secours pour leur permettre de soutenir la lutte contre les organisations ouvrières et de réparer une partie des pertes qui en résultent.

Pour atteindre ce but, le Syndicat :

a) constitue, avec les cotisations de ses membres et autres ressources, un fonds de garantie;

b) consent sur ce fonds des secours à ses membres, auxquels l'Office central a accordé sa protection.

Peuvent être membres du Syndicat les unions patronales qui appartiennent à l'Office central.

Chaque Société primaire affiliée au Syndicat de protection acquitte une cotisation de $1/4$ 0/00 (0,25 0/00) de la somme annuelle des salaires payés par ses membres. L'assemblée générale, à une majorité des deux tiers, peut en augmenter le taux, de même que celui-ci sera déterminé, dès que les ressources disponibles s'élèveront à 2 0/0 de la somme globale des salaires.

Les secours sont accordés par le Comité d'après une

juste mesure et en considérant les ressources en caisse. Ils ne peuvent l'être qu'à des sociétés appartenant depuis un an au Syndicat et d'après des principes rigoureux.

L'Union patronale qui sollicite l'appui pécuniaire du Syndicat doit avoir dépensé pour combattre les mouvements ouvriers et soutenir ses membres au moins 1 1/2 0/00 de la somme des salaires qui sert de base à la cotisation annuelle. Dans ces dépenses ne peuvent entrer en ligne de compte des indemnités supérieures à 10 0/0 de la somme annuelle des salaires, sans quoi les sociétés qui feraient le plus fréquemment appel à la réserve constituée par le Syndicat de protection seraient celles qui paieraient à leurs membres les plus fortes indemnités.

L'importance du mouvement ouvrier doit justifier l'entrée en lice du Syndicat : il faut que la grève dure depuis plus d'un mois et englobe 1 0/0 au moins des ouvriers de l'Union primaire. L'indemnité n'est accordée qu'après un mois de grève et tant que le même nombre minimum d'ouvriers reste en grève. Le taux de l'indemnité est, au maximum, de un trois millièmes (1/3000) de la somme annuelle des salaires. Encore ne doit-elle pas couvrir plus des trois quarts des indemnités qu'assure à ses membres l'Union intéressée, afin d'en laisser toujours une partie à sa charge.

Supposons une Union patronale dont les membres occupent 10.000 ouvriers et paient 10 millions de salaires ; au taux de 1 0/00 des salaires, elle reçoit de ses mem-

bres une cotisation de 10.000 marcs. Elle ne pourra prétendre à la protection du Syndicat, si elle n'a eu au moins 1.000 ouvriers en grève, si elle n'a dépensé au moins 15.000 marcs en indemnités ne dépassant pas 10 0/0 de la somme des salaires, elle recevra alors au maximum 3.333 marcs par jour, soit 0,33 par ouvrier.

Le total des indemnités payées par jour ne peut dépasser 1/4 0/0 des ressources en caisse à la fin de l'exercice précédent.

Le Syndicat de protection accordera son aide financière aux industriels engagés dans une lutte, qui, soit à cause des principes mis en jeu par les revendications ouvrières, soit par son étendue, touche aux intérêts vitaux de l'industrie nationale.

La concession d'une indemnité est donc renfermée dans d'étroites limites. Il s'agit là, dans l'esprit des organisateurs, d'une expérience dont ils attendent les enseignements pour chercher une solution meilleure. Si ses résultats paraissent concluants, la cotisation sera élevée, et l'indemnité pourra cesser d'être aussi rare, aussi modique et aussi facultative pour prendre le caractère de régularité qu'elle possède dans les sociétés *d'indemnisation*.

Le Syndicat possède à sa tête un Comité de quatre membres dont le président est celui de l'Office central, un directeur et une assemblée générale...

Le Syndicat de protection n'a pas publié de rapport d'ensemble sur ses opérations. Aussi ne pouvons-nous

indiquer ni l'importance de ses membres, ni le total des sommes qu'il a pu leur payer jusqu'ici.

§ II. — **Le Syndicat patronal pour le district du groupe nord-ouest de l'Union des industriels allemands du fer et de l'acier** (*Arbeitgeberband für den Bezirk der Nordwestlichen Gruppe des Vereins Deutscher Eisen und Stahlindustrieller*).

Dans sa séance du 4 janvier 1904 le Comité du groupe nord-ouest de l'Union des industriels allemands du fer et de l'acier chargea une commission d'élaborer pour ses membres le projet d'un Syndicat patronal de défense qui devait, par décision ultérieure, s'affilier à l'Office central des syndicats patronaux allemands en voie de formation. Les statuts, présentés par M. le Dr Beumer, député au Landtag, furent adoptés et, le 2 juillet 1904, fut fondé le Syndicat patronal pour le district de Groupe nord-ouest de l'Union des industriels allemands du fer et de l'acier.

A cette époque il comptait 39 membres, occupant 93.227 ouvriers, dont le salaire global s'élevait à 121.454.453 marcs. Depuis il a reçu de nombreuses adhésions; à la fin de 1906 le nombre de ses membres s'était élevé à 124, avec 124.202 ouvriers et un salaire total de 169.085.070 marcs. Le dernier rapport pour la période du 1^{er} juillet 1906 au 30 juin 1907 accuse 142 membres, 133.104 ouvriers recevant un salaire de 187.812.441 marcs.

La cotisation annuelle peut varier de 1/2 0/00 à

5 0/00 de la somme annuelle des salaires. En 1904, elle a été laissée au taux minimum, soit, au total : 75.205 marcs; de même en 1905, où la cotisation totale atteignait 84.537 marcs; en 1906-1907, elle fut fixée, par décision de l'assemblée générale, à 1 1/2 0/00, ce qui en porta le total à la somme de 282.114 m. 50.

Le Syndicat est affilié à l'Office central des Syndicats patronaux allemands auquel il paie une cotisation annuelle de 1/4 0/00 de la somme des salaires, soit en 1904-1905, 34.616 marcs, en 1905-1906, 41.902 marcs et 96.972 en 1906-1907.

Si le taux de cette contribution est faible, c'est que l'assistance contre la grève est considérée, non comme un moyen régulier d'indemnisation, mais comme une machine de défense, dont l'usage doit se justifier par la mise en jeu d'un intérêt général.

Ainsi, en 1904-1905, sur six grèves, une seule parut mériter l'aide pécuniaire du syndicat. Il est vrai qu'aux trois industriels de Dortmund, engagés dans une grève et qui dura deux mois ⁽¹⁾, il accorda une très forte indemnité, 75 0/0 de la somme des salaires correspondant à la période de grève, soit 23.970 marcs.

(1) Les ouvriers demandaient, à côté de certains autres avantages, la suppression du travail à la tâche; on leur fit remarquer que ce mode de rémunération était plus avantageux que le taux de salaire par eux réclamé. Leur seule réponse fut : « Il nous faut bien présenter des réclamations ». C'était avouer clairement le caractère purement destructif et révolutionnaire de la grève.

En 1905-1906, le nombre des grèves s'est élevé à 19 avec 1.099 ouvriers, la plupart ayant pour objet l'introduction d'un contrat collectif de travail, pour abaisser la durée du travail, élever les salaires, substituer un tarif à la journée à la rémunération aux pièces (*Akkordarbeit*), d'autres causées par la vengeance d'ouvriers congédiés, ou par des motifs politiques. Dans deux cas, seulement, une indemnité fut accordée, justifiée par l'importance exceptionnelle des revendications ouvrières.

Dans les autres l'appui du syndicat patronal se manifesta de façon différente : à la mise en interdit d'une usine que ses ouvriers désertaient de concert, il riposta par l'interdiction d'embaucher ces mêmes ouvriers, pendant la durée de la grève, dans les usines de ses membres. Il prit même ces mesures sur la demande d'autres unions patronales et contribua ainsi au succès du lock-out partiel, et qui faillit se généraliser, auquel fut acculée la Fédération des métallurgistes allemands.

En 1906-07 le nombre des grèves s'abaissa à 12, tandis que le chiffre des grévistes s'augmentait (4.732). Les grèves les plus importantes furent celles des usines de Rothe-Erde (Terre-Rouge) et du Phönix (14 mai 1907). Le syndicat accorda 18.924 marcs d'indemnités.

D'autres résultats n'apparaissent pas en chiffres, mais n'ont pas une moindre valeur. Le Syndicat possède une organisation hiérarchique très complète. Il se divise en groupes locaux qui élisent un délégué « homme de confiance » et 2 ou 4 commissaires qui forment à eux tous

une commission de grève. Le délégué est chargé d'instruire le comité central du Syndicat de tout mouvement ouvrier qui se dessine dans sa circonscription, et des circonstances qui lui impriment son caractère. Il doit lui donner son avis sur la légitimité des revendications des ouvriers, le renseigner sur les taux composés des salaires dans les diverses usines du groupe local, les moyens d'entente possible, le résultat des négociations. Une décision concertée est alors possible. L'industriel que menace une grève n'est plus livré à sa seule inspiration, qui est, presque toujours, de trouver abusives les réclamations qu'on lui présente et d'y résister. A ses côtés se tient une commission composée de ses pairs, de ses collègues, qui, placés dans le même milieu et en lutte possible avec les mêmes difficultés, lui fournissent une appréciation calme des faits, toute dominée par l'intérêt général : le point de vue égoïste et particulier a moins de chance de triompher.

§ III. — **Le Syndicat patronal de l'industrie textile de Saxe** (*Verband von Arbeitgebern der Sächsischen Textilindustrie*).

Fondé en 1896 à Chemnitz, ce Syndicat, dont le président est M. le conseiller de commerce Vogel, a eu à soutenir en 1903-04 la grande grève de Crimmitschau pour laquelle il a dépensé environ 1.250.000 marcs. Depuis cette époque, il n'a guère subi que 6 grèves pour lesquelles il a payé environ 50.000 marcs d'indemnités. De nombreuses

grèves ont été évitées par l'entente avec les ouvriers ⁽¹⁾. Les patrons refusent d'ailleurs de traiter avec le syndicat ouvrier, qui pour eux n'est qu'une organisation de combat; ils ne connaissent que leurs ouvriers et dénie toute qualité à tout intermédiaire. Cette attitude est caractéristique des industriels affiliés à l'Office central, qui est l'adversaire du contrat collectif de travail conclu avec les chefs qualifiés des syndicats ouvriers.

Le Syndicat patronal compte environ 600 membres occupant 100.000 ouvriers ⁽²⁾. Sa cotisation à l'Office central a été en 1906 de 1.200 marcs.

Chaque membre acquitte un droit d'entrée de 1 marc par ouvrier et une cotisation annuelle de 2 0/00 de la somme des salaires qu'il paie à ses ouvriers. Comme gage de l'exécution ponctuelle de ses obligations, il signe une promesse d'honneur ou un « billet à vue sans date » de 10 marcs par ouvrier.

L'industriel menacé ou atteint par une grève ou un boycott est tenu d'en informer aussitôt le Comité du Syndicat patronal, dont il doit prendre l'avis, s'il juge un lock-out nécessaire. Dans un bref délai il doit lui envoyer

(1) M. le conseiller de commerce Vogel, qui possède à Chemnitz d'importants ateliers, nous disait que, depuis 45 ans qu'il en a pris la direction, il n'a jamais eu aucune grève parmi ses ouvriers. Dans le même espace de temps les salaires ont quadruplé : la même ouvrière (Appreturmädchen) gagne actuellement 12 marcs par jour au lieu de 3 marcs. Et il ajoutait que cette élévation des salaires était, à ses yeux, beaucoup moins un acte de bienfaisance qu'une nécessité économique.

(2) Ces chiffres, que nous donnons sous toutes réserves, n'ont qu'une valeur indicative et non une exactitude garantie.

des renseignements sur la cause de la grève, et ses circonstances particulières, telle que la présence de meneurs étrangers à l'entreprise ; il y joint la liste des grévistes, la copie de leurs réclamations, un exemplaire du règlement d'atelier et formule son avis sur la ligne de conduite à suivre. Le Comité prend en mains la direction des affaires et l'intéressé doit s'abstenir de toute démarche non approuvée par le Comité, sous peine de perdre le bénéfice de l'assistance, pécuniaire ou autre, du Syndicat. Le Comité nomme 4 patrons de la même profession que l'industriel en grève, qui forment une commission spéciale déléguée sur les lieux et chargée de faire une enquête sur les caractères et circonstances de la grève. Cette commission peut exiger tous les documents susceptibles d'éclairer son jugement. Si l'industriel en refuse la communication, ou n'exécute pas ses décisions, il perd tout droit à la protection du syndicat. La « commission de grève » peut aussi entendre les ouvriers et tenter la conciliation, en cas d'échec, elle décide si l'abandon du travail est justifié ou non. Lorsque les réclamations des ouvriers sont reconnues fondées, le Comité directeur en informe l'intéressé et son ingérence cesse. L'aide pécuniaire n'est jamais accordée dans ce cas. Si au contraire la grève est jugée illégitime, l'industriel qui en est victime peut recevoir une indemnité à laquelle il n'a d'ailleurs aucun droit véritable et dont le Comité fixe le taux.

Autant que possible, l'indemnité doit être fixée, par semaine, du commencement à la fin de la grève à 5 0/0 de

la somme des salaires et traitements qui, en prenant pour base la cotisation totale, est payée chaque semaine (l'année comptant 50 semaines) sous la condition que le chiffre des ouvriers occupés par les membres du Syndicat atteigne 50.000 : de 10 0/0 de cette même somme, si le nombre total des ouvriers dépasse 50.000.

Le Comité ne peut accorder cette indemnité de 10 0/0 que si, à la naissance de la grève, le fonds de réserve atteint le quadruple de la dernière contribution annuelle totale, avec un minimum de 300.000 marcs. S'il est au-dessous de cette somme, et jusqu'à ce qu'il y soit revenu, il ne sera payé que 5 0/0; cependant, au cours d'une grève, il n'y aura autant que possible de diminution que si le fonds de réserve tombe au-dessous de 150.000 marcs.

Le Comité est autorisé à accorder aux petites entreprises ou à des industriels méritant intérêt, des indemnités supérieures et qui peuvent atteindre le double du taux statutaire.

L'indemnité doit être payée immédiatement, si les ressources en caisse le permettent.

Les décisions du Comité peuvent être réformées en appel par l'assemblée générale.

Le Syndicat est affilié au « Syndicat patronal de l'Industrie textile allemande » (*Arbeitgeberverband der deutschen Textilindustrie*) qui a son siège à Berlin et, par celui-ci, à l'Office central. Il leur paie la cotisation fixée, soit actuellement 9/16^{es} 0/00 de la somme des salaires

(dont 1/4 0/00 à l'Office central). Il jouit en retour de leur protection et de leur assistance pécuniaire, conformément à leurs statuts et d'après les décisions arbitraires de leurs Comités respectifs, mais conserve sa pleine indépendance dans la conduite de ses affaires et, particulièrement, le règlement des conflits.

CHAPITRE V

LA PRATIQUE DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE : ORGANISATION ET RÉSULTATS

C. — *L'assurance contre la grève et le boycott dans l'industrie de la brasserie.*

L'industrie nationale de la brasserie trouve en Allemagne la possibilité d'une organisation indépendante. D'une part elle centralise dans certaines régions de nombreuses entreprises qui peuvent former une base assez large à une société d'assurance. D'autre part, les conditions où elle vit sont trop spéciales pour s'adapter à l'unité de mesure qu'impose l'entrée d'industries différentes dans la même société d'assurance ou d'assistance. Il serait impossible de trouver entre elles et les autres industries une base commune pour la fixation de la cotisation et de l'indemnité; le nombre d'ouvriers, assiette ordinaire de la cotisation, n'est pas, comparé à celui des industries métallurgiques par exemple, un signe exact de l'importance relative d'une

brasserie ; le dommage résultant de l'interruption de travail est logiquement, dans une industrie qui fabrique des unités toujours semblables, en rapport avec la moins-production : l'évaluation aura donc ici un autre indice, d'ailleurs toujours forfaitaire. Enfin la tactique des ouvriers brasseurs est toute particulière.

Leur arme favorite est, non pas la grève, mais le *boycott*.

Aussi les unions de patrons brasseurs assurent leurs membres en première ligne et quelquefois même exclusivement, contre les dommages de boycott.

Au fond, grève et boycott reviennent au même. Le boycott suppose une industrie fabriquant des objets de première nécessité, dont les ouvriers sont consommateurs. C'est *la grève des acheteurs*. Les ouvriers répondent au rejet de leurs réclamations par la mise en interdit des produits de telle brasserie, ils cessent de les consommer et s'efforcent, par la propagande, de leur fermer les débouchés.

Dans leurs résultats économiques, grève et boycott se différencient de la façon suivante : la grève interrompt la production, alors que le marché reste ouvert. Il y a donc des clients dont les commandes ne peuvent plus être satisfaites, des acheteurs dont les besoins ou les contrats restent en souffrance : la demande est supérieure à l'offre : c'est le producteur qui est en grève.

Avec le boycott, la production continue, mais les débouchés se ferment, le marché s'encombre de produits

non consommés, et comme ce produit, par hypothèse, n'est pas susceptible d'une conservation indéfinie, d'énormes stocks s'avaient dans les magasins de l'industriel. La rupture d'équilibre est inverse : l'offre dépasse la demande; c'est le client qui fait grève.

Les deux méthodes semblent donc former antithèse : les ouvriers se mettent en grève, tantôt comme producteurs, tantôt comme consommateurs et menacent le patron, soit d'un arrêt brusque du travail, soit d'un resserrement concerté de clientèle.

En dernière analyse, le boycott se résout en une *interruption de la production*, qui constitue le fait essentiel de la grève. En effet, les patrons boycottés, en face d'un marché qui se resserre et pour en éviter l'encombrement, se trouvent acculés à faire eux-mêmes cesser la surproduction; leur unique ressource est alors le renvoi en masse total ou partiel (lock-out, *Aussperrung*) de leurs ouvriers. Cette mesure les place dans la même situation que si la grève avait été directement déclarée : les ateliers sont fermés; la production s'interrompt, le travail chôme ⁽¹⁾.

Il existe, dans la brasserie, deux sociétés ayant pour but de couvrir les dommages résultant du boycott, dont l'une exclut et l'autre admet en même temps l'assurance contre la grève. Elles pratiquent, l'une et l'autre l'assurance au

(1) L'identité finale des deux moyens n'est pas admise sans discussion. Nous rapportons dans le § suivant, l'opinion de M. Peltasohn, qui estime qu'une société ne peut poursuivre en même temps et d'après les mêmes principes l'assurance contre la grève et contre le boycott.

sens étroit et reconnaissent à leurs membres un droit véritable à l'indemnité prévue et réglée par les statuts.

§ I. — **Le Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes. Société d'assurances mutuelles à Berlin** (*Boykottschutzverband deutscher Brauereien. — Versicherungsverein a. G. (1) zu Berlin*).

C'est en 1889, que les syndicats ouvriers, inaugurant dans la brasserie une nouvelle tactique, commencèrent à faire usage du *boycott* pour soutenir leurs réclamations.

Les patrons sentirent le besoin de s'organiser pour la résistance et, après le premier boycott dont aient eu à souffrir les brasseurs de Berlin, fut fondé le 22 décembre 1894, le *Syndicat des brasseries berlinoises*. D'autres villes, Leipzig, Magdebourg, Brunswick, Hanovre, Dresde et Brême créèrent des unions patronales analogues, ayant pour but commun « de protéger et d'indemniser leurs membres contre les mises en interdit, boycotts et leurs conséquences ⁽²⁾ ».

Ces sept syndicats à leur tour se fédérèrent par la création, le 15 février 1895, du « Syndicat central des brasseries allemandes contre les mises en interdit ». Sans abdiquer leur indépendance, ils supportaient désormais en

(1) auf Gegenseitigkeit.

(2) Voir dans la *Reichsarbeitsblatt*, 1906, n° 1, p. 45 l'article sur la « *protection contre le boycott dans la brasserie allemande* » et surtout le rapport de M. Peltasohn sur le « Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes, société d'assurances mutuelles, ses caractères, son rôle » paru en octobre 1905, dans le *Tageszeitung für Brauerei*, 1905, n° 242.

commun les indemnités que chacun d'eux garantissait à ses membres.

L'indemnité couvrait les pertes résultant de la moins-production dans la période de boycott. Les sommes nécessaires à les payer sont réparties entre tous les assurés au prorata de ce qu'ils paient pour l'impôt spécial sur la brasserie (*Brausteuer*).

En 1905, le Syndicat central comptait 26 syndicats, dont les membres payaient 14.850.000 marcs d'impôt. De 1897 à 1905 il a dépensé 788.904 m. 20 d'indemnités, dont 636.284 m. 61 dans la période 1904-05, qui fut marquée par un boycott et un lock-out importants à Hambourg et à Brême.

Jusqu'en 1905 il avait vécu sous un régime extra-légal. Bien qu'il fût, en droit comme en fait, une véritable société d'assurance, il ne s'était pas conformé à la loi du 12 mai 1901.

En 1905, il se décida à rentrer dans la règle, subit une transformation complète, se donna le 15 juillet une organisation calquée sur le type légal, obtint le 28 septembre l'approbation de l'Office impérial de surveillance et commença ses opérations le 1^{er} octobre 1905, sous le nom nouveau de « Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes, Société d'assurance mutuelle, à Berlin ».

Aux termes du § 2 de ses statuts, il a pour but « d'assurer ses membres contre les pertes résultant pour eux des mises en interdit et boycotts, d'après les règles des

§§ 22 et suivants de ses statuts, à l'exclusion des dommages naissant de l'interruption du travail (grève) ».

L'assurance n'est pas limitée aux boycotts, à la vérité les plus fréquents, dont la source est un conflit entre le patron et les ouvriers, et que ceux-ci déclarent pour soutenir des réclamations d'ordre professionnel. L'histoire du Syndicat central des brasseries allemandes montre que le boycott dérive souvent de motifs politiques, nationaux, religieux, ou de vengeance personnelle et que des ligues de consommateurs, autres que les syndicats ouvriers, en peuvent être les promoteurs : ainsi le boycott de la bière allemande par les Polonais dans les provinces de Posen et de la Prusse occidentale et orientale peut se concevoir aussi facilement que la mise en interdit d'une brasserie d'Elberfeld en 1892 par une association catholique, ou le boycott de Gera en 1904 déclaré par une association amicale, mécontente de la coloration de la bière. Il est légitime que l'indemnité d'assurance soit accordée dans ces cas, aussi bien qu'en cas de boycott par les ouvriers.

Si l'assurance s'applique dans tout boycott, par contre elle ne prévoit pas les dommages de grève. L'assurance contre la grève avait été mise à l'étude dans l'assemblée générale du « Syndicat central des brasseries allemandes centrales mises en interdit » le 26 avril 1899. Après discussion, elle fut écartée. M. Peltasohn, directeur du Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes, nous disait que la *moins-production*

qui résulte de la grève et la *mévente* causée par le boycott sont, à son avis, des dommages trop différents pour être couverts par des indemnités calculées sur la même base.

Quelle que soit sa valeur, cette raison n'a pas paru décisive à l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie, qui pratique, ainsi que le montrera le § suivant, à la fois l'assurance contre la grève et le boycott.

Le Syndicat de protection, à la différence du Syndicat central dont il est la transformation, n'est pas une sorte de société de réassurance entre unions locales du premier degré. Il assure, directement et individuellement, les industriels, qui sont, il est vrai, répartis au point de vue administratif, en groupes locaux ayant à leur tête un comité local. Ces groupes locaux ne sont pas des mutualités indépendantes réunies à une société centrale ; il n'y a qu'un seul degré d'assurance mutuelle.

Les membres du Syndicat de protection acquittent un droit d'entrée de 1 marc par 100 quintaux de malt imposés et employés pendant les 12 mois précédents.

La cotisation repose sur la même assiette. La contribution annuelle totale se compose d'une quotité fixe et d'une portée variable. Le taux de la cotisation fixe progresse avec la quantité de malt imposé et employé : une brasserie paiera par mille quintaux de malt :

5 marcs si elle emploie par an 1.500 quin-	
taux de malt, soit au total.	15 marcs

10 marcs, si elle emploie par an 3.000 quintaux de malt, soit au total.	30 marcs
12 marcs, si elle emploie par an 10.000 quintaux de malt, soit au total.	120 —
14 marcs, si elle emploie par an 20.000 quintaux de malt, soit au total.	280 —
16 marcs, si elle emploie par an 30.000 quintaux de malt, soit au total.	480 —
18 marcs, si elle emploie par an 40.000 quintaux de malt, soit au total.	720 —
20 marcs, si elle emploie plus de 40.000 quintaux de malt, soit au total plus de. . .	800 —

Chaque assuré doit déclarer, sous le contrôle du Comité local, le nombre de quintaux imposés l'année précédente.

En sus de cette cotisation fixe, et tant que le fonds de réserve n'atteindra pas 1 million de marcs, les assurés doivent contribuer, aux dépenses nécessitées par le paiement des indemnités qui sont réparties entre eux, au prorata de la quantité de malt imposé. Les droits d'entrée et les cotisations fixes servent à constituer le fonds de réserve.

Lorsque le fonds de réserve s'élèvera à 1 million, la cotisation fixe cesse d'être perçue et les indemnités sont payées sur le fonds de réserve et réparties entre les membres, de façon que le fonds de réserve reste toujours à 1 million.

La cotisation annuelle totale ne peut dépasser, y com-

pris la contribution de répartition, le triple de la cotisation fixe déterminée plus haut.

Si les ressources sont insuffisantes à payer le montant intégral des indemnités, celles-ci sont réduites proportionnellement, sauf à être complétées, si dans les 5 années suivantes, les ressources le permettent.

L'assuré a un droit ferme à être indemnisé du dommage résultant pour lui de la mévente, conséquence d'une mise en interdit ou d'un boycott. L'indemnité est de 3 marcs par hectolitre de bière forte, 2 marcs par hectolitre de bière légère et de bière blanche que la brasserie intéressée a livré en moins, par comparaison avec l'époque correspondante de l'année précédente.

Les demandes d'indemnité sont adressées par lettre recommandée au Comité du groupe local auquel l'intéressé appartient.

Le Comité local vérifie la date du commencement et de la fin du boycott. Il renseigne le conseil central sur les causes du boycott, sa durée, les négociations qui ont pu être conduites pour le faire cesser. En cas de doute, le conseil de surveillance décide si, et depuis quand, un boycott a commencé et s'est terminé.

L'indemnité n'est jamais due au cas où le conseil de surveillance reconnaît que le boycott est intentionnel ou volontaire. Les difficultés qui peuvent s'élever sur ce point sont tranchées par un tribunal arbitral.

L'assuré victime d'un boycott s'interdit toute démarche et toute négociation pour le faire lever sous peine de dé-

chéance. En annonçant au Comité local, et par lui au conseil de surveillance, le commencement du boycott, il leur donne mandat tacite et pleins pouvoirs d'agir en son nom. Les conditions obtenues par le Comité local pour la cessation du boycott doivent être acceptées par l'intéressé.

Pour la liquidation de l'indemnité, la brasserie boycottée doit indiquer, mois par mois et pour chaque client, les quantités comparées de bière vendue pendant le mois de boycott et pendant la période correspondante, franche de boycott, de l'année précédente.

Le Comité local doit vérifier les renseignements fournis par la brasserie boycottée.

Ne sont pris en considération que les dommages résultant de la mévente à l'intérieur de l'Empire allemand, y compris les ports francs, sans faire entrer en ligne de compte les augmentations ou diminutions d'exportation.

La mévente est calculée par comptes mensuels : c'est la différence entre la vente d'un certain mois et celle du mois correspondant de l'année précédente.

La vente pendant le boycott à des clients qui, l'année antérieure, n'ont pas reçu de livraison, ne compense pas le chiffre de la mévente. Par contre, les quantités vendues en moins à ces clients, pendant le temps du boycott, comparativement aux deux mois précédents, entrent dans le calcul de l'indemnité.

L'augmentation de la vente pendant un certain mois de boycott comparé à l'année précédente n'est pas dé-

duite du chiffre de la mévente pendant le mois suivant que doit couvrir l'indemnité. De même, l'augmentation de la vente à certains clients pendant le cours d'un boycott ne peut compenser la mévente à d'autres clients.

Pendant la durée du boycott et trois mois après sa terminaison, les membres du Syndicat ne peuvent traiter avec les clients des brasseries boycottées, sous peine d'une amende de 5 marcs par hectolitre.

L'assemblée locale peut cependant autoriser un de ses membres à livrer de la bière aux clients d'une brasserie boycottée, et fixe l'indemnité que le vendeur nouveau doit payer à l'ancien. Lorsque le boycott prend fin, le vendeur nouveau ne peut continuer la livraison, sous peine d'une amende de 10 marcs par hectolitre à l'ancien vendeur. La prohibition cesse 6 mois après la fin du boycott.

Cette clause de concurrence loyale a déjà rendu de grands services ; le boycott ne peut réussir si les produits boycottés ne peuvent être remplacés par des produits similaires. Or l'impossibilité pour le client d'une brasserie boycottée de trouver d'autres vendeurs, ou le fait que ceux-ci donnent à la brasserie boycottée une part du prix de vente neutralise les effets du boycott⁽¹⁾, en imposant des privations à ses promoteurs, ou en indemnisant la brasserie qu'ils veulent ruiner.

Il a été formé, au moyen d'une contribution payée comptant de 25 0/0 de droit d'entrée et d'un billet à vue

(1) Voir, à propos du boycott de Hambourg, l'article de VON EHM dans les *Sozialistische Monats hefte*, janvier 1903.

de 250 marcs, un fonds constitutif de 200.000 marcs au moins destiné à couvrir les dépenses de premier établissement et à servir de fonds de garantie et de roulement.

L'administration de la société est confiée à un comité central, un conseil de surveillance, une assemblée générale et à des comités et assemblées des groupes locaux.

Le Syndicat de protection a commencé le 1^{er} octobre 1907 son troisième exercice. Deux rapports ont paru sur les exercices 1905 (1^{er} octobre)-1906 (30 septembre) et 1906-1907.

Au 1^{er} octobre 1905, le syndicat comptait 366 membres, employant 7.320.000 quintaux de malt. Deux ans après, ces chiffres s'élevaient à 1.029 brasseries réparties en 32 groupes locaux dans les principales villes d'Allemagne et 14.573.000 quintaux de malt.

En 1905-1906, le Syndicat a eu à soutenir plusieurs boycotts, frappant, soit des brasseries isolées, soit un groupe local, ayant en général pour motif un conflit avec les ouvriers, ou déclarés par la Sozialdemokratie pour protester contre la hausse des prix, conséquence de la réforme de l'impôt sur la bière.

Certains d'entre eux durèrent plusieurs mois : ainsi le boycott de la brasserie F. Oettler-Zeitz, causé par un différend avec le Syndicat sozialdemocrate sur l'interprétation du contrat collectif de travail, s'étendit du 11 novembre 1905 au 30 juin 1906. L'indemnité totale fut de 18.746 m. 46, sur lesquels 18.000 marcs furent immédiatement payés au moyen des ressources en caisse, et le

reste réparti entre les membres. Des amendes pour infraction à la clause de loyale concurrence furent infligées à trois brasseries.

Le total des indemnités de boycott atteignit la somme de 22.398 m. 02 qui fut demandée à la contribution de répartition.

L'année 1906-1907 fut marquée par de nombreux et importants boycotts. Plus de 250 brasseries en furent victimes et le total des dommages dépassa 2.000.000 de marcs, dont la moitié environ put être payée sur le fonds de réserve et la contribution de répartition. Le reliquat sera soldé, conformément aux statuts, lorsque les ressources le permettront.

§ II. — **Le « Traité de protection contre le boycott », conclu entre les membres de l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie pour la protection de leurs intérêts professionnels, société à responsabilité limitée** (*Boykottschutz vertrag. Verband Rheinisch-Westfälischer Brauereien zur Förderung ihrer gewerblichen Interessen G. m. b. H.*) (1)...

L'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie pour la protection de leurs intérêts professionnels a été fondée en 1900 à Dortmund; elle comptait, à la fin de 1903, 63 membres payant 2.100.000 marcs par an d'impôt sur la bière. Le 10 mars 1904 fut conclu entre ses membres un traité de protection contre le boycott et la grève.

(1) *Gesellschaft mit beschränkter Haftung*. Société à responsabilité limitée.

Les circonstances allaient bientôt en démontrer l'utilité et lui attirer des adhésions nouvelles.

Au printemps de 1905, alors que la grève était à peine terminée dans les mines du bassin de la Ruhr, les brasseries du Rhin et de la Westphalie, eurent à soutenir contre leurs ouvriers une lutte analogue. Les circonstances dont nous connaissons le détail, grâce à l'obligeance du D^r Creuzbauer, alors directeur de l'Union, qui nous a communiqué les dossiers de ses archives, en sont intéressantes à plusieurs égards.

Des deux côtés, la lutte fut soutenue avec ardeur et discipline. Le patronat allemand est unanime à proposer en exemple la conduite du D^r Creuzbauer et des membres de l'Union patronale.

Le succès fut d'autant plus marquant qu'il récompensa un véritable esprit de conciliation. On n'applaudit pas à une victoire de *Scharfmacher*, les impérialistes du patronat, mais si des industriels opposent des moyens légitimes à des prétentions injustes, traitent leurs ouvriers non comme des *rebelles* contre qui tout est permis, mais comme des *adversaires*, dont ils acceptent et provoquent même les ouvertures pacifiques, ils s'attirent toutes les sympathies que méritent partout les « modérés très énergiques » et qui ont réussi.

Au mois de mars 1905, deux ouvriers sont, par une faute professionnelle, renvoyés de la brasserie Alteburg de Cologne. Ils en appellent à un tribunal de conciliation composé de patrons et d'ouvriers qui, à une faible majo-

rité, reconnaît la légitimité de la mesure qui les frappe, mais cependant « recommande » (*empfehle*) leur réintégration. Ce mot devient la cause occasionnelle d'un mouvement préparé de longue main. Les ouvriers contestent l'impartialité d'une sentence rendue à une majorité d'une voix et demandent qu'elle soit exécutée dans son esprit. Forte de la décision arbitrale, la brasserie Alteburg se cantonne dans son droit littéral et s'abstient de suivre « la recommandation ».

L'Union centrale des ouvriers brasseurs allemands ⁽¹⁾, syndicat de nuance sozialdemocrate, met alors l'interdit sur la brasserie Alteburg. Plusieurs brasseries se solidarisent avec elle et menacent de renvoi les ouvriers appartenant au Syndicat sozialdemocrate : 32 d'entre elles sont boycottées.

Les ouvriers rédigent alors leurs cahiers de doléances et réclamations. Ils proposent de lever la mise à l'index aux conditions suivantes : Réintégration des deux ouvriers renvoyés par la brasserie Alteburg et de tous ceux qui

(1) D'après les statistiques publiées par un organe le *Brauereiarbeiterzeitung*, n° 18, 3 mai 1907, l'Union centrale des ouvriers brasseurs allemands comptait, à la fin de 1906, 28.602 membres dont 526 femmes ayant une cotisation totale de 511.328 marcs. Elle a conclu en 1906, 197 conventions collectives de travail avec 500 entreprises occupant 14.459 ouvriers. Elle a soutenu 47 luttes (grèves ou lock-out) auxquelles prirent part 855 ouvriers. Leur résultat fut une diminution de 53.352 heures de travail par an pour 143 ouvriers et une élévation de salaire de 24.468 marcs par an ou répartis sur 147 ouvriers. Sans lutte, elle obtint des avantages plus considérables : une diminution de la durée du travail de 2.136.524 heures par an pour 9.606 ouvriers, augmentation des salaires : 1.871.844 marcs par an pour 14.582 ouvriers.

ont été l'objet du lock-out — reconnaissance du bureau de placement syndical — garantie de la liberté de coalition — renvoi d'un contremaitre de la brasserie Alteburg, renvoi des ouvriers embauchés à la place de ceux qui ont été congédiés.

Ces propositions étaient inadmissibles. Sur le premier chef, le parti pris était irrévocable. La reconnaissance du bureau de placement syndical eût été la mort du bureau patronal et de bonnes raisons inclineraient à préférer ce dernier. La liberté de coalition est l'objet d'une réclamation platonique, qui a sa place, en *leit motiv*, dans tous les programmes. Les deux derniers articles choquaient l'équité en sacrifiant aux haines ou à l'intérêt d'un syndicat sozialdemocrate un employé et des ouvriers dévoués.

Le 12 avril, se tient à Cologne une réunion des brasseries du Rhin et de la Westphalie. 181 d'entre elles signent le contrat de protection contre le boycott et décident de se solidariser avec les brasseries boycottées. L'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie prend alors la direction du mouvement.

Le boycott s'élargit encore et bientôt frappe 102 brasseries.

Le Syndicat ouvrier emploie des moyens variés pour la rendre aussi efficace que possible. Il répand partout des placards, des journaux et des prospectus où il expose la cause qu'il soutient et invite à la lutte contre les « rois de la bière ». Il dresse la liste des auberges et locaux (*Wirtschaft, Bierlokal*), où se boit la bière franche

de boycott et de ceux qui persistent à vendre les produits réprouvés. L'entrée de ces derniers est interdite à ses membres.

Les agents surveillent les expéditions, distribuent aux livreurs des maisons non boycottées une carte de contrôle, sorte de laissez-passer ou de permis de vendre, à défaut de laquelle un détaillant ne pourrait accepter l'achat sans risquer de se voir mis sur la liste de proscription. Sous la même peine, il doit accrocher à la porte de son établissement, ce certificat de civisme : *Hier wird boykottfreies bier verzapft* ⁽¹⁾ !

De son côté, l'Union patronale saisit l'opinion et la rend juge de la légitimité de sa résistance. Elle s'est toujours montrée avec ses ouvriers d'une sage modération, elle ne veut pas détruire le Syndicat sozialdemocrate, avec lequel elle ne refuse pas de s'entendre sur une base raisonnable ; mais elle s'oppose de toutes ses forces à la tentative de semer le terrorisme, au moyen d'un boycott, si peu justifié par l'intérêt général de la classe ouvrière, que les syndicats chrétiens lui ont refusé leur adhésion. Le 14 avril, elle fixe au Syndicat sozialdemocrate un délai de quinze jours pour lever la mise en interdit, après quoi elle procédera au lock-out.

L'Union adresse des instructions à ses membres pour préparer l'exécution de cette mesure au jour indiqué. Chaque patron doit interroger ses ouvriers, leur demander à

(1) Ici l'on boit de la bière franche de boycott,

quelle organisation ils appartiennent, et les prévenir que la moitié des membres du Syndicat sozialdemocrate seront renvoyés le 28 avril, si le boycott n'a pas pris fin.

Le Syndicat essaie de semer la division dans les rangs patronaux. C'est ainsi qu'à Bochum, il fait proposer à une brasserie de lui épargner grève et boycott, si elle ne se solidarise pas avec l'Union patronale. La brasserie repousse ses avances et renvoie l'intermédiaire au directeur de l'Union, qui seul a qualité pour traiter avec les ouvriers.

Une entrevue a lieu, en effet, à Dortmund, entre les chefs des deux partis, mais elle ne peut aboutir à une entente et le 28 avril la menace de lock-out est exécutée : 1100 ouvriers sozialdemocrates sont renvoyés des brasseries de l'Union.

Tout en usant de représailles, l'Union ne néglige pas les mesures propres à paralyser l'attaque et à en neutraliser les effets.

Le boycott crée, pour les brasseries qui en restent indemnes, une situation privilégiée ; car, s'il restreint la vente d'une certaine marque de produit, il ne diminue pas les besoins des consommateurs ; ceux-ci, privés de leurs vendeurs ordinaires, portent leurs demandes à ceux qui peuvent les satisfaire. La tentation est grande, pour une brasserie, d'exploiter ces circonstances afin d'étendre ses affaires. Dans un régime inorganique de concurrence aucune n'y eut manqué. Mais le contrat de protection contre le boycott proscrit ces manœuvres de prétendue

bonne guerre, pour y substituer un régime d'harmonie et d'étroite solidarité entre tous les producteurs. Sans doute, il ne peut interdire toute acquisition nouvelle de clientèle, mais il décide que, lorsqu'un client quitte une brasserie atteinte d'un boycott pour une autre plus favorisée, celle-ci doit payer à l'Union une cotisation supplémentaire, d'après le nombre d'hectolitres de bière qu'elle livrera de ce chef. Cette clause fut scrupuleusement observée : les dommages de boycott ne s'aggravèrent pas de l'âpreté d'une peu loyale concurrence.

L'Union proscrit soigneusement la carte de contrôle que les ouvriers imposaient aux livreurs et, les étiquettes qui servaient de recommandation à la bière franche de boycott. Elle fait alliance avec un certain nombre de détaillants qui se solidarisent avec elle. Ces efforts ne furent pas vains. Bientôt le blocus se relâche; il devient moins étanche: des fissures se déclarent. Plus tard, le Syndicat devait se plaindre que les ouvriers n'aient pas su sacrifier leur amour de la bière; il dénonce ce socialiste, ardent apôtre, qui distribuait des brochures intitulée : « Honte à celui qui consomme de la bière boycottée », et ne se privait pas d'en boire : « La chaleur et la propagande donnent soif », ajoute-t-il, avec amertume.

Enfin l'Union patronale propose la paix aux conditions suivantes : Huit jours après la cessation du boycott, 123 brasseurs renvoyés seront repris. Jusqu'au 1^{er} octobre les vides qui existeront, dans le personnel des

brasseries, pour les autres catégories d'ouvriers seront comblés par l'embauchage des ouvriers mis dehors par le lock-out du 28 avril; les contrats collectifs du travail conclus antérieurement restent en vigueur.

Le 29 juin après une entrevue entre le Comité directeur de l'Union des brasseries et les délégués du Syndicat, l'accord est signé sur ces bases. Reste à l'exécuter, et ce n'est pas une tâche facile. Les patrons demeurent en somme dans les positions où ils s'étaient installés dès le début; ils consentent seulement à passer l'éponge sur le passé, en reprenant, autant que possible, les ouvriers renvoyés. Du côté des syndiqués, dont les revendications sont toutes repoussées, le mécontentement est vif. Tant d'efforts dépensés et de privations subies en pure perte! Pourtant le Syndicat ouvrier obtient des mécontents, à force de persévérance, le respect de sa signature.

Une correspondance très intéressante s'échange entre les adversaires réconciliés : ils se signalent réciproquement les violations du traité qu'ils ont à se reprocher. L'Union se plaint que la mise à l'index ne soit pas levée complètement, certaines brasseries continuant à être soumises à un boycottage silencieux. Le Syndicat répond que certaines brasseries, au mépris du traité, complètent leur personnel par l'embauchage d'ouvriers étrangers. Les deux parties sont ainsi en relation constante, elles agissent avec une bonne foi parfaite et parviennent à obtenir de leurs membres une loyale exécution du traité.

Le 30 septembre, 283 ouvriers non mariés et 198 ma-

riés, ceux-ci ayant été repris de préférence, restaient encore sans travail. Les patrons, faisant preuve de conciliation, décident de reculer au delà du 1^{er} octobre la date jusqu'à laquelle ils seraient obligés de reprendre, dans la limite des vacances, les ouvriers renvoyés. Depuis, tous ont été réintégrés.

L'Union avait encore des questions financières à régler. D'une part, les détaillants qui n'avaient pas tenu compte du boycott et s'étaient vus eux-mêmes mis à l'index, demandaient une indemnité aux brasseries dont ils avaient persisté à vendre la bière. L'Union décida qu'il n'était pas dans son rôle d'accueillir ces réclamations; elle laissa à chaque brasserie le soin d'indemniser, si bon lui semblait, les clients que leur fidélité avait exposés au boycott. Mais, pour limiter leurs exigences, il fut convenu qu'aucun membre de l'Union ne pourrait accepter la clientèle d'un détaillant qui quitterait une autre brasserie, sous le prétexte qu'il n'en aurait pas reçu l'indemnité réclamée.

D'autre part, l'Union pratique, sous la forme d'une société à responsabilité limitée, l'assurance mutuelle contre la grève. Les membres se garantissent réciproquement contre les dommages résultant pour eux de grèves ou de boycotts injustes. Le risque assuré s'analyse dans la diminution des quantités vendues pendant la grève ou le boycott et les deux années qui en suivent la terminaison, que la production ait été interrompue par une grève, ou les débouchés fermés par un boycott. Le dommage est en partie couvert par une indemnité de 3 m. 50 par hectoli-

tre de bière forte (*Lagerbier*) et 2 m. 50 par hectolitre de bière légère (*leichtes Bier*).

L'indemnité est liquidée de la façon suivante : chacun des dix groupes de l'Union nomme des commissaires chargés d'examiner les livres de commerce des brasseries intéressées ; ils comparent la vente de la période de grève ou de boycott à la vente moyenne de la période correspondante dans les trois dernières années : ils obtiennent ainsi le chiffre de la mévente et, par une simple multiplication, le montant total de l'indemnité.

Ces opérations, faites sans difficultés, donnèrent les résultats suivants : la mévente pendant le boycott avait été de 39.121 hectolitres de bière forte et 35.292 de bière légère. L'indemnité payée fut de 136.293 m. 50 et 88.230 m. 50, soit au total 225.154 marcs.

Les ressources nécessaires pour faire face à ces dépenses ont des origines diverses. Ce sont tout d'abord les primes payées par les brasseries qui, épargnées par le boycott, bénéficient de commandes inexécutées par leurs concurrents boycottés : il est légitime qu'elles ne s'enrichissent pas seules du malheur des autres et qu'elles fassent profiter l'Union de ce gain inespéré ; aussi lui versent-elles, par hectolitre de bière ainsi vendu, la somme de 4 marcs. Ce sont ensuite des amendes infligées pour toute violation des statuts. Le compte arrêté au 30 juin 1906 porte en recette 2.350 marcs pour livraison de bière aux clients d'une autre brasserie et 300 marcs d'amende. Enfin, le reliquat des dépenses est réparti entre tous les

membres de l'Union en proportion du chiffre d'impôt sur la bière qu'acquitte chacun d'eux.

Depuis la fin de cette lutte, une parfaite entente règne entre les patrons et les ouvriers. L'Union des brasseries s'occupe toujours des intérêts économiques de ses membres ⁽¹⁾, prête à intervenir dans tout événement qui menace la paix sociale. Le Syndicat sozialdemocrate continue d'exister; l'Union n'a jamais voulu le détruire comme une organisation malfaisante, l'expulser comme un germe pernicieux. Il lui suffit de lui avoir montré que le patronat organisé est une force capable de balancer la sienne lorsque la nécessité d'une résistance légitime la met en mouvement.

Le contrat de protection contre le boycott avait été conclu pour trois ans et liait les adhérents jusqu'au 1^{er} juillet 1907. Il a été prorogé à cette date jusqu'au 31 décembre 1910, et ses statuts ont été modifiés sur plusieurs points, tels que les pouvoirs des divers organes administratifs, la définition de la mévente et le calcul de l'indemnité, la clause limitative de la concurrence.

Le principe du § 39 des statuts est la défense aux brasseries non boycottées, de livrer de la bière aux clients d'une brasserie boycottée pendant la durée du boycott ou de la grève et les trois mois qui en suivent la ter-

(1) Il a été conclu entre les brasseries de l'Union un « contrat sur la hausse des prix de la bière » qui, à partir du 1^{er} août 1906, élève d'un marc le prix de l'hectolitre. L'Union s'engage à payer à ses membres une indemnité de 3 marcs par hectolitre vendu en moins par suite de l'abandon de clients mécontents de la hausse.

mination, sauf le cas où elles y sont expressément autorisées; elles ne peuvent alors consentir des conditions plus avantageuses et acquittent à l'Union un droit actuellement fixé à 2 marcs par hectolitre. Le délai de trois mois écoulé après la fin du boycott, elles ne doivent pas conserver leurs nouveaux clients, sous peine de payer à l'Union pendant deux ans, un droit de 6 marcs par hectolitre sans préjudice d'une indemnité à l'ancien vendeur.

Ces principes se rapprochent beaucoup de ceux du Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes. Il est peu probable cependant que les deux organisations se fusionnent. Certaines différences fondamentales paraissent y mettre obstacle : le taux de la contribution ⁽¹⁾ est beaucoup moins élevé dans l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie qui, à côté de l'indemnisation contre les dommages du boycott, poursuit en même temps l'assurance contre la grève.

(1) Le tableau suivant, qui nous a été communiqué par M. le Dr Kämpers, directeur de l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie, indique la différence dans le taux de la cotisation.

Pour une cotisation annuelle de :	les membres du Syndicat de protection contre le boycott des brasseries allemandes paieront, y compris le droit fixe, le maximum dans la répartition et la contribution aux dépenses d'administration :	les membres de l'Union des brasseries du Rhin et de la Westphalie :
3.000 quintaux de malt	126 marcs	67,50
10.000 — —	504 —	225 »
20.000 — —	1.150 —	450 »
30.000 — —	2.016 —	675 »
40.000 — —	3.025 —	900 »
50.000 — —	4.200 —	1.125 »
80.000 — —	6.720 —	1.800 »
100.000 — —	8.400 —	2.250 »

CHAPITRE VI

LA PRATIQUE DE L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE : ORGANISATION ET RÉSULTATS

D. — *Un syndicat d'assurance contre la grève dans l'industrie minière.*

L'Union pour la protection des intérêts miniers dans le district de Dortmund⁽¹⁾ (*Verein für die bergbaulichen Interessen im Oberbergamtsbezirk Dortmund*) dont le siège est à Essen-Ruhr, centralise les renseignements et s'occupe de toutes les questions techniques ou professionnelles de nature à intéresser les Compagnies minières qu'elle représente. En particulier, elle les réunit par le lien d'un cartell et constitue un syndicat de vente.

Le 28 septembre 1880, elle prend l'initiative de fonder un « Syndicat d'assurance contre la grève⁽²⁾ » (*Ausstand-*

(1) Cette Union offre de grandes analogies avec le Comité central des houillères de France.

(2) Cette institution a fait de 1890 à 1892 l'objet de nombreuses circulaires

versicherungsverband) et adresse à ce sujet une circulaire à ses membres. Elle reçoit de nombreuses adhésions. Un comité est nommé qui tient séance le 2 décembre 1889, à Essen et les statuts sont adoptés le 13 février 1890 (1).

L'organisation commence bientôt à fonctionner. Mais le Gouvernement prussien, en rappelant la nécessité de l'autorisation, déclare qu'il la subordonnera aux conditions suivantes :

1° Les statuts devront spécifier que les secours ou indemnités ne seront accordés qu'aux industriels qui justifieront avoir tenté avec leurs ouvriers en grève la conciliation devant le tribunal industriel compétent, qui depuis 1892 peut, sur la demande des parties, jouer le rôle de tribunal de conciliation en cas de différend collectif.

2° La Caisse d'assurance sera soumise au contrôle des autorités, qui pourront se faire présenter les procès-verbaux, livres, comptes et exiger un rapport annuel.

Cette injonction ne paraît pas avoir eu de suite. Elle ne fut pas renouvelée après la promulgation de la loi du 12 mai 1901 sur les entreprises privées d'assurance. Les pouvoirs publics fermèrent les yeux et le Syndicat se garda

du Comité central des houillères de France (nos 242, 276, 316, 408, 487, 541, 616, 654).

M. Kulemann y consacre quelques lignes, *op. cit.*, p. 545.

Nous devons les renseignements complémentaires à M. l'ingénieur en chef des mines Engel, ancien directeur et à M. von und zu Lœwenstein, directeur actuel de l'Union.

(1) Le traité, conclu pour un an, a été prorogé jusqu'au 1^{er} février 1892 et depuis de cinq ans en cinq ans.

d'appeler sur lui l'attention. Il a vécu ainsi, depuis sa fondation, en dehors de la légalité, sans autorisation et sans contrôle, sous la tolérance du Gouvernement. Cette situation particulière permet ainsi d'étudier l'assurance contre la grève, placée dans des conditions idéales, affranchie de toute législation restrictive.

Le but du syndicat d'assurance contre la grève est d'indemniser ses membres, qui résistent aux prétentions injustifiées de leurs ouvriers, des pertes résultant pour eux d'une interruption de travail.

Les mines atteintes par une grève ne peuvent faire valoir un droit à indemnité que dans les conditions suivantes :

1° Si les organes du Syndicat reconnaissent la légitimité de la résistance des patrons aux réclamations des grévistes ;

2° Si le nombre des ouvriers en grève dans une mine dépasse $\frac{1}{3}$ du nombre des ouvriers qu'elle employait avant la grève, ou comprend toute une classe d'ouvriers indispensable à la marche de l'entreprise ;

3° Si la grève ne s'étend pas à un ensemble de mines, dont la production représente $\frac{30}{100}$ de la production des mines associées.

La mine n'a droit à aucune indemnité, si elle admet après coup celles des réclamations des ouvriers dont le rejet avait motivé la suspension de travail, ou si la reprise du travail est obtenue au moyen de concessions que n'accordent pas les autres mines ⁽¹⁾.

(1) Cette disposition a fait l'objet des critiques du Gouvernement prussien

L'indemnité d'assurance est fixée d'après la moins-production de la grève; on compare la production pendant la grève avec la production moyenne des trois mois précédents et la mine en grève reçoit 1 m. 50 pour chaque tonne extraite en moins.

La cotisation de chaque mine est fixée à 5 pfennigs (0 fr. 065) par tonne de production brute. Elle peut être élevée en cas de besoin.

Le Syndicat se ramifie en sept districts: Dortmund, Witten-Bochum, Gelsenkirchen, Essen, Oberhausen, Altendorf-Werden qui élisent chacun un Comité de trois membres.

C'est à ces comités qu'il appartient de décider, pour chacune des mines de leur district, si la résistance à la grève est ou non justifiée. Leur décision peut être portée en appel au Comité directeur de l'Union pour la protection des intérêts miniers du district de Dortmund qui est en même temps celui du Syndicat.

L'assurance ne devait fonctionner que lorsque les membres du Syndicat représenteraient au moins la moitié de la production minière du district supérieur de Dortmund.

En 1891, le Syndicat comprenait 105 mines, produisant annuellement 30.975.487 tonnes, soit les 4/5 de l'extraction totale du district. La prorogation du contrat en 1902 a été consentie par 81 mines produisant 60 millions de tonnes de houille.

dans sa lettre du 14 mars 1892, citée plus haut. Il la jugeait de nature à rendre plus difficile une entente, faite de concessions réciproques, entre patron et ouvriers.

Pendant ses premières années d'existence, le Syndicat eut à subir des grèves nombreuses. En 1891 il paya à ses membres une indemnité totale de 94.037 m. 14, de 215.616 m. 46 en 1892 et de 236.639 m. 28 en 1893. Puis le nombre des grèves est allé sans cesse décroissant.

L'une des dernières est celle de l'Hibernia, à qui fut payée en 1899, une indemnité de 7.657 m. 13.

De 1900 à 1905, le Syndicat n'a aucune grève à indemniser; les cotisations cessent même d'être réclamées, le fonds de réserve dépassant 2 millions de marcs.

En 1905 éclate la grande grève des mineurs du bassin de la Ruhr ⁽¹⁾ qui interrompt le travail chez tous les membres du Syndicat. Aux termes des statuts l'indemnité n'est pas due lorsque la grève atteint des mines représentant plus de 30 0/0 de la production des assurés. Pendant les 6 ou 7 premiers jours de la grève, alors que celle-ci était encore peu étendue, cette condition de l'assurance fut réalisée. Mais bientôt la grève se généralisa dans tout le bassin de la Ruhr et l'indemnité cessa d'être due. Des reprises partielles de travail ramenèrent à nouveau, quelques jours avant la fin de la grève, le chômage à la proportion exigée pour la naissance du droit à indemnité.

Depuis cette époque, il ne semble pas que le Syndicat ait eu à intervenir. Il est actuellement en voie de transformation et songe, paraît-il, à s'organiser sur des bases différentes.

(1) Voir plus haut, 1^{re} partie, ch. I, § 2.

CHAPITRE VII

L'OPINION SOCIALISTE — APPRÉCIATION GÉNÉRALE

Pour le combattre ou pour le soutenir, qu'il choque ses tendances, ses idées, ses intérêts ou qu'il les flatte, nul homme ne peut ignorer le socialisme.

Le socialisme renferme de tout un peu, du meilleur et du pire, du bon et du détestable, de l'idéologie et du matérialisme, un appareil scientifique et des rêveries, des erreurs et des évidences, de la sincérité et de la politique, de la psychologie et une surprenante ignorance des ressorts humains, tout un ensemble d'éléments si divers, si contradictoires, qu'on ne saurait dire lesquels sont destinés à disparaître et lesquels constituent l'essence de cette doctrine. A son égard, toute attitude est de mise, sauf l'indifférence : pour toute question sociale, la solution ou l'opinion socialiste méritent un examen.

Au sujet de l'assurance patronale contre la grève, un socialiste et, plus spécialement, un élève de Karl Marx, dirait : Laissez naître ces unions patronales, laissez-les

croître et multiplier; qu'elles se relient les unes aux autres et qu'elles se concentrent. Elles font notre jeu, elles agissent dans le sens du socialisme. Grâce à elles, la société capitaliste s'oriente vers cette lutte des classes, véritable agent transformateur, d'où sortira, après une répétition mécanique des mêmes phénomènes, la société future. Le jour où le patronat n'aura plus qu'une seule tête et qu'un seul chef, le jour où un syndicat unique coordonnera les efforts ouvriers, ce jour-là, le socialisme n'aura plus qu'un pas à franchir. L'antithèse sera nettement posée entre ces deux partis dressés l'un contre l'autre et la synthèse sera le socialisme réalisé.

Pour ce raisonnement, tout imprégné de logique hégélienne et marxiste que nous lui soumettions récemment, M. le député Legien, l'un des chefs les plus justement écoutés du mouvement syndical, nous a paru avoir un dédain à peine dissimulé. Un socialiste, ou plutôt un syndicaliste de l'heure actuelle, a perdu sa confiance ancienne, tant dans l'optimisme de Marx et ses théories de l'évolution graduelle, automatique, nécessaire, que dans l'efficacité d'une action législative. Il voit dans toute organisation patronale une digue puissante au succès des conquêtes partielles, dont il se contente en attendant mieux. Il ne croit guère à la sincérité des programmes patronaux et l'assurance contre la grève lui semble une arme offensive destinée à détruire les syndicats sozialdemocrates, beaucoup plus qu'un remède contre les grèves injustes, expression, pour un socialiste, d'ailleurs vide de sens. A

ses yeux il n'y a pas de grèves illégitimes, il n'y a que des grèves inopportunes.

Adversaires constants du patronat, et adversaires irrécconciliables, les socialistes n'ont pas été étonnés qu'il cherchât à se défendre : ils se sont sentis tout spécialement visés. Au reste, cette attitude n'est peut-être pas pour leur déplaire ; ils jugent plus franche et plus nette la résistance déclarée que le refus d'accepter la lutte ouverte, ou l'espoir, selon eux chimérique, de l'éviter par des demi-mesures, palliatifs aux vices fondamentaux du régime capitaliste, ou par le « décevant » bienfait des institutions patronales.

Ils ne contestent pas le droit des patrons à se défendre et M. Georges Blondel, qu'il faut toujours consulter sur les choses et les gens d'Allemagne, nous disait en avoir obtenu l'aveu formel d'un des chefs marquants du socialisme. Mais ils réclament, par contre, qu'on leur reconnaisse un droit de coalition plus étendu⁽¹⁾, moins étroitement limité par la pratique administrative et la jurisprudence. Dans les brochures de propagande ils recommandent aux ouvriers une organisation plus forte encore et annoncent une nouvelle tactique : au lieu de disperser leurs efforts, ils n'entreront en lutte que lorsqu'ils auront de longue main préparé la victoire ; mais la

(1) Voir dans « *Le musée social* », Mémoires et documents n° du 4 avril 1907, la conférence faite par M. Georges Blondel, le 19 février, sous la présidence de M. Gruner sur « *la défense patronale en Allemagne* ».

grève ne sera jamais, comme le dit le D^r Muller ⁽¹⁾ que « l'*ultima ratio* », lorsque l'entente aura échoué.

Peut-être l'organisation des forces ouvrières et patronales aura-t-elle, en effet, pour conséquence de réduire le nombre des grèves en concentrant sur quelques points la lutte qui sera d'autant plus longue et plus violente que le champ en sera plus limité. La statistique encore incomplète en 1907 semble indiquer une diminution sensible du nombre des grèves, tandis que le chiffre des grévistes subit une légère croissance.

A travers les réquisitoires des journaux militants contre l'organisation des *Scharfmacher*, ou l'examen doctrinal plus modéré des théoriciens socialistes apparaît l'idée que l'assurance contre la grève est encore trop récente pour justifier complètement les espoirs de ses partisans et les craintes de ses adversaires. L'expérience n'a pas encore été assez complète : elle a fait toutefois taire certaines critiques. L'assurance contre la grève a montré, par ses résultats, qu'elle était viable et l'usage qui en a été fait paraît rassurer les amis véritables de la paix sociale.

Les industriels allemands ne semblent pas jusqu'ici, au moins dans la majorité des cas ⁽²⁾, l'avoir détournée de

(1) D^r AUG. MULLER, *op. cit.*

(2) M. Georges Blondel, dans la conférence citée plus haut fait toutes réserves sur la « manière forte » dont certains patrons se comportent à l'égard des ouvriers : « Je ne puis approuver, dit-il, la défiance extrême dont ils m'ont paru presque toujours animés à l'égard de ces derniers, les

son véritable but : la résistance à des revendications illégitimes. Ils ne s'en sont pas servis pour reprendre, dans une action concertée, les avantages partiels que les ouvriers avaient pu obtenir d'eux isolément. Ils paraissent avoir loyalement compris et respecté la distinction nécessaire des grèves justes et des grèves injustes, et s'il est rare que les patrons se soient vu refuser l'indemnité d'assistance, c'est qu'ils ont su éviter avec leur personnel un conflit où ils auraient eu tous les torts.

Des années s'écouleront avant que l'assurance contre la grève, cet instrument neuf, fonctionne d'une marche régulière, sans surprise et sans à-coup.

L'ère des discussions et des apprentissages n'est pas encore close, et, d'ici quelque temps encore, l'assurance contre la grève ne pourra atteindre, avec sa forme définitive, l'extension que lui promet la valeur de ses chefs et que l'avenir semble lui réserver.

considérant volontiers comme des hommes dangereux avec lesquels il est impossible de s'entendre. La facilité avec laquelle ils répondent à une grève partielle, quelquefois légitime, par un lock-out général est profondément regrettable. C'est l'indice d'un esprit combatif et autoritaire qui me paraît inquiétant pour l'avenir ».

APPENDICE

L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE DANS LES PAYS ÉTRANGERS AUTRES QUE L'ALLEMAGNE

L'assurance patronale contre la grève n'a trouvé nulle part une organisation aussi étendue qu'en Allemagne. Cependant plusieurs pays étrangers la connaissent depuis plusieurs années; quelques-uns l'ont pratiquée, d'autres sont sur le point de l'introduire. Tous voient dans un patronat fortement uni sur le terrain défensif la meilleure digue contre la crue inquiétante des grèves injustes.

Autriche (1).

A l'exemple de l'Allemagne, les industriels d'Autriche ont fondé, dans le courant de l'année 1907, une Union centrale des syndicats patronaux. L'initiative en est due

(1) Les renseignements sur l'organisation patronale de l'assurance contre la grève en Autriche nous ont été donnés à Vienne, en novembre 1907, par MM. Dr Kaizer, directeur de l'Office central des organisations patronales autrichiennes, et Dr Milczoch, directeur de la Ligue des industriels autrichiens, que nous remercions de leur aimable accueil.

à l'Union centrale des industriels d'Autriche (*Zentralverband der Industriellen Österreichs*), à la Ligue des industriels autrichiens (*Bund österreichischer Industriellen*) et au Club des industriels (*Industriellen Klub*). L'assemblée constitutive s'est tenue le 5 mars à Vienne et l'organisation nouvelle a reçu le nom d' « *Office central des organisations patronales autrichiennes* » (*Hauptstelle österreichischer Arbeitgeberorganisationen*) ⁽¹⁾. Elle groupe déjà un grand nombre d'unions patronales appartenant à toutes les branches d'industrie et à toutes les contrées de l'Empire austro-hongrois.

Elle a pour but, aux termes du § 1^{er} de ses statuts :

« *a*) l'union des organisations patronales locales ou professionnelles, existantes ou à fonder en Autriche ;

b) la protection contre les revendications illégitimes des ouvriers ;

c) la protection de la liberté du travail ;

d) la création d'institutions intéressant les patrons (Bureaux de placement. Règlements-types du travail. Protection juridique dans les circonstances où un principe important est en jeu. Introduction de la clause de grève) ».

Le § 2 préconise les moyens suivants :

« *a*) la fondation de nouvelles organisations locales ou professionnelles ;

b) la création d'un fonds destiné à soutenir en certains cas les patrons atteints par une grève... ;

(1) Voir sur « l'Office central des organisations patronales autrichiennes », le *Reichsarbeitsblatt*, novembre 1907, qui en publie les statuts.

c) la conclusion de traités avec les corporations poursuivant un but similaire;

d) l'information sur la situation du mouvement ouvrier, les grèves et lock-outs en Autriche et tous événements importants;

e) des publications de toutes sortes et particulièrement d'un écrit périodique.

Le § 29 prévoit que les unions qui accordent à leurs membres une assistance pécuniaire en cas de grève, peuvent former un groupe spécial. Le groupe est en particulier autorisé à uniformiser les principes des unions affiliées et à réaliser la fédération des unions qui poursuivent isolément ce but.

Tout syndicat patronal appartenant à l'Office central doit l'informer des grèves qui éclatent chez ses membres, ainsi que de tout boycott et de tout lock-out d'après un formulaire prescrit, et le tenir au courant de leurs circonstances. Lorsqu'un syndicat demande l'appui de l'Office central, la commission de celui-ci décide après avoir entendu le comité de l'intéressé.

L'Office central est déjà intervenu depuis sa fondation, dans une longue grève des tissages de Tetschen. Les ouvriers réclamaient l'introduction *immédiate* de la journée de 10 heures au lieu de 12 heures. Une telle réduction ne peut être faite d'un seul coup, sous peine d'apporter à l'industrie un trouble profond. La grève dura six mois et les industriels reçurent l'appui et l'assistance pécuniaire de l'Office central. Les ouvriers finirent par reprendre le

travail aux conditions offertes : abaissement *graduel* de la durée du travail jusqu'à 10 h. 1/2.

L'Office central n'a pas encore réalisé tous les points de son programme d'action, en particulier la création et la fédération des sociétés d'assistance en cas de grève.

Un acte du Ministère impérial et royal de l'Intérieur, du 4 septembre 1901, a approuvé les statuts de la Société pour l'indemnisation des industriels en cas de grève (*Verein zur Entschädigung von Industriellen in Strike-fällen*) dont le siège est à Vienne. Mais cette société n'est pas encore entrée en fonctionnement, faute d'avoir réuni les 250 membres, payant à leurs ouvriers 25 millions de couronnes, exigés par ses statuts.

La Société a pour but « d'assurer ses membres contre les dommages résultant des grèves qui éclatent sans leur faute dans leurs entreprises » (§ 1 des statuts).

La grève est injuste, lorsque les ouvriers en font usage pour soutenir des revendications incompatibles avec la situation actuelle de l'entreprise. Est juge de cette question la Direction de la Société sur l'avis des délégués ou des comités locaux.

La cotisation annuelle est de 4 0/00 de la somme des salaires qui a servi de base à l'assurance ouvrière contre les accidents : elle peut être augmentée ou abaissée suivant les besoins.

« En cas de menace ou de survenance de grève, l'assuré doit faire tout ce que lui prescrirait son intérêt personnel

s'il n'était pas assuré » (Conditions générales de l'assurance, art. 8).

Sous peine de déchéance, il doit, lorsqu'une grève menace ou éclate :

a) En donner avis télégraphique à la Société au plus tard dans les vingt-quatre heures ;

b) Tenter la conciliation avec les ouvriers, pour autant que les concessions demandées sont compatibles avec ses intérêts ;

c) Informer la Société des tentatives de conciliation qui ont pu avoir lieu, et des raisons de leur interruption ou de leur échec ;

d) Informer la Société du nombre des grévistes et des ouvriers et employés en chômage forcé, ainsi que de la somme approximative des salaires et traitements correspondant par jour de chômage.

Il est tenu de donner aux délégués de la Société tous renseignements nécessaires : listes de salaires, livres de commerce, etc.

Les délégués rédigent ensuite un procès-verbal qui note les circonstances diverses de la grève et sur le fondement duquel la Direction doit déclarer dans le délai de huit jours :

a) Si la Société accorde une indemnité, ou si elle la refuse par suite d'une grève imputable à l'assuré, ou de l'application d'une clause de déchéance ;

b) Quel sera le taux éventuel de l'indemnité ;

c) Si au cas de grève non imputable à sa faute, l'assuré

doit faire des concessions, de quelle nature et dans quelle mesure.

Sur ces divers points, la décision définitive appartient à un tribunal de trois arbitres (*Schiedsgericht*), les deux premiers nommés par la Société et l'assuré, et le troisième par les deux autres.

L'indemnité est basée sur les listes de salaires et traitements des quatre semaines qui ont précédé la grève. Son taux sera de 50 0/0 des salaires et traitements correspondant au nombre d'ouvriers et employés en grève ou en chômage forcé (c'est-à-dire qui, par suite de la grève, ne peuvent plus être occupés).

Le Conseil d'administration peut payer l'indemnité intégralement ou par acomptes. L'indemnité n'est pas accordée au delà de trois mois de grève. La durée de l'indemnisation pour plusieurs grèves dans un même exercice ne peut dépasser six mois.

Bien que la loi autrichienne sur les entreprises d'assurance les soumette, comme en Allemagne, à une autorisation préalable et à un contrôle très strict, la Société a préféré s'y ranger plutôt que de se dissimuler sous une autre forme.

Suède (1).

L'Union des patrons suédois, dont le siège est à Stockholm, a été fondée le 23 avril 1906 et s'étend sur tout le royaume.

(1) Ces renseignements sont empruntés au rapport que M. le Dr Tänzler,

C'est une véritable société d'assurance mutuelle contre les dommages résultant de la grève.

Chaque assuré s'oblige jusqu'à concurrence d'un certain maximum de garantie qui est au moins de 50 couronnes, soit 69 fr. 50 environ par ouvrier et peut être plus élevé, si l'assuré le demande afin d'obtenir, en cas de grève, une indemnité correspondante plus considérable. Il signe une promesse de garantie qui contribue à former le fonds de garantie. A côté de cette obligation de réalisation éventuelle, chaque assuré acquitte un droit d'entrée de 2 1/2 0/0 et une cotisation annuelle de 5 0/0 du maximum de garantie (soit 1 couronne 25 et 2,50 par ouvrier au minimum). Droits d'entrée et cotisation forment le fonds d'assurance qui sert au paiement des indemnités.

L'indemnité en cas de grève est de 1 0/0 du maximum de garantie, soit au moins 1/2 couronne par jour et par ouvrier en grève ou en lock-out.

Les assurés sont répartis en groupes ayant chacun leur compte spécial. Lorsque le fonds d'assurance d'un groupe est insuffisant à payer les indemnités, celles-ci sont supportées par les autres groupes. Lorsque le fonds d'assurance de tous les groupes est épuisé, on fait appel au fonds de garantie. La Société cherche d'abord à obtenir d'une banque un prêt sur le gage des promesses de garantie.

syndic de l'Office central des syndicats patronaux allemands, nous a communiqué sur « les organisations patronales à l'étranger » (décembre 1907).

Sinon, elle les réalise, mais sans pouvoir se faire rembourser par les signataires plus de 10 0/0 par semestre du montant total de la promesse de garantie.

Italie (1).

L'Italie n'a pas, à proprement parler, de sociétés d'assurance contre la grève et l'organisation défensive des patrons en est à ses débuts, bien qu'il existe dans plusieurs industries des syndicats patronaux (2).

A la suite de grèves nombreuses fut fondé à Turin, le 19 juillet 1906, sous les auspices de la *Società promotrice dell' Industria Nazionale*, une union centrale des industriels italiens, dite la *Lega industriale*. Elle réunit actuellement 242 membres et a conclu des traités d'alliance avec les organisations existantes qui poursuivent le même but.

Son but, d'après l'article 2 de ses statuts est : 1° De protéger et défendre les intérêts communs de ses membres et de l'industrie ;

2° De faire respecter et de protéger la liberté du travail ;

(1) Les statuts de la « Lega Industriale » ont été publiés et commentés par le *Reichsarbeitsblatt*, décembre 1907, p. 1214.

(2) Ainsi l'*Associazione fragli industriali cotonieri* fondée en 1893 et l'*Associazione dell' Industria della sete in Italia* fondée en 1872 à Milan (La première fit sans succès une tentative pour créer une caisse d'assurance contre la grève). De même, l'industrie métallurgiste, textile, l'industrie du bois, du cuir ont créé des unions patronales (*Deutsche Arbeitgeberatz*, 5 janvier 1908).

3° De maintenir un bon accord avec les ouvriers.

La ligue industrielle est aussi un tribunal de conciliation ; elle intervient dans les conflits entre le capital et le travail et s'efforce de leur trouver une solution pacifique. Elle se propose également d'aider ses membres atteints de grèves injustes et de constituer des sociétés d'assurance mutuelle contre la grève.

États-Unis de l'Amérique du Nord ⁽¹⁾.

Le développement considérable des syndicats ouvriers a eu pour conséquence, aux États-Unis comme dans les autres pays civilisés, un vif mouvement de concentration des forces patronales.

En 1904, la *National Association of Manufacturers of the United States of America* a mis à l'étude la question de l'assurance contre la grève sur la base professionnelle.

D'autre part une Société d'assurances mutuelles, dont l'accès est ouvert aux patrons de toutes les branches d'industrie, a commencé ses opérations le 1^{er} janvier 1904. La raison sociale est : *The Mutual Security Company* et son siège à Waterbury (Connecticut).

La Société couvre l'industriel en grève de la perte de

(1) Nous empruntons ces renseignements à une circulaire de la Chambre syndicale des constructeurs de navires et de machines marines, n° 371, 28 octobre 1904. Une assurance mutuelle contre la grève (*The Mutual Security Company*) que nous résumons et dont nous reproduisons même plusieurs passages.

ses bénéfices nets moyens ainsi que des charges fixes de son industrie. L'indemnité ainsi calculée laisse encore en dehors d'elle une partie du dommage à la charge de l'industriel en grève (par exemple celui qui résulte de la perte de clientèle).

Les risques ainsi déterminés sont évalués par chaque assuré, au moment de la conclusion du contrat; sous le contrôle de la société, chaque mutualiste déclare la somme totale *annuelle* à laquelle se montent ses charges fixes et ses bénéfices nets. Une grève vient-elle à se déclarer, il a droit pendant toute sa durée, à la trois centième partie de cette somme par jour de grève : ainsi un fabricant assuré pour un chiffre convenu de 30.000 dollars reçoit 100 dollars par jour de grève.

Toutefois, pour éviter les trop longues grèves, un article de la police prévoit que « toutes les fois qu'au jugement des deux tiers des directeurs de la Compagnie, l'assuré prolongera inutilement une grève, la Compagnie pourra exiger de l'assuré que le conflit soit réglé dans le délai d'un mois. Dans le cas de non-règlement à bref délai la police peut être annulée par la Compagnie, après cinq jours de préavis ».

La Société se réserve ainsi le droit d'apprécier, au cours de la grève, la légitimité de la résistance, question qu'elle n'examine pas au début du conflit. Elle est d'ailleurs moins apte à résoudre cette difficulté, qu'un groupement exclusivement professionnel.

La contribution a été fixée à 1 0/0 (un pour cent) de la

somme assurée; suivant le principe de la mutualité, elle peut être augmentée en cas de besoin.

Ce taux a permis, dès la première année, la constitution d'un fonds de réserve important.

L'effet moral de l'assurance s'est fait sentir dans les usines des industriels qui y ont eu recours. Ceux-ci ont loyalement prévenu leur personnel de la mesure de précaution qu'ils avaient prise et constaté que la stabilité du travail a gagné à cette communication. L'un d'eux appartenant à la métallurgie écrivait à la *Mutual Security Co* : « Nous ne redoutons pas, en ce qui nous concerne, l'éventualité d'une grève, mais votre plan est trop pratique pour que nous négligions d'en faire l'épreuve et nous considérons notre prime d'assurance comme une contribution à une œuvre de bien public ».

Suisse.

Il existe en Suisse dans l'industrie du bâtiment une Société d'assurance contre la grève dont le siège est à Zurich.

Cette Société ne nous est connue que par un court exposé que fit son président M. von Tobel à l'assemblée générale de la Ligue des patrons allemands dans l'industrie du bâtiment, tenue à Munich au mois de mars 1906.

La cotisation a pour assiette la somme des salaires : elle est de 3 0/00 jusqu'à 10.000 francs ; 2 0/00 jusqu'à 20.000 francs ; 1 0/00 au-dessus de ce chiffre.

L'indemnité par jour et par ouvrier est de 0 fr. 75

pour les 10 premiers ouvriers, de 0 fr. 50 pour les 20 suivants et de 0 fr. 25 pour les autres.

La Société a subi plusieurs grèves : une entre autres avait duré 8 semaines et coûté 2.500 francs à la Caisse.

Angleterre.

En Angleterre, comme dans les autres pays, l'organisation ouvrière a pour conséquence le groupement des forces patronales. Mais la relative modération des *Trades-Unions* rend le mouvement moins nécessaire peut-être qu'en d'autres pays.

« La plus intéressante des institutions anglaises est la Fédération maritime (*Shipping-Federation*) qui a pour but, disent ses statuts, de protéger les officiers, les équipages, et, d'une façon générale, tous les employés des armateurs contre les mesures d'intimidation des syndicats ou de membres des syndicats... » Elle procure au besoin des travailleurs pour remplacer les grévistes ; elle accorde à ceux de ses membres qui sont victimes de mises à l'index, des indemnités calculées sur la base de 2 à 4 pence par jour de suspension d'activité et par tonneau de jauge » (1).

La *National Free Labour Association*, fondée en 1893 par M. William Collison, s'efforce de procurer des ouvriers aux patrons en grève.

(1) GEORGES BLONDEL, *L'assurance patronale contre le risque de chômage en temps de grève. Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français*, n° 42 (mars 1907, p. 502).

TROISIÈME PARTIE

L'ASSURANCE PATRONALE CONTRE LA GRÈVE EN FRANCE

Les services économiques et sociaux qu'elle est appelée à rendre, et sa possibilité démontrée en théorie, ne suffisent pas à une institution nouvelle pour s'installer dans une législation positive, car en droit, il y a loin de la « puissance à l'acte ».

Reconnue utile, légitime et théoriquement possible, une institution doit encore, pour se réaliser, trouver la forme juridique adéquate, entrer dans un des moules créés par le droit positif. Même dans une législation non *formelle* où la convention peut modaliser et assouplir, en combinant leurs règles, les contrats divers que les Codes réglementent, une organisation non encore catégorisée rencontre de nombreuses difficultés. Son baptême excite déjà les discussions : sous quel parrainage la nouvelle venue va-t-elle s'introduire ? Et les hommes de loi,

déroutés dans leurs habitudes, la couvrent du manteau d'analogies plus ou moins trompeuses, la rattachent à des institutions voisines, comme si elle n'avait pas droit à une existence indépendante. L'assurance, à son berceau, a connu ces controverses, elle a eu peine à se faire considérer comme un contrat spécial dont les règles dérivait de sa nature propre et des besoins économiques et sociaux qu'elle avait mission de satisfaire ⁽¹⁾.

Une institution nouvelle se heurte à des principes qui semblent nécessaires et d'ordre public, parce que l'usage les observe en d'autres cas, et, avant de se ménager sa place dans les habitudes juridiques, aussi impérieuses que les lois, avant de se mettre à l'aise dans des cadres trop étroits et qu'elle déborde, parce qu'ils n'ont pas été prévus pour elle, il lui faut se plier à plus d'une exigence, subir de lentes épreuves et parfois même des déformations. L'appareil compliqué et le lourd mécanisme des lois semblent se liguer contre elle pour l'étouffer dès son apparition.

L'assurance contre la grève subit le sort commun des organisations à leur début. Il n'est pas aisé de dégager ses règles propres qui lui permettront, sans heurter aucune prescription légale, de se développer conformément à sa nature et à son but.

Le schéma d'une organisation théorique, de l'assurance patronale contre la grève, suppose dans ses grandes lignes :

(1) Voir dans l'introduction, les opinions de Pothier et d'Emerigon rapportées, p. 9, note 2.

Des sociétés, les unes indépendantes, les autres subordonnées à un ou plusieurs degrés, à une société centrale, réunissant des industriels qui conviennent, moyennant une certaine cotisation, de s'indemniser réciproquement des pertes résultant pour eux des grèves injustes ;

Dans le sein de chaque société, un organe chargé de résoudre la question de la légitimité ou de l'illégitimité de la grève.

En Allemagne cette construction s'est réalisée sous des formes diverses, imposées par la législation d'Empire.

En France, de quelles facilités légales dispose l'assurance contre la grève ?

Sera-t-elle une assurance véritable ou se bornera-t-elle à un simple lien d'assistance ? Dans le premier cas, quelle forme juridique prendront les sociétés d'assurances ?

Quelles difficultés présente l'application de l'assurance à ce risque nouveau ? Quel sera l'organe chargé de faire la distinction des grèves justes et des grèves injustes ? Comment comprendre les rapports hiérarchiques des sociétés primaires et de l'union centrale ?

Tels sont les problèmes juridiques que soulève l'introduction en France de l'assurance patronale contre la grève.

CHAPITRE I

LE CADRE JURIDIQUE DE L'ASSURANCE CONTRE LA GRÈVE EN FRANCE

L'assurance contre la grève suppose, tout d'abord, un lien contractuel qui unisse les industriels disposés à se garantir réciproquement contre les conséquences pécuniaires des grèves injustes.

Ce lien, suivant la façon dont il sera compris, sera rattaché à des catégories légales différentes, dont chacune possède des règles propres, obligatoires pour ceux qui viennent s'y ranger.

Les organisations patronales d'assurance contre la grève peuvent être, soit des syndicats, soit des associations, soit de véritables sociétés d'assurance mutuelle, suivant qu'elles observeront les dispositions, de la loi du 21 mars 1884, de la loi du 1^{er} juillet 1901 ou du décret du 22 janvier 1868.

Reste à examiner laquelle de ces formes peut offrir à l'assurance contre la grève le cadre le plus commode.

§ I. — **La loi du 21 mars 1884.**

Peut-on réaliser l'assurance contre la grève sous la forme d'un syndicat professionnel?

A certains égards, la loi de 1884 peut paraître utilisable et s'adapter au dessein poursuivi. Un groupement patronal d'assurance contre la grève se propose en effet un des objets que l'article 3 de la loi assigne aux syndicats professionnels : « La défense des intérêts économiques et industriels ». La lutte contre les grèves injustes, la réduction de leur nombre ou de leur durée, intéressent au plus haut point, non seulement une entreprise en particulier, mais la prospérité même de l'industrie et du commerce d'un pays. La formule de l'article 3 est donc assez large pour autoriser des syndicats d'assurance contre la grève.

Sous condition d'une formalité peu gênante, le dépôt des statuts à la mairie, ou à la préfecture de la Seine, avec l'indication des administrateurs ou directeurs, ces syndicats jouiraient d'une capacité suffisante et des avantages que donne la personnalité morale : droit d'ester en justice, de recueillir sans limite des cotisations, de les employer. L'incapacité partielle en matière d'acquisitions immobilières ⁽¹⁾, n'aurait pour eux aucun inconvénient, non plus que la prohibition, d'ailleurs douteuse, d'acqué-

(1) D'après l'art. 6, alinéa 2, les syndicats professionnels ne peuvent acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

rir à titre gratuit ⁽¹⁾, un syndicat, qui pratiquerait l'assurance contre la grève, ne serait pas destiné à faire des placements immobiliers, ni à recevoir des dons et legs.

A d'autres points de vue, la loi de 1884 entraverait l'application de l'assurance contre la grève.

Les syndicats, d'après l'article 2, comme aussi les unions de syndicats (art. 5), sont des groupements uniquement corporatifs; ils ne peuvent se former qu'entre individus « exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes »; leur définition même exclut toute autre base que la base professionnelle. Or, si, en général, les patrons ont intérêt pour lutter contre la grève à s'unir entre eux dans la même branche d'industrie, ils peuvent trouver avantage, en certains cas et en certains lieux, à former des unions régionales englobant l'ensemble des industries dans un cercle territorial déterminé. En Allemagne, où les préférences vont à l'union

(1) D'excellents arguments appuient la prétention des Syndicats à la capacité d'acquérir à titre gratuit. D'après l'article 908 du Code civil, la capacité est la règle; or, la loi de 1884 ne contient aucune disposition restrictive. On en veut voir une dans l'article 8 qui prononce la nullité des « biens acquis contrairement à l'article 6 »; ces biens seraient tous ceux qui ne proviennent pas des cotisations, seul revenu autorisé. Mais cette interprétation est arbitraire; la seule prohibition de l'article 6 sanctionnée par l'article 8 vise certaines acquisitions immobilières; l'article 6 autorise donc toutes les acquisitions, sans en limiter les moyens aux seules conditions. En ce sens, R. JAY, *La personnalité civile des syndicats professionnels*, Grenoble, Drevet, 1888, p. 20 et suiv. — E. TISSIER, *Dons et legs aux établissements publics ou d'utilité publique* (Dupont, 2^e édit., 1896), t. I, p. 417 et suiv. — Tribunal civil de la Seine, 3 août 1899, S. 1900. 2. 54, Syndicat professionnel des fabricants de bronze contre curateur à succession vacante, Vogien; Tribunal civil de la Seine, 16 juillet 1896, S. 1899. 2. 221, Chambre syndicale des patrons tapisseries contre consorts Montchaussée.

professionnelle, il existe aussi des unions régionales, en Saxe et à Hambourg, par exemple, et parfois elles correspondent, mieux que la première, aux besoins de l'industrie. La loi de 1884 les empêcherait de se constituer sous cette forme.

Quant à l'union centrale, qui joue à l'égard de ces unions du premier degré un rôle que nous aurons plus loin à définir, et qui est celui d'une sorte de réserve de deuxième ligne, elle doit forcément englober les industries les plus diverses, qu'elles soient ou non réunies au premier degré dans des syndicats purement professionnels.

L'obstacle ne serait peut-être pas insurmontable et l'assurance contre la grève pourrait à la rigueur se plier à ces exigences légales, en renonçant aux avantages d'une union centrale et d'unions primaires régionales.

Mais la loi de 1884 renferme des dispositions plus gênantes.

L'article 7 consacre le droit pour tout syndiqué de se retirer à tout instant de l'association, malgré toute clause contraire, sauf paiement de la cotisation de l'année courante.

Une pareille instabilité dans les engagements serait inacceptable.

De plus, MM. Lyon-Caen et Renault⁽¹⁾ soutiennent que les syndicats ne peuvent se constituer en sociétés d'assurance mutuelle, sans se conformer au décret du 22 jan-

(1) *Traité de droit commercial*, 3^e édit., t. II, p. 816, n° 971 bis.

vier 1868. Le législateur a établi pour ces sociétés une réglementation spéciale, à raison des dangers que la liberté lui a paru comporter en cette matière; ces dangers existent aussi bien quand les mutualistes sont des syndiqués.

L'opinion contraire a pour elle l'autorité de M. Waldeck-Rousseau, l'un des principaux auteurs de la loi du 21 mars 1884. L'assurance, dit-il⁽¹⁾, rentre dans les objets en vue desquels la loi de 1884 permet de former des syndicats; ce serait détruire cette loi que de soutenir qu'elle ne se suffit pas à elle-même.

Quoi qu'il en soit, la possibilité d'une telle discussion oblige l'assurance contre la grève à chercher une autre forme, qui lui offre la sécurité indispensable à l'existence.

(1) La consultation de M. Waldeck-Rousseau et l'opinion de M. Lyon-Caen sont rapportées par M. le comte de Rocquigny, à propos de syndicats d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, pour lesquels la question s'était posée. — DE ROCQUIGNY, *L'assurance mutuelle du bétail* (A. Rousseau, 1898), p. 99 et suiv. — La loi du 4 juillet 1900 a mis fin à cette controverse. A côté de certaines faveurs fiscales, elle affranchit « les Sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et qui en fait ne réalisent aucun bénéfice... des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 relatifs aux sociétés d'assurance. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ».

Mais ces faveurs ne s'étendent ni aux sociétés d'assurances mutuelles non agricoles, ni aux mutuelles agricoles qui ne sont pas gérées ou administrées gratuitement. A leur égard, la controverse ancienne peut renaître, bien que les termes en semblent modifiés par l'existence de cette loi exceptionnelle du 4 juillet 1900 qui, créant une situation privilégiée à certaines mutuelles agricoles, suppose ainsi pour les autres une règle générale.

§ II. — La loi du 1^{er} juillet 1901.

Au premier abord, l'association paraît une forme juridique appropriée à l'organisation de l'assurance patronale contre la grève.

La définition que l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 donne de l'association, en excluant tout but lucratif, n'interdit pas la « convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettraient en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité » en vue d'éviter les pertes et de réparer les dommages que certaines d'entre elles pourraient subir. Aux yeux de certains auteurs, les mutualités d'assurance seraient même plutôt des associations particulières que de véritables sociétés civiles ou commerciales. Ainsi que le dit M. A. Tissier ⁽¹⁾ « on ne retrouve dans les mutualités d'assurances ni l'une ni l'autre des deux conditions que le Code civil paraît considérer comme essentielles pour qu'il y ait société... Une mutualité d'assurance n'implique pas nécessairement l'existence d'un fonds commun ; d'autre part, et surtout elle est exclusive de l'idée de bénéfices à réaliser et à partager entre les associés ».

Il en serait ainsi dans l'assurance contre la grève : la cotisation que paie chaque membre est destinée à couvrir avec exactitude, sans excédent, sa quote-part dans le

(1) Note sous Cass., 6 mars 1899 (S. 1900. 1. 33). Compagnie d'assurance terrestre, « la Mutuelle agricole du Nord », contre Fostier Leclerc.

chiffre global d'indemnités dont l'allocation ne constitue pas un partage des bénéfices.

L'article 3 donne à l'association dite *déclarée la petite personnalité* ; moyennant une déclaration préalable à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle siège, l'association déclarée peut, aux termes de l'article 6, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations de ses membres, le local destiné à son fonctionnement, les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement de son but. A quelques détails près, elle possède la même capacité qu'un syndicat professionnel.

L'associé, comme le syndiqué, peut se retirer, en tout temps, de l'association et nonobstant toute clause contraire, après paiement des cotisations échues et de l'année courante. L'article 4 de la loi du 1^{er} juillet 1902 est conçu dans des termes identiques à ceux de l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 et entraîne pour le fonctionnement de l'assurance contre la grève, les mêmes inconvénients.

Mais l'obstacle décisif est la limitation qu'établit l'article 6 pour le taux de la cotisation, qui ne peut dépasser 500 francs. Cette disposition rend inutilisable par l'assurance contre la grève la loi de 1901. Elle fermerait à la grande et à la moyenne industrie l'accès des associations d'assurance. Au taux assez faible, adopté en Allemagne pour la prime d'assurance, de 1 0/00 (1 pour mille) des salaires, cette somme de 500 francs représenterait une entreprise payant annuellement 500.000 francs de salaires,

c'est-à-dire employant 250 ouvriers gagnant 2.000 francs par an.

En France où les préférences paraissent aller à des primes plus élevées, l'association d'assurance ne serait plus accessible qu'aux très petits industriels, ayant par exemple 17.000 francs environ de frais généraux, si la prime est de 30 francs pour 1.000 francs de frais généraux assurés.

Or, si les petits patrons sont appelés à recueillir de l'assurance des bienfaits plus considérables que les grands industriels, encore faut-il que ceux-ci puissent se solidariser avec eux dans une action commune et prendre leur part des dommages de grève.

Enfin, et bien que la question ne semble pas s'être posée en pratique, comme à propos de la loi du 21 mars 1884, il est douteux qu'on puisse réaliser une assurance mutuelle sous une forme qui n'ait pas été créée pour elle. Les objections de MM. Lyon-Caen et Renault, que nous indiquions plus haut, gardent la même valeur, et la légalité des associations d'assurance mutuelle est aussi incertaine que celle des syndicats. Il est donc plus sûr d'adopter résolument la forme spéciale créée par le décret du 22 janvier 1868.

§ III. — Le décret du 22 janvier 1868.

Le décret du 22 janvier 1868, dont le titre I complète, en ce qui concerne les sociétés d'assurance à pri-

mes, la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, contient, dans son titre II, la charte de l'assurance mutuelle.

Les sociétés d'assurance mutuelle étaient, avant la loi du 24 juillet 1867, soumises à l'autorisation du Gouvernement qui n'a été maintenue que pour les assurances sur la vie (art. 66). Elles vivent, depuis le décret du 22 janvier 1868, sous le régime de la liberté réglementée. Les dispositions du décret sont impératives et toute société est contrainte de s'y conformer.

Sous cette forme spéciale que la loi lui impose, comment se comportera une société d'assurance mutuelle contre la grève?

Elle ne sera pas une société véritable, civile ou commerciale, puisqu'elle ne se propose pas la réalisation de bénéfices, mais bien plutôt une association d'un genre spécial avec des règles particulières⁽¹⁾. Mais aura-t-elle la personnalité morale? MM. Lyon-Caen et Renault⁽²⁾ la lui refusent, comme à toute association non déclarée d'utilité publique, ou pour laquelle il n'existe pas un texte spécial. Cette argumentation, exacte avant 1901, nous paraît, quant à présent, affaiblie par la loi du 1^{er} juillet 1901, qui a changé l'esprit de la législation en matière d'association et de personnalité juridique.

(1) En ce sens : MM. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité*, t. II, n° 931, p. 800; PLANIOL, *Traité élémentaire du droit civil*, t. II, n° 2037, p. 620; THALLER, *Traité*, n° 729, p. 388; HOUPIIN, *Traité des sociétés*, t. I, n° 60, p. 49. — Voir plus haut, la note de M. TISSIER, sous Cassation, 6 mars 1899.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité*, t. II, n°s 137 et s., p. 112.

La personnalité morale n'est plus comme sous l'ancien droit, une création purement arbitraire du législateur; moyennant une formalité très simple elle devient l'attribut commun à toute volonté collective. Il serait bizarre qu'une simple association déclarée jouît d'une capacité qui serait refusée à des associations aussi étroitement réglementées que les assurances mutuelles. Aussi l'opinion de M. Houpin⁽¹⁾ qui leur reconnaît la personnalité juridique nous semble, en dehors de ses incontestables avantages pratiques⁽²⁾, préférable en théorie, bien que les arguments de texte sur lesquels elle s'appuie et que combattent MM. Lyon-Caen et Renault ne soient peut-être pas irréfutables.

Le décret du 22 janvier 1868, titre II, répartit en six sections les règles applicables aux sociétés d'assurance mutuelle. L'analogie de ces dispositions avec celle de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes est frappante : les mêmes formalités constitutives et les mêmes organes administratifs s'y retrouvent.

Les conditions légales nécessaires pour arriver à la constitution définitive peuvent être ramenées à six.

(1) HOUPIN, *Traité des sociétés*, t. I.

(2) Le principal inconvénient de la théorie de MM. Lyon-Caen et Renault serait l'obligation de faire figurer dans les actes de procédure le nom de tous les mutualistes. Il est vrai, ainsi que le remarquent les savants auteurs, qu'une clause des statuts peut autoriser le directeur à agir au nom de tous contre les mutualistes qui liés par des statuts, ne peuvent invoquer le défaut de personnalité. Mais dans les procès, d'ailleurs assez rares, avec les tiers, qui n'ont pas renoncé à se prévaloir de la maxime « nul ne plaide par procureur », l'association ne peut se faire représenter par un directeur.

I. — *Rédaction du projet de statuts.*

Les fondateurs qui prennent l'initiative de former une société d'assurance mutuelle rédigent d'abord, par acte authentique ou sous-seing privé, fait en double original, quel que soit leur nombre, le *projet de statuts*. Aux termes de l'article 9, ce projet contient certaines indications nécessaires, entre autres : 1° l'objet, la durée, le siège, la dénomination de la société et la circonscription territoriale de ses opérations; 2° le tableau de classification des risques, les tarifs applicables à chacun d'eux et les formes suivant lesquelles ce tableau et ces tarifs peuvent être modifiés (art. 9, §§ 1 et 2).

II. — *Réunion du nombre d'adhérents et du chiffre de valeurs assurées au-dessous desquels la société ne peut être constituée* (art. 9, § 3).

Ces deux quantum doivent être fixés, par le projet de statuts, à un chiffre assez élevé pour donner à la société nouvelle une base large et solide. C'est, pour l'assurance mutuelle, la condition symétrique qui rappelle la souscription intégrale du capital social exigée dans la société anonyme. Il n'y a pas, dans une mutuelle, de capital préexistant : le but social, auquel ce capital est affecté dans la société anonyme, est rempli ici par la promesse d'indemnisation réciproque, que se font les adhérents en signant les listes préparées à cet effet, en tête desquelles doit être inscrit le texte entier du projet de statuts (art. 10).

III. — *Versement d'une portion de la contribution de la première année* (art. 9, § 3).

La quotité de ce 1^{er} versement, que doit effectuer chacun des adhérents, est fixée arbitrairement par le projet de statuts. Cette disposition n'a pas ici la même importance que l'obligation, pour les souscripteurs d'actions, de libérer leurs titres du 1/4. Le trafic des « *coureurs de primes* » n'est pas à craindre dans une société d'assurance mutuelle. Ce versement a toutefois l'avantage de mettre à la disposition de la société, à ses débuts, les ressources nécessaires à l'achèvement des formalités constitutives et, dès l'origine, fait sentir aux adhérents le poids des charges sociales.

IV. — *Déclaration notariée des adhésions et versements.*

Lorsque les conditions précédentes ont été remplies, les fondateurs le constatent par une déclaration devant notaire (art. 11). A cette déclaration sont annexés : 1^o la liste nominative des adhérents et le montant des valeurs assurées par chacun d'eux ; 2^o l'un des doubles, ou une expédition de l'acte primitif ; 3^o l'état des versements effectués.

V. — *Vérification en assemblée générale de la sincérité de la déclaration notariée des adhésions et versements.*

C'est la première fonction de l'assemblée générale constitutive. Elle aura aussi à vérifier les avantages particuliers qui pourraient être octroyés aux fondateurs, puisque le

décret n'organise aucune formalité spéciale à cet objet, comme la loi de 1867 (art. 4 et 24) et qu'il n'y a pas lieu de les compléter l'un par l'autre, le décret se suffisant à lui-même ⁽¹⁾.

VI. — *Nomination en assemblée générale des premiers fonctionnaires sociaux.*

La même assemblée générale élit les membres du premier conseil d'administration et les commissaires des comptes. Le procès-verbal de la séance constate leur acceptation.

La société est alors définitivement constituée pourvue des organes chargés du contrôle et de la gestion de ses affaires: Dans le mois de la constitution de la société, l'acte social doit être déposé au greffe de la justice de paix et s'il en existe, du tribunal civil du lieu. Un extrait du même acte est dans le même délai inséré dans un journal d'annonces légales.

Administration de la société.

Le conseil d'administration élu par l'assemblée générale se compose de membres élus pour six ans au plus parmi les mutualistes ayant une certaine somme statutaire de valeurs assurées. Les statuts déterminent ses fonctions. D'ordinaire, il aura pour principale mission d'autoriser, pour les actes les plus importants, le directeur

(1) En ce sens, LYON-CAEN et RENAULT, *Traité*, t. II, n° 941, p. 805.

choisi par lui ou élu par l'assemblée générale. Il délibère sur toutes les affaires sociales et statue notamment sur les actions judiciaires à introduire, les compromis, transactions, achats, ventes, emprunts, placements des fonds disponibles.

Le directeur est le véritable agent exécutif. Il entre dans tous les détails de l'administration, surveille la tenue des livres, est chargé de la délivrance des adhésions-police, qu'il peut et doit refuser aux mauvais risques, de la correspondance, des rapports avec les autorités et d'une façon générale, de tous les actes et opérations relatifs à l'objet de la société.

Le contrôle est exercé par l'assemblée générale, au moyen des commissaires des comptes qu'elle désigne chaque année. Elle se compose, soit de tous les mutualistes ayant un certain minimum des valeurs assurées, soit des plus forts assurés en nombre limité. Chaque année, elle doit être réunie au moins une fois, à l'époque fixée par les statuts, pour l'approbation du bilan et des comptes. A cet effet, les commissaires prennent connaissance des livres de la société, des états semestriels, de l'inventaire annuel, du compte détaillé des recettes et des dépenses et du montant des sinistres et présentent leur rapport à l'assemblée générale. L'assemblée générale délibère sur les modifications à apporter aux statuts, la prorogation ou la dissolution de la société. Elle doit alors être composée, comme l'assemblée générale constitutive, de la moitié au moins des membres ayant le droit d'y assister; sinon

elle ne peut prendre qu'une décision provisoire ; dans ce cas, une nouvelle assemblée est convoquée, un mois au moins avant sa réunion. Les résolutions adoptées font l'objet de deux publications successives à huit jours d'intervalle dans un journal d'annonces légales ; elles deviennent définitives si elles sont approuvées par la nouvelle assemblée composée du cinquième au moins des sociétaires ayant le droit d'y assister (art. 19, § 2).

Formation de l'engagement social.

Les mutualistes sont de véritables associés, participant aux chances bonnes et mauvaises de la société. Le contrat qu'ils signent est plus qu'une simple police, c'est un contrat d'adhésion aux statuts, dont la remise doit être expressément constatée (art. 28). Dans la société anonyme d'assurances à primes fixes, la police règle les conditions d'assurances entre la société, d'une part, et le signataire de l'autre et les statuts forment l'acte social conclu entre les seuls actionnaires. Dans l'assurance mutuelle, l'adhérent entre à la fois comme assureur et comme assuré et les statuts constituent le véritable contrat, dont la police lui fait une application particulière.

Les associés ni la société ne peuvent se lier pour une période supérieure à cinq années. Tous les cinq ans, ils ont le droit de rompre le contrat, en se prévenant six mois à l'avance.

D'après l'article 26, « toute modification aux statuts relative à la nature des risques garantis et au périmètre de

la circonscription territoriale donne de plein droit à chaque sociétaire la faculté de résilier son engagement ». Des modifications de cette nature peuvent, en effet, aggraver considérablement les obligations de l'assuré.

La police contient les conditions spéciales de l'engagement; sa durée, les clauses de résiliation et de tacite reconduction, de suspension et de déchéance, et prévoit les cas de non-paiement de la cotisation, de cessation d'industrie, de mutation, de décès.

De la cotisation et des fonds sociaux.

Chaque associé est tenu de contribuer au paiement des sinistres dans la mesure de son intérêt. En théorie, le règlement des sinistres devrait n'avoir lieu qu'en fin d'exercice; le montant total de la somme nécessaire à les couvrir n'est connu qu'à ce moment et peut être réparti entre tous les mutualistes qui supportent, suivant les années, une quote-part plus ou moins forte. La société n'aurait ainsi aucun fonds à gérer, puisque les sommes qu'elle percevrait seraient aussitôt attribuées aux sinistrés.

La pratique a révélé l'inconvénient de cette organisation rudimentaire qui, indépendamment du retard dans le paiement des indemnités, expose les associés à des contributions souvent très élevées et parfois ruineuses. Sans doute, la variabilité de la cotisation est de l'essence de la mutuelle ⁽¹⁾, mais sans prétendre à la fixité, on peut évi-

(1) « Le signe de la mutualité [qui est la variabilité] peut se rencontrer dans le quantum variable des indemnités, aussi bien que dans celui des co-

ter les écarts trop grands et trop brusques. Il suffit d'établir un maximum de contribution, au delà duquel les mutualistes ne seront pas tenus de garantir leurs co-associés. De la sorte, au moment du contrat, chacun connaît l'étendue-limite de son engagement. D'autre part, la société exigera d'eux le versement anticipé, antérieur à la fin de l'exercice, d'une portion de la contribution maxima dont ils sont passibles. Le total de ces sommes forme le *fonds de prévoyance* : il permet de faire face aux dépenses courantes, de consentir aux sinistrés des avances à valoir sur l'indemnité totale que le règlement leur reconnaîtra.

Le surplus de la contribution maxima reste soumis à une sorte d'appel de fonds, et forme le *fonds de garantie*. Ce fonds de garantie est le seul qui corresponde entièrement à la théorie de la mutuelle; il pourrait n'en pas exister d'autres; c'est le seul essentiel. L'article 32 du décret autorise la formation d'un *fonds de réserve*, dont le rôle est de suppléer à l'insuffisance de la cotisation annuelle, et permet ainsi une certaine égalisation des indemnités,

tisations recueillies ». Cour de Bordeaux, 28 mai 1901, Compagnie d'assurances mutuelles « la Caisse centrale » contre Luquès, S. 1903, 2. 33.

Mais « l'assurance perd son caractère de mutualité si, la prime étant fixe, la Compagnie s'oblige à la réparation intégrale du sinistre subi par l'assuré. Un tel contrat implique un but de spéculation. Il fait à l'assuré une situation fixe et indépendante de tous autres intérêts ». Grenoble, 31 mai 1904, Compagnie d'assurance contre les accidents « l'Industrie française » contre Société des mines de Notre-Dame de la Vaulx, Sirey, 1906, 2. 12. — En ce sens, Trib. de comm. de la Seine, 12 décembre 1889, *Moniteur des assurances*, 1890, p. 41; *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} janvier 1890.

en reportant les excédents d'un exercice sur l'autre. Il se compose des économies faites chaque année sur les contributions qui alimentent le fonds de prévoyance. Son montant est fixé tous les cinq ans par l'assemblée générale, malgré toute disposition contraire des statuts.

Règlement des sinistres.

Lorsqu'un sinistre se produit, lorsqu'une grève éclate, l'intéressé doit en faire la déclaration à la société, dans la forme et le délai prescrits par les statuts.

L'estimation de chaque sinistre, aux termes de l'article 35 du décret, est faite par un agent de la société, ou tout autre expert désigné par elle, contradictoirement avec l'assuré ou un expert choisi par lui. En cas de dissidence, il en est référé à un tiers expert, désigné, à défaut d'accord entre les parties, par le président du tribunal civil du siège social.

Un règlement provisoire peut avoir lieu aussitôt, au moyen des ressources du fonds de prévoyance.

A la fin de l'année, il est fait un règlement général et définitif des sinistres à la charge de l'assuré, et chaque ayant droit reçoit le solde de l'indemnité réglée à son profit.

En cas d'insuffisance des fonds de prévoyance et de garantie, c'est-à-dire, lorsque le total des contributions maxima aura été versé en indemnités, il sera fait appel au fonds de réserve; mais le prélèvement par exercice ne peut en excéder la moitié. Enfin, si le chiffre des sinistres reste

supérieur aux ressources, l'indemnité de chaque ayant droit est réduite au centime le franc. C'est la conséquence inévitable de la détermination d'un maximum dans le taux de la contribution.

Telle est la forme légale sous laquelle, en France, l'assurance contre la grève est appelée à vivre. L'ensemble des dispositions du décret du 22 janvier 1868 constitue beaucoup moins une règle impérative qu'un modèle et un guide dans la rédaction des statuts. Aussi les unions patronales de défense n'ont-elles pas eu de peine à s'adapter au type légal. Elles peuvent s'organiser, et en fait elles s'organisent, sous la forme juridique de l'*assurance mutuelle*. Elles trouvent dans le décret de 1868 un code de règles très sages, qu'elles peuvent observer sans grande gêne; elles évitent ainsi l'arbitraire et l'imprécision de l'*assistance* que la loi allemande a imposé presque partout aux industriels soucieux d'échapper au contrôle excessif qu'elle établit.

En conformant les statuts aux dispositions du décret de 1868, les industriels peuvent fonder une société d'assurance mutuelle contre la grève, soit régionale, soit professionnelle. Cette société restera-t-elle autonome ou s'affiliera-t-elle à une société centrale, dans une organisation hiérarchique analogue à l'organisation allemande? Cette question fera l'objet d'un chapitre ultérieur⁽¹⁾.

(1) Voir chapitre IV.

CHAPITRE II

DÉTERMINATION DU RISQUE ET ÉVALUATION DU DOMMAGE DE GRÈVE. — COTISATION ET INDEMNITÉ

Le risque, la prime ou cotisation ⁽¹⁾ et l'indemnité sont trois notions corrélatives. La prime est en rapport avec l'étendue et la probabilité du risque ; elle en indique les chances et l'importance possibles.

L'indemnité couvre le risque réalisé, ou sinistre. Le risque prévu est la mesure de la prime, comme celle-ci est la traduction numérique du risque et le sinistre la mesure de l'indemnité.

Le risque est la donnée essentielle à connaître puisque la prime et l'indemnité se déterminent en fonction de son importance et toute application nouvelle de l'assurance doit débiter par l'étude du risque qu'elle se propose de combattre.

(1) Le terme « *prime* » désigne, dans l'assurance à primes fixes, la somme payée par les assurés, tandis que les mots *cotisation* et *contribution* sont réservés à l'assurance mutuelle.

Si, en théorie, le risque de grève est susceptible d'assurance ⁽¹⁾, encore faut-il le définir, analyser les éléments des dommages qu'il cause, prévoir ainsi les indemnités probables et fixer en conséquence la cotisation nécessaire.

Le risque de grève n'est pas un risque simple dans ses causes, ni dans ses résultats. La grève est le produit de tant de causes morales et économiques, que les prévisions, même basées sur la statistique ⁽²⁾, restent toujours très incertaines et que la classification du risque est presque impossible. Les dommages qu'elle engendre sont aussi difficiles à connaître qu'à évaluer.

Le dommage de grève est, en effet, le total d'éléments forts divers et fort complexes ; il ne s'extériorise pas dans une apparence tangible, qui tombe aisément sous les sens ; il ne s'analyse pas toujours dans une disparition ou une destruction matérielle de valeur ou de richesse, comme en cas de grêle, d'incendie ou de mort. La grève éclate ; la grève prend fin ; quelles pertes fait-elle subir à l'industriel et comment en évaluer le montant pour calculer l'indemnité ?

§ I. — **Appréciation directe du dommage de grève.**

Le procédé le plus simple en apparence pour évaluer le dommage de grève serait d'examiner, après chaque

(1) Voir plus haut, 1^{re} partie, ch. I, § 1, où cette question a été examinée.

(2) Voir plus haut, 1^{re} partie, ch. I, § 3.

conflit, ce que l'industriel atteint a pu perdre à l'interruption de travail. Des délégués de la Société, à l'exemple des inspecteurs d'assurance-incendie, iraient sur les lieux, s'entoureraient de tous renseignements nécessaires, consulteraient les livres de l'intéressé, en un mot se livreraient à *l'appréciation directe* du dommage subi.

Très compliquée, cette méthode offrirait de multiples inconvénients. Ses résultats seraient très incertains et risqueraient fort de ne pas laisser apparaître le chiffre exact du dommage.

Comment s'analyse le dommage de grève? Ce n'est pas en général, un dommage positif, comme la disparition d'une valeur connue. Le matériel d'usine peut bien être détruit par la malveillance; mais ce dégât a sa cause dans l'émeute et la violence, qui accompagnent trop souvent la grève, et non dans l'interruption seule du travail : il faut en accuser les grévistes et non la grève elle-même. D'ailleurs, si la destruction est l'œuvre du feu, l'indemnité n'incombera pas à l'assurance contre la grève, mais à l'assurance-incendie⁽¹⁾. Ce qu'il faudrait donc déterminer avec

(1) Les dégâts matériels, autres que l'incendie peuvent être couverts par une assurance particulière. Une société spéciale s'est constituée à Roubaix en 1904, sous le nom de *Mutuelle du commerce et de l'industrie*, en vue de « faire toutes les opérations d'assurance ou de réassurance ayant pour objet de garantir les biens meubles et immeubles contre les dégâts ou dommages matériels pouvant provenir des faits d'émeute, ainsi que le risque d'occupation militaire en temps de troubles, dans le cas où ce risque ne serait pas couvert par les Compagnies d'assurance contre l'incendie » (art. 6 des Statuts). La Société est subrogée aux recours de l'associé soit contre ses assureurs ordinaires, soit contre les pouvoirs publics (les art. 106 et s. de la

précision, ce sont les conséquences pécuniaires du chômage forcé. Sans travail, l'ouvrier perd tout son salaire ; mais, pour un patron, les pertes résultant du chômage ne se réduisent pas à un élément unique. Son matériel se détériore dans l'inaction et faute d'entretien, les hauts-fourneaux, à la longue, finissent par s'éteindre, ce qui entraîne leur démolition, à cause de la fonte figée en un grand *loup*, les stocks des marchandises s'avarient ; la production est interrompue ; les commandes inexécutées l'exposent à l'application de clauses pénales ; sa clientèle est souvent obligée de s'adresser ailleurs et ne revient pas toujours ; il n'acquiert pas de nouveaux clients ; et la concurrence a beau jeu ; les frais généraux continuent de courir sans être couverts par les bénéfices légitimes d'une exploitation normale : l'entreprise entière est en péril. Cette situation s'aggrave encore, si, pour éviter la ruine prochaine, l'industriel consent à ses ouvriers des condi-

loi municipale du 5 avr. 1884 édictent en effet la responsabilité des communes). La Société n'est responsable que des dommages matériels et n'assure pas contre les conséquences indirectes du sinistre, telles que changement d'alignement, défaut de location et de jouissance, résiliation de baux, chômage. Un tableau de classification de risque répartit les associés en trois classes payant des cotisations différentes suivant que les valeurs assurées sont situées dans une localité protégée par une garnison permanente, ou dans une localité de plus de 5.000 habitants sans garnison, mais protégées par la présence de la gendarmerie, ou que ces valeurs sont isolées ou situées dans une agglomération de moins de 5.000 habitants ou dans une localité non protégée par la présence de la gendarmerie. Le maximum de garantie est de 4 0/0 pour la première classe, de 5 0/0 pour la deuxième et de 6 0/0 pour la troisième. Cette société, dont le directeur, est M. Verspieren, a déjà acquis une grande extension ; au 31 mars 1906, le total des capitaux assurés dépassait 1.256 millions.

tions de travail et de salaire incompatibles avec la vitalité de l'entreprise, si la crainte de la grève parvient ainsi à fausser gravement le jeu des institutions économiques.

Mais tous ces éléments, qui concourent à former le dommage de grève, sont très difficiles à évaluer. Comment chiffrer, par exemple, le préjudice qui résulte de la perte de clientèle? Est-ce par le total des affaires qui étaient traitées, les années précédentes, avec les clients qui désertent? Mais les clients ne sont pas tous également fidèles et d'autres peuvent les remplacer. Pour la diminution, ou même la cessation totale de production, va-t-on comparer le chiffre des affaires dans la période de grève avec la moyenne correspondante des dernières années? Mais comment distinguer la part qui en revient à la grève de celle qui dérive d'une autre source, par exemple d'une crise concomitante! Lorsqu'un industriel était au-dessous de ses affaires, sur le point de faire faillite, quel dommage nouveau lui apporte la grève, et quelle indemnité lui allouer? Les inspecteurs, que la Société d'assurance contre la grève aurait chargés de ce soin, éprouveraient de grandes difficultés à remplir leur mission et à déterminer avec exactitude le montant du dommage de grève, tant sont nombreux et presque insaisissables les éléments qui le composent, tant sont prolongés et difficiles à prévoir les dommages à venir, soit pour le marché de la production (hauts-fourneaux engorgés, fours Martin à reconstruire), soit pour la reprise des affaires avec la clientèle.

De plus — et ce n'est pas le moindre inconvénient de ce procédé — les exigences d'un pareil examen obligeraient l'industriel à ouvrir le mystère de sa comptabilité, de ses livres et de sa correspondance, à dévoiler le secret de ses affaires, tout le mécanisme intérieur de sa maison. Aucun ne consentirait à un tel contrôle, trop voisin de l'inquisition, et poser sa nécessité serait condamner l'assurance contre la grève à l'avortement⁽¹⁾.

Il faut donc chercher une méthode d'évaluation plus appropriée au risque particulier qu'il s'agit de garantir.

§ II. — Évaluation forfaitaire.

L'appréciation du dommage ne pouvant avoir lieu par les procédés ordinaires de l'assurance, l'examen direct, il est donc indispensable d'établir à l'avance d'après quelles règles elle se fera, de quels éléments limitativement déterminés se composera le dommage, quels en seront les *indices*, en un mot quel *forfait* adopter pour la fixation de l'indemnité.

Car, du moment qu'on ne se livre pas à l'analyse détaillée de tous les éléments, dont le total forme le dommage de grève, l'estimation de ce dommage se réduit par là-même à un forfait.

(1) Cela est si vrai, qu'à notre connaissance, le droit accordé par les statuts de certaines Sociétés, au Comité central chargé de se prononcer sur la légitimité de la grève, d'en surveiller la marche et de contrôler, dans une certaine mesure, la conduite du patron, a paru à plusieurs industriels un motif suffisant pour refuser leur adhésion.

Toutes les sociétés allemandes l'admettent : elles promettent à l'industriel en grève une somme proportionnelle à l'*importance* et à la *durée* de l'interruption de travail, et l'indemnité n'a pas d'autre mesure que le nombre d'ouvriers en grève et de journées de grève. Le dommage de grève, sans qu'il soit tenu aucun compte des causes qui peuvent l'aggraver, est censé exactement défini par ces deux chiffres. Dans les Sociétés dont les membres appartiennent à une industrie qui produit de grandes quantités d'objets semblables, d'unités comparables, comme la brasserie ou les industries extractives, le dommage s'analyse dans la moins-production qui correspond à la période de grève ; c'est bien là toujours un forfait, puisque la grève peut causer d'autres préjudices, et que la moins-production peut avoir une autre origine.

Le forfait est inévitable, il s'impose.

Mais sa nécessité crée à l'introduction de l'assurance contre la grève en France un obstacle juridique très sérieux, que ne connaissent pas les sociétés allemandes. Presque aucune ne pratique, légalement sinon en fait, l'assurance au sens strict.

En France, il en est autrement : les sociétés patronales de défense contre la grève, trouvant dans le décret du 22 janvier 1868 un cadre commode, ont pu s'organiser sous la forme de sociétés d'assurance mutuelle véritables. Il leur faut donc se soumettre, tant à la législation du décret — et cette obligation ne leur crée aucune gêne —

qu'aux principes théoriques qui dominant l'assurance — et cela soulève de graves difficultés.

L'assurance, dans l'analyse la plus généralement admise, est un *contrat d'indemnité* ⁽¹⁾.

Son but est de réparer le préjudice causé par un sinistre, en remplaçant, dans le patrimoine de l'assuré, la valeur disparue et détruite : jamais l'indemnité qui, en cas d'assurance partielle, et par suite de l'application de la *règle proportionnelle* ⁽²⁾, reste en dessous de cette valeur, ne doit en dépasser le montant. En aucun cas, l'assurance ne doit procurer un *enrichissement*, qui serait à la fois immoral et dangereux.

Cette théorie entraîne comme conséquence la prohibition des polices dites sur *valeur agréée*, dans lesquelles la valeur de l'objet assuré est acceptée au moment du contrat, par l'assureur, qui s'interdit de procéder, après sinistre, à une expertise ayant pour objet de réviser l'évaluation primitive. Or la police sur valeur agréée n'est pas autre chose qu'un *forfait* et le forfait serait en opposition avec le principe essentiel de l'assurance ainsi définie.

(1) Voir les arrêts cités dans DALLOZ, *Répertoire*, v^o *Assurance*, n^o 13 et dans les *Pandectes françaises*, v^o *Assurance en général*, n^{os} 6, 9, 229.

(2) Les polices énoncent ainsi la règle proportionnelle : « S'il résulte de l'estimation de gré à gré ou de l'expertise que la valeur des objets assurés excédait, au jour du sinistre, la somme garantie par la police, l'assuré supporte comme étant son propre assureur pour cet excédent, sa part des dommages au marc le franc ». *Pandectes françaises*, v^o *Assurance contre l'incendie*, n^o 1478.

Mais une autre théorie, qui, si elle ne rallie pas la majorité de la doctrine, compte, parmi ses partisans, des jurisconsultes éminents⁽¹⁾, fait une analyse toute différente du contrat d'assurance.

Sans nier le rôle d'*indemnisation* que joue normalement l'assurance, M. Labbé conteste que sa fonction sociale s'y réduise exclusivement, il voit dans certaines de ses applications tout autre chose qu'un contrat d'indemnité et demande un élargissement dans la conception de l'assurance, pour faire rentrer tous ses modes et tous ses cas dans une formule agrandie.

La conception ordinaire est, en effet, trop étroite pour l'assurance-vie en particulier; on est alors obligé de créer pour elle une catégorie à part et elle apparaît comme une étrangeté dans la construction théorique de l'assurance.

(1) Cette théorie exclusive de l'assurance a été exposée par M. LABBÉ dans une note du Sirey. Cass. req., 19 janvier 1880, S. 1880. 1. 441, Chevallier c. Chayer.

M. CÉSAR VIVANTE (*Una nuova teoria dei contratti d'assicurazione*, trad. de M. YSEUX, *France judiciaire*, 1897, p. 345 et s.), critique de même la prétention de restreindre l'assurance dans les étroites limites d'un contrat d'indemnité. L'assurance, dit-il, procure, au cas où le risque se réalise le capital ou la rente dont l'assuré sent le besoin ou l'utilité, que ce capital lui permette de reconstruire sa maison, de doter un enfant ou de faire, après sa mort, une œuvre de bienfaisance : « Il n'est donc pas nécessaire que le cas fortuit, contre lequel on veut se prémunir en recourant à l'assurance, produise un dommage ou une perte pour le patrimoine de l'assuré. S'il est vrai qu'un grand nombre d'assurés recourent à l'assurance pour se mettre à l'abri des sinistres qui pourraient frapper leur patrimoine, on ne peut cependant prétendre que tout risque capable d'être assuré corresponde à cette conception étroite, sans exclure des contrats d'assurance, l'assurance sur la vie, dans laquelle toute recherche sur les conséquences économiques du sinistre est étrangère au contrat ».

L'assurance-vie n'est pas, et ne peut pas être, un contrat d'indemnité, sous peine de manquer au rôle que lui assigne l'intention des contractants. Un individu verse à une compagnie d'assurance les primes correspondant au capital qu'il veut obtenir ; à son décès prévu la Compagnie doit payer le capital stipulé au bénéficiaire désigné et celui-ci y a droit en totalité et en toute occurrence, que la mort du stipulant lui cause ou non un dommage. Le capital promis est fonction de la prime et la Compagnie est contrainte de payer la contre-partie de ce qu'elle a reçu, indépendamment de toute idée d'une perte subie ou d'un dommage à réparer. En fait, la crainte de l'événement de nature à causer un préjudice éventuel constitue le *motif* ou le *mobile* qui pousse le stipulant à contracter une assurance mais la perte n'est pas la *cause juridique* du contrat. L'assurance sur la vie ne répare pas une perte ; elle procure un capital dans une éventualité prévue, *et qui peut être ou n'être pas dommageable* ; elle est une « *capitalisation collective et aléatoire* » (1).

Cette analyse convient également aux autres applications de l'assurance : « Dans toutes les assurances, dit M. Labbé (2), le caractère commutatif se rencontre. Chaque partie fournit un équivalent, primes d'une multiplicité incertaine, d'une part, capital d'un chiffre certain, mais d'une exigibilité incertaine d'autre part. L'inégalité entre les prestations est compensée par une chance ».

(1) Note sous l'arrêt précité.

(2) M. PLANIOL, *Traité de droit civil*, 2^e édit., t. II, n^o 2179, p. 696.

Aussi M. Labbé, invoquant le principe de la liberté des conventions, réclame-t-il, pour les parties, à la condition de s'en expliquer de bonne foi, sans ambiguïté ni réticence, le droit de choisir l'une des deux combinaisons suivantes :

« L'assureur peut promettre la réparation du dommage qui serait éprouvé, rien de plus, rien de moins. Dans ce cas, les primes sont fixées d'après une estimation faite d'un commun accord, estimation qui n'est opposable ni à l'une, ni à l'autre des parties, ni comme un maximum, ni comme un minimum, quand il s'agit après le sinistre d'évaluer l'indemnité ».

« Les parties peuvent agir autrement et convenir qu'en cas de destruction de la chose assurée, l'assureur paiera une somme fixée à l'avance. Cette somme résulte d'une estimation à forfait qui, acceptée au début, échappe à toute contestation après l'événement, à moins qu'une fraude ne soit imputable à l'assuré ».

Cette distinction, basée sur l'intention des parties, coïnciderait, en général, avec celle des assurances de *choses* et de *personnes*, les premières où le dommage est la cause et la mesure de l'indemnité, les secondes correspondant à la deuxième combinaison où l'indemnité est proportionnelle aux primes payées et non au dommage subi.

Mais, tandis que la distinction en assurances de personnes et assurances de choses, a quelque chose de mécanique, il dépendrait de la volonté des contractants de choisir la clause la mieux harmonisée au but qu'ils désirent

atteindre et à la nature du risque qu'ils veulent garantir.

En fait, on peut trouver dans la pratique même des traces de cette théorie et il existe tel risque qui, sans pouvoir se classer dans les assurances de personnes, a été soumis à la règle du forfait : le risque *de chômage des capitaux immobiliers* (usines, maisons) après l'incendie qui les a détruits en tout ou en partie.

Certaines Compagnies se sont avisées, il y a quelques années, que l'incendie laissait souvent subsister certains dommages, à la vérité indirects, que l'indemnité ne couvrirait pas, lorsqu'elle représentait exactement la valeur disparue. Pendant toute la période de reconstruction ou de réparation, les capitaux immeubles restent improductifs. S'il s'agit d'une maison, la jouissance et la location en sont impossibles. Dans l'usine incendiée, les commandes ne peuvent être livrées, ni les marchés exécutés ; la clientèle s'éloigne ou se perd et les frais généraux continuent de courir dans cette phase de vie ralentie ou même interrompue.

Tous ces éléments totalisés constituent un préjudice très sérieux, indépendant de la destruction par le feu, bien qu'il en soit la conséquence, préjudice d'un caractère mixte, qui n'est ni tout à fait *moral* — puisqu'il se traduit par une perte positive — ni entièrement *matériel* — puisqu'il est distinct de la destruction — et que l'on pourrait qualifier d'« *immatériel* ⁽¹⁾ ». Ce dommage résulte du chô-

(1) Voir dans le *Moniteur des assurances*, 1885, p. 217, l'article de M. AMÉDÉE THOURET, sur l'*Assurance contre le chômage*.

mage des capitaux à la suite d'un incendie. Plusieurs Compagnies entreprirent de couvrir ce risque nouveau. Mais elles ne crurent pas que le dommage fût susceptible d'une évaluation facile et, pour couper court aux difficultés inextricables d'une expertise après sinistre, elles adoptèrent le principe d'une indemnité forfaitaire.

Elles comprirent le forfait de deux manières différentes. La Compagnie *La Foncière* fixait à l'avance à 10 0/0 du montant de la perte réelle incendie le taux de l'indemnité quelle qu'eût été la durée du chômage. Ce procédé mérite une critique très sérieuse ; il ne tend nullement à établir la proportionnalité désirable entre l'indemnité et le dommage, et l'assurance contre le chômage ainsi comprise n'est qu'un moyen indirect d'obtenir, moyennant une surprime, une majoration d'indemnité en cas d'incendie.

D'autres Compagnies, comme *La Renaissance*, fixaient l'indemnité à un tant 0/0 de l'indemnité d'incendie — c'était l'élément forfaitaire — mais une enquête ou plutôt une déclaration contrôlée, déterminait la durée du chômage : ainsi le forfait s'atténuait pour se rapprocher du dommage réel, qui ne pouvait s'évaluer directement.

L'assurance contre le chômage des capitaux ne semble pas avoir pris une grande extension ; elle apparaît trop comme l'accessoire ou le complément de l'assurance-incendie.

Quelles que soient les causes de ce médiocre succès, la correction de cette sorte d'assurance n'est pas douteuse. La Cour de cassation a reconnu « que la clause par

laquelle une Compagnie d'assurance et des assurés conviennent qu'en cas de chômage d'une usine par suite d'incendie, l'indemnité sera réglée à raison d'une somme préalablement déterminée par chaque jour de chômage, n'a rien de contraire à la loi et à l'ordre public ⁽¹⁾ ». D'autres décisions interprètent les clauses des polices et supposent la validité de l'assurance contre le chômage ⁽²⁾.

La jurisprudence a donc ainsi admis le principe d'une indemnité forfaitaire appliqué par la libre convention des parties à un risque que son caractère mixte empêchait de classer soit dans les assurances de personnes, où le préjudice est souvent moral, soit dans les assurances de choses, où la perte est matérielle, risque causant des dommages *immatériels*, dont l'évaluation offrait des difficultés ou des dangers insurmontables.

Avec l'appui de cette jurisprudence, on peut, reprenant la théorie ébauchée par M. Labbé, préciser et limiter les conditions dans lesquelles s'exerce le choix des parties entre les deux combinaisons de l'assurance : l'assurance-indemnité et l'assurance forfaitaire ⁽³⁾. Pour M. Labbé, ce

(1) Cassation, 3 mars 1879, Compagnie le Globe c. Chaumet, fils, Superville et C^{ie}, Dalloz, 1880. 1. 23.

(2) Bordeaux, 4 décembre 1877, Compagnie d'assurances le Globe c. Barbier, Sirey, 1878. 2. 74; Trib. de commerce de la Seine, 16 mai 1878, Veuve Delapchier et fils c. Compagnie la Caisse générale agricole, *Journal des assurances*, 1878, p. 423. L'arrêt rendu en appel par la Cour de Paris est du 12 mai 1880. Bonneville de Marsangy, *Jurispr.*, t. II, p. 616, *Journal des assurances*, 1880, p. 449.

(3) On pourrait dire également qu'il n'y a qu'une sorte d'assurances qui est un contrat d'indemnité, seulement que cette indemnité se règle tantôt

choix est entièrement libre, de sorte que le propriétaire d'une maison valant 100.000 francs pourrait stipuler une indemnité de 200.000 francs au cas d'incendie, sans que la Compagnie pût faire réduire la valeur agréée par elle.

En toute hypothèse, qu'il s'agisse d'une valeur facile ou impossible à déterminer, d'assurances de personnes ou d'assurances de choses, les parties sont autorisées à fixer à forfait ⁽¹⁾ la somme qui servira d'indemnité en cas de sinistre, somme en échange de laquelle sont versées des primes ou cotisations proportionnelles. En somme, M. Labbé autorise à la fois la *majoration* et le *forfait*. Ce régime ne serait pas sans danger.

Il y aurait des inconvénients sans compensation à permettre une évaluation excessive, une majoration conventionnelle des valeurs assurées, alors même qu'elle serait faite ouvertement et acceptée en toute connaissance de cause. Lorsque le dommage est purement matériel, donc facile à évaluer, l'assurance peut et doit viser à une réparation aussi exacte que possible. Ainsi en va-t-il ordinairement dans les assurances de choses. Au contraire, lorsque l'expertise après sinistre est par hypothèse impossible ⁽²⁾, un forfait soigneusement débattu entre les parties,

par expertise, tantôt à forfait. La question serait alors de savoir si les parties ont le choix entre ces deux modes de règlement.

(1) Il y a des valeurs de convenance personnelle dépassant la valeur vénale. Il en est sur lesquelles l'appréciation est arbitraire et variable à bref délai, comme les œuvres d'art dont le prix dépend souvent de la mode et de l'engouement. Dans ces cas, le forfait s'impose.

(2) L'expertise peut être impossible, soit en raison de la nature du risque

donne les meilleures garanties d'une assurance sérieuse et l'interdire serait proscrire les applications les plus populaires de l'assurance.

En conséquence, il nous paraît préférable de nous arrêter à une théorie de l'indemnité d'assurance qui, tout en prohibant les *majorations*, admettrait le *forfait* dans toute assurance où, sur l'exemple de l'assurance sur la vie, le dommage par son caractère moral ou immatériel serait d'une évaluation trop arbitraire. Lorsqu'il peut être connu, le montant du dommage réel doit être la mesure de l'indemnité; dans le cas contraire, une évaluation conventionnelle faite au moment où le contrat se conclut et qui, si elle supprime l'incertitude dans le montant de l'indemnité, oblige l'assuré au paiement des primes correspondantes, mérite moins le reproche d'arbitraire qu'une évaluation après sinistre; la Compagnie qui doit alors payer l'indemnité, sans espérer plus la contre-partie des primes, est toujours tentée de déprécier la valeur assurée et les éléments d'appréciation ne sont ni plus nombreux ni plus sûrs.

Ces deux principes ont inspiré les auteurs du projet de

— et ce serait le cas pour la grève — soit par suite de circonstances spéciales, lorsque les moyens d'estimation font défaut. Ainsi la jurisprudence a admis qu'en cas de destruction totale par un incendie des objets assurés et des écritures qui permettraient d'en reconstituer l'importance, il y a lieu « de s'en référer à la police dont les évaluations ont été acceptées par l'assureur et ont servi de base au paiement des primes ». Cour d'appel de Douai, 20 janvier 1895 et Cassation rej. 21 février 1898, Compagnie l'Union générale du Nord c. Leduc-Doniaux, D. 1903. 1. 483.

loi relatif au contrat d'assurance ⁽¹⁾. L'article 1, tel qu'il a été modifié par la commission parlementaire ⁽²⁾ débute par une définition qui englobe dans sa généralité toutes les formes de l'assurance :

« L'assurance est un contrat par lequel l'assureur s'oblige, moyennant une rémunération appelée prime ou cotisation, à certaines prestations au cas où se réaliseraient certaines éventualités relatives aux biens ou à la personne de l'assuré ».

Les articles suivants précisent la distinction entre les assurances de choses et les assurances de personnes.

Dans les premières, toute majoration de la valeur assurée est interdite par l'article 6 du projet de la commission (l'art. 8 du projet de loi ne contient pas les mots « relative aux biens »).

« L'assurance relative aux biens ne peut être qu'un contrat d'indemnité; elle ne doit pas placer l'assuré en cas de sinistre dans une situation pécuniaire meilleure que si aucun risque ne s'était réalisé ».

Dans les secondes, l'article 10 des deux projets, par

(1) Projet de loi relatif au contrat d'assurance présenté au nom de M. Emile Loubet, Président de la République française par M. Georges Trouillot, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Chambre des députés, n° 4918, huitième législature, session de 1904, annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 12 juillet 1904. Le rapport a été rédigé, au nom de la Commission extra-parlementaire, par M. Charles Lyon-Caen.

(2) Rapport fait, au nom de la Commission des assurances chargée d'examiner le projet de loi relatif au contrat d'assurance, par M. Guillaume Chastenet, député. Chambre des députés, n° 768, neuvième législature, session de 1907, annexe au procès-verbal de la séance du 18 février 1907.

dérogation au principe précédent, autorise l'indemnité fixée d'avance à forfait :

« ... En matière d'assurance sur la vie (assurance en cas de décès et assurance en cas de vie) les sommes assurées sont définitivement fixées par la police. La fixation des sommes assurées faite dans la police, ne peut non plus être contestée en matière d'assurances contre les accidents ».

Mais l'exception est introduite en des termes trop étroits, et trop nets, pour laisser place à une interprétation extensive; c'est le défaut de toute formule rigide de menacer les progrès futurs d'une institution, en l'immobilisant à un point précis de son histoire.

A côté des assurances de personnes, en dehors des assurances de choses, il existe pourtant des risques d'une nature toute spéciale qui débordent les cadres de cette classification. Quelles règles leur appliquer? Et si le forfait est la condition même de leur existence, va-t-on arrêter leur développement? Ce serait une erreur grave que d'imposer à toute application nouvelle de l'assurance les règles qui dominent les assurances déjà constituées. Ces règles ont été le fruit d'une élaboration séculaire : elles résument une évolution complète, elles se sont précisées avec les progrès de l'assurance maritime et de l'assurance contre l'incendie. Ces deux formes les plus anciennes n'auraient pu se constituer, si elles avaient trouvé à leur naissance les principes rigoureux dont elles s'accroissent actuellement et qui ne peuvent convenir qu'à un déve-

loppement achevé. Si actuellement, l'assurance, dans plusieurs de ses applications, vie, incendie, est parvenue à une précision scientifique, l'extension de son domaine n'est pas terminée; des risques nouveaux apparaissent dont l'exploration comporte des tâtonnements inévitables. Pendant cette période d'épreuve et d'apprentissage, il faut leur épargner le régime légal trop rude des institutions adultes, dont l'origine a connu les mêmes balbutiements. Aussi la souplesse des règles d'une coutume en perpétuel progrès convient-elle mieux à cette matière que la rigidité d'une codification. Le problème législatif de l'assurance est donc très délicat. En consacrant, pour l'assurance en général, les principes qui résument le stade final d'une évolution achevée dans certaines branches spéciales, la loi risque de mettre obstacle à des applications nouvelles ⁽¹⁾. Il lui faut donc intervenir avec une extrême prudence pour ne pas enfermer l'avenir mobile dans les cadres trop souvent étroits du passé.

L'assurance vit encore sous l'empire de la coutume; aucune entrave n'a été mise aux tentatives que la pratique imagine chaque jour. Certaines d'entre elles étaient, dès le principe, condamnées à l'avortement. Mais les échecs mêmes ont eu leur utilité; ils ont servi à élaborer la défi-

(1) Entre autres, l'assurance ouvrière contre le chômage qui rencontre, nous l'avons dit, les mêmes objections que l'assurance patronale contre la grève et s'inspire des mêmes principes.

nition du risque assurable, qui n'est pas encore parvenue à une précision suffisante.

L'assurance perdrait beaucoup à passer sous le régime légal que proposent les récents projets. Mais ces projets n'ont pas encore été soumis au vote parlementaire et l'ère des discussions efficaces est encore ouverte. On peut donc espérer qu'à la classification trop étroite des assurances de personnes et des assurances de choses, le législateur tout en laissant à l'assurance la définition de contrat d'indemnité, substituera le double principe qui lui correspond :

1° *Prohibition des évaluations excessives.* — Cette règle est faite évidemment pour les assurances où le dommage peut être exactement déterminé, c'est-à-dire, en général, pour les assurances de choses matérielles.

2° *Validité des évaluations forfaitaires, lorsque tout procédé direct d'estimation est impossible.* — Sous cette règle rentreraient, avec les assurances de personnes, où la convention est souveraine, toutes celles où le risque est encore indéterminé, ou le dommage impossible à déterminer.

Chacune de ces règles a son domaine propre : la notion de *forfait nécessaire* est exclusive de toute idée de majoration, puisque le forfait ne s'applique qu'aux risques inconnus et que toute majoration suppose une valeur connue.

Mais en attendant que le législateur s'arrête à un système plus ou moins large, l'assurance continue de vivre sous un régime où la règle du forfait paraît admise, toutes les fois qu'elle est nécessaire.

Actuellement l'assurance contre la grève peut donc se constituer sans choquer des principes d'ordre public.

Elle sera, comme les assurances de personnes, comme certaines assurances de choses, un contrat *d'indemnité à forfait*. Le dommage de grève est indéterminé et pour le moment indéterminable. Et pourtant, il existe, il ne peut être nié. L'industriel en grève, qui recevra une indemnité calculée sur certains indices faciles à observer et convenablement choisis, ne s'enrichira pas, surtout si le taux en est assez faible pour laisser toujours une part de la perte à sa charge.

Reste à examiner la base et le taux de l'indemnité forfaitaire qui sera payée à l'industriel en grève.

§ III. — Base et taux de l'indemnité.

Il existe deux sortes de forfait dans la détermination de l'indemnité d'assurance : le forfait *absolu* et le forfait *indiciaire*.

Le premier, en usage dans l'assurance sur la vie, consiste à fixer d'avance et arbitrairement la somme qui sera payée lorsque l'éventualité prévue se réalisera.

Le second tente de se rapprocher le plus possible de l'indemnité qui réparerait le dommage réel, si celui-ci pouvait être connu. Il consiste à faire choix de certains *indices*, qui servent de base à l'indemnité.

C'est ce système qu'emploiera l'assurance contre la grève, comme toutes les assurances où le dommage échappe à l'appréciation directe.

Certains éléments du dommage seront donc pris en considération, à l'exclusion de tous autres; ils serviront seuls au calcul de l'indemnité, en fonction de laquelle se détermine la cotisation, et qui laisse ainsi en dehors d'elle les autres causes possibles d'aggravation du préjudice.

En Allemagne⁽¹⁾, comme en France, le dommage de grève a paru consister surtout dans la perte sans compensation des frais généraux.

Les « frais généraux, dit M. Thaller⁽²⁾, se répartissent normalement sur une fabrication ininterrompue, chaque élément de production en prend sa part proportionnelle. Or, la surface de la production se restreint par le fait de la grève. Le manufacturier, au lieu de produire 10.000 pièces n'en a fabriqué que 5.000, la moitié. Il y a épargné le salaire correspondant au métrage que les ouvriers grévistes n'ont pas fait. Mais il n'y a pas épargné ses frais généraux qui auraient dû, sans la désertion temporaire de l'usine, se répandre et se distribuer sur une base deux fois plus large. Il est donc vrai de dire que le manufacturier a été lésé, puisque chacun de ses articles de fabrication a été frappé d'une charge double de celle qu'il aurait dû supporter et représente pour lui une déprécia-

(1) Tout au moins dans les sociétés qui appartiennent à l'Union des syndicats patronaux allemands et à l'Office central des syndicats patronaux allemands. Car dans la brasserie par exemple, l'assurance contre la grève n'est pas une assurance de frais généraux; l'indemnité a pour base la moins-production ou la mévente correspondant à la période de grève ou de boycott.

(2) THALLER, *L'assurance patronale contre la grève. Annales de droit commercial*, octobre 1907, p. 343.

tion égale, une atteinte à son actif, un déchet dans le prix qu'il retire du produit ».

Il est donc juste que l'indemnité vise au remboursement des frais généraux qui ont continué de courir dans la léthargie de l'usine ; mais les procédés de calcul peuvent être très différents.

En Allemagne, on a admis que les frais généraux sont en rapport avec le nombre d'ouvriers en grève ou avec le chiffre des salaires qu'ils reçoivent. L'indemnité par jour de grève est donc fixée à tant par ouvrier en grève, ou à un tant pour cent du salaire journalier moyen ⁽¹⁾. La durée de l'interruption du travail entre ensuite en ligne de compte et le nombre de jours de chômage sert de multiplicateur à l'indemnité quotidienne ainsi obtenue : le produit donne l'indemnité totale.

Cette double base se recommande par son éminente simplicité ; ses éléments sont faciles à reconnaître.

Elle séduit aussi par sa formule : l'indemnité est en raison directe de l'importance et de la durée de la grève. La seule critique qu'on puisse lui adresser, c'est que le taux de l'indemnité de base est purement arbitraire ; son montant par jour et par ouvrier, ou le pourcentage du salaire journalier moyen, ont été fixés empiriquement. « Il a paru, disait M. Grabenstedt à l'assemblée générale du Syndicat des métallurgistes du Wurtemberg, le 3 mars 1905, qu'une indemnité de 1 marc par jour et par

(1) Voir 2^e partie, chap. III et suiv.

ouvrier était suffisante, dans la situation actuelle, à rembourser les frais généraux qui sont d'ailleurs fort différents dans les diverses branches de l'industrie métallurgique ».

En France, les organisateurs des sociétés d'assurance ont préféré un autre procédé. Les industriels assurent directement leurs frais généraux annuels et la Société leur rembourse cette somme ou partie de cette somme, correspondant à l'importance et à la durée de la grève.

Cette méthode semble mieux atteindre le but proposé, puisqu'elle veut calculer directement quelle perte de frais généraux résulte de la grève. Elle paraît au premier abord plus exacte, puisqu'en assurant les frais généraux, elle évite la recherche forcément empirique du taux de l'indemnité.

En effet, l'indemnité est proportionnelle non seulement à l'importance et à la durée de la grève, mais encore à la somme assurée de frais généraux.

Mais cet avantage est illusoire et la formule allemande ne vaut ni plus ni moins que celle adoptée en France.

Le principe français du remboursement des frais généraux, dont les statuts allemands s'inspirent, sans l'exprimer, n'a qu'une supériorité théorique.

Sa mise en œuvre rencontre des difficultés très sérieuses.

Ce n'est pas une notion claire que celle des frais généraux. Il est malaisé de définir ses éléments. Dans le compte spécial des frais généraux, les industriels font en-

trer les chefs de dépense les plus variés. Il ne pouvait être question de les assurer tous. Outre que l'indemnité, et par conséquent la cotisation, eussent été trop fortes, certaines de ces dépenses continuent, pendant la grève, à produire un effet utile : les rembourser aurait été contraire au but et au principe même de l'assurance, qui ne doit procurer à l'assuré aucun enrichissement. D'autre part, il était désirable que tous les assurés fussent soumis à une commune mesure et qu'aucun d'eux ne pût jouir de conditions privilégiées.

Il a donc paru nécessaire, pour obéir à cette triple exigence, de déterminer les éléments conventionnels, les mêmes pour tous les assurés, qui composeraient, à l'exclusion de tous autres, les frais généraux définis en fonction de l'assurance.

Une telle délimitation est forcément arbitraire : elle donne ainsi pour base à l'assurance, non pas la somme globale des frais généraux, ni même le total de ceux qui continuent à courir pendant la grève, mais uniquement *certain*s frais généraux limitativement énumérés.

Ainsi, l'article 2 de la police de la *Forge* ⁽¹⁾ dit : « Sont considérés comme frais généraux, continuant à courir malgré l'arrêt total ou partiel du travail, et doivent, par suite, faire obligatoirement l'objet de l'assurance et de l'évaluation prévues par les articles 5 et 8 des statuts » :

(1) La *Forge* est l'une des caisses primaires affiliées à la Caisse centrale métallurgique. Voir ch. V, § 1.

1° le loyer des immeubles occupés par les usines et services administratifs;

2° les appointements (traitements fixes) de la Direction et en général de tous les agents ou employés payés au mois;

3° les dépenses résultant de contrats annuels non interrompus par l'arrêt du travail et qui concernent la force motrice, le chauffage, l'éclairage, le service des eaux, etc...;

4° les assurances diverses;

5° les impôts divers;

6° le service des transports (nourriture des chevaux et salaire du personnel voiturier payé au mois);

7° les annuités des brevets.

Toutes ces dépenses ont le double caractère d'être *nécessaires* et *improductives* pendant la durée de la grève. L'industriel en grève ne peut y échapper, il n'en retire aucun bénéfice et ne peut même s'en rembourser sur les produits. L'assurance ne doit couvrir que celles-là, pour ne pas procurer un gain à l'assuré. Mais il est certains frais généraux qui, bien qu'ils possèdent ce double caractère, sont exclus par la police de la *Forge*. Ainsi l'amortissement du matériel et des immeubles : chaque industriel le calcule comme il l'entend, suivant des règles variables; il y aurait injustice à payer, à celui qui prétend amortir son matériel en cinq ans, une indemnité supérieure à celle qui résulterait d'un amortissement plus long.

L'exclusion des intérêts afférents au capital de l'entreprise, quelle que soit la nature de ce capital (fonds appartenant à l'entreprise ou fonds d'emprunt, actions ou obligations), s'explique pour des raisons diverses. L'évaluation du capital de l'entreprise — qu'il ne faut pas confondre avec le capital social, — serait très arbitraire; le chiffre en serait parfois considérable et l'on veut éviter les trop grosses assurances et les trop fortes indemnités. Cependant les intérêts des emprunts, des obligations, mais non les intérêts des actions, sont bien des dépenses obligatoires, qui font partie des frais généraux, constituent une charge, une dette de l'entreprise et doivent être payés par les produits. Au contraire, les dépenses de publicité sont des dépenses facultatives et dont l'effet utile ne cesse pas, même en temps de grève : il est légitime de les laisser en dehors de l'assurance, tout au moins celles qui ne dérivent pas de contrats à l'année.

Calculée de la sorte, l'indemnité ne peut procurer aucun enrichissement, elle ne représente même pas la totalité du préjudice : elle est *partielle*, conformément au principe qu'il nous a paru nécessaire d'imposer à l'assurance contre la grève ⁽¹⁾. Laissant à la charge de l'industriel, les autres éléments du dommage, elle lui donne un intérêt évident à éviter toute grève, sans toutefois le laisser désarmé en face de revendications illégitimes.

(1) Voir plus haut, 1^{re} partie, chap. I, § 1.

Ainsi compris, se rapprochant du dommage réel, sans jamais le dépasser, ni même l'atteindre, évitant toute évaluation majorée du dommage, le forfait indiciaire, seul procédé possible d'estimation, obéit aux principes et répond à la nature et au but de l'assurance contre la grève.

§ IV. — Base et taux de la cotisation.

Conformément à l'essence de la mutualité, et aux dispositions du décret du 22 janvier 1868, l'indemnité est toujours variable : elle dépend des ressources de la société d'assurance. Lorsque les fonds de prévoyance, de garantie et la portion disponible du fonds de réserve sont insuffisants pour couvrir les dommages d'un exercice, les indemnités subissent une réduction proportionnelle.

La cotisation, qui peut être fixe, variera ordinairement entre un minimum perçu et un maximum de garantie.

La base doit être la même que celle de l'indemnité : chacun donne et chacun reçoit suivant la même formule. Ainsi se compensent les inexactitudes inévitables d'un forfait indiciaire. En Allemagne, la cotisation a donc pour assiette le chiffre annuel des salaires ou le nombre total des ouvriers de l'entreprise, — en France, la somme des frais généraux assurés.

Son taux se détermine en fonction des dommages prévus, assez élevé pour couvrir ceux d'une année normale, et pouvant être majoré, si les circonstances l'exigent. Mais, comme les prévisions en matière de grèves sont incer-

taines, ce taux est fixé de façon quelque peu empirique, sans proportionnalité bien exacte à l'importance et à la durée probable des sinistres.

Une société d'assurance à primes fixes ne pourrait accepter une telle approximation. Mais cela n'a pas d'inconvénients pour une mutuelle, où l'indemnité dépend des ressources et où les ressources elles-mêmes sont élastiques.

Le taux de la cotisation est assez faible dans les sociétés allemandes : ainsi un industriel qui emploie 10.000 ouvriers, reçoit, en cas de grève totale, jusqu'à 5.000 marcs par jour et ne paie que 12.000 marcs de contribution, sauf à subir un rappel du double (soit un maximum de 36.000 marcs). Il lui faudrait plus de quarante et une fois cette somme pour constituer par lui-même le capital nécessaire à soutenir une grève de 300 jours.

En France, la contribution est beaucoup plus élevée. Ainsi dans la *Construction mécanique et électrique*, la *Forge* et les autres sociétés primaires reliées à la *Caisse centrale métallurgique*, elle est de trente pour mille, ou trois pour cent des frais généraux assurés, ce qui revient à dire qu'en trente-trois ans environ, la contribution reconstitue le capital nécessaire à couvrir les dommages d'une grève d'un an. De la sorte en restant son propre assureur, l'industriel pourrait soutenir une grève d'un an tous les trente-trois ans, de dix mois tous les seize ans, de trois mois tous les huit ans, et de un mois et demi tous les quatre ans.

Mais cette contribution est un maximum de garantie et la portion effectivement versée au fonds de prévoyance est notablement inférieure.

La *Caisse mutuelle industrielle et commerciale* adopte à peu près le même taux.

Le *Lloyd industriel* fixe à 1 0/0 des frais généraux le maximum de garantie des associés.

La cotisation doit exprimer la probabilité du risque, c'est-à-dire le rapport des chances favorables à sa réalisation au total des chances possibles ; mais la probabilité n'est pas la même suivant les individus, les professions et les régions. Si chaque assuré acquittait la même contribution, ceux qui ont de *bons risques* seraient dupes des mauvais. Le procédé appelé *classification du risque* a justement pour but, au moyen de certains éléments de différenciation, de répartir les assurés en classes auxquelles correspondent des tarifs inégaux.

L'égalité véritable est ainsi obtenue par la proportionnalité. C'est ainsi que dans l'assurance-incendie, les maisons recouvertes en tuile paient des primes moins élevées que les granges à toit de chaume.

Pour l'assurance contre la grève, on pourrait remarquer également que certaines industries sont rarement atteintes : la brasserie, par exemple, grâce peut-être à la dissémination des entreprises, jouit en France d'une situation privilégiée.

Des régions entières semblent presque immunisées.

Certaines entreprises — et c'est alors qu'on pourrait

tenir compte des institutions patronales et leur faire jouer un rôle dans l'assurance contre la grève ⁽¹⁾ — offrent peu d'occasions de conflit.

Cette différenciation, basée sur tant de causes morales risquerait d'être arbitraire dans son principe et peu sûre dans ses résultats. Il n'est pas impossible qu'on y parvienne. Mais, avant de devenir complexe par ses délicates distinctions, un instrument nouveau doit commencer par être simple; plus tard, lorsque l'expérience en a enseigné le maniement, il se perfectionne et acquiert la souplesse qui fait défaut au temps de l'apprentissage.

Cependant, la *Caisse mutuelle, industrielle et commerciale*, seule parmi les sociétés allemandes ou françaises d'assurance, a établi, sinon une tarification précise, tout au moins « une échelle mobile de cotisation basée sur les résultats donnés par chacun de ses adhérents ». A cet effet la Société, d'après l'article 45, admet les assurés, soit comme adhérents isolés, soit comme adhérents groupés en catégories de professions constituant des risques similaires ou connexes. Au nom de chaque adhérent isolé et de chaque groupe, la Société ouvre un « *compte particulier* » comprenant à son crédit les $\frac{2}{3}$ des cotisations annuelles de ses membres (sauf un prélèvement pour les frais d'administration), l'autre tiers étant versé au *compte général*, et, à son débit, les indemnités payées à ses titulaires.

(1) Voir plus haut, 1^{re} partie, chap. II, § 2, p. 65 et suiv.

Suivant les résultats donnés par le *compte particulier* auquel ils sont inscrits, les sociétaires sont affectés à l'une des quatre classes de contribution.

Ainsi le maximum de garantie est de 2 0/0 des frais généraux assurés dans la première classe, lorsque le montant des indemnités portées au débit d'un compte particulier est inférieur à quatre fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte. Le maximum de garantie s'élève en même temps que l'excédent des indemnités sur les cotisations annuelles initiales. Il est de 2,50 0/0, 3 0/0, 3,50 0/0 des frais généraux assurés, lorsque le montant des indemnités payées par le compte est supérieur ou égal à 4 fois, 8 fois et 12 fois le chiffre des cotisations annuelles initiales (1).

Il faut d'ailleurs remarquer que les titulaires d'un compte particulier de la quatrième classe n'ont pas à payer 3,50 0/0; on ne leur demande aucunement de verser des cotisations supplémentaires; mais ces sommes sont déduites des indemnités qui leur seront dues par la *Caisse centrale* ou *Compte général* auquel chaque compte particulier verse 1/3 de ses cotisations.

La valeur du risque individuel est ainsi fixée *a posteriori* d'après une méthode expérimentale et positive basée sur la durée et la fréquence des conflits.

(1) Ces chiffres correspondent au 1^{er} degré d'assurance qui donne droit à la garantie jusqu'au 27^e jour de grève. Voir plus loin, ch. V, § 2.

Ce procédé est extrêmement ingénieux et l'expérience pourra en être heureuse. Ce n'est pas encore une véritable classification des risques, puisqu'il ne s'attache pas aux caractères individuels, aux éléments de différenciation qui doivent faire entrer un industriel dans tel groupe régional ou professionnel ou tel compte particulier.

CHAPITRE III

DISTINCTION DES GRÈVES JUSTES ET DES GRÈVES INJUSTES

La moralité de l'assurance patronale contre la grève suppose, à titre de principe essentiel, la distinction des grèves justes et des grèves injustes. Ce serait troubler gravement la paix sociale, que d'indemniser un patron atteint d'une grève provoquée ou aggravée par sa résistance illégitime. De l'observation loyale et entière de cette distinction primordiale dépend donc la valeur morale et sociale de l'assurance contre la grève.

Elle se fonde sur ce principe général et d'ordre public que l'indemnité n'est pas due dans les sinistres imputables à la faute grave de l'assuré — sauf toutefois dans les *assurances de responsabilité* ⁽¹⁾ qui ont précisément pour

(1) Telles sont par exemple les assurances contre les accidents causés à des tiers par le fait ou la faute de l'assuré. Même dans les *assurances de garantie*, le sinistre imputable à l'assuré donne lieu à indemnité, à la condition qu'il n'y ait ni dol, ni faute lourde (*culpa lata dola proxima*). Ainsi que le dit M. le conseiller Babinet, sous un arrêt de la Cour de cassation du

objet de couvrir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de sa faute. Elle pourrait donc presque être sous-entendue : en principe, toute grève serait assurée ; demeurerait exclues de l'assurance, par application de cette règle générale et en l'absence de toute clause expresse, les grèves dues à la mauvaise foi ou à la faute grave du patron.

Les statuts de l'une des sociétés françaises d'assurance contre la grève, le *Lloyd industriel*, sont rédigés de cette sorte : ils n'expriment pas la distinction des grèves justes et injustes ; ils la sous-entendent. Peut-être la déclaration d'un principe aussi important serait-elle préférable à un sous-entendu. Mais cette méthode offre un avantage : elle esquive les objections nombreuses que présente l'établissement d'un organe chargé de juger si la grève est ou non légitime.

A qui va-t-on confier en effet cette mission délicate ? Sera-ce, comme en Allemagne, au Comité directeur de la Société d'assurance indépendante ? Dans un système de Sociétés hiérarchisées peut-on investir de cette fonction le Comité de la Société centrale ? Ou vaut-il mieux créer un rouage spécial et indépendant ?

18 avril 1882 (Sirey, 82. 1. 245, Compagnie d'assurances terrestres « l'Assurance mutuelle » c. Hersent et Lebatard, « presque toujours l'incendie eût été prévenu par la précaution... d'un bon père de famille. Faire intervenir ici les règles applicables en matière de mandat ou d'usufruit, c'est porter atteinte à la matière même du contrat ; c'est en compromettre l'avenir en lui ôtant la plus grande partie de son utilité ; c'est statuer directement contre l'intention présumée des parties ».

Suivant le parti adopté surgissent des difficultés juridiques différentes, qu'il est nécessaire d'examiner et, si possible, de résoudre.

**§ I. — L'appréciation de la légitimité de la grève
par le Comité d'une Société indépendante.**

Un Comité ou un directeur nommé par l'assemblée générale ou émanant du conseil d'administration a pour mission de résoudre la question de la légitimité de la grève d'où dépend le droit à indemnité.

N'est-ce pas soumettre à une *condition potestative* ce droit à indemnité? Le Comité est composé de mutualistes, qui sont en même temps assureurs et assurés. N'est-il pas contraire à l'article 1174 du Code civil de lui laisser le pouvoir de décider souverainement si l'indemnité sera refusée ou accordée à l'industriel en grève? En face de l'assuré, le Comité représente la Société, c'est-à-dire tous ceux qui ont un intérêt à ne pas accorder l'indemnité. S'il dépend de lui d'échapper à ce paiement par un acte pur et simple de volonté, son obligation est inexistante et la clause est nulle.

Cette objection procède d'une analyse incomplète. La fonction confiée au Comité directeur n'est pas entachée de la nullité qui sanctionne toute condition potestative. Le paiement de l'indemnité ne dépend pas d'une appréciation arbitraire. La Société ne peut pas refuser ou accorder à son gré le bénéfice de l'assurance au mutualiste qui le réclame. Ce n'est pas une clause de bon plaisir. La

reconnaissance du droit à indemnité est subordonnée à la réalisation d'une condition *objective* : l'illégitimité de la grève. Ce caractère se manifeste par un certain nombre de traits extérieurs, de faits, que personne n'est libre de nier ou d'admettre et dont la réalité s'impose au Comité arbitral.

D'ailleurs, puisque la distinction de la grève juste et injuste est l'application du principe général que le sinistre volontaire est exclu de l'assurance, le Comité ne se trouve pas dans une situation exceptionnelle. Dans toutes les sociétés d'assurance, la même question peut se présenter : au cas d'incendie volontaire ou de suicide, les Compagnies refusent l'indemnité prévue. Elles jugent ainsi du droit de l'assuré; dira-t-on cependant que ce droit est subordonné à leur bon plaisir?

Il en est de même dans l'assurance-grève. La grève légitime est celle où se rencontre la faute de l'assuré: elle justifie donc le refus d'indemnité qu'opposera le Comité directeur. Mais si les parties sont en désaccord sur ce point, si elles sont contraires en fait, le seul moyen de régler le différend est le recours aux tribunaux civils.

Le Comité directeur n'est donc pas une partie qui peut à son gré échapper à une obligation librement contractée, mais un assureur qui ne se reconnaît pas débiteur de l'indemnité réclamée par un assuré.

La question de la légitimité de la grève n'est donc pas définitivement tranchée; sa solution se trouve seulement reculée.

§ II. — L'appréciation de la légitimité de la grève, dans un système hiérarchisé de sociétés d'assurance, par le Comité de la Société centrale.

Lorsque la Société d'assurance est reliée à une Union ou Caisse centrale, les statuts allemands confient au Comité directeur de la Société primaire le soin de résoudre en premier ressort la question de la légitimité de la grève.

Mais cette question est évidemment délicate; elle est de nature à produire une divergence d'opinion entre l'industriel en grève et le Comité, le premier trop volontiers porté à repousser les revendications ouvrières, le second enclin peut-être à les accueillir pour échapper à la dette d'indemnité qui incombe à la Société, s'il prend parti pour la résistance.

Prévoyant cette difficulté et ce désaccord, peut-on alors charger le Comité directeur de la Société centrale de la trancher en deuxième ressort?

Cette disposition des statuts n'est-elle pas une clause compromissoire, c'est-à-dire une convention d'arbitrage pour un conflit futur qui tombe sous le coup de la nullité installée dans notre droit par la jurisprudence?

Au premier abord, il semble que le Comité directeur de la Société centrale qui tranche un différend né entre un assureur (la Société primaire) et un assuré (l'industriel en grève), joue à leur égard un rôle d'arbitre, et que la clause dont il tient cette fonction soit une clause compromissoire.

Il n'en est rien, et il suffit, pour s'en convaincre, d'analyser les rapports des trois parties en présence.

L'industriel en grève est assuré auprès de la Société primaire et, par celle-ci, il est membre de l'Union centrale. Cette dernière, à laquelle la première est unie par le lien d'une sorte de réassurance ⁽¹⁾, est en effet obligée de payer une indemnité aux sociétés primaires dont les ressources sont insuffisantes pour faire face aux sinistres. Dans le conflit qui s'élève sur la question de la légitimité de la grève, l'Union centrale n'est donc pas un tiers désintéressé; son comité ne peut jouer le rôle d'un arbitre véritable, car, par les conséquences pécuniaires que peut entraîner pour elle sa décision, elle est véritablement *partie*.

Société primaire et Caisse centrale ne sont pas indépendantes l'une de l'autre : elles sont hiérarchisées, la première est subordonnée à la seconde et tous ses actes produisent sur l'organisme central leur répercussion. Cette solidarité s'exprime par la formule courante : « le réassureur suit la fortune de l'assureur ».

En vertu de ce principe, la Caisse centrale peut voir ses ressources engagées par une décision du Comité du 1^{er} degré; il est naturel qu'elle soit appelée à donner son avis, lorsque, l'enquête du Comité primaire ayant été défavorable à l'industriel, celui-ci estime, au contraire,

(1) Nous examinons dans le chapitre suivant la nature du lien existant entre la Société primaire et la Caisse centrale.

que la grève est injuste et que l'indemnité lui est due.

Le fait de porter ce différend au Comité de l'Union centrale est analogue du recours hiérarchique dont le droit administratif offre l'exemple. Ainsi, lorsqu'un maire estime avoir à se plaindre de l'abus de pouvoir d'un préfet, il s'adresse d'abord au ministre par la voie gracieuse. Le *recours contentieux* ne s'ouvre que lorsque le ministre a statué, et c'est la décision ministérielle qui sera attaquée devant le Conseil d'État.

La dissidence soumise au Comité central n'est pas encore un litige contentieux et ne peut le devenir qu'après l'avis du Comité central confirmant ou réformant la décision du Comité primaire sur la question de la légitimité de la grève. Le Comité central est, dans ce conflit, partie intéressée : c'est un assureur de seconde ligne, qui refuse d'admettre la créance d'un assuré. Si l'assuré ne s'incline pas devant ces deux avis concordants, la question devient judiciaire et doit être tranchée par un recours, soit aux tribunaux, soit à l'arbitrage.

En somme, il ne nous paraît pas qu'un principe juridique quelconque empêche le Comité d'une Société indépendante, ou, dans un système d'unions hiérarchisées, le Comité de la Société centrale, d'apprécier la légitimité de la grève. Le second, non plus que le premier, ne fait œuvre d'arbitre et la disposition dont il tient ses pouvoirs n'est pas une clause compromissoire. Mais sous peine de tomber sous le coup de la nullité qui sanctionne la condition potestative, ni l'un, ni l'autre ne peuvent se réserver

un pouvoir d'appréciation souverain et obliger l'assuré à renoncer à toute voie de recours contre leurs décisions.

§ III. — L'appréciation de la légitimité de la grève par un organe spécial indépendant de la Société d'assurance.

Le conflit qui s'élève entre l'assuré et le Comité de la Société indépendante ou centrale d'assurance ne peut donc être résolu définitivement que par un recours, soit aux tribunaux de droit commun, soit à des tiers, qui, pris en dehors de la société d'assurance mutuelle, posséderont l'impartialité nécessaire à des arbitres.

Les statuts des sociétés d'assurance peuvent-ils décider que les litiges qui naîtront sur la question de la légitimité de la grève seront portés devant un tribunal d'arbitres?

C'est bien là cette clause d'arbitrage pour les conflits futurs que l'on désigne sous le nom de *clause compromissoire*.

Autrefois l'arbitrage était le mode ordinaire de règlement prévu par les conditions générales des polices. D'après les articles 51 à 63 du Code de commerce, abrogés par la loi du 17 juillet 1856, il était même obligatoire entre associés. L'article 332 du même Code valide la clause compromissoire dans les assurances maritimes.

Mais la jurisprudence applique aux assurances terrestres, la nullité qu'elle tire de l'article 1006 du Code de

procédure civile. D'après ce texte, « le compromis désignera les objets en litige et les noms des arbitres à peine de nullité ». En conséquence est nulle, selon la jurisprudence, toute convention d'arbitrage qui ne désigne pas l'objet du litige et le nom des arbitres.

Sans examiner le fondement logique d'une jurisprudence ⁽¹⁾ appelée à disparaître ⁽²⁾, il semble que ces deux éléments de la nullité ne se rencontrent pas en l'espèce.

En effet, l'engagement de compromettre, connu sous le nom de clause compromissoire, n'est pas nul en lui-même.

Ainsi que le dit M. Thaller ⁽³⁾, « ce qui est nul en l'état actuel de la jurisprudence française, ce n'est pas toute clause compromissoire quelconque, mais seulement celle

(1) La jurisprudence a commencé par admettre la validité de la clause compromissoire. Mais, depuis 1821, une longue suite d'arrêts des Cours d'appel et de la Cour de cassation a installé dans notre droit la nullité de la clause compromissoire.

Voyez la jurisprudence dans DALLOZ, *Répertoire*, v^o *Arbitrage*, n^{os} 464 et suiv., SIREY, *Table générale*, v^o *Arbitrage*, n^{os} 47 et suiv.

La Cour de cassation belge n'a pas adopté cette interprétation de l'article 1006 et, sous la même loi que la France, la Belgique ignore la nullité de la clause compromissoire.

La plupart des lois étrangères en admettent la validité.

(2) Plusieurs projets de loi ont été soumis aux Chambres, qui abrogent cette jurisprudence et valident la clause compromissoire. Telle est la proposition de loi de MM. Flandin, d'Estournelles de Constant, du 11 mars 1904 (Doc. parlem., Chambre, J. O. 1904, feuille 16, p. 249); celle de M. Louis Dreyfus, du 7 mai 1907, qui, plus timide que la précédente, ne valide la clause compromissoire qu'en matière commerciale (Doc. parl., S. O. 1907, n^o 926 annexe au procès-verbal de la séance du 7 mai 1907).

(3) E. THALLER, article cité, *Annales de droit commercial*, p. 355.

qui s'abstiendrait de déterminer les noms des arbitres et l'objet du différend ».

La nullité dérive seulement de l'omission — habituelle et presque nécessaire dans la clause compromissoire — des formalités de l'article 1006 du Code de procédure civile.

Mais, dans tous les cas, où l'objet du litige sera indiqué et les arbitres désignés, la clause compromissoire sera valable.

La jurisprudence est très ferme en ce sens. C'est ainsi qu'un arrêt récent de la Cour de cassation du 12 février 1906⁽¹⁾ a validé une sentence arbitrale rendue en vertu d'une clause compromissoire « où les arbitres bien que n'étant pas désignés par leur nom » l'étaient « cependant de façon à ne laisser subsister aucun doute sur leur individualité, parce que la commission d'arbitrage et son mode de nomination [étaient] déterminés contractuellement d'une manière précise », et où « la contestation bien qu'elle ne fût pas encore pendante avait été nettement prévue et spécifiée dans la convention d'arbitrage ».

Par conséquent, et sous réserve de préciser les deux indications qu'exige l'article 1006 du Code de procédure civile, les statuts de la Société d'assurance contre la

(1) D. 1907. 1. 245, *Lambin c. Syndicat des fils de lin à coudre de Lille et de Comines*. Les fabricants de fil de lin à coudre, qui se faisaient les uns aux autres une concurrence onéreuse, avaient décidé de mettre fin à cet abus, en adoptant des types uniformes de calendriers-étrennes à distribuer à la clientèle et étaient convenus de déférer à une commission arbitrale ceux d'entre eux qui ne se conformeraient pas aux types réglementaires.

grève pourront contenir engagement de compromettre.

Ils ne diront pas : « Les difficultés qui naîtront de l'exécution du présent contrat seront confiées à un tribunal de trois arbitres dont l'un sera nommé par la Société, l'autre par l'assuré et le troisième par les deux premiers ».

Car cette clause est nulle, elle viole, aux yeux de la jurisprudence, les dispositions de l'article 1006 du Code de procédure civile. Elle n'a donc d'autre valeur que celle d'un engagement d'honneur, ce qui suffit d'ailleurs à lui donner une utilité et à la faire introduire, comme clause de style, dans la plupart des conventions; mais elle ne peut être exécutée en cas de refus de l'une des parties.

Mais dans les statuts, la Société d'assurance mutuelle contre la grève ne confiera pas à *des* arbitres, toutes les difficultés quelconques qui pourraient s'élever entre elle et ses membres, convenant ainsi d'une manière générale que l'arbitrage sera substitué, dans le règlement de *tout* conflit, à la juridiction ordinaire. Elle fera choix d'arbitres en les désignant d'avance, soit nommément, soit de façon à ne laisser aucun doute sur leur individualité : ce pourront être, par exemple, les administrateurs de telle ou telle association patronale. D'autre part, l'objet du litige est nettement circonscrit; la Commission d'arbitrage n'aura pas une compétence illimitée; son rôle sera restreint à une question très précise : la grève est-elle ou non légitime?

L'article 1006 du Code de procédure civile sera respecté. L'appréciation de la légitimité de la grève peut

done, à notre avis, être valablement confiée à un Comité arbitral, rouage indépendant de la Société ⁽¹⁾.

§ IV. — **La détermination de la légitimité de la grève par le contrôle préalable d'un organe indépendant.**

Fondées ou non, les deux objections tirées de la clause compromissoire et de la condition potestative sont écartées par une création fort originale dont le but est, ainsi que le disait M. Albert Gigot, beaucoup moins « de donner satisfaction à un scrupule de légalité... ou de tourner un texte gênant... que de faire une œuvre plus considérable et d'une plus haute portée..., une œuvre de paix sociale ⁽²⁾ ».

Pour rendre la question de la légitimité de la grève, d'où dérive la reconnaissance du droit à indemnité, indépendante de la volonté de l'assureur, sans toutefois en confier, par une disposition risquant la nullité de la clause compromissoire, la solution à des arbitres, il faut déterminer « exactement dans les statuts l'objet de la Société d'assurance et le risque contre lequel elle garantira ses membres ».

(1) En ce sens : E. THALLER, article cité, p. 355; M. HAMELET, *op. cit.*, p. 406.

En sens contraire : G. MICHEL, article cité de l'*Économiste français*; DELECROIX, article cité de la *Revue de législation des mines*, p. 3; LIBOREL, *op. cit.*, p. 303.

(2) Conférence de M. ALBERT GIGOT, à la Société d'Économie sociale, le 15 avril 1907, sur la *défense patronale en cas de grèves*, *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1907, p. 819.

« Voici, à cet égard, ce qui a été proposé : qu'un certain nombre d'industriels se groupent, que préalablement à la constitution d'une Société d'assurance mutuelle, ils constituent une association indépendante qui pourra être placée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 et qui se composera de membres pris en partie dans le monde de l'industrie et en partie parmi les grandes autorités sociales : que cette association ait pour but de prévenir et de faire cesser ou terminer les grèves, en intervenant toutes les fois que son intervention sera demandée dans un conflit entre employeurs et employés au sujet des salaires ou des conditions du travail et que, dans le cas où cette intervention aura été inefficace, elle constate que ses efforts n'ont pu aboutir, sans que la faute en doive être imputée au chef d'industrie. Une fois qu'aura été formée cette association qui ne sera autre chose qu'une grande institution de paix sociale, rien ne s'opposera à ce qu'une Société d'assurance mutuelle contre les grèves insère dans ses statuts une clause en vertu de laquelle les seuls risques garantis par la Société seraient les conflits qui auraient été signalés par les sociétaires dans un délai déterminé à l'association dont il vient d'être question et qui auraient été subis, suivis et terminés d'accord avec cette dernière⁽¹⁾ ».

La première démarche de cette association est ainsi une tentative de conciliation, et l'assurance ne fonctionne

(1) Conférence citée de M. ALBERT GIGOT, *Réforme sociale*, p. 818 et suiv.

que lorsque celle-ci a échoué devant l'attitude intransigeante des ouvriers.

Cette ingénieuse combinaison est, au point de vue légal parfaitement correcte. L'association se recrute en dehors des sociétés d'assurance, il ne saurait donc être question de *condition potestative*. D'autre part, elle ne fait pas office d'arbitre, au sens juridique du terme, et ne tient pas ses pouvoirs d'une *clause compromissaire*.

L'arbitrage est en effet la solution d'un litige : il suppose deux parties en procès sur un point de fait ou de droit et il a pour but de les départager ; la sentence arbitrale, qui, dans ses motifs, expose les prétentions contraires des deux parties, met fin à leur procès et s'impose avec la force obligatoire d'un jugement.

L'association proposée a un rôle tout différent. Elle n'intervient pas dans un litige ; bien au contraire ; elle le prévient et l'empêche de naître : « Il n'y a ici ni litige, ni arbitrage ⁽¹⁾ » et, peut-on ajouter, il n'y en aura jamais sur la question de légitimité de la grève.

Elle est en effet définitivement tranchée, avant d'avoir pu arriver à une forme litigieuse. Elle ne donne jamais naissance à deux opinions opposées chez la société d'assurance et chez le patron en grève, puisque, aussi bien, la société d'assurance n'a pas d'opinion à exprimer et

(1) *Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français*, n° 37. *Le risque de rupture du contrat de travail*. Note de M. ALBERT GIGOT et M^e MAX BOTTON, avocat à la Cour d'appel, conseil juridique de la Fédération, p. 331.

qu'elle est dispensée d'en avoir. La question que pose l'assureur et d'où dépend le droit à indemnité, ce n'est plus : « la grève est-elle légitime? » mais c'est : « la grève, dont un industriel demande à être indemnisé, a-t-elle été subie, suivie et terminée d'accord avec cette sorte d'office de conciliation? »

L'indemnité n'est donc plus subordonnée à la solution d'une question de principe, mais à une question de fait, à la preuve que l'industriel en grève a observé certaines formalités et une certaine ligne de conduite, dont son accord avec l'Office de conciliation garantit la légitimité. Faute de cet accord, dont la société d'assurance n'a pas à examiner les termes et qui se passe en dehors d'elle, l'indemnité n'est pas due. Une des conditions de l'assurance fait défaut et la Société, en refusant le paiement, ne fait qu'appliquer une *clause de déchéance* prévue par ses statuts.

Une fois vérifiée cette question préjudicielle, un conflit peut alors s'élever; car, le principe de l'indemnité reconnu, il reste encore à en régler le montant et ce soin ne regarde plus le Comité d'appréciation. M. Thaller justifie cette combinaison par un argument d'analogie très fort : « La pratique du droit commercial, dit-il ⁽¹⁾, nous offre plus d'un exemple de procès que les intéressés, à la teneur des conventions, ne peuvent exercer qu'à charge d'avoir pris préalablement l'adhésion d'un groupe déterminé. C'est ainsi, par exemple, que, malgré la disposi-

(1) THALLER, article cité, *Annales de droit commercial*, octobre 1907, p. 353.

tion légale qui permet à l'actionnaire d'exercer seul l'action sociale en responsabilité contre les administrateurs à raison de faits de gestion, certains statuts veulent que cette action ne puisse être intentée qu'après un vote favorable émis par l'assemblée générale. On n'a pas vu jusqu'à présent dans cette clause une violation du principe qui interdit la clause compromissaire ». De même, avant de réclamer la liquidation de l'indemnité à laquelle il prétend, l'assuré doit ici rapporter un avis favorable du Comité d'appréciation.

Deux des sociétés récemment organisées en France ont adopté ce système qui leur permet d'éviter à la fois le recours à l'arbitrage et le recours aux tribunaux.

CHAPITRE IV

L'ASSURANCE A DEUX DEGRÉS : SOCIÉTÉ CENTRALE ET SOCIÉTÉS PRIMAIRES

Sous l'égide des deux sociétés centrales créées par l'Office central et l'Union des syndicats patronaux allemands, se groupent les sociétés primaires d'assistance, régionales ou professionnelles. Elles forment ainsi un système coordonné et hiérarchisé, qui offre à l'assurance une base plus large et plus solide.

Quels sont les avantages d'une pareille organisation ? Quelle utilité présente la création d'une société centrale ? Quelle est la nature juridique du lien qui l'unit aux sociétés du premier degré ?

Telles sont les questions qui se posent : leur examen fera l'objet de ce chapitre.

§ I. — Rôle de la Société centrale.

Il est un principe de bon sens que la pratique observe avec soin : c'est la division du risque. Il faut diviser pour assurer.

Dans l'assurance patronale contre la grève, cette nécessité s'impose aussi bien que dans toute autre branche d'assurance. Une première division du risque est celle que l'on peut appeler *numérique* : pour être moins lourd, le risque doit se répartir sur le plus grand nombre possible d'individus. Suivant la formule de Barrau ⁽¹⁾ « il perd [ainsi] en intensité ce qu'il gagne en étendue ».

Il faut ensuite une division, un morcellement ⁽²⁾ *territorial* du risque. Les compagnies d'assurance-incendie redoutent l'agglomération du risque; elles n'assurent pas volontiers un groupe de maisons contiguës que le même feu peut détruire. De même, dans l'assurance-grève, on doit craindre que l'interruption concertée du travail puisse atteindre en même temps, par contagion, un grand nombre de mutualistes de la même industrie, et, à ce point de vue, la société régionale semble préférable à la société professionnelle, la grève à la fois professionnelle et locale étant plus fréquente que la grève locale embrassant toutes les industries d'une région ou que la grève professionnelle s'étendant sur une grande surface.

Mais, d'autre part, des raisons techniques font préférer en général la Société d'assurance mutuelle à base professionnelle à toute autre forme : il existe des difficultés, non pas peut-être insurmontables, à coup sûr très

(1) BARRAU, *op. cit.*, p. 6.

(2) Les Allemands emploient un mot très expressif; ils parlent de l'*Atomisierung des Risikos*. VICTOR EHRENBURG, *Die Rückversicherung*, Rostock, 1885, p. 12.

sérieuses, à trouver, pour des industries différentes, une commune mesure équitable pour la prime et l'indemnité. Ainsi « les frais généraux ne sont pas toujours proportionnels à la quantité d'ouvriers ; et cependant plus le personnel est nombreux et plus les chances de grève sont grandes ⁽¹⁾ ». Les salaires seraient une base aussi critiquable. Dans les industries où le salaire joue un rôle capital « on demanderait une prime considérable, alors « que le principal facteur disparaîtrait par la grève ⁽²⁾ ».

La base professionnelle apparaît donc, pour une Société d'assurance contre la grève, à la fois comme la mieux appropriée et la plus dangereuse. D'un côté, elle évite certaines difficultés que rencontre la Société régionale, de l'autre, elle a plus de chances de se trouver paralysée par la généralisation du risque.

Il a donc paru nécessaire de trouver un palliatif à ce danger et, pour conserver la forme professionnelle, de lui donner une force plus grande et des moyens de résistance plus complets.

Il suffisait, pour cela d'élargir le cadre des sociétés professionnelles, de les rattacher les unes aux autres dans une mutualité plus large. D'ailleurs cette union, plus nécessaire pour elles que pour les sociétés régionales,

(1) *Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français*, n° 45, *L'assurance patronale contre le chômage en temps de grève* (Procès-verbal de la discussion du Congrès. Séance de la section d'études sociales du 19 avril 1907, sous la présidence de M. Louis Guérin, opinion de M. Lemarchand, p. 575.

(2) Opinion de M. Verspieren dans la même discussion, *Ibid*, p. 575.

offrait à celles-ci de tels avantages, que la question d'une Société centrale s'est posée, sans distinction de forme, pour toutes les sociétés.

Le rôle de la Société centrale est de solidariser les Sociétés primaires. Lorsque l'une d'elles est atteinte par une grève, la Société centrale l'aide à supporter les indemnités qu'elle doit à ses membres. La Société centrale étant composée de toutes les sociétés professionnelles ou régionales du 1^{er} degré, chacune de celles-ci contribue aux sinistres que subissent les autres. Et, cette contribution étant moins élevée que celle des assurés à la Société primaire, l'inégalité qui résulte du choix d'une commune mesure pour des industries différentes est moins vivement ressentie.

La Société centrale élargit ainsi la base de l'assurance; elle réalise au 2^e degré l'union d'industries différentes, qui, faute d'une commune mesure équitable pour la cotisation et l'indemnité, auraient pu difficilement entrer dans la même société primaire.

§ II. — **Rapports de la Société centrale avec les Sociétés primaires.**

Une société centrale, rattachant les unes aux autres les sociétés primaires, est d'une utilité si évidente que la création s'en est imposée dans tous les pays où fonctionne l'assurance patronale contre la grève.

Mais il est plusieurs façons de comprendre les rapports qui peuvent exister entre elles.

Le Syndicat de protection de l'Office central des syndicats patronaux allemands constitue une sorte de réserve de deuxième ligne, où l'on ne puise que dans des cas extrêmes.

Dans une forme plus voisine de l'assurance proprement dite, la Société d'indemnisation de l'Union des syndicats patronaux allemands reçoit des sociétés qui lui appartiennent, la moitié de la cotisation que celles-ci imposent à leurs membres. En retour, elle leur rembourse la moitié des indemnités qu'elles doivent payer aux industriels atteints par une grève. Tant que le chiffre des indemnités dues par la société primaire ne dépasse pas ses ressources, il peut sembler indifférent que la moitié de la cotisation soit restée ou non dans sa caisse, puisqu'elle y revient, après un temps d'arrêt dans la caisse centrale. Mais lorsque la caisse primaire est vide, lorsque la moitié de la cotisation gardée par elle est insuffisante à payer la moitié des indemnités qu'elle assume, elle continue à recevoir de la caisse centrale, dont la solvabilité est plus large, la deuxième moitié de cette indemnité dont elle ne peut plus acquitter entièrement sa part.

Mais, au lieu de faire intervenir de façon aussi constante la Société centrale, dont l'utilité n'apparaît, en somme, qu'en cas d'insolvabilité de la société primaire, pourquoi ne pas lui attribuer *de plano* ce rôle subsidiaire d'assureur contre le risque d'insolvabilité qui menace la société primaire, lorsque les grèves se répètent et croissent d'importance?

Cette organisation a été adoptée en France dans les caisses centrales et primaires de l'industrie métallurgique.

Reste à déterminer dans quel cadre juridique rentrent, l'une et l'autre, ces deux combinaisons différentes.

Pour caractériser les rapports de l'Union centrale et des sociétés du premier degré, les Allemands parlent de *réassurance* (*Rückversicherung*).

Cette qualification peut, à juste titre, paraître exacte.

« Par ce contrat qu'on nomme réassurance, dit Boudousquié ⁽¹⁾, l'assureur se décharge sur son réassureur d'une partie ou de la totalité des risques qu'il a garantis. Ces risques forment entre eux la matière d'une nouvelle assurance, entièrement distincte de la première ».

La réassurance consiste, de la part d'un assureur, dans une cession partielle à un réassureur, des risques qu'il assume, à des conditions plus ou moins différentes de celles du premier contrat.

L'organisation allemande dans les sociétés de l'Union des syndicats patronaux allemands rentre exactement dans cette définition.

Les sociétés primaires cèdent à la Société centrale la moitié de leurs risques, et gardent l'autre à leur charge; elles lui paient la moitié de la cotisation qu'elles ont perçue et reçoivent d'elle la moitié de l'indemnité

(1) BOUDOUSQUIÉ, *Traité de l'assurance*, p. 59.

qu'elles paient. Il peut se faire que la Société réassureur puisse seule payer sa moitié intégrale, si la Société primaire est obligée de la réduire au marc le franc; à l'inverse la Société centrale peut se trouver dans le cas de réduire proportionnellement le montant des indemnités qu'elle doit aux sociétés primaires, tandis que l'une de celles-ci, moins éprouvée par les grèves, pourra solder dans sa totalité la part d'indemnité qui revient à ses membres.

Au contraire, la combinaison adoptée en France n'est pas une réassurance.

La Caisse centrale n'est pas la cessionnaire partielle des risques couverts par la caisse primaire : elles sont liées l'une à l'autre par un contrat tout différent. La Caisse centrale ne prend plus en charge une part des risques de la caisse primaire, promettant ainsi de lui rembourser la part correspondante d'indemnité : elle la garantit contre le risque d'insolvabilité et n'intervient que lorsque ses ressources sont épuisées.

Cette intervention peut se manifester de deux manières différentes : la Société centrale se bornera-t-elle à rembourser à la Caisse primaire la somme totale d'indemnité que celle-ci a distribuée à ses adhérents — indemnité intégrale ou réduite — si bien que sa présence n'aura d'autre avantage que de répartir cette somme sur tout le pays « en élargissant la surface *passive* des cotisations et en permettant ainsi à ceux qui habitent la région éprouvée de diminuer d'autant leur quote-part contributoire, de

recupérer leurs avances sur la communauté tout entière ⁽¹⁾ ».

Autrement compris, le rôle de la Société centrale serait plus efficace. Au lieu de rembourser à la Société primaire la somme que celle-ci a payée, elle interviendrait pour compléter les indemnités, peut-être très réduites, qu'ont reçues les ayants droit. La Société centrale garantirait les Sociétés primaires contre l'insuffisance de leurs propres ressources : de la sorte, par son intermédiaire, les moins éprouvées viendraient apporter leurs subsides à celles dont des grèves nombreuses et importantes ont épuisé le fonds de garantie et la portion disponible du fonds de réserve.

Cette opération n'est pas une *réassurance* : les Sociétés primaires ne cèdent pas à la Société centrale une part des risques qu'elles garantissent; au contraire, elles s'assurent elles-mêmes contre un risque différent de celui que courent leurs adhérents et se trouvent ainsi, par rapport à la Société centrale, dans la même situation que leurs assurés vis-à-vis d'elles.

Il y a donc bien un double degré d'assurance.

Comment qualifier ce lien de droit qui existe entre les Sociétés primaires et centrales?

On peut l'analyser, à notre avis, en une *assurance complémentaire*.

Souvent des Compagnies d'assurance, et particulière-

(1) THALLER, *Annales de droit commercial*, octobre 1907, article cité, p. 347.

ment d'assurance-accidents, refusent d'accepter de trop gros risques, même en les réassurant; elles ne couvrent l'auteur d'un accident, par exemple, que jusqu'à un certain chiffre de responsabilité. Or, la responsabilité de l'auteur d'un accident ne connaît pas de limites; pour tout l'excédent possible, non couvert par le premier assureur, il s'adresse à un deuxième, puis à un troisième. Chacun d'eux prend à sa charge une tranche du risque ou plutôt un risque différent, la première Compagnie couvre tous les accidents où l'indemnité de responsabilité ne dépasse pas 10.000 francs, par exemple; la deuxième garantit uniquement la partie de l'indemnité comprise entre 10.001 et 50.000; la troisième n'est responsable qu'à partir de 50.001, etc. Le deuxième et le troisième assureur font une *assurance complémentaire* de la première. Ils couvrent des risques différents, car la probabilité d'un accident entraînant pour un auteur une responsabilité de 50.000 francs n'est pas la même que celle d'un accident minime. Si ces trois assureurs étaient unis par un lien de réassurance, chacun d'eux contribuerait, pour une part proportionnelle à son intérêt, à la réparation du dommage total et, en supposant leurs parts égales, chacun paierait le tiers de toute indemnité.

On peut concevoir que la première Compagnie, pour éviter à son client de nouvelles démarches, accepte le risque en entier et réalise cette division derrière le rideau, par une entente avec les autres Compagnies. De la sorte, l'assuré ne connaîtra qu'une seule Compagnie, n'aura

qu'un seul contrat et ne paiera qu'une seule prime, qui réunit en elle les primes des assurances primaire et complémentaires. La première Compagnie fera alors, dans cette prime globale, la disjonction nécessaire et donnera aux autres Compagnies la part qui correspond aux risques par elles assumés.

On peut concevoir également qu'au lieu de préciser un chiffre fixe à partir duquel cesse sa responsabilité, la première Compagnie prévoie une limite variable, une certaine éventualité qui marque, à la fois, la fin de son obligation de garantie et la limite où commence celle de la deuxième Compagnie.

Il n'en va pas autrement dans l'assurance contre la grève. La Société primaire perçoit de ses membres une cotisation dont elle applique une partie à une assurance complémentaire. Le complément, garanti par la Société centrale, ce n'est pas le risque excédant un certain taux, c'est tout risque dont le paiement intégral dépasse les ressources de la Société primaire.

Cette opération est parfaitement correcte. En vain lui objectera-t-on que le principe de la mutualité est la proportionnalité des indemnités aux ressources et que l'intervention de la Société centrale, qui vient ainsi bonifier les indemnités réduites payées par la Société primaire peut y porter atteinte.

Sans doute, la réduction éventuelle des indemnités, en cas d'insuffisance des assurances, est de l'essence de la mutualité. Seule une compagnie d'assurances à primes

fixes est tenue *in infinitum*, quel que soit le chiffre des dommages et le taux de la prime. Toute assurance qui garantit une indemnisation complète sort du cadre de la mutualité. Mais certains procédés pleinement licites permettent aux sociétés d'assurance mutuelle d'éviter une trop grande variation dans les réductions d'indemnités auxquelles peuvent les contraindre des sinistres trop lourds à supporter : l'institution d'un fonds de réserve, alimenté par l'excédent des cotisations sur le chiffre des dommages, dans les exercices où ceux-ci restent inférieurs aux ressources, permet de bonifier les indemnités incomplètes des exercices suivants.

De même, qu'est-ce en somme que ce versement de la Société primaire à la Société centrale sinon une réserve? Réserve d'une nature spéciale sans doute, puisqu'au cas où l'éventualité prévue se réalisera (en l'espèce l'épuisement du fonds de garantie et de la portion disponible du fonds de réserve), la Société primaire trouvera, dans la Caisse centrale, non seulement les fonds qu'elle y aura versés, mais encore ceux des autres Sociétés primaires, ses coassurés ; réserve qui s'analyse en somme en cette capitalisation collective et aléatoire, caractéristique de toute assurance.

L'éventualité d'une réduction des indemnités est ainsi reculée, mais elle n'est pas supprimée, car la Société centrale n'en garantit pas à tout événement le paiement intégral. Elle n'est responsable que dans la limite de ses ressources, et si, à leur tour, ses ressources s'épuisent, les

sinistres ne recevront qu'une indemnité partielle. Le principe mutualiste de la proportionnalité des indemnités aux ressources est donc sauf ; mais la création d'une réserve capitalisée par le moyen d'une assurance complémentaire recule la probabilité de son application, et, sans assurer une indemnisation complète, tend à se rapprocher d'une certaine fixité.

Cette institution qui solidarise les sociétés du premier degré, nous paraît parfaitement légale ⁽¹⁾ et rendra sans doute de grands services, en étendant la base de l'assurance.

Elle a été adoptée, dans l'organisation de l'assurance contre la grève, par l'industrie métallurgique, tandis que d'autres sociétés françaises réalisaient par une autre voie la solidarité de groupes locaux ou professionnels d'assurés et l'extension de la base de l'assurance.

(1) Un arrêt de la Cour de Paris du 13 avril 1876 (Jurisprudence de Bonneville de Marsangy, II, 552) cité par M. THALLER (article des *Annales de droit commercial*) refuse à une société d'assurance mutuelle le droit d'exiger d'une compagnie réassurante l'*entier* remboursement des sinistres, qu'elle avait couverts au moyen d'indemnités réduites. Mais cet arrêt vise, à notre avis, une hypothèse différente de la nôtre. Il parle de *réassurance* ; or une compagnie de réassurance n'est évidemment tenue de rembourser à l'assureur de première ligne que la part du sinistre dont elle a, aux termes du contrat, assumé la charge. La prétention de l'assureur ne peut se comprendre ; en recevant une somme supérieure aux indemnités qu'il a payées à ses assurés, il s'enrichirait et, comme le dit l'arrêt, il tirerait profit des réassurances qu'il fait, au delà des stipulations faites pour tel risque ou pour tel assuré.

Réassurance et assurance complémentaire sont deux conventions différentes, et également licites ; il importe de ne pas les confondre.

CHAPITRE V

LA PRATIQUE DE L'ASSURANCE CONTRE LA GRÈVE EN FRANCE

ORGANISATION DES DIVERSES SOCIÉTÉS

Des nécessités aussi impérieuses qu'en Allemagne, grèves croissantes et injustes, ruptures brusques et illégitimes de contrats collectifs de travail, terrorisme exercé par des syndicats à tendances nettement révolutionnaires⁽¹⁾, incitèrent les patrons français à imiter l'exemple qui leur venait d'Allemagne.

Dans le courant des années 1906 et 1907, plusieurs sociétés se sont constituées, d'autres sont actuellement en voie de formation. En France pas plus qu'en Allemagne, l'unité n'est pas atteinte : elle n'y est peut-être pas désirable. Certaines industries trouvent avantage à rester indépendantes les unes des autres et à former des sociétés à

(1) Sur le caractère des grèves dans notre pays, voir l'ouvrage de M. Eugène ROSTAND, *L'action sociale par l'initiative privée*, quatrième série, Alcan, 1907, p. 509 et s.

base uniquement professionnelle : leur spécialisation justifie leur particularisme.

Mais, sous cette réserve, on ne pourrait que déplorer une multiplicité de tentatives qui ne se connaîtraient que pour se concurrencer, risquant ainsi un échec qui jetterait le discrédit sur une institution à ses débuts.

La solidarité est ici plus nécessaire qu'en aucune autre branche d'assurance. Non seulement l'existence de plusieurs sociétés rivales et indépendantes enlève à l'assurance contre la grève la base large qui fait sa force, mais encore elle l'empêche d'atteindre pleinement son but défensif ; elle lui ôte l'unité de vues et de direction qui devrait inspirer la tactique d'une « Confédération générale du Patronat⁽¹⁾ ».

A la différence de l'Allemagne, ces organisations sont de véritables sociétés d'assurance mutuelle, soumises au décret du 22 janvier 1868. A côté d'elles existent, dans diverses régions de la France, des *caisses de grève* gérées par certains Comités⁽²⁾, ou syndicats patronaux, alimentées par les cotisations des adhérents et destinées à répartir des allocations aux industriels victimes de grève,

(1) Sous ce titre « l'Éclair » du 18 mars 1907 a publié un article de M. Trepreau, membre d'honneur du Syndicat des marchands et fabricants papetiers de Paris.

(2) Il y a été fait allusion par M. Basly dans une interpellation sur la grève des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais et du Nord, à la séance de la Chambre des députés du 19 novembre 1891 : « Et les 2 francs par tonne de houille non extraite que vous allouez aux compagnies où des grèves partielles éclatent, qu'est-ce sinon une opposition organisée contre les revendications des ouvriers » ?

en tenant compte de l'objet du conflit, de la mesure dans laquelle les intérêts communs de l'industrie intéressée sont engagés et des ressources disponibles.

Ces sociétés d'*assistance mutuelle*, analogues à celles qui fonctionnent en Allemagne dans certaines industries, ont une existence discrète; elles s'entourent d'un mystère que doivent respecter ceux-mêmes qui furent autorisés à en soulever le voile.

Nous examinerons donc dans ce chapitre uniquement les principes et l'organisation des trois sociétés d'assurance mutuelle les plus importantes⁽¹⁾.

§ I. — **La Caisse centrale métallurgique, Société d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé, et les caisses primaires adhérentes.**

Le 16 mai 1906, dans une réunion tenue à l'hôtel de la Société des ingénieurs civils, sous la présidence de M. Le Blanc, président de la Chambre syndicale des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs, fut adopté, pour la première fois, le principe d'une organisation permettant de venir en aide aux industriels victimes de grèves.

(1) Nous tenons à remercier tous ceux qui ont bien voulu nous accueillir et nous renseigner sur l'organisation française de l'assurance patronale contre la grève et particulièrement : MM. PINOT, secrétaire général de l'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent; DE PEYERIMHOFF, secrétaire général du Comité central des houillères de France; Commandant MAUMET, directeur de la Caisse centrale métallurgique; VERSPIEREN, directeur de la Caisse mutuelle industrielle et commerciale; RAYMOND DURAND, directeur du *Lloyd industriel*; CHARLES MARRET, courtier juré d'assurance.

Dans la suite, les présidents des Chambres syndicales de la métallurgie tinrent au siège de l' « Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent ⁽¹⁾ » et sous la présidence de M. Guillaïn, son président, un certain nombre de réunions, au cours desquelles furent élaborés les statuts ⁽²⁾ des sociétés primaires et centrale d'assurance contre la grève.

Dans le cours de l'année 1907 se constituèrent la caisse centrale métallurgique et six sociétés primaires. Cinq d'entre elles, portent le nom d'une branche spéciale de l'industrie métallurgique.

La *Construction métallique et électrique* ;

Le *Matériel de chemins de fer* ;

La *Forge* ;

La *Construction métallique* ;

La *Fonderie*.

La dernière en date, qui diffère des précédentes par son caractère régional, est la *Métallurgie ardennaise* ⁽³⁾.

(1) L'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent, dont le président est M. Guillaïn et le secrétaire général M. Pinot, est une union de syndicats professionnels fondée le 5 mars 1901. Elle se réunit au siège du Comité des forges de France.

(2) La commission de juriconsultes chargée de rédiger les statuts se composait de MM. GIGOT, président, de SÉGOGNE, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; QUERENET, avocat à la Cour d'appel ; MALANDRIN, avoué ; GRIGNON, notaire ; SAINT GIRONS, directeur aux établissements Schneider ; PINOT, secrétaire de l'Union des industries minières et métallurgiques.

(3) Le siège de ces sociétés et de la Caisse centrale est à Paris, 61, boulevard Haussmann. Leur directeur général, est M. Maumet, ancien élève de l'École polytechnique, chef d'escadron d'artillerie breveté en retraite.

L'industriel, qui veut s'assurer à l'une ou plusieurs de ces sociétés, doit faire partie de l'une des Chambres syndicales adhérentes à l'Union des industries minières et métallurgiques et des industries qui s'y rattachent.

La Société assure : 1° les frais généraux que les industriels continuent à supporter malgré l'arrêt total ou partiel du travail; 2° les conséquences civiles des actions judiciaires intentées par les ouvriers ou les employés à l'occasion de conflits. Elle exclut tant les dommages matériels que les pénalités dues pour retard dans les livraisons (1).

Les frais généraux *assurables* sont déterminés par les polices, en termes à peu près identiques (2); ce sont en général des dépenses obligatoires et improductives pendant la durée de la grève.

Les frais généraux sont déclarés par le contractant lors de la signature de la police et révisés, s'il y a lieu, d'un commun accord, au cours de l'assurance. La Société ne demande pas à en faire la vérification, elle se réserve seulement de refuser l'assurance, si les frais généraux déclarés ne paraissent pas correspondre à l'importance de la maison, au chiffre d'affaires ou du montant des salaires.

La somme assurée peut être égale au total des frais généraux; elle ne peut être inférieure à la moitié en cas d'assurance partielle.

(1) Les industriels peuvent s'exonérer des dommages-intérêts pour retard au moyen de la clause d'irresponsabilité, dite *clause de grève*, qui trouve ainsi à côté de l'assurance son utilité.

(2) Nous avons indiqué plus haut, chap. II, § III, les termes de la police de la *Forge* que nous produisons en appendice.

La contribution est fixée au taux de 30 francs par mille francs assurés, soit 3 0/0 des frais généraux assurés. Ce taux est un maximum de garantie. La cotisation annuelle, qui forme le fonds de prévoyance, ne dépasse pas 15 francs pour 1.000 francs assurés.

Pour résoudre le difficile problème de la distinction des grèves justes et injustes, les Sociétés, voulant éviter toute nullité dérivant de la clause compromissaire ou de la condition potestative, se sont adressées à l'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent.

Celle-ci a créé un *Comité central*, chargé de suivre les conflits.

Les seuls risques garantis sont ceux résultant de conflits qui, ayant été déclarés par l'assuré le plus tôt possible et, en tout cas, dans les six jours francs à partir de la cessation totale ou partielle du travail, au président de ce Comité central, auront été *subis, suivis et terminés* d'accord avec ledit Comité. — S'il y a désaccord entre l'assuré et le Comité central, à quelque époque et pour quelque motif que ce soit, l'assuré conservera sa pleine et entière liberté d'action ; mais il pourra perdre à la rigueur tout droit à indemnité. La déclaration du Comité central qu'il y a accord entre lui et l'assuré, obligera la Société.

L'intervention du Comité central sera d'ailleurs sans doute discrète ; il ne peut prétendre substituer son autorité et sa direction à celle du patron qui, dans les questions de

salaire et surtout de discipline intérieure, est le meilleur juge des intérêts de son usine et de la légitimité de la résistance du Comité central.

Le rôle sera particulièrement efficace dans les grèves étendues, à caractère politique, comme le mouvement que marque depuis quelques années la date du 1^{er} mai : il substituera, aux courtes vues de l'intérêt personnel, les mesures inspirées par l'intérêt général.

L'estimation de chaque sinistre est faite par un agent de la Société ou tout autre expert désigné par elle, contradictoirement avec l'assuré ou un expert choisi par lui.

L'indemnité rembourse les frais généraux correspondant à la période de grève, ou une quote-part de cette somme, si l'industriel est resté pour partie son propre assureur.

Les indemnités sont liquidées et payées, en principe, à la fin de l'exercice. Elles pourraient subir une réduction proportionnelle si les fonds de prévoyance, de garantie, et la portion disponible du fonds de réserve étaient insuffisants à les acquitter.

Toutefois, pour donner aux industriels en grève une aide prompte et efficace, le Conseil d'administration de la Société est autorisé à faire, avant même la terminaison d'un conflit, des avances importantes et immédiates aux sinistrés.

Les organes de la Société sont : un Conseil d'administration de trois à neuf membres, qui peut déléguer des pouvoirs à un de ses membres ou à un directeur pris en

dehors de lui, — l'Assemblée générale de tous les sociétaires, — les commissaires des comptes.

L'article 12 des statuts autorise la Société à s'assurer contre le risque d'insuffisance de ressources auprès d'une autre société, et au besoin, à contribuer à la fondation d'une telle société.

La Société ainsi prévue a été constituée sous le nom de : *Caisse centrale métallurgique, Société d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé.*

Elle garantit les sociétés assurées contre l'insuffisance de leurs ressources au cours d'un exercice, au cas où leur fonds de prévoyance, de garantie et la portion disponible de leurs réserves viendraient à être absorbés par les risques encourus par elles au cours de cet exercice.

La Société assurée doit notifier le sinistre, c'est-à-dire son insuffisance de ressources, à la Caisse centrale par une lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée dans un délai de huit jours francs à partir de la constatation de l'insuffisance par le Conseil d'administration.

La Société primaire ne peut rester pour partie son propre assureur ; elle doit assurer l'intégralité de ses risques.

L'estimation de chaque sinistre, c'est-à-dire la vérification des comptes établissant l'insuffisance de ressources, est faite par un agent de la Caisse centrale, contradictoirement avec l'assuré.

Le compte des sinistres est dressé à la fin de chaque exercice. Le Conseil d'administration peut faire des avances

au cours de l'année, aux sociétés qui déclarent une insuffisance de ressources.

Le taux de la contribution annuelle maxima est fixé à 15 francs par 1.000 francs assurés.

Après huit mois de fonctionnement, les sociétés d'assurance limitées à l'industrie métallurgique et accessibles aux seuls adhérents de l'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent, ont acquis une grande extension : elles assurent environ 20 millions de frais généraux. Jusqu'ici, une seule grève a éclaté et une indemnité de 4.000 francs environ sera payée à l'assuré. Les réserves, déjà importantes, donnent à ces sociétés, toute sécurité pour l'avenir.

§ II. — La Caisse mutuelle industrielle et commerciale ayant pour but le remboursement des pertes résultant du chômage en cas de grève injustifiée.

A la suite de grèves ouvrières nombreuses et intenses qui menaçaient de se généraliser et de compromettre l'existence de l'Industrie et du Commerce en France, la Fédération des industriels et des commerçants français mit à l'étude, en 1906, la recherche des moyens « propres à atténuer pour le patronat, les charges et les risques de ces crises » ⁽¹⁾.

Après de nombreuses séances où fut discuté par une commission d'industriels, de commerçants et de juriconsultes ⁽²⁾ le projet présenté par M. Verspieren, une société

(1) *Bulletin de la Fédération*, juin 1907, n° 45, p. 577.

(2) Cette commission était composée de MM. OCTAVE NOEL, vice-président

d'assurance mutuelle contre la grève fut constituée sous le nom de CAISSE MUTUELLE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE, *ayant pour but le remboursement des pertes résultant du chômage en cas de grève injustifiée* ⁽¹⁾.

La Caisse mutuelle, industrielle et commerciale est ouverte à tous les industriels ou commerçants agréés par le Conseil d'administration, quelle que soit la nature de leur industrie ou de leur commerce.

La Caisse mutuelle garantit ses adhérents contre les conséquences pécuniaires résultant d'une perte totale ou partielle de leurs frais généraux, par suite de mise à l'index ou de rupture injustifiée du contrat de travail, dans leurs propres établissements. Elle les garantit également contre les conséquences civiles des actions judiciaires que leur personnel pourrait leur intenter à l'occasion d'un conflit.

La désignation et l'évaluation des valeurs assurées est faite sur la déclaration de l'assuré. Le Conseil d'administration se borne à admettre ou à refuser l'assurance.

Sont exclus des frais généraux assurables les salaires et autres frais qui cessent au moment où commence la grève.

Suivant la formule adoptée également par la Caisse centrale métallurgique, les seuls risques garantis seront ceux

de la Fédération des industriels et commerçants français ; ALBERT GIGOT, MAX BORTON, avocat à la Cour d'appel, DE RIBES-CHRISTOFLE, ERNOULT-TAFFIN, GEORGES BLONDEL et DUPUIS. M^e BARBOUX, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, rédigea sur le projet de statuts qui lui fut soumis, une consultation dont le *Bulletin de la Fédération* (n° 45, p. 576) résume les points saillants.

(1) Les directeurs de la Caisse mutuelle sont MM. Verspieren et A. Arnould.

Son siège social est à Paris, 29, rue de Provence.

résultant des conflits subis par l'assuré et suivis d'accord avec trois commissaires choisis par le comité désigné par la Fédération des industriels et commerçants français, et sous leur contrôle.

Dès qu'un conflit éclate dans un établissement, l'assuré doit en prévenir, dans les quarante-huit heures le directeur de la Société qui en informe le Comité désigné par la Fédération. Celui-ci choisit ses commissaires auxquels l'assuré doit fournir tous les renseignements et tous les documents nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

L'industriel en grève conserve, malgré le contrôle des commissaires, sa pleine et entière liberté d'action quant aux mesures à prendre au cours du conflit, mais son droit à indemnité ne subsiste que dans la mesure où le Comité de la Fédération estimera qu'il a subi une grève injuste dans son principe et demeurée telle pendant sa durée.

Les conflits ne dépassant pas trois jours pleins sont considérés comme rentrant dans la catégorie des incidents d'ateliers. D'autre part, on a voulu éviter les grèves de trop longue durée. Aussi aucune indemnité n'est due avant le quatrième jour de grève, ni après le quatre-vingt-dixième.

Le règlement des dommages est fait en principe à la fin de l'exercice. Toutefois, le Conseil d'administration peut autoriser des avances ne dépassant pas, par jour de grève, un trois-centième de la somme assurée, ou une quote-part de cette fraction, en cas de grève partielle.

Par une combinaison très ingénieuse, la Société réalise à la fois la classification du risque et l'assurance à deux degrés.

La Société admet les assurés, soit comme adhérents isolés, soit constitués en groupes locaux ou professionnels. Chaque adhérent isolé ou chaque groupe est titulaire d'un compte spécial, qui porte son nom : ce compte est crédité des deux tiers des cotisations payées par ses titulaires et débité des indemnités qui leur sont dues.

Le troisième tiers des cotisations est versé à un compte général.

Lorsque le chiffre des indemnités dépasse le crédit d'un compte particulier, il est fait appel, pour en payer la moitié, au maximum de garantie, le surplus restant à la charge du compte général.

Le taux de la cotisation maxima et de la cotisation annuelle — celle-ci étant le quart de la première — varie, ainsi que nous l'avons vu ⁽¹⁾, d'après les résultats de chaque exercice. Le nombre de grèves subies par chaque compte, ou plutôt le rapport des indemnités qu'il doit au total des cotisations qu'il a reçues, indique, à la fin de chaque exercice, si le risque est bon ou mauvais et si les titulaires du compte doivent être imposés ou non à la cotisation supérieure d'une autre classe. La valeur de chaque risque particulier est ainsi déterminée pour chaque assuré ou groupe d'assuré, non pas d'après certains signes exté-

(1) Chap. II, § IV.

rieurs, comme serait le toit de chaume pour une compagnie d'assurance-incendie, mais d'après les données de l'expérience : le nombre de sinistres réels indique, après coup, l'intensité du risque de chacun, différence à laquelle doit correspondre un taux différent de prime.

Dans la 1^{re} classe, qui comporte une cotisation maxima de 2 0/0 des frais généraux et assurés (cotisation annuelle 0,50 0/0), restent les sociétaires de tous les comptes particuliers dont les indemnités ne dépassent pas le quadruple des cotisations annuelles.

Soit un groupé d'assurés payant à eux tous 30.000 francs de cotisation annuelle (ce qui à 0,50 0/0 correspond à 6 millions de frais généraux assurés). Si, à la fin de l'exercice, le montant des indemnités reste inférieur à 120.000 francs, les assurés de ce groupe continueront d'appartenir à la 1^{re} classe. Si au contraire, les dommages s'élèvent à 120.000 francs, somme égale au maximum de garantie de la 1^{re} classe et quadruple de la cotisation ordinaire, le groupe particulier sera imposé à la cotisation de la classe supérieure (0,625 0/0 et 2,50 0/0 de maximum de garantie).

Le maximum de garantie et la cotisation ordinaire s'élèvent à 3 0/0 et 0,75 0/0 des frais généraux assurés dans la 3^e classe où sont répartis les titulaires des comptes particuliers comportant à leur débit des indemnités supérieures ou égales à huit fois le montant des cotisations annuelles initiales par eux versées. Les cotisations maxima et annuelles atteignent 3,50 et 0,875 0/0 dans la 4^e classe

(sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à 12 fois le montant des cotisations annuelles initiales).

En pratique le système fonctionnera de la manière suivante : Reprenons l'exemple ci-dessus d'un groupe d'assurés ayant 30.000 francs de cotisation initiale dont les $\frac{2}{3}$ (soit 20.000 francs), sont versés au crédit du compte particulier et $\frac{1}{3}$ (soit 10.000 francs) au compte général.

A la fin de l'exercice les indemnités s'élèvent, par hypothèse, à 150.000 francs. Les 20.000 francs inscrits au crédit du compte particulier laissent un reliquat impayé de 130.000 francs. Il est fait alors appel au maximum de garantie dans la mesure nécessaire au paiement de la moitié du reliquat, soit 65.000 francs; et le compte général doit payer la même somme.

Toutefois il ne la paie pas intégralement. Le résultat de l'exercice prouve en effet que le groupe devait être imposé à une classe supérieure : le chiffre des indemnités dépasse le quadruple des cotisations. Conformément au tableau de classification, le groupe aurait dû payer 37.500 francs de cotisation annuelle (au taux de la 2^e classe : 0,625 0/0) au lieu de 30.000 francs. La différence de 7.500 francs entre la cotisation due et la cotisation versée sera retenue par le compte général qui ne paiera que 57.500 francs au lieu de 65.000 francs. Ces 7.500 francs seront acquittés au moyen du fonds de garantie du compte particulier qui a déjà payé 85.000 francs.

En définitive le compte particulier contribue pour 92.500 francs au paiement des sinistres s'élevant à 150.000 francs, tandis que le compte général supporte 57.500 francs

Ces cotisations correspondent au premier degré d'assurance et ne donnent droit à indemnité que du 4^e jour au 27^e jour de grève. Pour être indemnisé dans une grève d'une durée supérieure, jusqu'au 90^e jour, il faut payer les cotisations du deuxième degré, cotisations dont le taux, également progressif suivant la même échelle, est inférieur à celui du premier degré. Ce deuxième degré a été créé pour permettre aux syndicats patronaux qui ont organisé ou qui organiseront des caisses de grève de garder leur individualité, tout en profitant des avantages de l'affiliation à la Caisse mutuelle. Les industriels qui, au contraire, n'ont aucune organisation de ce genre adhéreront au premier et au deuxième degré d'assurance et seront indemnisés dès le 4^e jour de grève jusqu'au 90^e. Ils paieront, dans chaque classe, les cotisations cumulées des deux degrés, soit un maximum de garantie qui variera de 3 0/0 des frais généraux assurés pour la première classe (2 0/0 pour le premier degré et 1 0/0 pour le deuxième) à 6 0/0 (3,50 0/0 pour le premier degré; 2,50 0/0 pour le deuxième) dans la quatrième.

Conformément au décret de 1868, il est constitué, pour chacun des degrés d'assurance, un fonds de réserve par l'intérêt des fonds placés et la moitié des excédents entre les cotisations de chacun des groupes et les indemnités

versées à leurs adhérents ; l'autre moitié est répartie entre chaque groupe au prorata de ses cotisations, déduction faite des indemnités qu'il a reçues.

Les organes de la Société sont le Conseil d'administration, le ou les directeurs, l'assemblée générale des sociétaires et les commissaires des comptes.

La Caisse mutuelle industrielle et commerciale réunit environ 150 à 160 adhérents avec un total de 30 millions assurés. Le risque le plus fort ne dépasse pas un million.

Elle n'a eu jusqu'ici aucun sinistre à indemniser, ce qui lui permet de constituer des réserves pour l'éventualité de grèves nombreuses.

§ III. — Le « **Lloyd industriel** ». Société d'assurances mutuelles contre les risques de grève.

Le *Lloyd industriel*, constitué à Lyon en juin 1906, est de création plus ancienne que les sociétés précédentes⁽¹⁾.

Son but est de faire toutes les opérations d'assurance ou de réassurance ayant pour objet de couvrir ses sociétaires, atteints par une grève de la perte des frais généraux de leur industrie ou de leur commerce pendant la durée de la grève.

La désignation et l'évaluation des frais généraux assurés sont faites sur la déclaration de l'adhérent. Le Conseil d'administration est souverain pour admettre ou refu-

(1) Son siège social est à Lyon, 56, rue de la République, et son directeur M. Raymond Durand.

ser l'assurance, sans être tenu de motiver sa décision.

Les effets de l'assurance commencent six mois après le jour de son acceptation. On évite ainsi l'adhésion des assurés sous la menace prochaine d'une grève.

La grève est définie : « toute cessation du travail résultant d'un accord du personnel ».

La grève est partielle lorsque plus du quart du personnel a cessé le travail ; elle est générale, si elle s'étend aux $\frac{3}{4}$ du personnel. Dans le premier cas, la Société rembourse à l'assuré la moitié de ses frais généraux, dans le second, elle est responsable de la totalité des frais généraux journaliers pour chaque jour d'arrêt complet, calculée sur 360 jours de l'année.

L'indemnité est due à partir du jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée informant la Société qu'une grève a commencé. A partir du 30^e jour de grève, les indemnités sont réduites de moitié. Après 90 jours de paiement, toute indemnité doit cesser.

Le cas de grève générale sur tout le territoire français est exclu de l'assurance.

En principe, la Société assure toute grève. Cependant, lorsque la grève aura une cause provenant du fait de l'assuré, tels que voies de fait, injures graves, violation d'engagements ou de règlements corporatifs, l'appréciation du droit à l'indemnité sera confiée à des experts choisis exclusivement parmi les sociétaires ⁽¹⁾.

(1) Cette disposition des statuts nous paraît constituer une clause compro-

La cotisation est fixée au maximum d'un pour cent des frais généraux assurés.

La Société a conclu, pour une année, un traité de ré-assurance avec une société anglaise.

L'administration est confiée à un Conseil général des sociétaires composé des 50 plus forts assurés, d'un conseil d'administration de 8 à 20 membres et d'un directeur.

La Société assure actuellement environ 13 millions de frais généraux.

missoire tombant sous le coup de l'article 1006 du Code de procédure civile. Mais si elle n'a aucune valeur légale, il est possible qu'elle garde son utilité, au cas où les parties l'exécuteront volontairement. De nombreuses sociétés insèrent dans leurs statuts la clause compromissoire, qui n'a d'autre efficacité que celle d'un engagement d'honneur, dont les associés peuvent légalement refuser l'exécution.

CONCLUSION

Nous avons tenté, dans cette étude, de dégager le double caractère de l'assurance patronale contre la grève, qui, d'une part, appartient à une catégorie juridique très précise : l'assurance, et, d'autre part, étant un mode d'organisation patronale défensive, relève de la politique sociale.

La concentration croissante des forces ouvrières, la puissance numérique et financière des syndicats, la tyrannie et le terrorisme qu'ils essaient trop souvent d'exercer, l'emploi fréquent et abusif de la grève comme moyen de contrainte au service de revendications illégitimes, ont rendu, en tout pays, nécessaire la ligue des patrons pour la défense des intérêts menacés de l'industrie tout entière. Aux syndicats ouvriers répondent les associations patronales.

Et sur chaque bord du fossé, qui s'est creusé entre ouvriers et employeurs, se dressent ainsi deux forces qui se croient ennemies.

Peut-être un jour, cet antagonisme cessera-t-il. Sauf

sur un point spécial, la question du salaire, les intérêts des ouvriers et du patron sont solidaires : tous doivent souhaiter la prospérité de l'entreprise qui les fait vivre et qui, souvent, les enrichit. Certaines pratiques, telles que la participation aux bénéfices ou le salaire à primes, rendent l'association plus étroite encore, en substituant au salaire un mode moins imparfait de rémunération. Certaines institutions, telles que le contrat collectif de travail, la conciliation et l'arbitrage, les délégués ouvriers permettent au patron et aux ouvriers de discuter ensemble, et de chercher, avant que le conflit n'éclate, un terrain d'entente.

Mais ces divers moyens ne sont guère que des palliatifs dont le succès suppose des conditions difficiles à rencontrer.

Dans certains milieux privilégiés, leur emploi peut exercer une influence salubre. Mais leurs résultats bienfaisants sont trop rarement durables. La conclusion d'un contrat collectif ou l'acceptation d'une sentence arbitrale⁽¹⁾ ne sont trop souvent que des armistices de courte durée. Et la guerre reprend ; et les espérances de paix sociale s'éloignent.

(1) A la suite de la crise de Marseille en 1904, M. EUGÈNE ROSTAND (*op. cit.*, p. 527 et suiv.), enregistre avec son habituelle clairvoyance « quelques démonstrations qui ressortent des faits et qu'on peut tenir pour acquises :

a) *l'inutilité des contrats collectifs* non point en général... mais pour notre pays, en ses conditions présentes...

b) *l'inanité de l'arbitrage* comme solution, non point en soi, de façon absolue, mais pour notre pays en ses conditions présentes...

c) *l'impuissance des syndicats comme forces organisatrices* ».

Dans cette situation, qu'ils n'ont pas créée, mais qu'ils doivent envisager sans illusion et sans faiblesse, les patrons trouvent le droit et le devoir de s'associer à leur tour pour résister au flot montant des grèves injustes.

Par son double effet, préventif et réparateur, l'assurance contre la grève peut paraître la forme d'association patronale la mieux adaptée à ce but défensif.

Mais l'application à ce risque nouveau du mécanisme rigoureusement scientifique de l'assurance soulève des difficultés nombreuses. Elles ne nous ont pas semblé insurmontables : la grève présente, à notre avis, les caractères d'un risque assurable, et, malgré le défaut de données statistiques, l'assurance contre la grève est possible sous la forme de la mutualité.

En réfutant certaines objections d'ordre moral ou social, en justifiant le rôle qu'elle est appelée à jouer, en indiquant les principes nécessaires auxquels elle doit obéir, nous croyons avoir établi la possibilité *théorique* de l'assurance contre la grève.

Sa réalisation *juridique* dans les diverses législations positives a rencontré, ensuite, des obstacles sérieux. En Allemagne, ils sont tels qu'à peine est-il possible d'y parler, dans la rigueur des termes, d'une assurance véritable. La majorité des industriels allemands a préféré s'unir par le lien d'une *assistance* mutuelle, bien que nombre d'entre eux pratiquent, les uns en fait, les autres en droit, l'assurance proprement dite.

En France, une législation moins sévère permet de

préférer la précision juridique de l'assurance et d'admettre le droit à indemnité qui la distingue de l'assistance. Dans le cadre du décret de 1868, l'assurance contre la grève ignore les gênes de la loi allemande, bien que certains principes lui créent des obstacles, qu'il nous a paru possible de surmonter. Nous avons alors déterminé le risque assurable, la base et le taux de l'indemnité, et tenté, en un mot, la construction juridique de l'assurance contre la grève en France.

Les sociétés récemment fondées dans notre pays n'ont pas derrière elles un passé assez ancien pour permettre d'apprécier, à l'usage, les principes qu'elles mettent en œuvre.

Tout jugement d'ensemble sur l'assurance contre la grève risque encore d'être prématuré : il faut attendre les données de l'expérience qui seule donne aux œuvres nouvelles leur consécration définitive.

Un dogmatisme sans nuances aurait ici toute l'incertitude et la témérité d'une prophétie ; la seule attitude possible, c'est une très grande réserve, à égale distance, des espoirs chimériques ou des craintes exagérées.

Dans le conflit social, l'assurance contre la grève n'est qu'une arme, dont la valeur et la moralité dépendent des hommes qui en feront usage. Équitables dans l'appréciation de la légitimité des grèves, énergiques à soutenir les luttes nécessaires, modérés dans la victoire, ils lui laisseront son rôle véritable : la défense contre les revendications injustes, qui mettent en péril le sort de l'industrie nationale.

Justifiera-t-elle, par ses résultats, l'optimisme de ses partisans ou les reproches de ses adversaires? Sera-t-elle un moyen de défense ou un instrument d'oppression? Créée pour la guerre, contribuera-t-elle à la paix sociale?

Si la pratique allemande semble devoir rassurer les libéraux sincères, il convient d'attendre encore l'enseignement des faits.

En France, le champ des expériences s'ouvre à peine, et la conclusion reste encore incertaine.

L'idée de l'assurance contre la grève est juste; le but qu'elle poursuit, légitime; sa réalisation, possible et les principes de prudence qui guident les tentatives actuelles donnent des garanties sérieuses de succès. Ses dangers résident beaucoup moins en elle-même que dans la possibilité d'une pratique abusive qui fausserait son esprit et l'éloignerait de son but naturel.

Œuvre humaine, elle révélera parfois l'homme avec ses imperfections, ses passions, ses faiblesses, les courtes vues de son intérêt personnel et, dans tel cas, elle peut être aussi injuste que certaines grèves.

Mais libéralement comprise et loyalement pratiquée, l'assurance contre la grève doit exercer une influence apaisante.

Force clairvoyante et impartiale, se mettre toujours du côté du droit, au service du droit; n'être pas seulement *patronale*, mais défendre l'intérêt *général*; avoir une fonction modératrice et réduire le nombre des grèves, en rendant inefficaces les grèves injustes et en favorisant les grèves justes; avoir une vertu éducative, donner aux

industriels des habitudes de cohésion et de solidarité; assainir, par l'exemple d'une pratique équitable, une opinion publique qui oscille entre la fausse sentimentalité sociale⁽¹⁾ et l'impérialisme *Scharfmacher*; combattre, sous toutes ses formes, le despotisme et la tyrannie, démocratique ou oligarchique, patronale ou syndicale; n'appartenir jamais qu'au tiers-parti de la justice, tel peut être son rôle.

Ce serait un beau rêve, — est-il utopique? — que celui d'un état social où la grève deviendrait aussi inutile que l'assurance contre la grève : les revendications légitimes des ouvriers triompheraient sans lutte; il ne s'en élèverait plus d'illégitimes.

Vu : *Le Président,*

E. THALLER.

Vu : *Le Doyen,*

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

(1) « Appliquons la justice, dit M. Fabreguettes, améliorons le sort de l'ouvrier, mais gardons-nous de glisser dans une organisation sociale qui, renversant les rôles, ferait des ouvriers de véritables privilégiés. Or, c'est là le danger des idées sentimentales de générosité, de commisération auxquelles certains se laissent entraîner, dans le but louable, d'ailleurs, de devancer, de frapper d'inanité les théories redoutables que l'on propage ».

P. Fabreguettes, *La question sociale. Le contrat de travail. Les coalitions et les grèves devant la loi. Rôle des syndicats, arbitrage, conciliation (législation ouvrière)*. Toulouse, Soubiron, 1896.

APPENDICE I

LA FORGE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES MUTUELLES
CONTRE LES CONSÉQUENCES DU CHÔMAGE FORCÉ

constituée en conformité du décret du 22 janvier 1868.

Statuts reçus par M^e GRIGNON, notaire à Paris, le 20 Février 1907.

STATUTS

TITRE PREMIER

**Dénomination. — Siège et durée de la société. —
Circonscription territoriale de ses opérations.**

ARTICLE PREMIER. — Une Société d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé, résultant des conflits entre employeurs et employés dans les conditions ci-après déterminées, est formée entre les chefs d'industrie, particuliers ou Sociétés, adhérant aux présents statuts et faisant partie du Syndicat dénommé « Comité des Forges de France », affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y

rattachent. Elle est régie par les dispositions du décret du 22 janvier 1863 et par les présents statuts.

ART. 2. — Cette Société prend la dénomination : « **la Forge** ».

ART. 3. — La Société a son siège à Paris, boulevard Haussmann, n° 61. Ce siège pourra être transféré dans un autre endroit situé dans la même commune par simple décision du Conseil d'administration, et dans une autre commune du ressort territorial de la Société en vertu d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise conformément à l'article 37 ci-après.

ART. 4. — La durée de la Société est fixée à trente ans, à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

TITRE II

Objet de la Société.

ART. 5. — La Société a pour objet de garantir tous ses membres contre une partie des conséquences pécuniaires résultant de la cessation totale ou partielle du travail dans leurs établissements, à la suite d'un conflit entre la direction et le personnel de ces établissements sous les réserves et conditions indiquées aux articles 6 et suivants, en les indemnisant des frais généraux par eux assurés qu'ils continuent à supporter malgré l'arrêt total ou partiel du travail.

Elle les garantit également contre les conséquences civiles des actions judiciaires que leurs ouvriers ou employés pourraient leur intenter à l'occasion de ces conflits.

La Société ne garantit aucun autre dommage, notamment les dommages matériels causés tant aux personnes qu'aux biens meubles et immeubles, ni les dommages-intérêts et pénalités dus pour inexécution des marchés ou retards dans les livraisons.

Les opérations de la Société s'étendront à toute la France continentale.

TITRE III

Détermination des risques.

ART. 6. — Les seuls risques garantis par la Société sont ceux résultant des conflits qui :

1° Auront été déclarés par l'assuré, le plus tôt possible et en tout cas dans les six jours francs à partir de la cessation totale ou partielle du travail, au Président du *Comité central* constitué et organisé conformément à la délibération prise le 13 décembre 1906 par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent (Union de syndicats professionnels fondée le 5 mars 1901 sous le régime de la loi du 21 mars 1884), et qui :

2° Auront été subis, suivis et terminés avec ledit Comité.

S'il y a désaccord entre l'assuré et le *Comité central* à quelque époque et pour quelque motif que ce soit, l'assuré conservera sa pleine et entière liberté d'action ; mais, en ce cas, il n'aura droit à aucune indemnité de la part de la Société, tout en restant soumis à toutes les obligations pécuniaires ou autres résultant de sa police.

La déclaration à la Société par le *Comité central* qu'il y a eu accord entre lui et l'assuré, obligera la Société.

Simultanément et dans le même délai ci-dessus indiqué, l'assuré doit envoyer à la Société un duplicata de l'avis de la cessation totale ou partielle de travail adressé par lui au Président du *Comité central*.

ART. 7. — L'envoi des déclaration et avis exigés par l'article 6 doit être fait par lettres recommandées avec accusés de réception.

Faute par l'assuré d'observer les prescriptions dudit article, il sera déchu de tout droit à une indemnité.

ART. 8. — Le capital assuré par chaque sociétaire ne pourra en aucun cas être supérieur au total annuel de ses frais généraux, évalués pour l'établissement ou la spécialité assurée, au moment de la signature de la police, d'accord avec le Conseil d'administration de la Société. Cette évaluation pourra être révi-

sée annuellement sur la demande de l'une ou de l'autre des parties.

Au cas où le sociétaire déclarerait ne vouloir assurer qu'une part de ses frais généraux, entendant être pour le reste son propre assureur, cette part ne pourra en aucun cas être inférieure à 50 0/0 du total annuel desdits frais généraux, le Conseil d'administration restant juge de l'opportunité de l'acceptation ou du refus des risques ainsi limités.

Si le sociétaire s'assurait ensuite à une autre Société pour tout ou partie du complément de son risque, il devrait en informer immédiatement la présente Société, à peine de perdre tous droits à une indemnité, et cette dernière Société aurait le droit de notifier la résiliation du contrat.

ART. 9. — Le droit à l'indemnité ne commence à courir que du jour de l'envoi des déclaration et avis prescrits à l'article 6.

ART. 10. — L'estimation de chaque sinistre est faite par un agent de la Société ou tout autre expert désigné par elle, contrairement avec l'assuré ou un expert choisi par lui. En cas de dissidence, il en est référé à un tiers expert désigné, à défaut d'accord entre les parties, par le Président de la Chambre syndicale à laquelle l'assuré aura déclaré vouloir ressortir au moment de la signature de la police, ou, à son défaut, par le Président du tribunal civil du siège social.

ART. 11. — Le compte des sinistres survenus au cours de chaque exercice sera dressé à la fin de cet exercice.

Si un conflit commencé pendant un exercice ne s'est terminé qu'au cours de l'exercice suivant, l'indemnité sera portée au compte de chaque exercice au prorata du temps couru.

Si l'indemnité n'est pas due par suite d'une déchéance, la somme comprise comme prévision dans les comptes du premier exercice clôturé sera portée au fonds de réserve.

Les ressources de chaque exercice se composent :

1^o Des contributions au fonds de prévoyance versées par les sociétaires au cours de cet exercice, ainsi que des revenus du fonds de réserve ;

2° En cas de besoin, d'un supplément formé d'abord par l'appel de tout ou partie du fonds de garantie, puis par le prélèvement d'une partie du fonds de réserve n'excédant pas la moitié de ce dernier fonds.

Si les ressources ainsi constituées ne suffisent pas à désintéresser les assurés sinistrés, ces derniers seront indemnisés au marc le franc conformément à la loi.

ART. 12. — La Société pourra s'assurer contre le risque d'insuffisance de ressources auprès d'une autre Société, et, au besoin, contribuer à la fondation d'une telle Société.

TITRE IV

Durée de l'assurance. — Causes de résiliation.

ART. 13. — L'assurance est contractée pour toute la durée de la Société, sauf le droit respectif pour l'assuré et pour la Société de la faire cesser à l'expiration de chaque période de cinq années en se prévenant réciproquement six mois à l'avance.

L'engagement social est constaté par une police, signée en double par le souscripteur, et par le représentant de la Société après l'acceptation de l'assurance par le Conseil d'administration. Il n'est définitif que par cette acceptation ; il est considéré comme non avenu en cas de rejet par le Conseil.

ART. 14. — Le contrat prendra fin avant son terme dans le cas de cessation de l'industrie de l'assuré ; celui-ci sera tenu d'en donner avis à la Société par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans la quinzaine qui suivra l'événement.

En cas de décès de l'assuré, celui ou ceux des héritiers qui continueront l'exploitation resteront soumis aux obligations du contrat d'assurance, qui conservera son plein effet jusqu'à son expiration.

En cas de mutation à quelque titre que ce soit, vente, donation, cession, apport en société, fusion, transformation de la raison sociale, comme aussi en cas de faillite, de liquidation volontaire ou judiciaire, de déconfiture, de dissolution, expiration

ou liquidation de société, l'assuré ou ses ayants droit, ou représentants, y seront tenus d'en faire la déclaration à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans la quinzaine qui suivra l'événement, sous peine de n'avoir droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité. La Société se réserve le droit, soit de maintenir la police en cours, soit de résilier le contrat, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'assuré ou son représentant dans le mois qui suivra sa déclaration.

Dans tous les cas où le contrat prendra fin, avant son terme, l'assuré ou ses ayants droit resteront tenus, pour la totalité de l'année en cours, des obligations nées du contrat, notamment du paiement des contributions afférentes tant au fonds de prévoyance qu'au fonds de garantie.

Toutefois, dans le cas prévu au § 3 du présent article, de résiliation de l'assurance par la Société elle-même, l'assuré ne sera tenu que du paiement des contributions échues et de celles à courir jusqu'à l'expiration du mois courant lors de la résiliation.

TITRE V

Contribution des associés. — Fonds de garantie, de prévoyance et de réserve.

ART. 13. — L'ensemble des contributions sociales maxima annuelles qui peuvent être demandées aux assurés pour le paiement des charges communes de toute nature, y compris les frais de gestion, constitue le fonds de garantie.

Le taux de la contribution maxima annuelle à payer est fixé à trente francs (30 fr.) par mille francs assurés.

Les frais annuels de gestion ne pourront excéder dix pour cent du fonds de garantie.

ART. 16. — Pour prévenir tout retard dans le paiement des indemnités, et pour faire face aux dépenses courantes, il est établi un fonds de prévoyance au moyen du paiement par chaque assuré d'une portion de la contribution sociale maxima dont il est passible.

Le montant de ce versement ne pourra dépasser la moitié de

la contribution sociale maxima; il sera déterminé tous les ans, ainsi que son mode de paiement par terme, par l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration.

A défaut de paiement d'un terme échu de la contribution au fonds de prévoyance, ou à défaut de paiement dans le délai fixé de tout ou partie de la contribution sociale maxima réclamée en vertu d'une délibération du Conseil d'administration, et dix jours après une mise en demeure restée infructueuse, les effets de l'assurance sont suspendus, sans préjudice pour la Société du droit de poursuivre le paiement des contributions restant à courir jusqu'à l'expiration de l'année en cours. A défaut de paiement un mois après l'expiration de cette année, le membre défaillant ne pourra être exclu de la Société par simple décision du conseil d'administration.

Le compte de chacun des sociétaires sera arrêté à la fin de chaque exercice.

ART. 17. — Il sera formé un fonds de réserve, composé des économies faites chaque année sur les contributions et autres produits de la Société. Le montant du fonds de réserve supplée, s'il y a lieu, à l'insuffisance du fonds de prévoyance, puis du fonds de garantie. Les sommes prélevées à cet effet sur le fonds de réserve ne peuvent, pour une même année, excéder la moitié de ce fonds. Le montant du fonds de réserve est fixé tous les cinq ans par l'Assemblée générale.

Le fonds de réserve est acquis à la Société. En aucun cas, il ne peut être l'objet de réclamations individuelles ou collectives de la part des sociétaires pendant toute la durée de la Société.

ART. 18. — Les fonds qui ne sont pas nécessaires au service courant doivent être placés en valeurs déterminées par l'article 33 du décret du 22 janvier 1868.

TITRE VI

Administration de la Société.

ART. 19. — L'administration de la Société est confiée à un conseil composé de cinq membres au moins et de neuf membres

au plus, pris parmi les sociétaires ayant un minimum de cent mille francs de valeurs assurées, et nommés par l'Assemblée générale.

ART. 20. — Le Conseil se renouvelle partiellement chaque année de manière que le nombre des membres sortants soit d'environ le tiers des membres en exercice et que le renouvellement soit complet en trois ans.

Pour les premières applications de cette disposition, l'ordre de sortie est déterminé par un tirage au sort qui a lieu en séance du conseil ; une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination, et la durée des fonctions de chaque administrateur est de trois années.

Les membres du Conseil sont rééligibles.

ART. 21. — Si le Conseil est composé de moins de neuf membres, les administrateurs ont la faculté de nommer un ou plusieurs administrateurs jusqu'à concurrence de ce nombre. Dans ce cas, les nominations, faites à titre provisoire par le Conseil, sont soumises à la confirmation de l'Assemblée générale, lors de sa première réunion ; l'Assemblée générale détermine en même temps la durée du mandat des administrateurs ainsi nommés.

De même, si une place d'administrateur devient vacante dans l'intervalle des deux Assemblées générales, les administrateurs restants peuvent pourvoir au remplacement ; ils sont même tenus de le faire si leur nombre est descendu au-dessous de cinq. L'Assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace.

ART. 22. — Chaque année, le Conseil nomme parmi ses membres un président et un ou deux vice-présidents.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, le Conseil désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit présider la séance.

Le Conseil désigne aussi la personne devant remplir les fonctions de secrétaire, et qui peut être prise même en dehors du Conseil.

ART. 23. — Le Conseil se réunit sur la convocation du président ou de la moitié de ses membres.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les sociétés administrateurs sont représentées aux réunions du Conseil par un gérant ou administrateur ou directeur, délégué à cet effet par la gérance ou par le Conseil d'administration.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 24. — Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par l'administrateur qui a présidé la séance et par un autre des administrateurs ayant pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du Conseil, ou, à son défaut, par deux administrateurs.

ART. 25. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus, sans restriction, pour diriger et administrer la Société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet, et notamment :

Il autorise toutes acquisitions et ventes, tous échanges et locations de biens meubles et immeubles, ainsi que tous transferts et aliénations de rentes ou autres valeurs.

Il autorise l'assurance contre le risque d'insuffisance des ressources, prévu à l'article 12.

Il autorise la participation de la Société à la fondation d'une Société d'assurances mutuelles contre le risque d'insuffisance de ressources des sociétés d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé résultant des conflits entre employeurs et employés.

Il fait faire à la Société toutes avances ou crédits de banque ou autres.

Il détermine le placement des fonds disponibles et des réserves.

Dans le but d'apporter aux sinistrés frappés par le chômage forcé une aide prompte et efficace, il peut, en cours d'exercice, leur

faire des avances. Ce qui, sur lesdites avances, excéderait les droits des sinistrés tels qu'ils seront fixés à la fin de l'exercice, sera remboursable par eux à cette époque. Dans le cas où l'assuré perdrait son droit à une indemnité, en exécution des stipulations de l'article 6, les avances qui lui auraient été faites antérieurement deviendront immédiatement exigibles.

Le Conseil autorise tous traités, transactions, compromis, désistements, acquiescements, toutes mainlevées, avec désistement de tous droits, de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, avant ou après paiement.

ART. 26. — Le Conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables, soit à un ou plusieurs de ses membres, soit à un directeur pris hors de son sein. Les attributions, pouvoirs, avantages et émoluments fixes et proportionnels des personnes déléguées sont déterminés par le Conseil.

Le Conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à toute personne pour un ou plusieurs objets déterminés.

Les actions en justice sont exercées aux poursuites et diligences du ou des administrateurs délégués ou du directeur.

ART. 27. — Tous les actes concernant la Société décidés par le Conseil, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les chèques et effets de commerce sont signés par le directeur ou un administrateur délégué, et par un autre administrateur, à moins d'une délégation spéciale du Conseil au directeur ou à tout autre mandataire.

ART. 28. — Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux obligations de la Société; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Le Conseil d'administration reçoit des jetons de présence dont la valeur, fixée par l'Assemblée générale, est maintenue jusqu'à décision contraire de ladite Assemblée, et qu'il répartit entre ses membres comme il le juge convenable.

TITRE VII

Commissaires.

ART. 29. — L'Assemblée générale nomme chaque année un ou plusieurs commissaires, sociétaires ou non, chargés de la mission déterminée par les articles 21 et suivants du décret du 22 janvier 1868.

Si l'Assemblée a nommé plusieurs commissaires, l'un peut agir seul en cas de décès ou d'empêchement de l'autre.

TITRE VIII

Assemblées générales.

ART. 30. — Les sociétaires sont réunis chaque année en Assemblée générale ordinaire par le Conseil d'administration, avant la fin du mois de mars.

Des Assemblées générales peuvent être convoquées extraordinairement par le Conseil ou, en cas d'urgence, par les commissaires.

Les convocations sont faites par lettres recommandées adressées aux sociétaires seize jours au moins à l'avance. Ce délai peut être réduit à huit jours pour les Assemblées extraordinaires ou convoquées extraordinairement ou sur deuxième convocation.

ART. 31. — L'Assemblée se compose de tous les sociétaires.

Les Sociétés assurées sont représentées aux Assemblées générales par un gérant ou administrateur, ou directeur, délégué à cet effet par la gérance ou par le Conseil d'administration. Elles peuvent, comme tous sociétaires, se faire représenter par un autre sociétaire ou son représentant légal ; mais, sauf l'exception ci-dessus, un sociétaire ne peut se faire représenter à une Assemblée par une personne non associée.

ART. 32. — L'Assemblée est présidée par le président ou un vice-président du Conseil d'administration, ou, à leur défaut, par un administrateur délégué par le Conseil ; les deux plus forts

sociétaires présents et acceptants remplissent les fonctions de scrutateurs ; le bureau désigne le secrétaire.

Une feuille de présence, contenant les noms et domiciles des sociétaires présents et représentés, est signée par les sociétaires présents et certifiée par les membres du Bureau.

ART. 33. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration. Il n'y est porté que les propositions émanant du Conseil et celles qui lui ont été communiquées un mois au moins avant la réunion, par, au minimum, le dixième des sociétaires réunissant le dixième des contributions formant le fonds de garantie.

Aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

ART. 34. — Les délibérations sont prises à la majorité des voix des sociétaires présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Chaque sociétaire a au moins une voix et autant de voix qu'il doit et représente de fois cinq cents francs de contribution maxima, sans pouvoir réunir, tant en son nom que comme mandataire, plus du dixième du nombre total des voix des membres présents à l'Assemblée.

ART. 35. — L'Assemblée générale ordinaire doit être composée de membres représentant le quart des sociétaires et le quart des contributions maxima formant le fonds de garantie. Si cette double condition n'est pas remplie, il est convoqué une seconde Assemblée, qui délibère valablement, quels que soient le nombre des sociétaires présents et représentés et le chiffre de leurs contributions, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

ART. 36. — L'Assemblée générale ordinaire statue sur l'approbation des comptes, elle nomme les administrateurs et les commissaires et délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée générale extraordinaire.

ART. 37. — L'Assemblée générale, réunissant au moins la

moitié des sociétaires et le tiers des contributions maxima formant le fonds de garantie, peut apporter toutes modifications aux statuts, et notamment modifier le taux de la contribution sociale maxima formant le fonds de garantie et la quotité maxima de ce fonds affectée aux frais de gestion; elle peut décider la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société, sa fusion ou alliance avec d'autres Sociétés similaires, ou la cession du portefeuille de la Société à une autre Société.

ART. 38. — Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du Bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du Conseil ou par deux administrateurs.

TITRE IX

États semestriels. — Inventaires.

ART. 39. — Il est dressé chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la Société et, au 31 décembre de chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif, ainsi qu'un compte détaillé des recettes et dépenses de l'année.

Ces divers documents sont mis à la disposition des commissaires quarante jours au plus tard avant l'Assemblée générale annuelle; ils sont présentés à cette Assemblée.

L'inventaire et le compte détaillé sont adressés au Ministre compétent.

TITRE X

Dissolution. — Liquidation.

ART. 40. — Lors de la liquidation de la Société, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle survienne, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation, nomme les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et règle l'emploi du reliquat du fonds de réserve. Sa résolution sur ce dernier point est soumise à l'approbation du Ministre compétent.

TITRE XI

Constitution de la Société.

ART. 41. — La Société ne sera définitivement constituée que lorsque :

1^o Le nombre des adhérents sera au moins de sept;

2^o L'ensemble des valeurs assurées par les premiers adhérents atteindra un million de francs, donnant lieu à un ensemble de contributions annuelles maxima ou fonds de garantie d'au moins 30.000 francs;

3^o Chaque adhérent aura versé au moins un douzième du fonds de garantié dont il est parlé à l'article 15.

ART. 42. — Par exception, l'Assemblée constitutive qui sera réunie pour reconnaître la sincérité de la déclaration notariée d'adhésions et de versements, nommer les premiers Administrateurs et les Commissaires et constater leur acceptation, pourra être convoquée trois jours seulement à l'avance.

ART. 43. — Pour effectuer le dépôt et la publication des présents statuts et des pièces constitutives, tout pouvoir est donné au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

ANNEXE

Extraits des procès-verbaux des séances de l'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 13 décembre 1906.

L'Union des industries métallurgiques et minières et des industries qui s'y rattachent, réunie le 13 décembre 1906.

Considérant qu'il est désirable que les chefs d'entreprises puissent trouver, lorsqu'ils subissent une grève injustifiée, un appui

moral et des conseils expérimentés et désintéressés pour conduire et terminer les conflits dont ils sont victimes ;

Que cet appui et ces conseils ne paraissent pouvoir être mieux donnés que par un corps spécial composé des personnes présentant, en raison de la situation qu'elles ont occupée dans l'industrie, et en raison de leur éloignement actuel des affaires, toute l'autorité et l'indépendance nécessaires pour remplir cette haute et délicate mission ;

Considérant en outre qu'un tel corps, en portant d'une façon permanente son attention sur l'organisation du travail (notamment sur les règlements d'ateliers) et sur le fonctionnement des institutions ouvrières (habitations, économats, caisses de secours, etc.), pourra souvent conseiller des mesures préventives, de nature à écarter des causes de conflits ;

Considérant enfin qu'il serait de nature à rendre efficace le fonctionnement des Sociétés d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé, dont la création est actuellement poursuivie par de nombreux adhérents à l'Union, et qu'on est en droit d'espérer que l'organisation desdites Sociétés aura pour effet de diminuer le nombre des grèves ;

Décide :

Il est créé, en dehors des services de l'Union, un « Comité central » qui, statuant en pleine indépendance sur toutes les questions qu'il aura à résoudre, demeurera, pour son recrutement et son organisation, soumis aux conditions suivantes, dont l'Union assume le contrôle :

1° Le Comité central, dans le but de faciliter le bon accord entre les membres des Chambres syndicales adhérentes à l'Union et leurs employés, étudiera et indiquera aux intéressés les mesures préventives générales ou particulières qui lui paraîtront les plus propres à éviter toute cause de conflit.

Si, cependant, une grève vient à être déclarée, le Comité central doit tout d'abord rechercher si la grève a été volontairement

provoquée par le patron, dans le but de profiter de l'assurance ; il aura ensuite pour mission, lorsqu'il en sera sollicité, d'assister de ses conseils le chef d'entreprise qui subira la grève, de façon à lui en faciliter la solution la plus conforme à l'équité et aux intérêts généraux de l'Industrie.

Le Comité ne pourra, dans aucun cas, accepter le rôle d'arbitre dans un conflit déclaré.

Les bons offices du Comité central seront exclusivement réservés aux industriels qui seront assurés contre les conséquences du chômage forcé à l'une des Sociétés affiliées à la Caisse centrale métallurgique.

2° Le Comité central sera composé de six membres nommés pour trois ans par le bureau du Comité de l'Union.

Il sera renouvelé par tiers chaque année : au début du fonctionnement du Comité, les membres devant sortir à la fin de la première et de la deuxième année seront désignés par un tirage au sort.

Les membres sortants seront rééligibles.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission, il sera procédé à la nomination d'un nouveau membre par la plus prochaine réunion du Bureau du Comité de l'Union, ce membre prendra le tour de sortie de celui qu'il remplacera.

Tout membre qui, n'ayant pu assister à trois réunions successives, négligera de faire connaître par écrit son avis aux questions qui lui seraient posées par le président du Comité, conformément à l'article 8 ci-après, sera considéré comme démissionnaire.

3° Le Comité nommera chaque année un Président et un vice-Président.

Il pourra s'adjoindre un ou plusieurs Secrétaires pris hors de ses membres ; il pourra désigner dans les principaux centres métallurgiques un ou plusieurs correspondants chargés de le représenter en cas de besoin auprès des intéressés.

Il soumettra ses règlements intérieurs à l'approbation du Bureau de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

4° Le Comité se réunira tous les deux mois, ou plus souvent s'il est nécessaire, sur la convocation de son Président.

5° L'exécution des avis et décisions du Conseil n'étant jamais imposée à ceux qui les auront provoqués, les membres du Comité ne pourront, en aucun cas, encourir de responsabilité en raison des conséquences qui en pourraient résulter.

6° Lorsque le Comité statuera sur la légitimité de la résistance à une grève ou sur les conditions de sa terminaison, l'industriel intéressé devra avoir été convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, pour être entendu, soit en personne, soit par mandataire, avant que le Comité rende à son égard une décision définitive.

7° Lorsqu'un conflit aura été subi, suivi et terminé par un industriel, d'accord avec le Comité, le Président devra en délivrer certificat pour que l'industriel puisse faire valoir tels droits qu'il lui appartiendra.

8° Les avis et décisions du Comité ne seront valables que si quatre membres au moins ont pris part au vote. En cas de partage des voix, et s'il n'y a que quatre votants, il devra être convoqué une nouvelle réunion et procédé à un nouveau vote dans lequel la voix du président de la séance sera prépondérante. Si les six membres du Comité ont pris part au vote de la première réunion, la voix du Président sera prépondérante.

Le Président pourra inviter les membres absents à se prononcer par lettre, mais seulement à titre consultatif; il leur fera parvenir alors tous renseignements et documents leur permettant de juger l'affaire.

Sauf dans le cas prévu au paragraphe suivant, le Comité se prononcera à la majorité des voix des membres présents.

Toute décision pouvant avoir pour effet d'exclure un industriel du bénéfice total ou partiel de l'assurance ne lui sera applicable que si elle a été votée à la majorité des deux tiers au moins des membres présents.

Police N^o

LA FORGE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES MUTUELLES
contre les conséquences du chômage forcé

Siège social : 61, boulevard Haussmann.

Directeur : M. A. MAUMET, , Ancien élève de l'École Polytechnique,
chef d'escadron d'artillerie breveté en retraite.

Assuré :

Adresse :

Syndicat dont l'assuré est membre :

Effet du

Montant des frais généraux assurés :

Contribution maxima annuelle de prévoyance :

Contribution maxima annuelle de garantie (éventuelle seule-
ment) :

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Affiliation à un syndicat.

ARTICLE PREMIER. — Le sociétaire doit, pour s'assurer, conformément aux statuts, faire partie d'un syndicat admis par le Conseil d'administration de la Société et affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent.

Le sociétaire qui cesse de faire partie du Syndicat dont il était membre au moment de la signature de la police, doit aussitôt en

donner avis à la Société, par lettre recommandée, et indiquer en même temps le nouveau Syndicat admis par le Conseil d'administration de la Société et affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent, dont il est devenu membre.

Si le Syndicat dont le Sociétaire était membre au moment de la signature de la police cesse d'être affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent, le Sociétaire doit, dans les deux mois à dater du jour où il en a eu connaissance, informer la Société par lettre recommandée, du nouveau Syndicat admis par le Conseil d'administration de la Société et affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent, dont il est devenu membre.

Risques assurés.

ART. 2. — La Société assure les frais généraux dans les conditions portées aux articles 5 et suivants des statuts.

Sont considérés comme frais généraux continuant à courir malgré l'arrêt total ou partiel du travail et doivent, par suite, faire obligatoirement l'objet de l'assurance et de l'évaluation prévues par les articles 5 et 8 des statuts :

1^o Les appointements (traitements fixes) : de la Direction (chefs d'entreprises, administrateurs-délégués ou directeurs), du personnel des services techniques et commerciaux, des services de comptabilité, et, en général, de tous les agents ou employés (contremaîtres, etc.) payés au mois; mais seulement en ce qui concerne ceux de ces emplois ou services (totalité ou partie) susceptibles de devenir improductifs du fait de l'arrêt du travail;

2^o Les dépenses résultant de contrats annuels non interrompus par l'arrêt du travail, et qui concernent la force motrice, le chauffage, l'éclairage, le service des eaux, le téléphone, les frais de publicité, etc.;

3^o Les assurances diverses, contre les incendies, contre les accidents (personnel assuré du § 2);

4° Les impôts divers;

5° Le service des transports (nourriture des chevaux et salaire du personnel voiturier payé au mois) — ou frais d'abonnement pour ce service;

6° Les annuités de brevets.

Tout adhérent peut, en outre, demander à faire entrer dans son assurance d'autres dépenses classées par lui dans ses frais généraux, non prévues dans la nomenclature ci-dessus, et qu'il continue à supporter malgré l'arrêt total ou partiel du travail, telles que les salaires des contremaîtres et chefs d'équipes non payés au mois, l'entretien du matériel et de l'outillage, etc. Ne pourront toutefois être admis comme frais généraux et par suite compris dans l'assurance : les intérêts afférents au capital de l'entreprise, quelle que soit la nature de ce capital (fonds appartenant à l'entreprise ou fonds d'emprunt, actions ou obligations); l'amortissement du matériel et des immeubles; les dépenses de publicité autres que la publicité faite en vertu de contrats à l'année.

Le Conseil d'administration statue dans chaque cas et comprend, le cas échéant, dans son évaluation, les frais généraux ainsi assurés.

Les entreprises qui possèdent plusieurs centres d'exploitation, ou des usines distinctes, ont la faculté d'assurer un ou plusieurs de ces centres ou usines. Si plusieurs centres ou usines sont assurés, le montant des frais généraux afférents à chacun d'eux doit être indiqué. Dans ce cas, si les frais généraux d'administration centrale ou d'utilité générale sont eux-mêmes assurés, il doit en être fait une répartition entre les divers centres ou usines assurés.

Si un sociétaire exerçant des industries différentes est assuré à plusieurs sociétés, il doit en faire la déclaration.

S'il a des services administratifs communs pour ces industries, les frais généraux afférents à ces services doivent, en ce cas, être répartis entre ces diverses assurances.

ART. 3. — La société garantit également, sous les conditions exprimées au 2° de l'article 6 des statuts, le sociétaire contre les

conséquences civiles des actions judiciaires que ses ouvriers ou employés pourraient lui intenter à l'occasion des conflits entre la direction et le personnel des établissements assurés. Le sociétaire est tenu de donner avis, par lettre recommandée, sans délai, sous peine de déchéance du droit à indemnité, à la société et au Comité central, de tout exploit d'ajournement qui lui est notifié par un ouvrier ou employé. Le chef d'entreprise doit laisser à la Société la direction de l'instance judiciaire, sous peine de déchéance du droit à indemnité.

ART. 4. — En ce qui concerne les frais généraux, la responsabilité de la Société est limitée, pour chaque sinistre, proportionnellement à sa durée, à la somme indiquée dans la police comme frais généraux annuels, aux conditions particulières suivantes :

Si un sociétaire n'assure, avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Société, qu'une partie de ses frais généraux, il doit indiquer expressément la part que représente la somme donnée par lui comme base de son assurance. Cette part ne peut être inférieure à 50 0/0 desdits frais généraux.

ART. 5. — La révision prévue par l'article 8 des statuts, concernant une modification de l'évaluation des frais généraux annuels assurés, devra être faite au plus tard le 31 janvier de l'exercice où s'appliquera l'évaluation nouvelle.

ART. 6. — Le sociétaire, qui n'assure que pour partie ses frais généraux, n'est indemnisé que dans la même proportion contre les conséquences civiles des actions judiciaires susceptibles d'être exercées contre lui par ses ouvriers ou employés.

ART. 7. — Toute fausse déclaration signée par l'adhérent entraîne la déchéance du droit à indemnité et la résiliation de la police, sans aucune répétition des contributions antérieurement versées.

ART. 8. — La déclaration immédiate de tout conflit dans les termes des articles 6 et suivants est de rigueur, sous peine de déchéance du droit à indemnité.

Le sociétaire doit aviser, par lettre recommandée, le plus tôt possible et en tout cas dans les six jours francs à partir de la

cessation totale ou partielle du travail, le président du *Comité central* constitué et organisé conformément à la délibération prise le 13 décembre 1906 par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent, et dont le siège est 63, boulevard Haussmann.

Il doit simultanément, dans la même forme et le même délai indiqué ci-dessus, aviser également la Société.

Date d'effet de l'assurance.

ART. 9. — La police prend effet par l'acceptation de l'assurance par le Conseil d'administration.

Durée de l'assurance. — Causes et formalités de résiliation.

ART. 10. — L'assurance est contractée pour toute la durée de la Société, sauf le droit respectif pour l'assuré et pour la Société de la faire cesser à l'expiration de chaque période de cinq années, en se prévenant réciproquement six mois à l'avance.

ART. 11. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

La période quinquennale de tout engagement, quelle qu'en soit la date, commence à courir du premier jour de l'année sociale dans laquelle l'assurance est contractée, et la contribution aux charges, à compter du premier jour du mois dudit engagement.

ART. 12. — La déclaration de résiliation quinquennale par le sociétaire, pour être régulière et valable, doit être déposée au siège social ou y parvenir par pli recommandé. Il en est donné récépissé par le directeur. Elle peut être également signifiée par acte extra-judiciaire.

Les déclarations individuelles sont seules admises; toute dénonciation collective ou faite au nom de plusieurs adhérents serait nulle et de nul effet.

La déclaration de résiliation quinquennale par la Société sera valablement notifiée par une lettre recommandée, signée du di-

recteur et d'un administrateur, adressée à l'assuré, au domicile élu par lui dans la police.

ART. 13. — Dans le cas où un sociétaire ayant cessé de faire partie d'un syndicat admis par le Conseil d'administration de la Société et affilié à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent, refuserait, à l'époque du renouvellement de la période quinquennale, d'adhérer à un syndicat réunissant ces conditions, la Société pourra résilier l'assurance.

ART. 14. — Le contrat prendra fin avant son terme dans le cas de cessation de l'industrie de l'assuré : celui-ci sera tenu d'en donner avis à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, dans la quinzaine qui suivra l'événement.

En cas de décès de l'assuré, celui ou ceux des héritiers qui continueront l'exploitation resteront soumis aux obligations du contrat d'assurance, qui conservera son plein effet jusqu'à son expiration.

En cas de mutation à quelque titre que ce soit, vente, donation, cession, apport en société, fusion, transformation de la raison sociale, comme aussi en cas de faillite, de liquidation volontaire ou judiciaire, de déconfiture, de dissolution, expiration ou liquidation de société, l'assuré ou ses ayants droit ou représentants seront tenus d'en faire la déclaration à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans la quinzaine qui suivra l'événement, sous peine de n'avoir droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité. La Société se réserve le droit, soit de maintenir la police en cours, soit de résilier le contrat, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'assuré ou à son représentant dans le mois qui suivra sa déclaration.

Dans le cas où le contrat prendra fin avant son terme, l'assuré ou ses ayants droit resteront tenus, pour la totalité de l'année en cours, des obligations nées du contrat, notamment des contributions afférentes tant au fonds de prévoyance qu'au fonds de garantie.

Toutefois, dans le cas prévu au paragraphe 3 du présent article, de résiliation de l'assuré par la Société elle-même, l'assuré ne sera tenu que des contributions échues et de celles à courir jusqu'à l'expiration du mois courant lors de la résiliation.

Règlement des sinistres.

ART. 15. — A défaut de règlement amiable entre la Société et l'assuré, il y a lieu à expertise pour l'évaluation des dommages. Celle-ci se fait sans l'accomplissement des formalités exigées par la loi, par deux experts nommés, l'un par l'assuré, l'autre par la Société.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, cet expert est désigné à la requête de la partie la plus diligente par le Président de la Chambre syndicale à laquelle a déclaré vouloir ressortir l'assuré au moment de la signature de la police, ou, à son défaut, par le Président du tribunal civil du siège social, sur simple requête.

En cas de dissidence entre les deux experts, il en est référé à un tiers expert, désigné, à défaut d'accord entre les parties, par le Président de la Chambre syndicale à laquelle a déclaré vouloir ressortir l'assuré au moment de la signature de la police, ou, à son défaut, par le Président du tribunal civil du siège social, sur simple requête.

Chaque partie paie les frais et honoraires de l'expert désigné par elle ; ceux du tiers expert sont supportés par moitié entre la Société et l'assuré.

ART. 16. — Le montant de l'indemnité est versé dans les trois mois qui suivent la réunion de l'Assemblée générale qui a approuvé les comptes de l'exercice pendant lequel s'est produit le sinistre.

Toutefois, conformément à l'article 25 des statuts, le Conseil d'administration pourra autoriser, en cours d'exercice, le versement d'avances aux sinistrés.

ART. 17. — Lorsque la Société n'a assuré qu'une part des frais

généraux totaux annuels de l'assuré, elle ne participe dans le règlement de l'indemnité que proportionnellement à la durée du sinistre, et au marc le franc de la part qu'elle a assurée.

ART. 18. — Par le seul fait de la présente police, la Société est subrogée dans tous les droits, recours ou actions de l'assuré contre les tiers.

Le sociétaire est tenu de réitérer cette subrogation par écrit, toutes les fois et sous telles formes que la Société le jugera nécessaire.

ART. 19. — Toutes taxes et impositions quelconques, établies ou à établir en raison du contrat d'assurance, ainsi que les frais de timbre relatifs à la police, sont à la charge du sociétaire.

profession

demeurant à

adhérent au Syndicat

conformément à l'acte d'adhésion qu'il a signé le

contre les risques déterminés à l'article 2 de la présente police et ci-après spécifiés :

1^o Frais généraux normaux (nos 1 à 7 de l'article 2) :

20

ces risques étant répartis entre les centres d'exploitation et les services administratifs de l'entreprise ainsi qu'il suit :

CENTRES, USINES et services administratifs assurés.	SOMMES assurées.	REPRÉSENTANT 0/0 de l'évaluation totale.

Cette assurance formant un total de
aura lieu moyennant une contribution maxima annuelle de 30 francs par
4.000 francs assurés, soit

décomposée en fonds de garantie et de prévoyance, que..... francs,
à payer dans les conditions spécifiées aux articles 15, 16 et 17 des statuts, la..... engage
contribution au fonds de prévoyance ne pouvant dépasser.....

Montant de la contribution au fonds de prévoyance et des droits de timbre et frais divers à payer à la signature de la police :

Contribution au fonds de prévoyance..... 0/0

Timbres de la police et de l'adhésion.....

Timbre de la quittance.....

TOTAL.....	100.00
----------------------------	------------------------

Certifié conforme à l'adhésion n°....., en date du
laquelle comportait remise d'un exemplaire des statuts de la Société.

Fait double à Paris, pour être exécuté de bonne foi et prendre effet le

Ladite police a été approuvée par le Conseil d'administration, le.....

POUR LA FORGE : L'Adhérent :
Un Administrateur, Le Directeur,

CAISSE CENTRALE MÉTALLURGIQUE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES MUTUELLES
CONTRE LES CONSÉQUENCES DU CHÔMAGE FORCÉ

constituée en conformité du décret du 22 janvier 1868

Statuts reçus par M^e GRIGNON, notaire, à Paris, le 22 juin 1907.

STATUTS

TITRE PREMIER

Dénomination. — Siège. — Durée de la Société.

ARTICLE PREMIER. — Une Société d'assurances mutuelles contre les risques d'insuffisance de ressources des sociétés d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé résultant des conflits entre employeurs et employés est formée entre toutes les sociétés d'assurances adhérant aux présents statuts et comprenant exclusivement des membres faisant partie des syndicats affiliés à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et des Industries qui s'y rattachent.

Elle est régie par les dispositions du décret du 22 janvier 1868 et par les présents statuts.

ART. 2. — Cette Société prend la dénomination de : **Caisse centrale métallurgique, Société d'assurances mutuelles contre les conséquences du chômage forcé.**

ART. 3. — La Société a son siège à Paris, 61, boulevard Haussmann.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du Conseil d'administration.

ART. 4. — La durée de la Société est fixée à trente ans, à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

TITRE II

Objet de la Société. — Circonscription territoriale de ses opérations.

ART. 5. — La Caisse centrale métallurgique a pour objet de garantir les sociétés assurées contre l'insuffisance de leurs ressources au cours d'un exercice, au cas où leurs fonds de prévoyance, de garantie et la portion disponible de leurs réserves viendraient à être absorbés par les risques encourus par elle au cours de cet exercice.

Les opérations de la Société s'étendront à toute la France continentale.

TITRE III

Détermination des risques.

ART. 6. — Les risques garantis par la Caisse centrale métallurgique seront ceux résultant de l'insuffisance des ressources de la Société assurée, à la suite de la distribution que cette dernière aura faite à ses membres de tous ses fonds disponibles — fonds de prévoyance, fonds de garantie et portion libre du fonds de réserve — pour un même exercice.

ART. 7. — L'assuré doit notifier le sinistre, c'est-à-dire son insuffisance de ressources, à la Caisse centrale assureur, par une lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée dans un délai de huit jours francs à partir de la constatation de l'insuffisance par le Conseil d'administration de la Société assurée.

Faute de quoi il sera déchu de tous droits à une indemnité.

ART. 8. — Le capital assuré par chaque sociétaire devra être

égal à ses propres risques, déterminés au moment de la signature de la police et revisés chaque année.

Le Sociétaire ne pourra, en aucun cas, être pour partie son propre assureur.

Il devra obligatoirement déclarer, chaque mois, les augmentations de risques pouvant provenir des modifications de son portefeuille en cours d'exercice; un avenant sera apporté à sa police de manière à fixer la quotité du supplément de risques ainsi assurés.

ART. 9. — L'estimation de chaque sinistre, c'est-à-dire la vérification des comptes établissant l'insuffisance de ressources, est faite par un agent de la Caisse centrale métallurgique, ou tout autre expert désigné par elle, contradictoirement avec l'assuré ou un expert choisi par lui. En cas de dissidence, il en est référé à un tiers expert désigné, à défaut d'accord entre les parties, par le Président du Tribunal civil du siège social.

ART. 10. — Lorsqu'une Société assurée déclarera, en cours d'exercice, une insuffisance de ressources, le Conseil d'administration pourra lui faire des avances, mais à la condition qu'elle n'ait elle-même donné des acomptes sur règlement à des Sociétaires qu'avec l'assentiment du Conseil d'administration de la Caisse centrale pour toute avance dépassant cinquante pour cent de l'indemnité qui pourrait être due à l'assuré au moment du versement de l'avance.

Lesdites avances seront imputables ou remboursables en fin d'exercice.

ART. 11. — Le compte des sinistres survenus au cours de chaque exercice sera dressé à la fin de cet exercice.

Les ressources de chaque exercice se composent :

1° Des contributions au fonds de prévoyance versées par les Sociétaires au cours de cet exercice, ainsi que des revenus du fonds de réserve.

2° En cas de besoin, d'un supplément formé d'abord par l'appel de tout ou partie du fonds de garantie, puis par le prélèvement

d'une partie du fonds de réserve n'excédant pas la moitié de ce dernier fonds.

Si les ressources ainsi constituées ne suffisent pas à désintéresser les assurés sinistrés, ces derniers seront indemnisés au marc le franc, conformément à la loi.

ART. 12. — La Caisse centrale métallurgique pourra s'assurer contre le risque d'insuffisance de ses propres ressources auprès d'une autre Société.

TITRE IV

Durée de l'assurance. — Causes de résiliation.

ART. 13. — L'assurance est contractée pour toute la durée de la Caisse centrale, sauf le droit respectif pour l'assuré et pour la Caisse centrale de la faire cesser à l'expiration de chaque période de cinq années en se prévenant réciproquement six mois à l'avance.

L'engagement social est constaté par une police signée en double par le souscripteur, et par le représentant de la Caisse centrale après l'acceptation de l'assurance par le Conseil d'administration. Il n'est définitif que par cette acceptation, il est considéré comme non avenu en cas de rejet par le Conseil.

ART. 14. — Dans le cas où une Société assurée apporterait, pendant le cours de la police, des modifications à ses statuts, elle devra en faire la déclaration par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans la quinzaine qui suivra l'événement, sous peine de n'avoir droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité. La Caisse centrale assureur se réserve le droit, soit de maintenir la police en cours, soit de résilier le contrat par simple lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée à la Société assurée dans le mois qui suivra la déclaration.

Dans le cas de résiliation, l'assuré sera tenu du paiement des contributions échues et de celles à courir jusqu'à l'expiration du mois courant lors de la résiliation.

TITRE V

Contribution des associés. — Fonds de garantie, de prévoyance et de réserve.

ART. 15. — L'ensemble des contributions sociales maxima annuelles qui peuvent être demandées aux assurés pour le paiement des charges communes de toute nature, y compris les frais de gestion, constitue le fonds de garantie.

Le taux de la contribution annuelle maxima à payer est fixé à quinze francs (15 fr.) par mille francs assurés.

Les frais annuels de gestion ne pourront excéder 20 0/0 du fonds de garantie.

ART. 16. — Pour prévenir tout retard dans le paiement des indemnités et pour faire face aux dépenses courantes, il est établi un fonds de prévoyance au moyen du paiement par chaque assuré d'une portion de la contribution sociale maxima dont il est passible.

Le montant de ce versement ne pourra dépasser la moitié de la contribution sociale maxima; il sera déterminé tous les ans, ainsi que son mode de paiement par terme, par l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration.

A défaut de paiement d'un terme échu de la contribution au fonds de prévoyance, ou à défaut du paiement dans le délai fixé de tout ou partie de la contribution sociale maxima réclamée en vertu d'une délibération du Conseil d'administration, et dix jours après une mise en demeure restée infructueuse, les effets de l'assurance sont suspendus, sans préjudice pour la Caisse centrale du droit de poursuivre le paiement des contributions restant à courir jusqu'à l'expiration de l'année en cours. A défaut de paiement un mois après l'expiration de cette année, le membre défaillant pourra être exclu de la Société par simple décision du Conseil d'administration.

Le compte de chacune des Sociétés assurées sera arrêté à la fin de chaque exercice.

ART. 17. — Il sera formé un fonds de réserve composé des

économies faites chaque année sur les contributions et autres produits de la Caisse centrale. Le montant du fonds de réserve supplée, s'il y a lieu, à l'insuffisance du fonds de prévoyance, puis du fonds de garantie. Les sommes prélevées à cet effet sur le fonds de réserve ne peuvent, pour une même année, excéder la moitié de ce fonds. Le montant du fonds de réserve est fixé tous les cinq ans par l'Assemblée générale.

Le fonds de réserve est acquis à la Société. En aucun cas, il ne peut être l'objet de réclamations individuelles ou collectives de la part des Sociétaires pendant toute la durée de la Société.

ART. 18. — Les fonds qui ne sont pas nécessaires au service courant doivent être placés en valeurs déterminées par l'article 33 du décret du 22 janvier 1868.

TITRE VI

Administration de la Société.

ART. 19. — L'administration de la Société est confiée à un Conseil composé de trois membres au moins et de dix membres au plus, pris parmi les Sociétés assurées ayant un minimum de 500.000 francs de valeurs assurées et nommées par l'Assemblée générale.

Toute Société nommée administrateur est représentée au Conseil par un administrateur ou directeur désigné par son Conseil. Ce délégué pourra, s'il en a reçu les pouvoirs, se substituer, pour une ou plusieurs séances, un mandataire qui devra être choisi parmi les membres du Conseil de la Société.

ART. 20. — Le Conseil se renouvelle partiellement chaque année de manière que le nombre des membres sortants soit d'environ le tiers des membres en exercice et que le renouvellement soit complet en trois ans.

Pour les premières applications de cette disposition, l'ordre de sortie est déterminé par un tirage au sort qui a lieu en séance du Conseil; une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination, et la durée des fonctions de chaque administrateur est de trois années.

Les membres du Conseil sont rééligibles.

ART. 21. — Si le Conseil est composé de moins de dix membres, les administrateurs ont la faculté de nommer un ou plusieurs administrateurs jusqu'à concurrence de ce nombre. Dans ce cas, les nominations faites à titre provisoire par le Conseil sont soumises à la confirmation de l'Assemblée générale lors de sa première réunion ; l'Assemblée générale détermine, en même temps, la durée du mandat des administrateurs ainsi nommés.

De même si une place d'administrateur devient vacante dans l'intervalle de deux Assemblées générales, les administrateurs restants peuvent pourvoir, à titre provisoire, au remplacement ; ils sont même tenus de le faire si leur nombre est descendu au-dessous de trois. L'Assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace.

ART. 22. — Chaque année, le Conseil nomme parmi ses membres, un président et un ou deux vice-présidents.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, le Conseil désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit présider la séance.

Le Conseil désigne aussi la personne devant remplir les fonctions de secrétaire et qui peut être prise en dehors du Conseil.

ART. 23. — Le Conseil se réunit sur la convocation du président ou de la moitié de ses membres.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 24. — Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le membre qui a présidé la séance et par un autre des membres ayant pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le

président du Conseil, ou, à son défaut, par deux administrateurs.

ART. 25. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus, sans restriction, pour diriger et administrer la Société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet, et notamment :

Il autorise toutes acquisitions et ventes, tous échanges et locations de biens meubles et immeubles, ainsi que tous transferts et aliénations de rentes ou autres valeurs ;

Il règle le contrôle qui devra être exercé sur les Sociétés assurées ;

Il autorise l'assurance contre le risque d'insuffisance de ses propres ressources prévu à l'article 12 ;

Il autorise les avances à faire en cours d'exercice aux Sociétés assurées, conformément aux stipulations de l'article 10 ;

Il fait faire à la Société toutes avances ou crédits de banque ou autres ;

Il détermine le placement des fonds disponibles et des réserves ;

Il autorise tous traités, transactions, compromis, désistements, acquiescements, toutes mainlevées, avec désistement de tous droits, de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, avant ou après paiement.

ART. 26. — Le Conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables soit à un ou plusieurs de ses membres, soit à un directeur pris hors de son sein. Les attributions, pouvoirs, avantages et émoluments fixes et proportionnels des personnes déléguées sont déterminés par le Conseil.

Le Conseil peut en outre conférer des pouvoirs à toute personne pour un ou plusieurs objets déterminés.

Les actions en justice sont exercées aux poursuites et diligences du ou des administrateurs délégués ou du directeur.

ART. 27. — Tous les actes concernant la Société décidés par le Conseil, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les chèques et effets de commerce, sont signés par le directeur ou un adminis-

trateur délégué, et par un autre administrateur, à moins d'une délégation spéciale du Conseil au directeur ou à tout autre mandataire.

ART. 28. — Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux obligations de la Société; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Le Conseil d'administration reçoit des jetons de présence dont la valeur, fixée par l'Assemblée générale, est maintenue jusqu'à décision contraire de ladite Assemblée, et qu'il répartit entre ses membres comme il le juge convenable.

TITRE VII

Commissaires.

ART. 29. — L'Assemblée générale nomme chaque année un ou plusieurs commissaires, sociétaires ou non, chargés de la mission déterminée par les articles 21 et suivants du décret du 22 janvier 1868.

Si l'Assemblée a nommé plusieurs commissaires, l'un peut agir seul en cas de décès ou d'empêchement de l'autre.

TITRE VIII

Assemblées générales.

ART. 30. — Les Sociétaires sont réunis chaque année en Assemblée générale ordinaire par le Conseil d'administration, avant la fin du mois de mai.

Des Assemblées générales peuvent être convoquées extraordinairement par le Conseil, ou, en cas d'urgence, par les commissaires.

Les convocations sont faites par lettres recommandées adressées aux Sociétaires seize jours au moins à l'avance. Ce délai peut être réduit à huit jours pour les Assemblées extraordinaires ou convoquées extraordinairement ou sur deuxième convocation.

ART. 31. — L'Assemblée se compose de tous les Sociétaires.

Toute Société assurée, est représentée aux Assemblées générales par un Administrateur ou Directeur délégué à cet effet par le Conseil d'administration. Elle peut aussi se faire représenter par le représentant d'un autre Sociétaire.

ART. 32. — L'Assemblée est présidée par le président ou un vice-président du Conseil d'administration, ou, à leur défaut, par un Administrateur délégué par le Conseil; les deux plus forts Sociétaires présents et acceptants remplissent les fonctions de scrutateurs; le Bureau désigne le Secrétaire.

Une feuille de présence, contenant les noms et domiciles des Sociétaires présents et représentés, est signée par les Sociétaires présents et certifiée par les membres du Bureau.

ART. 33. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration. Il n'y est porté que les propositions émanant du Conseil et celles qui lui ont été communiquées, au moins un mois avant la réunion, par, au minimum, le quart des Sociétaires réunissant le quart des contributions formant le fonds de garantie.

Aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

ART. 34. — Les délibérations sont prises à la majorité des voix des Sociétaires présents; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Chaque Sociétaire a au moins une voix et autant de voix qu'il doit et représente de fois 7.500 francs de contribution maxima, sans pouvoir réunir, tant en son nom que comme mandataire, plus du cinquième du nombre total des voix des membres présents à l'Assemblée.

ART. 35. — L'Assemblée générale ordinaire doit être composée de membres représentant le quart des Sociétaires et le quart des contributions maxima formant le fonds de garantie. Si cette double condition n'est pas remplie, il est convoqué une seconde Assemblée, qui délibère valablement, quels que soient le nombre des Sociétaires présents et représentés et le chiffre de leurs con-

tributions, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

ART. 36. — L'Assemblée générale ordinaire statue sur l'approbation des comptes; elle nomme les Administrateurs et les Commissaires et délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée générale extraordinaire.

ART. 37. — L'Assemblée générale extraordinaire, réunissant au moins la moitié des Sociétaires et le tiers des contributions maxima formant le fonds de garantie, peut apporter toutes modifications aux statuts, et notamment modifier le taux de la contribution sociale maxima formant le fonds de garantie et la quotité maxima de ce fonds affectée aux frais de gestion; elle peut décider la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société, sa fusion ou alliance avec d'autres Sociétés similaires ou la cession du portefeuille de la Société à une autre Société.

ART. 38. — Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du Bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président du Conseil ou par deux Administrateurs.

TITRE IX

États semestriels. — Inventaires.

ART. 39. — Il est dressé, chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la Société et, au 31 décembre de chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif, ainsi qu'un compte détaillé des recettes et des dépenses de l'année.

Ces divers documents sont mis à la disposition des Commissaires quarante jours au plus tard avant l'Assemblée générale annuelle; ils sont présentés à cette Assemblée.

L'inventaire et le compte détaillé sont adressés au Ministre compétent.

TITRE X

Dissolution. — Liquidation.

ART. 40. — Lors de la liquidation de la Société, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle survienne, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation, nomme les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et règle l'emploi du reliquat du fonds de réserve. Sa résolution sur ce dernier point est soumise à l'approbation du Ministre compétent.

TITRE XI

Constitution de la Société.

ART. 41. — La Société ne sera définitivement constituée que lorsque :

1° Le nombre des adhérents sera au moins de trois ;

2° L'ensemble des valeurs assurées par les premiers adhérents atteindra trois millions donnant lieu à un ensemble de contributions annuelles maxima ou fonds de garantie d'au moins quarante-cinq mille francs ;

3° Chaque adhérent aura versé au moins un douzième du fonds de garantie dont il est parlé à l'article 16.

ART. 42. — Par exception l'Assemblée constitutive qui sera réunie pour reconnaître la sincérité de la déclaration notariée d'adhésions et de versements, nommer les premiers administrateurs et les commissaires et constater leur acceptation, pourra être convoquée trois jours seulement à l'avance.

ART. 43. — Pour effectuer, le dépôt et la publication des présents statuts et des pièces constitutives, tout pouvoir est donné au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

APPENDICE II

CAISSE MUTUELLE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

ayant pour but le remboursement des pertes
résultant
du chômage en cas de grève injustifiée.

STATUTS

CHAPITRE PREMIER

De la Constitution de la Société.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé entre toutes les personnes qui ont adhéré et celles qui, par la suite, adhéreront aux présents statuts, une société d'assurances mutuelles, à cotisations limitées, contre les risques spécifiés à l'article 6 ci-après.

ART. 2. — La Société prend le nom de « *Caisse mutuelle industrielle et commerciale* ».

ART. 3. — Les opérations de la Société peuvent s'étendre à tout le territoire de la France et de ses colonies.

ART. 4. — La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter du jour où elle comprendra au moins dix

adhérents représentant un capital assuré d'au moins 750.000 francs, qui auront versé le montant du fonds de prévoyance ou cotisation annuelle afférente aux capitaux assurés par eux. Elle pourra être prorogée par délibération de l'Assemblée générale des Sociétaires.

ART. 5. — Le siège de la Société est fixé provisoirement à Paris, 29, rue de Provence. Il pourra être transféré à Paris en tout autre lieu sur simple délibération du Conseil d'administration et en toute autre ville par délibération de l'Assemblée générale comme il est dit à l'article 50.

ART. 6. — Le but de la Société est de garantir ses adhérents contre les conséquences pécuniaires résultant d'une perte totale ou partielle de leurs frais généraux par suite de mise à l'index ou de rupture injustifiée du contrat de travail, dans leurs propres établissements.

Les seuls risques garantis par la Société seront ceux résultant des conflits subis par l'assuré et suivis d'accord avec les personnes désignées en la police d'assurances et sous leur contrôle.

Les personnes ainsi désignées devront être indépendantes des deux parties.

La Société ne sera engagée à couvrir les risques que sur l'avis conforme des commissaires.

Les indemnités dues par la Société pourront compter, soit du quatrième, soit du vingt-huitième jour après la cessation du travail, selon que les adhérents seront assurés au premier ou au second degré et ainsi qu'il est expliqué à l'article 45 ci-dessous.

La Société garantit également ses adhérents contre les conséquences civiles des actions judiciaires que leur personnel pourrait leur intenter à l'occasion des conflits ci-dessus indiqués, à condition que ces conflits soient de ceux que la police admette à l'assurance.

Les dommages prévus au présent article sont les seuls que garantisse la Société; sont notamment exclus les dommages matériels causés, tant aux personnes qu'aux biens meubles et immeubles, ainsi que les dommages-intérêts dus et les pénalités

encourues pour inexécution des marchés ou retard dans les livraisons.

ART. 7. — La Société exclut toute solidarité entre les Sociétaires.

ART. 8. — La Société est administrée par une Assemblée générale, un Conseil d'administration et par un Directeur.

CHAPITRE II

De ceux qui peuvent être Sociétaires et des formalités pour le devenir.

ART. 9. — Pourront être admis à l'assurance tous les industriels ou commerçants agréés par le conseil d'administration de la Société, quelle que soit la nature de leur industrie ou de leur commerce.

ART. 10. — L'engagement de l'assuré, dans tous les cas, résulte d'un acte d'adhésion aux présents statuts contenant police conforme au modèle adopté par le Conseil d'administration.

La police contient un extrait de l'article 13 ci-après sur la durée de l'engagement et la faculté réciproque de résilier à l'expiration de chaque période de cinq ans. La police indique également le ou les degrés auxquels est assuré l'adhérent ; elle spécifie les conditions dans lesquelles les conflits prévus à l'article 6 donnent droit aux indemnités de la Société.

En outre, un exemplaire des statuts est remis avec la police à chaque nouveau Sociétaire. L'acte d'adhésion et la police mentionnent cette remise.

ART. 11. — La désignation et l'évaluation des valeurs assurées est faite sur la déclaration de l'assuré. Le Conseil d'administration se borne à admettre ou à refuser l'assurance.

ART. 12. — Les effets de l'assurance commencent trente jours pleins après son acceptation ; elle ne saurait, en aucun cas, s'étendre aux conflits nés antérieurement à cette période de trente jours ou pendant sa durée.

Le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur de la

Société le pouvoir d'admettre provisoirement les adhésions qui seraient recueillies dans l'intervalle de ses réunions. Cette admission produira les mêmes effets que si elle était définitive; mais elle devra être ratifiée par le Conseil d'administration dans sa prochaine réunion. En cas de rejet, elle serait considérée comme non avenue trois jours après la notification du rejet faite à l'intéressé par lettre recommandée.

Arr. 13. — Sauf circonstances exceptionnelles dont sera seul juge le Conseil d'administration, les assurances sont contractées pour la durée de la Société avec faculté réciproque pour le Sociétaire et pour la Société de les faire cesser à l'expiration de chaque période quinquennale par une déclaration faite six mois d'avance. Les périodes quinquennales courent du jour où l'assurance prend son effet; on compte dans la première période quinquennale les mois et jours à courir jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours. La déclaration du Sociétaire qu'il entend faire cesser son assurance, de même que celle de la Société, devra être faite par lettre recommandée. Les déclarations individuelles sont seules admises; toute dénonciation collective ou faite au nom de plusieurs Sociétaires différents serait nulle et de nul effet.

Le double de l'adhésion-police signé du Directeur sera délivré après l'admission inscrite sur les registres de la Société. Il spécifiera la date d'entrée en vigueur du contrat conformément à l'article 12 ci-dessus.

Toute assurance ayant existé au cours d'un exercice doit supporter sa part de contribution dans le montant total des charges de cet exercice à raison du nombre de mois pendant lequel elle a existé.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

CHAPITRE III

Déclaration des conflits. — Estimation et paiement des indemnités.

Art. 14. — Dès qu'un conflit éclate dans un établissement, le chef de cet établissement doit en prévenir, dans les quarante-huit

heures et par lettre recommandée, le Directeur de la Société. Ce dernier prendra immédiatement les mesures nécessaires pour la prompte exécution des prescriptions de la police ayant pour but de déterminer si le conflit déclaré est de nature à donner droit aux indemnités prévues.

ART. 15. — Les conflits ne dépassant pas trois jours pleins rentrant plutôt dans la catégorie des incidents d'ateliers que dans celle des grèves proprement dites, c'est seulement à partir du quatrième jour que seront acquises à l'assuré les indemnités prévues par son contrat. L'obligation de prévenir le Directeur de la Société n'en subsiste pas moins, quelle que soit la durée du conflit.

ART. 16. — Le règlement des dommages est fait en fin d'exercice et selon les règles prévues à l'article 45. Toutefois, le Conseil d'administration pourra autoriser le versement immédiat d'une partie de l'indemnité prévue par l'article 17. Cette indemnité ne sera définitivement acquise au Sociétaire qu'après apurement des comptes de l'exercice.

ART. 17. — L'indemnité à allouer aux Sociétaires sur les fonds disponibles en fin d'exercice, et selon les règles prescrites à l'article 45, est égale, pour une grève affectant la totalité de leur production, à un trois centième de la somme assurée et ce, par journée de grève rentrant dans les conditions spécifiées en la police pour l'intervention de la Société. Pour une grève partielle, la Société ne sera responsable que pour une part de la somme assurée proportionnelle à la réduction de production occasionnée par la grève. Les sommes à payer dans ce cas sont fixées par un délégué de la Société ou par un expert désigné par elle contradictoirement avec le Sociétaire intéressé ou avec un expert désigné par lui.

En cas de désaccord, il en sera référé à un tiers expert désigné par les deux premiers.

Après quatre-vingt-dix jours de paiement, la Société ne doit plus aucune indemnité.

ART. 18. — Le fait seul de l'intervention de la Société dans le

règlement des dommages subis par un adhérent a pour effet de subroger celle-ci dans tous les droits, recours et actions du Sociétaire touché par la grève contre les personnes responsables du conflit et devant toutes les juridictions compétentes. Les poursuites, s'il y a lieu, sont engagées au nom du Sociétaire et aux frais de la Société.

ART. 19. — Toute action en paiement de dommages résultant des grèves est prescrite par cinq années à compter du jour de la déclaration prévue à l'article 14 ou de tout acte interruptif de prescription. La Société, ce délai expiré, ne peut être tenue à aucune indemnité, soit vis-à-vis du Sociétaire assuré, soit vis-à-vis des tiers opposants ou ayants cause.

ART. 20. — Tout paiement est fait à charge par l'indemnisé de réitérer dans sa quittance, s'il en est requis, la subrogation stipulée à l'article 18. Cette subrogation a lieu, en tout cas, sans garantie.

CHAPITRE IV

Des obligations des Sociétaires. Des changements pouvant survenir dans les risques.

ART. 21. — Chaque assuré est obligé envers ses cosociétaires, mais seulement jusqu'à concurrence d'une quotité fixe par 100 francs et pour chaque année, de la valeur des frais généraux assurés. Le montant de cette garantie est fixé par l'article 46 ci-après. Le maximum n'en pourra être dépassé. Ce maximum constitue le fonds de garantie spécifié à l'article 29 du décret du 22 janvier 1868. Il représente la part contributive de chaque Sociétaire, tant pour les pertes à régler par la Société, et frais y afférents, que pour les frais de gestion et toutes autres charges sociales dont le montant serait fixé par l'Assemblée générale. Conformément au même décret, il est formé un fonds de prévoyance. A cet effet, les Sociétaires sont tenus de verser à l'avance une portion de la contribution. L'assemblée générale décide chaque année le montant de ce versement, sans qu'il puisse, en aucun cas, dépasser la moitié du maximum fixé à l'article 46 pour le fonds de garantie.

ART. 22. — En cas de changement de propriétaire d'une exploitation assurée, en cas de dissolution ou de changement de constitution d'une Société assurée ou de changement de raison sociale, le nouveau propriétaire ou la nouvelle Société doit continuer l'assurance, à moins qu'il ne déclare par lettre recommandée, trois mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours, son intention de faire cesser l'assurance. Par contre, la garantie que se donnent mutuellement les Sociétaires étant strictement personnelle, la Société aura le droit, dans tous les cas prévus au présent article, de maintenir l'assurance, d'en poursuivre l'exécution ou de la résilier par une simple notification. Dans ce dernier cas, les frais et charges d'assurance lui seront acquis jusqu'à l'époque de la résiliation.

ART. 23. — Faute des déclarations prévues à l'article 22, l'assuré ou ses ayants droit, en cas de grève, ne pourrait réclamer aucune indemnité.

CHAPITRE V

Des paiements à faire par les Sociétaires.

ART. 24. — La portion de contribution payable d'avance, en conformité de l'article 21, est due la première année le jour d'effet du contrat et pour chacune des autres années le 1^{er} janvier. Il en est de même des droits de timbre et d'enregistrement et de tous autres impôts ou taxes existants ou qui pourraient être ultérieurement établis; s'il y a lieu à des versements supplémentaires, dans le cas prévu par l'article 21, le paiement en est dû aussitôt que l'avis en est donné aux Sociétaires.

En cas de non-paiement des charges sociales, le Directeur avertit le retardataire au moyen soit d'un acte extra-judiciaire, soit d'une lettre recommandée, dont la remise ou la présentation constatée, soit à la personne de l'assuré, soit à son mandataire signataire de la police, soit à son domicile réel ou élu, vaut mise en demeure. Si, quinze jours après cette mise en demeure, l'assuré ou l'ayant cause ne s'est pas libéré, l'effet de l'assurance est sus-

pendu de plein droit à son égard ; en outre deux mois après ladite mise en demeure, l'assurance peut être définitivement rayée par la Société qui en fait notification par lettre recommandée, le tout sans préjudice du droit de la Société d'exercer des poursuites pour le paiement des primes échues ou dues et de toutes autres charges sociales. Le paiement pendant ou après le conflit ne donne droit à aucune indemnité si ce n'est pour les conflits postérieurs à cette libération, l'assurance ne reprenant son effet qu'à partir du lendemain à midi de la date du paiement intégral. La totalité de la contribution payable d'avance est due pour toute année d'assurance commencée. Les réductions dans la valeur assurée ne modifient cette contribution qu'à partir de l'année suivante.

CHAPITRE VI

Des cas où l'assurance peut cesser et des formalités à remplir à cet égard.

ART. 25. — L'assurance cesse :

- 1° Par les déclarations facultatives énoncées à l'article 13 ;
- 2° Par la résiliation dont la Société et l'assuré ont la faculté dans le cas prévu à l'article 22 ;
- 3° Par la faillite ou la liquidation judiciaire du Sociétaire à moins que celui-ci ne donne une caution agréée par la Société ;
- 4° Par la vente ou la cessation de l'industrie ou du commerce couverts par l'assurance, si la continuation de l'assurance pour ce dernier cas n'a pas été stipulée dans le contrat. Avis doit être donné immédiatement de ces faits à la Société, qui peut résilier le contrat d'assurance dans les trente jours, conformément aux dispositions édictées à l'article 22. En cas de décès du Sociétaire et si la Société renonce à faire application de l'article 22 à ses héritiers, l'assurance continue de plein droit en faveur de ces derniers, qui sont tenus solidairement du paiement des cotisations ; ils devront déclarer leur qualité dans l'année du décès.

Dans tous les cas où l'assurance sera interrompue au cours d'une période quinquennale, la Société pourra exiger, à titre

d'indemnité, le paiement d'une cotisation supplémentaire d'une année.

CHAPITRE VII

De l'Administration.

ART. 26. — La Société est administrée par une assemblée générale des Sociétaires, par un Conseil d'administration et par un Directeur.

Du Conseil d'administration.

ART. 27. — Le Conseil d'administration est nommé par l'Assemblée générale des sociétaires sur présentation des membres non sortants. Il se compose de quatre membres au moins et de vingt au plus élus pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans : pour le premier renouvellement, le sort désignera la série sortante. Toutefois, les pouvoirs des membres sortants n'expireront que le jour de l'Assemblée générale qui doit pourvoir à leur remplacement.

Les membres du Conseil d'administration sont indéfiniment rééligibles.

Le Conseil d'administration désigne lui-même son président, son vice-président et son secrétaire, qui peut être pris en dehors du conseil. Le Conseil d'administration peut remplacer provisoirement les administrateurs démissionnaires ou décédés ; il peut aussi, lorsqu'il n'est pas au complet, s'adjoindre de nouveaux membres. Les nominations ainsi faites devront être ratifiées par la plus prochaine assemblée générale. Les membres nommés en remplacement d'administrateurs démissionnaires ou décédés resteront en exercice jusqu'à l'époque où cesseraient les pouvoirs de ceux qu'ils remplacent.

L'assistance aux réunions du Conseil d'administration donne droit à un jeton de présence dont la valeur est fixée tous les ans par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

ART. 28. — Tout membre du Conseil d'administration doit être

engagé à la Société pour vingt mille francs au moins d'assurance, soit pour son propre compte, soit pour le compte de la Société industrielle ou commerciale dont il fait partie comme administrateur, gérant ou simple associé.

ART. 29. — Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires de la Société, et au moins une fois par trimestre.

ART. 30. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales en tant que ses décisions ne sont pas contraires à celles de l'Assemblée générale, ni aux statuts, ni aux lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres par un mandat spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées. Il fixe, dans ce cas, la rémunération à leur attribuer, cette dernière faisant partie des charges sociales.

Le Conseil d'administration nomme et révoque le Directeur sur avis conforme de l'Assemblée générale des Sociétaires. Il peut, en cas de maladie, absence ou empêchement quelconque, déléguer provisoirement les pouvoirs de ce dernier, en tout ou en partie, soit à l'un de ses membres, soit à une personne étrangère.

Le Conseil d'administration peut faire pour un temps déterminé un traité à forfait avec le Directeur pour tous les frais afférents à la gestion des affaires sociales et à la réalisation des affaires. Ce traité, toutefois, devra être révisé tous les cinq ans. Le Conseil d'administration demeure sur toutes les affaires de la Société et statue notamment sur toutes poursuites à exercer, toutes actions à intenter, tous compromis et transactions à faire, ainsi que sur tous achats, emprunts et ventes. Les décisions ou arrêtés sont consignés sur un registre tenu à cet effet par le Secrétaire. Le Directeur est chargé de leur exécution.

Le retrait, l'aliénation, le transfert et la conversion en titres au porteur des titres formant le fonds de réserve, ne pourront s'effectuer qu'en vertu d'une décision du Conseil d'administration, qui déléguera un de ses membres pour signer conjointement avec la

Direction. Le retrait des fonds déposés dans les banques et caisses publiques aura lieu sur la signature du Directeur.

ART. 31. — Les membres du Conseil d'administration ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux affaires de la Société; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

De l'Assemblée générale des actionnaires.

ART. 32. — L'Assemblée générale représente l'universalité des Sociétaires et ses décisions obligent chacun d'eux ou ses ayants cause. Elle se compose des cent sociétaires dont le chiffre d'assurance est le plus considérable.

Le tableau en sera dressé par le Directeur et arrêté par le Conseil d'administration au premier octobre de chaque année. Les membres ainsi désignés peuvent s'y faire représenter, soit par un mari, un père, un fils, un beau-père, un gendre, soit par un autre sociétaire ayant au moins vingt mille francs de valeurs assurées. Aucun mandataire ne peut disposer de plus de deux voix en plus de la sienne.

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration et à son défaut par le plus âgé des membres présents de ce Conseil : les deux plus forts assurés présents remplissent les fonctions de scrutateurs de l'Assemblée générale. Les membres du Conseil d'administration qui ne font pas partie de l'Assemblée générale et le Directeur assistent avec voix consultative seulement aux réunions de l'Assemblée générale. Le Secrétaire du Conseil d'administration remplit les fonctions de Secrétaire de l'Assemblée générale.

ART. 33. — L'Assemblée générale des Sociétaires se réunit une fois par an, au siège de la Société, au plus tard le 30 juin. La convocation se fait au moyen de lettres individuelles adressées au moins quinze jours à l'avance. Toutefois, ce délai sera réduit à un jour franc pour l'Assemblée générale constitutive.

ART. 34. — L'Assemblée générale des Sociétaires statue sur

toutes les propositions qui lui sont faites par le Conseil d'administration.

ART. 35. — L'Assemblée générale nomme les membres du Conseil d'administration et deux Commissaires qui ont pour mission de contrôler les actes du Conseil et de la Direction et de vérifier les écritures sociales. Elle arrête définitivement les comptes annuels après avoir entendu le rapport du Président du Conseil d'administration et celui des Commissaires. Elle fixe la rémunération des Commissaires. L'ordre du jour sera arrêté par le Conseil d'administration d'accord avec la Direction. Toutefois, lorsqu'une proposition réunissant au moins vingt signatures de Sociétaires sera adressée au Conseil d'administration dans le mois qui précédera la réunion de l'Assemblée générale, elle sera mise d'office à l'ordre du jour de cette dernière. Exception à la règle ci-dessus est faite pour toute proposition tendant à modifier les statuts, les propositions de cette nature étant réglées par un article spécial.

ART. 36. — Les premiers adhérents de la Société auront qualité pour fixer le montant de la cotisation et des charges sociales, en un mot, pour remplir toutes les fonctions de l'Assemblée générale.

ART. 37. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, tout Sociétaire peut prendre par lui ou par un fondé de pouvoirs communication de l'inventaire et de la liste des membres de l'Assemblée générale. Il peut même, mais à ses frais, se faire délivrer copie de ces documents.

ART. 38. — L'Assemblée générale ne peut délibérer valablement que si elle réunit le quart au moins des Sociétaires ayant le droit d'y assister aux termes de l'article 32. Si le Conseil ne réunit pas le quart au moins des Sociétaires qui en font partie, une nouvelle assemblée est convoquée dans le mois suivant et elle délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, mais seulement sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

ART. 39. — Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à

la majorite absolue des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Direction.

ART. 40. — Le Directeur, conformément aux présents statuts et aux décisions du Conseil d'administration, dirige et exécute toutes les opérations de la Société. Il est chargé de la délivrance des adhésions-polices, des rapports avec les autorités, de la correspondance, de la tenue de toutes les écritures, de tous les détails administratifs, enfin l'exécution de tous les actes de la Société. Il donne aux commissaires et aux membres du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale des Sociétaires tous les renseignements qui lui sont demandés.

Il assiste, avec voix consultative, aux assemblées de l'Assemblée générale des Sociétaires et du Conseil d'administration, sans que sa présence soit une cause de nullité des délibérations. Il convoque l'Assemblée générale en exécution des arrêtés du Conseil d'administration.

Il convoque également, lorsque cela est nécessaire, les assemblées extraordinaires du Conseil d'administration et en donne avis aux commissaires. Il nomme et révoque les employés de la Direction. Il fixe leur traitement et la rémunération des agents. Le Directeur ne contracte aucune obligation personnelle à raison de sa gestion. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Les frais de loyer, d'impôts, des fournitures et frais de bureaux, de correspondance, d'impressions, les traitements, remises, honoraires et gratifications aux agents, receveurs et employés, les frais d'inspection, de voyage, ceux de contentieux pour le recouvrement des cotisations et généralement tous les frais d'administration autres que ceux désignés au § 7 du présent article sont à la charge de la Direction.

Pour faire face à ces dépenses, il sera alloué au Directeur une somme fixe ou proportionnelle. L'Assemblée générale déterminera

l'importance et la forme de cette allocation, qui sera revisable tous les cinq ans.

Les frais d'adhésion, polices, de répertoire, de déclarations de toute nature seront payés par les Sociétaires au profit de la Direction. Le prix en sera payé par le Conseil d'administration.

Les dépenses suivantes restent à la charge de la Société, savoir : les frais de constitution, la rémunération des administrateurs, le paiement des indemnités prévues par l'article 17, ainsi que tous les frais afférents à ce paiement, les frais résultant des actions judiciaires ou de procédure intentées ou soutenues dans l'intérêt de la Société, sauf celles concernant le recouvrement des mandats, ceux d'abonnement au timbre, les non-valeurs ; les frais de gestion du portefeuille ; les frais de convocation aux assemblées de l'Assemblée générale et de publication des comptes rendus.

Toutes actions judiciaires autres que celles ayant pour objet le recouvrement des contributions (recouvrement que le Directeur demeure autorisé à poursuivre par toutes voies de droit et sans autorisation préalable) ne peuvent être engagées et soutenues aux nom et frais de la Société que d'après une décision du Conseil d'administration. En justice de paix, le Directeur peut se faire représenter par un agent de la Société. Le Directeur est expressément chargé de faire tous actes conservatoires dans l'intérêt de la Société. Il a qualité pour consentir seul tous désistements de privilèges, hypothèques et actions résolutoires et il donne mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, avec ou sans paiement.

ART. 41. — Le Directeur nomme sous sa responsabilité les agents et employés de la Société. Il est seul qualifié pour rémunérer les services de ces derniers, la Société traitant avec lui seul des frais de gestion.

CHAPITRE VIII

Comptabilité.

ART. 42. — La comptabilité est établie par exercice annuel. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre ;

le premier exercice comprendra le temps à courir du jour de la fondation de la Société au 31 décembre 1907.

Les enregistrements des adhésions-polices, le compte des valeurs assurées, celui de la garantie et de la répartition des indemnités, enfin les comptes des Sociétaires et les mouvements de la caisse, seront consignés sur des registres tenus en la forme et de la manière que le Conseil d'administration jugera le plus convenable.

Sur les excédents de la cotisation annuelle et des intérêts des fonds placés, déduction faite des frais de gestion et après paiement des indemnités et frais y afférents, et de toutes autres charges sociales, il sera fait un prélèvement de 3 0/0 pour le Conseil d'administration et de 2 0/0 pour la Direction.

Les fonds attribués à chacun des deux degrés d'assurances, qu'il s'agisse de leurs garanties propres ou de leurs réserves distinctes, constituent deux caisses séparées et ne pouvant avoir entre elles aucune solidarité. Il sera tenu pour chacune d'elles une comptabilité spéciale. En conséquence, les résultats pécuniaires de l'un des degrés ne pourront avoir aucune influence sur ceux de l'autre, ni être influencés par les résultats de ce dernier.

CHAPITRE IX

Des garanties offertes par la Société.

ART. 43. — Les garanties offertes par la Société sont composées pour chacun des deux degrés d'assurance, du fonds de prévoyance, du fonds de garantie et du fonds de réserve.

Du fonds de prévoyance.

ART. 44. — Le fonds de prévoyance est constitué par l'ensemble des cotisations annuelles, déduction faite des frais de gestion et autres charges sociales. La cotisation annuelle est fixée pour chaque degré d'assurance et pour le premier exercice à 1/4 (un quart) du fonds de garantie. Elle est due par chaque Sociétaire

et séparément pour chacun des degrés d'assurance auxquels il est inscrit.

- ART. 45. — Pour chacun des degrés d'assurance, le fonds de prévoyance est appliqué au paiement des indemnités prévues à l'article 17 de la manière suivante :

La Société admet les assurés, soit comme adhérents isolés, soit comme adhérents groupés en catégories de professions constituant des risques similaires ou connexes.

A chaque adhérent isolé ou à chaque groupe d'adhérents, et pour chacun des degrés d'assurance, il sera ouvert, sur les registres de comptabilité de la Société, un compte particulier comprenant au crédit les $\frac{2}{3}$ (les deux tiers) des cotisations annuelles versées par le ou les adhérents titulaires de ce compte, déduction faite de 10 0/0 (dix pour cent pour frais d'administration, ainsi que les réserves fixées à l'article 47, et au débit les indemnités prévues à l'article 17 et payées aux titulaires de ce compte.

Ces comptes recevront la dénomination de « *Compte particulier du* (premier ou second degré) *de* (nom de l'adhérent isolé ou du groupe) ».

Le troisième tiers des cotisations annuelles sera porté, déduction faite de 10 0/0 (dix pour cent) pour frais d'administration, au crédit d'un compte spécial dit « *Compte général du* (premier ou second degré) ».

Lorsque, par suite des indemnités versées aux Sociétaires, le crédit d'un compte particulier sera complètement épuisé, il sera fait aux titulaires de ce compte un appel du maximum de garantie du degré intéressé dans la mesure nécessaire au paiement de la moitié du reliquat, l'autre moitié et le surplus restant à la charge du compte général et au besoin de l'ensemble des Sociétaires du même degré dans les conditions prévues au décret du 22 janvier 1868.

Il est entendu que, quelle que soit la situation des comptes, soit particulier, soit général, du premier degré, ils devront seuls pourvoir avec l'ensemble des garanties fournies par les adhérents de ce degré aux indemnités nécessitées par la période d'arrêt du

travail comprise entre le quatrième et le vingt-septième jour inclus, les organisations du second degré ne pouvant fonctionner qu'à partir du vingt-huitième jour.

Du fonds de garantie.

ART. 46. — Le fonds de garantie est constitué par la garantie mutuelle que se donnent entre eux les associés ainsi qu'il est dit à l'article 21. Afin de tenir compte, dans la mesure du possible des différences existant entre les divers risques assurés, comme aussi des efforts faits par les adhérents pour éviter ou apaiser rapidement les conflits, il est institué pour chaque degré d'assurance quatre classes différentes de fonds de garantie.

L'affectation des Sociétaires à l'une ou l'autre de ces classes sera réglée par les résultats donnés par le compte particulier auquel ils sont inscrits, mais le maximum des engagements consentis par les adhérents, en entrant dans la Société, et prévu par le décret du 22 janvier 1868, sera toujours représenté pour chacun d'eux par le fonds de garantie de la quatrième classe de chacun des degrés auxquels ils sont assurés.

Il est donc convenu que :

1° Pour le premier degré.

Si les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont inférieures à quatre fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte, leur maximum de garantie sera de 20/0 (deux pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la première classe.

Si les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont supérieures ou égales à quatre fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les adhérents de ce compte, leur maximum de garantie sera porté à 2,50 0/0 (deux et demi pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la deuxième classe.

Si les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont supérieures ou égales à huit fois le montant des mêmes cotisations, le maximum de garantie sera porté à 3 0/0 (trois pour cent) des

frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la troisième classe.

Si enfin, les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont supérieures ou égales à douze fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte, leur maximum de garantie sera porté à 3,50 0/0 (trois et demi pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la quatrième classe.

2° Pour le second degré.

Si les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont inférieures à huit fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte, leur maximum de garantie sera de 1 0/0 (un pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la première classe.

Si les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont supérieures ou égales à huit fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte, leur maximum de garantie sera porté à 1,50 0/0 (un et demi pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la deuxième classe.

Si les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont supérieures ou égales à seize fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte, leur maximum de garantie sera porté à 2 0/0 (deux pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la troisième classe.

Si enfin les indemnités portées au débit d'un compte particulier sont supérieures ou égales à vingt-quatre fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par les titulaires de ce compte, leur maximum de garantie sera porté à 2,50 0/0 (deux et demi pour cent) des frais généraux assurés. Ce maximum constitue le fonds de garantie de la quatrième classe.

Les maxima de garantie supérieurs à celui fixé pour la première classe ne pourront être maintenus au delà de l'exercice en cours.

Dans le cas où le maximum de garantie d'un Sociétaire serait

porté à une classe supérieure, la cotisation afférente au nouveau fonds de garantie et calculée selon les prescriptions de l'article 44, sera immédiatement exigible. Elle sera due intégralement, mais seulement pour l'exercice en cours.

Le fonds de garantie de la première classe sera appliqué d'office à tout adhérent nouveau, au moment de son entrée dans la Société, sous réserve de son passage à une classe supérieure selon les résultats donnés par le compte particulier auquel il est inscrit.

Le tableau annexé aux présents statuts reproduit la classification ci-dessus indiquée. Il pourra être modifié par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Du fonds de réserve.

ART. 47. — Le fonds de réserve est constitué pour chacun des degrés d'assurance par l'intérêt des fonds placés et la moitié des excédents entre les cotisations de chacun des groupes prévus à l'article 45 et les indemnités versées aux adhérents de ces mêmes groupes ; l'autre moitié sera répartie entre chaque groupe au prorata des cotisations versées par ce même groupe, déduction faite des indemnités reçues par lui. Elle viendra compléter le fonds de prévoyance de chacun de ces groupes sans qu'elle puisse entrer dans le calcul du fonds de réserve.

ART. 48. — Le montant du fonds de réserve est fixé pour chaque degré d'assurance à *un million de francs*, pouvant être porté à *dix millions de francs* sur délibération du Conseil d'administration approuvée par l'Assemblée générale. Lorsque le fonds de réserve aura atteint la somme de *un million de francs* et si le Conseil ne juge pas à propos de l'augmenter dans les limites prévues au paragraphe précédent, les fonds prévues à l'article 47 pour sa constitution seront répartis entre les Sociétaires. Cette répartition se fera entre les Sociétaires et à chaque degré d'assurance, au prorata du montant total des primes ou cotisations versées par eux depuis leur entrée dans la Société. Le Sociétaire qui cessera de faire partie de la Société ne pourra réclamer sa part du fonds de réserve.

Le montant du fonds de réserve est fixé tous les cinq ans par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration.

Les sommes composant le fonds de réserve, en dehors des fonds qui sont nécessaires au service courant seront placées conformément aux prescriptions de l'article 33 du décret du 22 janvier 1868 et aux lois et décrets en vigueur. Les valeurs sont immatriculées au nom de la Société.

Il est convenu que le Sociétaire qui se retirera à l'expiration d'une période quinquennale après avoir régulièrement acquitté toutes les charges sociales aura droit à une partie du fonds de réserve, tel qu'il aura été établi à l'expiration de l'exercice au cours duquel il aura notifié son intention de se retirer, conformément aux prescriptions de l'article 13.

Ce prélèvement sera calculé pour chaque degré d'assurance, en tenant compte du total des cotisations payées par l'associé depuis son entrée dans la Société et dans la proportion du montant de ses cotisations comparé au total de son compte particulier. La quotité de ce prélèvement sera fixée par l'Assemblée générale, sans que, cependant, elle puisse être inférieure à la moitié de la somme revenant à l'associé d'après le mode de calcul ci-dessus fixé. La Société déduira du montant du prélèvement ainsi fixé les sommes qu'elle aura payées pour indemnités à l'assuré démissionnaire.

Les Sociétaires devront pour l'exercice de ce droit de prélèvement s'en rapporter aux bilans et inventaires présentés par le Conseil d'administration, certifiés par les commissaires et approuvés par l'Assemblée générale.

ART. 49. — Il ne pourra être fait emploi pour un même exercice de plus de la moitié du fonds de réserve.

CHAPITRE X

Dispositions prévisionnelles et transitoires.

ART. 50. — Tous changements aux présents statuts devront être soumis au Conseil d'administration, qui décidera s'il y a lieu

de les proposer à l'Assemblée générale. Les changements proposés dans ce cas ne deviendront définitifs que s'ils sont ratifiés par une Assemblée générale des Sociétaires convoquée spécialement à cet effet et comprenant la moitié au moins des Sociétaires en faisant partie, présents ou représentés. La décision est portée à la connaissance des Sociétaires dans le premier récépissé de contribution qui leur est délivré.

ART. 51. — Toute demande ou action en paiement de dommages-intérêts ou d'indemnité doit être intentée dans le délai de trois mois à partir de la date de l'Assemblée générale des Sociétaires qui suit la clôture des opérations de l'année écoulée, sinon, la Société sera dégagée de toute responsabilité et ne pourra plus être recherchée.

ART. 52. — Par le seul fait du paiement de l'indemnité, la Société est subrogée de plein droit jusqu'à concurrence des sommes qu'elle a payées, dans tous les droits, actions et recours que l'assuré peut avoir à exercer contre les tiers responsables ou garants et celui-ci est tenu de transmettre à la Direction tous documents et pièces nécessaires pour lui permettre d'exercer ce recours.

ART. 53. — En cas de liquidation, le Conseil général nomme les liquidateurs et leur confie tous pouvoirs ; les polices sont résiliées de plein droit à partir de ce moment.

Ampliations et délibérations.

ART. 54. — Les ampliations entières ou par extraits des délibérations des conseils de la Société sont délivrés par le Directeur et visées par le président du Conseil d'administration.

ART. 55. — Le domicile de la Société est élu au siège social.

ART. 56. — Les présents statuts seront publiés conformément à la loi et tous pouvoirs seront donnés à cet effet aux porteurs de tous extraits et expéditions pour faire tous dépôts et publications nécessaires.

TABEAU DE CLASSIFICATION

	FONDS de garantie.	COTISATION annuelle 1/4 du fonds de garantie.
PREMIER DEGRÉ		
1^{re} Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités inférieures à quatre fois le montant total des cotisations annuelles initiales versées par eux.	2 0/0 des frais généraux assurés.	0,50 0/0 des frais généraux assurés.
2^e Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à quatre fois le montant total des cotisations annuelles initiales versées par eux.	2,50 0/0 des frais généraux assurés.	0,625 0/0 des frais généraux assurés.
3^e Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à huit fois le montant total des cotisations annuelles initiales versées par eux.	3 0/0 des frais généraux assurés.	0,75 0/0 des frais généraux assurés.
4^e Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à douze fois le montant total des cotisations annuelles initiales versées par eux.	3,50 0/0 des frais généraux assurés.	0,875 0/0 des frais généraux assurés.
DEUXIÈME DEGRÉ		
1^{re} Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités inférieures à huit fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par eux.	1 0/0 des frais généraux assurés.	0,25 0/0 des frais généraux assurés.
2^e Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à huit fois le montant des cotisations annuelles initiales versées par eux.	1,50 0/0 des frais généraux assurés.	0,375 0/0 des frais généraux assurés.
3^e Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à seize fois le montant total des cotisations annuelles initiales versées par eux.	2 0/0 des frais généraux assurés.	0,50 0/0 des frais généraux assurés.
4^e Classe. — Sociétaires inscrits à un compte particulier comportant au débit des indemnités supérieures ou égales à vingt-quatre fois le montant total des cotisations annuelles initiales versées par eux.	2,50 0/0 des frais généraux assurés.	0,625 0/0 des frais généraux assurés.

CONTRAT D'ASSURANCE

Entre

M.....
demeurant à.....
agissant en la qualité de.....
D'une part, et
la *Caisse mutuelle industrielle et commerciale*
régulièrement représentée par l'un de ses directeurs généraux.

D'autre part, il a été dit et stipulé ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — M.....

entend.....assurer contre les risques prévus à l'article 6
des statuts, la somme de :

représentant les frais généraux annuels de.....établissement

à l'exclusion des salaires et autres frais qui cessent au moment
où commence la grève.

ART. 2. — Conformément aux articles 44, 45 et 46 des statuts :

La présente assurance étant souscrite.....

.....le fonds de garantie est fixé :

(A) pour le 1^{er} degré à 2 0/0 (*deux pour cent*) de la somme assurée soit :

et la cotisation annuelle à

(B) pour le 2^e degré à 1 0/0 (*un pour cent*) de la somme assurée, soit :

et la cotisation annuelle à

ART. 3. — Conformément à l'article 46 des statuts et au tableau, annexé auxdits statuts, les maxima prévus à l'article 2 ci-dessus, sont fixés sous réserve des augmentations stipulées à ce tableau sans que ces dernières, dans le cas le plus défavorable, puissent jamais porter le fonds de garantie à plus de :

3,50 0/0 pour le 1^{er} degré, soit :

et 2,50 0/0 pour le 2^e degré, soit :

Les présentes sommes de :

pour le 1^{er} degré et de :

pour le 2^e degré constituant le maximum des engagements pris par M

..... du fait de son entrée dans la Société.

ART. 4. — Conformément à l'article 6 des statuts, il est formellement convenu entre les parties contractantes que les seules pertes pour lesquelles la Société reconnaît à M.

un droit à l'indemnité sont celles résultant de conflits subis par ledit assuré et suivis sous le contrôle de trois commissaires choisis par le Comité désigné par la Fédération des industriels et des commerçants français. — Le sociétaire-adhérent s'engage à fournir auxdits commissaires ou à leurs délégués tous les renseignements et à leur donner connaissance de tous les documents nécessaires pour l'accomplissement de leur mission.

Les décisions des commissaires seront prises à la majorité des voix et communiquées au Comité de la Fédération des industriels et des commerçants français qui fera connaître la décision aux intéressés.

ART. 5. — Toutefois, l'inexécution totale ou partielle des prescriptions de l'article 4 ci-dessus n'entraîne pas *ipso facto* la déchéance du droit à l'indemnité en ce sens qu'après avoir fait la déclaration exigée par l'article 14 des statuts, le sociétaire assuré a la faculté de conserver sa pleine et entière liberté d'action, quant aux mesures à prendre au cours de la marche du conflit

déclaré, mais alors son droit à l'indemnité ne subsistera que dans la mesure où le Comité désigné par la Fédération des industriels et des commerçants français estimera que ledit sociétaire a subi une grève injuste dans son principe et demeurée telle au cours de sa durée.

ART. 6. — M.....

signataire de la présente police, reconnaît avoir reçu un exemplaire complet des statuts et déclare y adhérer sans réserve.

ART. 7. — Conformément à l'article 12 des statuts, la présente assurance, souscrite le

prendre effet le.....

En conséquence, pour le premier exercice :

Le fonds de garantie du 1^{er} degré sera de : Fr.....
et la cotisation de : Fr.

Le fonds de garantie du 2^e degré sera de : Fr.....
et la cotisation de : Fr.

L'assuré déclare s'assurer isolément
(ou bien)

L'assuré déclare s'assurer avec le « Groupe des.....

..... »

APPENDICE III

LLOYD INDUSTRIEL

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LES RISQUES
DE GRÈVE

constituée suivant acte sous seing privé en date à Lyon du 1^{er} juin 1906,

déposé au rang des minutes de M^{es} LAVIROTTE et BERNARD,
notaires à Lyon, suivant acte du 23 Juillet 1906.

Directeur : M. RAYMOND DURAND

Siège social : 56, rue de la République, Lyon (Rhône).

STATUTS

CHAPITRE PREMIER

De la constitution de la Société.

ARTICLE PREMIER. — Il est formé entre toutes les personnes qui ont adhéré et celles qui, par la suite, adhéreront aux présents statuts une Société d'assurances mutuelles, à cotisations limitées, contre les risques spécifiés à l'article ci-après.

ART. 2. — La Société prend le nom de *Lloyd industriel*.

ART. 3. — Les opérations de la Société peuvent s'étendre à tout le territoire de la France et de ses colonies, avec faculté pour le Conseil d'administration d'étendre lesdites opérations à tous autres pays.

ART. 4. — La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du jour où elle comprendra au moins huit adhérents représentant un capital assuré d'au moins un million de francs, qui auront versé la portion de contribution de première année afférente aux capitaux assurés par eux. Elle pourra être prorogée par délibération du Conseil général des sociétaires.

ART. 5. — Le siège de la Société est fixé à Lyon, provisoirement rue de la République, n° 56. Il pourra être transféré en tout autre local sur simple délibération du Conseil d'administration.

ART. 6. — Le but de la Société est de faire toutes les opérations d'assurance ou de réassurance ayant pour objet de couvrir ses Sociétaires, atteints par une grève, de la perte des frais généraux de leur industrie ou de leur commerce pendant la durée de la grève.

ART. 7. — Les Sociétaires ne contractent aucune obligation solidaire soit entre eux, soit envers la Société, soit envers les tiers au delà du maximum de garantie fixé par l'article 16.

ART. 8. — La Société est administrée par un Conseil général, un Conseil d'administration et par un Directeur.

CHAPITRE II

De ceux qui peuvent être Sociétaires et des formalités pour le devenir.

ART. 9. — Toute personne ou Société ayant intérêt à garantir les frais généraux de son industrie ou de son commerce pendant la grève de son personnel, peut être admise à devenir membre de la Société.

ART. 10. — L'engagement de l'assuré, dans tous les cas, résulte d'un acte d'adhésion aux présents Statuts. A cet acte d'adhésion sera annexée une police conforme au modèle adopté par le Conseil d'administration. La police contient un extrait de

l'article 13 ci-après sur la durée de l'engagement et la faculté réciproque de résiliation à l'expiration de chaque période de cinq ans. En outre, un exemplaire des statuts est remis avec la police à chaque nouveau Sociétaire. L'acte d'adhésion et la police mentionnent cette remise.

ART. 11. — La désignation et l'évaluation des frais généraux sont faites sur la déclaration de l'assuré. Le Conseil d'administration est souverain pour admettre ou refuser l'assurance. Il ne sera jamais tenu de motiver son refus. Une fois acceptée par le Conseil d'administration l'assurance ne pourra en aucun cas être contestée pendant toute sa durée, sauf le cas prévu par l'article 26.

ART. 12. — Les effets de l'assurance commencent six mois après le jour de son acceptation. Le Conseil d'administration pourra déléguer au Directeur la faculté d'admettre provisoirement les adhésions qui seront recueillies dans l'intervalle de ces réunions. Cette admission provisoire produira, au point de vue de la date de départ, les mêmes effets que si elle était définitive, mais elle devra être ratifiée par le Conseil d'administration dans sa plus prochaine réunion; en cas de rejet, elle serait considérée comme non avenue après la notification du rejet fait à l'assuré par lettre recommandée. En aucun cas le rejet de la proposition par le Conseil d'administration ne pourra donner lieu à des dommages-intérêts en faveur de l'assuré rejeté qui n'aura droit qu'au remboursement des sommes par lui versées, sans intérêt.

ART. 13. — Les assurances sont contractées pour toute la durée de la Société sauf le droit réciproque du sociétaire et de la Société de faire cesser l'assurance, soit à l'expiration de chaque période de cinq ans par une déclaration faite six mois à l'avance, soit immédiatement, par simple notification, après une grève chez l'assuré. Le Conseil d'administration peut admettre des assurances, soit pour un temps limité, soit pour des périodes moindres que celles de cinq ans, ci-dessus déterminées. La déclaration du sociétaire qu'il entend faire cesser son assurance dans les cas ci-dessus spécifiés, de même que celle de la Société, pourra être notifiée par simple lettre recommandée.

Les déclarations individuelles sont seules admises. Toute dénonciation collective ou faite au nom de plusieurs assurés différents serait nulle et de nul effet.

Le double de la police signé par le président et le secrétaire du Conseil d'administration, contresigné par le Directeur, sera délivré après l'admission inscrite sur les registres de la Société.

CHAPITRE III

Des cas où l'assurance peut cesser. — Des formalités à remplir à cet effet.

ART. 14. — L'assurance cesse :

1° Par les déclarations facultatives énoncées à l'article 13 ;

2° Par la résiliation dont la Société et l'assuré ont la faculté dans le cas prévu à l'article 13 ;

3° Par la faillite ou la liquidation judiciaire de l'assuré à moins que celui-ci ne donne une caution agréée par la Société.

4° Par la vente ou la cessation de l'industrie couverte par l'assurance, si la continuation de l'assurance n'a pas été stipulée dans le contrat. Avis doit être donné immédiatement de ces faits à la Société qui a le droit de résilier le contrat d'assurance dans les trente jours qui suivront ledit avis. En cas de décès du Sociétaire l'assurance continue de plein droit en faveur des héritiers qui sont tenus solidairement au paiement des cotisations ; ils devront déclarer leurs qualités dans l'année du décès.

ART. 15. — En cas de dissolution ou de changement de constitution d'une société assurée ou de changement de raison sociale, la nouvelle Société doit continuer l'assurance à moins qu'elle ne déclare par lettre recommandée, six mois avant l'expiration de la période en cours, son intention de faire cesser l'assurance.

CHAPITRE IV

Des obligations et des droits des Sociétaires.

Section I. — *De la garantie de chaque Sociétaire pour le paiement des sinistres.*

ART. 16. — Chaque assuré est obligé envers ses cosociétaires à raison des sinistres, mais seulement jusqu'à concurrence d'une quotité maximum de : 1 0/0 et pour chaque année, du montant des frais généraux assurés par lui.

Ce maximum constitue le fonds de garantie spécifié à l'article 29 du décret du 22 janvier 1868. Il représente la part contributive de chaque Sociétaire tant pour les sinistres que pour les frais de gestion et toutes autres charges sociales dont le montant sera fixé par le Conseil général des sociétaires.

ART. 17. — Conformément au même décret, il est formé un fonds de prévoyance. A cet effet les sociétaires sont tenus de verser à l'avance une portion de la contribution. Le Conseil général des Sociétaires fixe chaque année le montant de ce versement. Toutefois, pour la première année d'assurance de chaque assuré, ce versement sera obligatoirement des trois quarts du maximum de garantie.

Section II. — *Des paiements à faire par les Sociétaires.*

ART. 18. — La portion de contribution payable d'avance en conformité de l'article 17 est due pour la première année, le jour de la régularisation du contrat, et pour chacune des autres années, à la date fixée dans la police.

Il en est de même des droits de timbre et d'enregistrement et de tous autres impôts ou taxes existants ou qui pourraient être établis ultérieurement; s'il y a lieu à versements supplémentaires, dans le cas prévu par l'article 16 le paiement est dû aussitôt que l'avis en est donné aux Sociétaires après apurement définitif des comptes de l'exercice.

En cas de non-paiement des charges sociales, le Directeur aver-

tit le retardataire au moyen, soit d'un acte extrajudiciaire, soit d'une lettre recommandée dont la remise ou présentation constatée, soit à la personne de l'assuré, soit à son mandataire, signataire de la police, soit à son domicile réel ou élu, vaut mise en demeure. Si quinze jours après cette mise en demeure, l'assuré ou l'ayant cause ne s'est pas libéré, l'effet de l'assurance est suspendu de plein droit à son égard ; en outre deux mois après ladite mise en demeure, l'assurance peut être définitivement rayée par la Société qui en fait notification par lettre recommandée ; le tout sans préjudice du droit de la Société d'exercer des poursuites pour le paiement des primes échues ou dues et de toutes autres charges sociales.

La totalité de la contribution payable d'avance est due pour toute l'année d'assurance commencée. Les réductions dans la valeur assurée ou dans la classification s'il y a lieu ne modifient cette contribution qu'à partir de l'année suivante.

Section III. — *Des grèves. — Déclaration.*

ART. 19. — Il faut entendre par grève : toute cessation du travail résultant d'un accord du personnel. La grève peut être partielle ou générale.

La grève est réputée partielle lorsque plus du quart du personnel a cessé le travail ; si la grève s'étend aux trois quarts du personnel, la grève est réputée générale.

ART. 20. — Aussitôt qu'une grève se produit, l'assuré doit en avertir immédiatement la direction de la Société par lettre recommandée. L'indemnité sera due par la Société à partir du quatrième jour qui suivra l'envoi de la lettre recommandée.

ART. 21. — Si la grève est générale, la Société sera responsable de la totalité de la perte des frais généraux journaliers de l'assuré pour chaque jour d'arrêt complet, calculée sur 360 jours de l'année.

Si la grève est partielle, la Société sera responsable de la moitié de ces mêmes frais généraux.

ART. 22. — Si dans le délai de trente jours à partir du

jour fixé comme point de départ d'indemnité, la grève continue, la Société sera responsable de la moitié des quotités prévues ci-dessus pendant les trente jours qui suivront et du quart de ces mêmes quotités encore pendant trente jours si la grève n'est point terminée. Après 90 jours de paiement toute indemnité cessera.

ART. 23. — Si au cours d'une grève dont les risques sont couverts par la présente police, l'usine de l'assuré en grève est détruite en totalité ou en partie par suite d'incendie, d'usage d'explosifs ou de violence due aux grévistes ou à leurs complices, l'assuré aura droit à la continuation du paiement des indemnités, prévues au paragraphe ci-dessus.

ART. 24. — Le cas de grève générale sur tout le territoire français est exclu de l'assurance.

ART. 25. — Le règlement des indemnités sera effectué au plus tard dans les trois mois après la fin de l'exercice. Il pourra cependant dans l'intervalle être consenti des avances à la requête des sinistrés et avec l'approbation du Conseil d'administration.

ART. 26. — Lorsque la grève résultera des cas suivants provenant du fait de l'assuré : voies de fait, injures graves, violation d'engagement ou de règlement corporatif, l'appréciation du droit à l'indemnité sera confiée à des experts choisis exclusivement parmi les Sociétaires.

ART. 27. — La cessation de la grève résulte : 1° de la reprise du travail par les trois quarts du personnel ; 2° de la fermeture définitive de l'usine ou de l'entreprise couverte par l'assurance.

Section IV. — *Des charges sociales.*

ART. 28. — Les garanties de la Société sont composées du fonds de prévoyance, du fonds de garantie et du fonds de réserve.

Du fonds de prévoyance.

ART. 29. — Le fonds de prévoyance est constitué par l'ensemble des versements effectués, d'avance et chaque année, par les

Sociétaires, d'une portion de leur contribution, déduction faite des frais de gestion et autres charges sociales.

Du fonds de garantie.

ART. 30. — Le fonds de garantie est constitué par la garantie mutuelle que se donnent les assurés ainsi qu'il est dit à l'article 16. Il est égal à 1 0/0 des frais généraux. Il ne pourra y être fait appel qu'en cas d'insuffisance du fonds de prévoyance et seulement après emploi pour un même exercice de la moitié du fonds de réserve.

ART. 31. — Dans le cas où les prélèvements tels qu'ils sont indiqués aux articles 29 et 30 seraient insuffisants à couvrir les frais d'un exercice, par suite de l'importance des grèves les indemnités seront alors réglées proportionnellement.

Du fonds de réserve.

ART. 32. — Le fonds de réserve est constitué par le solde disponible du fonds de prévoyance à l'intérêt des fonds placés. Il ne pourra être prélevé pour un même exercice plus de la moitié de son montant.

ART. 33. — Si la réserve atteint deux fois le montant de la contribution annuelle des membres, c'est-à-dire deux fois le montant du maximum de garantie, le surplus sera ristourné aux Sociétaires au prorata du montant total des primes versées par eux depuis leur entrée dans la Société ou depuis la dernière répartition. Cette ristourne sera effectuée par une déduction sur le montant des primes à venir.

ART. 34. — Le Sociétaire qui cessera de faire partie de la Société ne pourra réclamer sa part du fonds de réserve.

ART. 35. — Les sommes composant le fonds de réserve, en dehors des fonds qui sont nécessaires au service courant, seront placées conformément aux prescriptions de l'article 33 du décret du 22 janvier 1868. Les valeurs seront immatriculées au nom de la Société.

CHAPITRE V
De l'administration.

ART. 36. — La Société est administrée par un Conseil général des Sociétaires, par un Conseil d'administration et par un directeur.

Section I. — *Conseil général des Sociétaires.*

ART. 37. — Le Conseil général représente l'universalité des Sociétaires et ses décisions obligent chacun d'eux ou ses ayants cause. Il se compose de cinquante Sociétaires dont le chiffre d'assurance est le plus considérable.

Le tableau sera dressé par le Directeur et arrêté par le Conseil d'administration le 1^{er} juin de chaque année. Les membres ainsi désignés peuvent s'y faire représenter, soit par un père, un mari, un fils, un beau-père, un gendre, soit par un autre Sociétaire ayant au moins cent mille francs de frais généraux assurés. Aucun mandataire ne peut disposer de plus de deux voix en plus de la sienne.

Le Conseil général est présidé par le président et le vice-président du Conseil d'administration et à leur défaut par le plus âgé des membres présents de ce Conseil ; les deux plus forts assurés présents remplissent les fonctions de scrutateurs du Conseil général. Le secrétaire du Conseil d'administration remplit les fonctions de secrétaire du Conseil général. Les membres du Conseil d'administration qui ne font pas partie du Conseil général et le Directeur assistent, avec voix consultative seulement, aux réunions du Conseil général.

ART. 38. — Le Conseil général des Sociétaires se réunit une fois par an au siège de la Société, au plus tard le 30 juillet. La convocation se fait au moyen de lettres individuelles adressées au moins dix jours à l'avance.

ART. 39. — Le Conseil général des Sociétaires statue sur toutes les propositions qui lui sont faites par le Conseil d'administration.

Le Conseil général nomme les membres du Conseil d'administration et le Commissaire institué par le décret du 22 janvier 1868, article 21. Il arrête définitivement les comptes annuels après avoir entendu le rapport du président du Conseil d'administration et celui du commissaire ; il fixe la rémunération du commissaire.

L'ordre du jour sera arrêté par le Conseil d'administration d'accord avec la Direction. Toutefois, lorsqu'une proposition réunissant au moins vingt signatures de Sociétaires sera adressée au Conseil d'administration dans le mois qui précèdera la réunion du Conseil général, elle sera mise d'office à l'ordre du jour de cette dernière. Exception à la règle ci-dessus est faite pour toute proposition tendant à modifier les statuts, les propositions de cette nature étant réglées par un article spécial.

ART. 40. — Le fondateur de la Société aura qualité pour remplir toutes les fonctions du Conseil général jusqu'à la constitution définitive de la Société.

ART. 41. — Quinze jours au moins avant la réunion du Conseil général, tout Sociétaire peut prendre par lui-même ou un fondé de pouvoirs, communication de l'inventaire et de la liste des membres du Conseil général.

Il peut même, mais à ses frais, se faire délivrer copie de ces documents.

ART. 42. — Le Conseil général ne peut délibérer valablement que s'il réunit le quart au moins des Sociétaires ayant le droit d'y assister aux termes de l'article 37.

Si le Conseil ne réunit pas le quart au moins des Sociétaires qui en font partie, une nouvelle assemblée est convoquée dans le mois suivant et elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, mais seulement sur des objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Les décisions du Conseil général sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Section II. — *Du Conseil d'administration.*

ART. 43. — Le Conseil d'administration est nommé par le Conseil général des Sociétaires sur présentation des membres non sortants. Il se compose de huit membres au moins et de vingt au plus, élus pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans; pour le premier renouvellement, le sort désignera la série sortante.

Les membres du Conseil d'administration sont indéfiniment rééligibles. Le Conseil d'administration désigne lui-même son président, son vice-président et son secrétaire qui peut être pris en dehors du Conseil. Le Conseil d'administration peut remplacer provisoirement les administrateurs démissionnaires ou décédés; il peut aussi, lorsqu'il n'est pas au complet, s'adjoindre de nouveaux membres. Les nominations ainsi faites devront être ratifiées par le plus prochain Conseil général. Les membres nommés en remplacement d'administrateurs décédés ou démissionnaires resteront en exercice jusqu'à l'époque où devaient cesser les fonctions de ceux qu'ils remplacent.

ART. 44. — Tout membre du Conseil d'administration doit être engagé à la Société, personnellement ou pour le compte de la Société qu'il représente, pour 50.000 francs au moins d'assurance. Exception est faite pour le banquier et le Conseil.

ART. 45. — Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires de la Société et au moins une fois par mois.

ART. 46. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales en tant que ses décisions ne sont pas contraires à celles du Conseil général, ni aux statuts, ni aux lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration nomme et peut révoquer le directeur. Il peut de même en cas de maladie, absence ou empêchement quelconque, déléguer les pouvoirs de ce dernier en tout ou en partie, soit à l'un de ses membres, soit à une personne étrangère.

Le Conseil d'administration délibère sur toutes les affaires de la Société et statue notamment sur toutes poursuites à exercer, toutes actions à intenter, tous compromis et transactions à faire ainsi que sur tous achats, emprunts et vente ; les décisions arrêtées sont consignées sur un registre tenu à cet effet par le secrétaire. Le directeur est chargé de leur exécution.

Le retrait, l'aliénation, le transfert et la conversion en titres au porteur des titres formant le fonds de réserve ne pourront s'effectuer qu'en vertu d'une délibération du Conseil d'administration qui déléguera un ou plusieurs de ses membres pour signer conjointement avec le directeur.

Le retrait des fonds placés en compte courant dans les banques et caisses publiques aura lieu sur les signatures du Directeur et d'un administrateur délégué.

ART. 47. — Le Conseil d'administration pourra toujours s'opposer à la délivrance d'un contrat d'assurance. Il a pleins pouvoirs pour proposer au Conseil général des Sociétaires l'extension des opérations de la Société à toute autre branche d'assurance que celles prévues par l'article 6.

ART. 48. — Les pouvoirs ci-dessus désignés sont indicatifs et nullement limitatifs.

ART. 49. — Les membres du Conseil d'administration ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux affaires de la Société ; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Section III. — *Direction.*

ART. 50. — Le Directeur conformément aux présents statuts et aux décisions du Conseil d'administration, dirige et exécute toutes les opérations de la Société. Il est chargé de la délivrance des adhésions-polices, des rapports avec les autorités, de la correspondance, de la tenue de toutes les écritures, de tous les détails administratifs, enfin de tous les actes de la Société. Il donne au commissaire et aux membres des deux conseils ainsi qu'aux

Sociétaires, tous les renseignements qui lui sont demandés.

Il assiste avec voix consultative aux assemblées du Conseil général et du Conseil d'administration, sans que sa présence soit une cause de nullité des délibérations. Il convoque le Conseil général en exécution des arrêtés du Conseil d'administration.

Il provoque également, lorsque cela est nécessaire, les réunions extraordinaires du Conseil d'administration, il nomme et révoque les employés de la Direction, il fixe leur traitement et la rémunération des agents.

Les frais de loyer, d'impôts, les fournitures et frais de bureau, de correspondance, d'impression : les traitements, remises, honoraires et gratifications aux agents, receveurs et employés, les frais d'inspection, de voyages, ceux de contentieux pour le recouvrement des cotisations et généralement tous frais d'administration autres que ceux désignés dans le présent article, sont à la charge de la Direction.

Pour faire face à ces dépenses une somme forfaitaire sera allouée au Directeur. Le Conseil général déterminera l'importance et la forme de cette allocation qui sera révisable tous les cinq ans.

Les frais d'adhésions-polices, timbres, impôts existants ou à venir, et ceux de déclaration de toute nature seront payés par les Sociétaires au profit de la Direction.

Les dépenses suivantes restent à la charge de la Société, savoir : les frais de constitution et de premier établissement, le remboursement des sinistres, la rémunération du Conseil d'administration, les non-valeurs, les frais d'action judiciaire ou de procédure intentée ou soutenue dans l'intérêt de la Société, sauf les frais des actions concernant le recouvrement des contributions.

Le Directeur fait procéder à la reconnaissance et à la vérification des sinistres ainsi qu'à l'estimation des indemnités à payer.

Toute action judiciaire autre que celles qui ont pour objet le recouvrement des contributions (recouvrement que le Directeur demeure autorisé à poursuivre par toutes voies de droit et sans autorisation préalable) ne peut être engagée et soutenue au nom

et aux frais de la Société que d'après une décision du Conseil d'administration.

En justice de paix, le Directeur peut se faire représenter par un agent de la Société. Le Directeur est expressément chargé de faire tous actes conservatoires dans l'intérêt de la Société. Il a qualité pour consentir seul tous désistements de privilèges, hypothèques, et actions résolutoires, et il donne mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements avec ou sans paiement.

CHAPITRE VI

Comptabilité.

ART. 51. — La comptabilité est établie par exercice annuel ; l'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin. Le premier exercice comprendra le temps à courir du jour de la fondation de la Société jusqu'au 30 juin 1907.

Les enregistrements d'adhésions-polices, le compte des valeurs assurées, celui de la garantie et de la répartition des sinistres, enfin les comptes des Sociétaires et les mouvements de la caisse seront consignés sur des registres tenus en la forme et de la manière que le Conseil d'administration jugera le plus convenable.

Sur les excédents des versements prévus par l'article 17 et des intérêts des fonds placés, déduction faite des frais de gestion et après paiement des sinistres et frais y afférents, il sera fait un prélèvement de :

Trois pour cent pour le Conseil d'administration ;

Un pour cent pour le Directeur de la Société ;

Deux pour cent pour les neuf premiers administrateurs Sociétaires tant qu'ils seront Sociétaires ;

Un pour cent pour le fondateur ou ses ayants droit.

Ces deux derniers prélèvements ne pourront être modifiés par les statuts pendant toute la durée de la Société.

Le surplus sera versé à la réserve.

CHAPITRE VII

Dispositions générales. — Contestations.

ART. 52. — Toute contestation qui pourrait survenir pour une raison quelconque entre la Société et les assurés sera soumise à des experts choisis parmi les Sociétaires.

La Société nomme un experts, le Sociétaire en nomme un autre : si les deux experts ne sont pas d'accord entre eux il leur sera adjoint un troisième expert choisi d'un commun accord ou bien désigné par le président du tribunal de commerce, mais toujours parmi les Sociétaires.

Liquidation de la Société.

ART. 53. — Lors de la dissolution de la Société, quelles qu'en soient la cause et l'époque, le Conseil général des Sociétaires nommera tous liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs, ainsi que le mode et la durée de la liquidation, en fixera les frais et arrêtera définitivement les comptes.

Modifications aux Statuts.

ART. 54. — Le Conseil général pourra, sur la proposition du Conseil d'administration, dans une réunion de la moitié des Sociétaires en faisant partie, présents ou représentés, adopter tous changements ou modifications que l'expérience démontrerait devoir être introduits dans les statuts et faire tous traités de réunion ou de fusion avec d'autres sociétés ou compagnies d'assurances.

La décision est portée à la connaissance des Sociétaires dans le premier récépissé de contribution qui leur est délivré.

Ampliation des délibérations.

ART. 55. — Les ampliations entières ou par extrait de délibérations des Conseils de la Société, sont délivrées par le Directeur et visées par le président du Conseil d'administration.

Élection du domicile.

ART. 56. — Le domicile de la Société est élu au siège social.

ART. 57. — Les présents statuts seront publiés conformément à la loi et tous pouvoirs seront donnés à cet effet aux porteurs de tous extraits et expéditions pour faire tous dépôts et publications nécessaires.

Dispositions transitoires.

ART. 58. — La Société ne sera valablement constituée que lorsqu'elle aura, conformément à l'article 4 ci-dessus, au moins huit adhérents représentant un capital d'un million de francs au moins et que ces adhérents auront versé leur portion de contribution la première année, soit 75 centimes 0/0 des frais généraux assurés par eux.

Lorsque les conditions ci-dessus auront été remplies, une assemblée générale de tous les adhérents sera convoquée à l'effet de : 1° reconnaître la sincérité de la déclaration notariée d'adhésion et de versement ; 2° nommer les membres du premier Conseil d'administration, le commissaire et constater leur acceptation. Cette assemblée générale sera convoquée au moins deux jours à l'avance par lettre adressée aux adhérents ; elle délibérera à la majorité des voix et conformément aux dispositions de l'article 19 du décret du 22 janvier 1868.

LLOYD INDUSTRIEL
SOCIÉTÉ D'ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LES RISQUES
DE GRÈVE



POLICE N°



M
Profession
Situation du risque

PROPOSITION

Par la présente, le soussigné demande et consent à accepter une police d'assurance contre les pertes par suite de grève suivant les clauses et conditions de la police ci-jointe.

Il déclare avoir parfaite connaissance des statuts du **Lloyd Industriel** dont un exemplaire lui a été remis avec la présente police, y adhérer et placer sous la garantie de la Société les valeurs énoncées dans la police, lesquelles se montent à la somme de

Il s'engage à payer contre remise de cette police la portion de contribution annuelle qui correspond pour la première année à une prime de impôts compris.

Assuré	Taux
Domicile	Frais généraux assurés
Profession	POLICE N° Prime de 1 ^{re} année
Effet	Payable par
Expiration	Échéance

LLOYD INDUSTRIEL

La Société ci-dessus dénommée consent à indemniser M
.....
exerçant au siège du risque la profession de
pour une période de à dater du
aux conditions prévues par les articles 21 et 22 des statuts, pour la perte
des frais généraux causée par un arrêt dans les travaux de usine
située à par suite de grève du personnel.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

	CAPITAUX	CENTIMES 0/0	PRIMES
Capitaux.....			
Taux.....			
Prime nette.....			
Droits.....			
Répertoire.....			
Police.....			
Timbre de quittance.....			
TOTAL.....			

La présente Police approuvée par décision du Conseil d'Administration est incontestable et prend effet à partir du
..... mil neuf cent

Cette police est émise : 1° en conséquence de la proposition écrite qui en a été faite à la Société et moyennant le paiement de la somme de
..... (impôts compris),
représentant la portion de contribution obligatoire de la première année, et 2° en conséquence de l'engagement que prend l'assuré d'acquitter le
..... les portions de contributions des années suivantes, conformément aux articles 16, 17 et 18 des statuts.

Le Lloyd Industriel a fait signer le présent contrat en double par son Président et son Secrétaire, contresigner par son Directeur et l'a délivré ce.....
.....

Le Secrétaire,

Le Président,

Le Directeur,

L'assuré mettra ci-
contre sa signature en
la faisant précéder des
mots :

le 190

« Lu et approuvé »

APPENDICE IV

STATUTS

DE LA SOCIÉTÉ D'INDEMNISATION

en cas de cessation de travail de l'Union des syndicats
patronaux allemands ⁽¹⁾.

I. — *Nom, but et siège de la Société.*

§ 1.

(1) Le nom de la Société est : Société d'indemnisation en cas de cessation de travail de l'Union des syndicats patronaux allemands.

(2) Le siège de la Société est Berlin. La durée de la Société n'est pas limitée. La Société s'étend sur l'Empire d'Allemagne

§ 2.

(1) Le but de la Société est d'empêcher autant que possible la cessation de travail dans les entreprises de ses membres, et d'atté-

(1) *Gesellschaft des Vereins deutscher Arbeitgeberverbände zur Entschädigung bei Arbeitseinstellungen.*

nuer les conséquences économiques des cessations de travail inévitables, en aidant ses membres à en supporter les dommages, dans la mesure des présents statuts. La Société ne se propose aucun but lucratif.

(2) L'exercice correspond à l'année solaire.

II. — *Des associés.*

§ 3.

(1) Les membres de cette Société sont les Sociétés d'indemnisation en cas de cessation de travail qui appartiennent à l'Union des syndicats patronaux allemands ou à un syndicat patronal, membre de l'Union des syndicats patronaux allemands. La condition d'entrée est que le syndicat intéressé reçoive de ses membres une cotisation annuelle minima de un marc pour mille de la somme des salaires ou marc : 0,50 pfennig avec un maximum de garantie de un marc.

(2) Les demandes d'adhésion doivent être adressées par écrit au siège social de Société, qui, après avoir pris connaissance des statuts du syndicat impétrant, l'admet au nombre de ses membres.

§ 4.

(1) Les associés sont obligés au paiement de la cotisation annuelle.

(2) La cotisation annuelle est de 0,50 marc pour mille de la somme annuelle des salaires.

(3) La cotisation se calcule sur la base de la somme des salaires annuels déclarés.

(4) Les syndicats dont les membres en totalité ou en partie n'appartiennent pas à une corporation, peuvent baser la somme annuelle des salaires sur le salaire moyen de chaque ouvrier.

§ 5.

(1) Les adhérents acquittent la cotisation totale, lorsqu'ils entrent dans la Société du 1^{er} janvier au 30 juin; la moitié de la cotisation lorsqu'ils entrent après le 30 juin (voir § 4).

(2) Si la cotisation annuelle n'est pas acquittée avant le 1^{er} mai de chaque année, aucune demande d'indemnité ne peut être examinée avant parfait paiement (voir § 12).

§ 6.

(1) La cotisation annuelle est quittancée par la Direction de la Société.

III. — *Perte de la qualité d'associé.*

§ 7.

(1) La démission n'a d'effet qu'à la fin de l'année; elle doit être adressée six mois à l'avance et ne libère pas des cotisations de l'année courante.

(2) La démission est adressée par écrit à l'Union des syndicats patronaux allemands, mais elle ne libère pas de la cotisation de l'année courante.

(3) La perte de membre de l'Union des syndicats patronaux allemands équivaut à la perte de membre de la Société d'indemnisation.

§ 8.

(1) Tout membre en retard de plus de trois mois pour le paiement de sa cotisation peut après avertissement être déclaré démissionnaire par le conseil de surveillance.

§ 9.

(1) La perte de la qualité d'associé fait cesser toute indemnisation de la part de la Société. Le syndicat démissionnaire renonce dès à présent et expressément à toute demande en reddition de comptes et à toute action en remboursement des cotisations antérieurement payées.

§ 10.

(1) Le changement dans la composition de ses membres n'affecte pas l'existence de la Société.

IV. — *Demandes d'indemnité.*

§ 11.

(1) Les associés peuvent, en cas de cessation de travail dans leurs entreprises, demander l'aide de la Société et solliciter le paiement d'une indemnité à laquelle ils n'ont pas un droit sanctionné par une action en justice.

§ 12.

(1) Le conseil de surveillance décide sur les demandes d'indemnité qui lui sont adressées, après un examen consciencieux de chaque espèce particulière et d'après une juste mesure. Au cas où un membre aurait à se plaindre des mesures prises par le conseil de surveillance pour la fixation de l'indemnité, il peut en appeler au comité de l'Union des syndicats patronaux allemands qui décide à son tour d'après une juste mesure suivant les circonstances de l'affaire. La décision du comité de l'Union des syndicats patronaux allemands est sans appel : l'associé doit s'y soumettre.

§ 13.

(1) La décision du comité de surveillance sur la demande d'indemnité doit être notifiée au requérant par le directeur de la Société.

§ 14.

(1) L'appel au comité de l'Union des syndicats patronaux allemands d'une décision du conseil de surveillance doit être interjeté auprès de l'Union des syndicats patronaux allemands dans les deux semaines de la notification de la décision attaquée. L'Union fait part à l'associé du résultat.

Passé ce délai, l'appel n'est plus recevable.

§ 15.

Dans les décisions sur le montant de l'indemnité, le conseil de

surveillance après un examen consciencieux de chaque cas particulier s'inspire surtout des circonstances de l'affaire.

§ 16.

(1) Le conseil de surveillance doit dans la fixation de l'indemnité, après examen, s'inspirer des principes suivants :

Il peut accorder par jour de grève une indemnité qui peut atteindre 12 1/2 0/0 du salaire journalier moyen (1).

(2) Si dans une grève partielle, le reste des ouvriers de la même entreprise ne peut plus être occupé et doit être renvoyé, on compte leur journée d'interruption de travail comme journée de grève.

(3) Les ouvriers mis dehors sont assimilés aux ouvriers en grève, si le lock-out est approuvé par le comité de l'Union des syndicats patronaux allemands.

(4) La pleine indemnité de 12 1/2 0/0 du salaire journalier moyen (al. 1) par ouvrier mis dehors ne peut être accordée que si le nombre des ouvriers mis dehors dans une seule entreprise n'excède pas 1.000. Pour un chiffre supérieur de grévistes, l'indemnité pourra être :

entre 1.001 et 2.000 grévistes de	10	0/0	} du salaire journalier moyen (2).
— 2.001 et 4.000 — de	7 1/2	0/0	
— 4.001 et 8.000 — de	5	0/0	
au delà de 8.000 de	2 1/2	0/0	

§ 17.

Les membres de la Société qui y adhèrent au cours d'une année ne peuvent, au cas d'interruption de travail, si le Conseil de surveillance leur accorde une indemnité, être indemnisés que dans la mesure de la cotisation annuelle qu'ils ont payée (§ 5).

(1) Le salaire journalier moyen s'obtient en divisant par 300 (nombre de jours de travail dans l'année) le quotient de la division du nombre d'ouvriers par le salaire global qu'ils reçoivent.

(2) Pour faciliter la compréhension de cet alinéa, on peut prendre l'exem-

§ 18.

Si les ressources disponibles sont insuffisantes au paiement des indemnités accordées, la somme totale des indemnités sera réduite au montant des ressources disponibles et les indemnités particulières subiront une réduction proportionnelle.

§ 19.

Toutes les indemnités accordées par le Conseil de surveillance seront à la fin de l'année totalisées par le directeur; elles subiront, le cas échéant, la réduction prévue par le § 18 et seront payées dans un délai de trois mois.

§ 20.

Toute interruption de travail qui dépassera le 1^{er} janvier sera considérée comme une seule interruption de travail, mais pour la comptabilité la 1^{re} partie appartiendra à l'exercice qui se clôt le 31 décembre et l'autre partie sera reportée sur l'exercice suivant.

§ 21.

Dans les cas pressants un paiement partiel ou anticipé peut être accordé par le Conseil de surveillance sur la proposition d'une société.

ple d'une entreprise où le salaire journalier moyen est de 4 marcs et qui a 10.000 ouvriers en grève.

Dans ce cas d'après les statuts, l'indemnité suivante peut être accordée.

12 1/2 %	de 4 marcs	pour chaque ouvrier de	1 à 1.000	soit	500 Mc.
10 %	—	—	1.001 à 2.000	—	400 —
7 1/2 %	—	—	2.001 à 4.000	—	600 —
5 %	—	—	4.001 à 8.000	—	800 —
2 1/2 %	—	—	8.001 à 10.000	—	200 —

L'indemnité pour 10.000 ouvriers en grève atteint ainsi 2.500 marcs par jour.

§ 22.

L'indemnité peut être refusée à un membre, bien que la grève ou le lock-out dont il est atteint légitiment l'indemnité et que les cotisations de l'année en comptant le maximum de garantie suffisent à une entière indemnisation, s'il ne paie pas les indemnités conformément à ses statuts.

§ 23.

L'indemnité peut être réduite lorsqu'un membre, d'après l'avis du Conseil de surveillance de la Société, n'a pas un fonds de réserve suffisant pour le cas où les grèves reconnues par lui dignes d'indemnité atteindraient un total si élevé que les cotisations annuelles et le maximum de garantie seraient insuffisants à le payer.

V. — *Actif de la Société.*

§ 24.

(1) Le Conseil de surveillance doit administrer avec prudence les fonds d'indemnisation.

(2) Les dépenses d'administration sont couvertes au moyen des cotisations annuelles augmentées des intérêts, d'après le § 4; le reste des cotisations est appliqué d'abord au paiement des indemnités de l'année courante.

Le surplus est versé au fonds d'indemnisation.

VI. — *Administration de la Société.*

§ 25.

La Société est administrée par le Comité de l'Union des syndicats patronaux allemands, le Conseil de surveillance, le Conseil d'administration et le Directeur.

VII. — *Le Comité de l'Union des Syndicats patronaux allemands.*

§ 26.

Chaque syndicat et chaque société envoie dans le Comité un représentant par 10.000 ouvriers. Le Comité peut aussi accepter un représentant des syndicats ayant moins de 10.000 ouvriers. Le président du Comité est celui du Conseil de surveillance.

§ 27.

L'appel des décisions du Comité est porté à la commission directrice de l'Union des syndicats patronaux allemands. Il est interjeté sur la proposition du Conseil de surveillance.

§ 28.

Le Comité traite et décide des affaires suivantes :

- a) Élection des membres du conseil de surveillance;
- b) Choix des commissaires des comptes (§ 39);
- c) Approbation du bilan annuel et quitus du conseil de surveillance, après avoir entendu son rapport et celui des commissaires des comptes.
- d) Décisions conformément au § 12.
- e) Toutes les affaires qui lui sont renvoyées par le Conseil de surveillance.
- f) Proposition de modification des statuts.
- g) Proposition de dissolution et de liquidation de la Société (cf. § 40 et suiv.).

§ 29.

(1) Le Comité doit être convoqué au moins une fois chaque année. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, les propositions sont considérées comme repoussées.

(2) Pour les modifications aux statuts et la dissolution de la Société, il faut une majorité des deux tiers des membres présents.

VIII. — *Le Conseil de surveillance.*

§ 30.

Le conseil de surveillance se compose de 15 membres élus pour un an par la Commission. La fonction de ces membres est une fonction honoraire. La durée de cette fonction s'étend jusqu'à l'élection d'un nouveau Conseil de surveillance.

(2) Au cas de démission de l'un ou de plusieurs de ses membres, le Conseil de surveillance continue ses fonctions, mais, si le nombre de ses membres tombe en dessous de 11, il doit, dans une séance extraordinaire, procéder à leur remplacement.

§ 31.

(1) Parmi les 15 membres du Conseil de surveillance, 3 doivent appartenir au Comité, les 12 autres à la Commission directrice de l'Union des syndicats patronaux allemands.

(2) Un syndicat ou une Société ne peut avoir plus d'un de ses membres dans le Conseil de surveillance.

(3) Les présidents du Conseil de surveillance sont ceux du Comité de l'Union des syndicats patronaux allemands.

§ 32.

La convocation du Conseil de surveillance a lieu toutes les fois que les affaires le demandent; elle doit se faire au plus tard dans les huit jours, lorsque trois membres du Conseil de surveillance le réclament par écrit.

§ 33.

Le Conseil de surveillance peut délibérer valablement, lorsque ses membres ont été convoqués huit jours au moins avant la séance et que huit d'entre eux sont présents.

(2) Les décisions sont prises à la majorité des suffrages; au cas de partage les propositions sont considérées comme rejetées.

(3) Un procès-verbal signé de tous les membres présents et

conservé dans les actes et dossiers du Conseil de surveillance, doit relater ses délibérations.

§ 34.

(1) Le Conseil de surveillance prend soin des intérêts de la Société.

(2) Ses membres sont indemnisés des dépenses que peuvent leur occasionner leurs fonctions. Il a pour mission de surveiller la direction de la Société. Il prend au nom de la Société des décisions sur tous les objets qui ne sont pas expressément réservés à la Commission directrice ou au conseil d'administration. Spécialement il a les devoirs et les droits suivants qu'il peut déléguer en tout ou en partie au Conseil d'administration, sous réserve de retirer sa délégation.

a) L'administration des fonds de la Société.

b) Les décisions concernant les membres en retard.

c) L'acceptation ou le refus des indemnités et des secours proposés par le Conseil d'administration.

d) L'élection, la nomination et le renvoi du directeur et des autres employés, ainsi que les instructions à donner au directeur après avoir entendu le Conseil d'administration.

e) L'examen du compte annuel présenté par le directeur et l'établissement du bilan.

IX. — *Le Conseil d'administration.*

§ 35.

(1) Le Conseil de surveillance élit dans son sein un Conseil d'administration de 5 membres et choisit également son président et son vice-président.

(2) Le Conseil de surveillance et le Conseil d'administration tiennent en règle générale leurs séances à Berlin.

§ 36.

Les §§ 31 et 32 s'appliquent au Conseil d'administration avec

cette particularité qu'il est apte à délibérer lorsque trois de ses membres sont présents.

§ 37.

Le Conseil d'administration s'occupe des affaires qui lui sont renvoyées par le Conseil de surveillance aux termes du § 33.

X. — *Le directeur.*

§ 38.

Les affaires courantes sont expédiées par le directeur de l'Union des syndicats patronaux allemands qui a pour mission en particulier d'établir les comptes annuels, de préparer les séances et de rédiger les procès-verbaux.

XI. — *Les commissaires des comptes.*

§ 39.

Dans sa séance ordinaire annuelle la Commission directrice élit trois membres titulaires et trois suppléants chargés d'examiner les comptes et le bilan qui lui sont présentés. Les pouvoirs des commissaires des comptes commencent deux mois avant la séance annuelle de la Commission et expirent avec elle. En cas d'empêchement d'un commissaire titulaire, il est remplacé par un suppléant.

(2) Pendant la durée de leurs fonctions, les commissaires des comptes ont le droit de se faire présenter les comptes, les livres et les états de la société. Ils doivent en faire un rapport écrit à la commission directrice.

(3) Ce rapport doit être porté à la connaissance du Conseil de surveillance et du directeur au plus tard deux semaines avant la séance du Comité directeur.

(4) En dehors de ces dispositions, les membres de la Société n'ont aucun droit d'examen, de révision ou de contrôle.

(5) Les commissaires des comptes peuvent prendre l'avis d'un expert.

XII. — *Dissolution et liquidation.*

§ 40.

(1) La dissolution de la Société et sa liquidation peuvent être proposées :

- a)* par le Conseil de surveillance ;
- b)* par les membres de la Société dont la cotisation atteint un quart de la cotisation totale.

§ 41.

(1) La dissolution et la liquidation ont lieu, lorsqu'elles ont été décidées dans une session extraordinaire convoquée à cet effet du Comité de l'Union des syndicats patronaux allemands.

(2) Après la délibération qui décide la dissolution de la Société, de nouveaux membres ne peuvent plus être admis.

§ 42.

Les opérations de liquidation sont poursuivies par le Conseil de surveillance et le Conseil d'administration à moins qu'il en ait été décidé autrement dans l'assemblée extraordinaire de la Commission.

§ 43.

(1) La liquidation doit s'effectuer le plus rapidement possible. Les éléments d'actif sont réalisés et les créances recouvrées.

(2) Sur la masse active sont acquittées en première ligne les indemnités reconnues aux membres de la Société.

(3) Si l'actif est insuffisant à payer ces indemnités, les membres de la Société sont responsables du complément dans la mesure du § 18 des présents statuts.

§ 44.

Après la clôture de la liquidation, l'actif est partagé entre les membres au prorata de leurs cotisations.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Générale.

A. — Ouvrages et recueils généraux.

C. HOUPIN. — *Traité des sociétés*, 2^e édit., Paris, Larose, 1899, 2 vol.

CH. LYON-CAEN et L. RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 2^e édit., Paris, Pichon, 1899, 8 vol.

M. PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, Paris, Pichon, 1900, 3 vol.

E. THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 2^e édit., Paris, Rousseau, 1900.

B. — Ouvrages relatifs à l'assurance.

AGNEL et DE CORNY. — *Manuel général des assurances*, Paris, Marchal et Billard, 1900.

ANCEY. — *Théorie et pratique des opérations d'assurances*, Paris, Rousseau, 1906.

ASTRESSE. — *Traité général théorique et pratique des assurances*, Paris, Fontemoing, 1901.

BARRAU. — *Traité des assurances mutuelles ou réciproques contre les fléaux et les cas fortuits*, Paris, Delaunay, 1827.

- BENSA. — *Histoire générale du contrat d'assurance au Moyen âge.*
Trad. de M. J. Valery. *Revue générale du droit*, 1894-95-96.
- BERGSON. — *Études sur le contrat d'assurances.* *Revue de droit français étranger* (Fœlix), 1845, t. II.
- CHAUFONT. — *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, Paris, Chevalier-Marescq, 1886, 2 vol.
- A. CHEVALLIER. — *De l'assurance mutuelle et de ses principales applications*, Paris, Garnier, 1904.
- DE COURCY. — *Étude sur les lois du hasard, suivie d'études sur les assurances*, Paris, Guillaumin, 1862.
- DEBROCK. — *Manuel du réassureur*, Paris, Paul Dupont, 1889.
- DENJEAN. — *L'assurance contre le chômage*, Paris, Guillaumin, 1899.
- V. EHRENBURG. — *Die Rückversicherung.* Rostock, Universitätsbuchdruckerei von Adlers Erben, 1895.
- D^r A. F. ELSNER. — *Zur Geschichte des Versicherungswesens. Archiv für das Versicherungswesen*, Bd. I. Heft. 1.
- EMERIGON. — *Traité des assurances et des contrats à la grosse*, Paris, 1783, 2 vol.
- ENDEMANN. — *Die Entwicklung des Assecuranzwesens Deutsche Vierteljahrsschrift*, 1865.
- HAMON. — *Histoire générale de l'assurance*, Paris, Giard et Brière, 1897.
- QUEVAULT. — *Traité des assurances terrestres*, Paris, 1828.
- PHILIPPE DE LAS CASES. — *L'assurance contre le chômage en Allemagne*, Paris, Giard et Brière, 1906.
- ALFRED MANES. — *Versicherungswesen*, Leipzig, Teubner, 1905.
- POTHIER. — *Traité du contrat d'assurance*, Marseille, 1810.
- DE LA PRUGNE. — *Traité théorique et pratique de l'assurance en général*, Paris, Marescq, 1895.

COMTE DE ROCQUIGNY. — *L'assurance mutuelle du bétail*. Musée social, Paris. A. Rousseau, 1898.

G. ROSSY. — *Des cessions de portefeuille et des réassurances générales*, Paris, Rousseau, 1899.

R. SAVARY. — *Les assurances mutuelles*, Paris, Jouve, 1904.

VALIN. — *Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la Marine du mois d'août 1681*, Paris, 1761.

C. VIVANTE. — *Una nuova teoria dei contratti d'assicurazione*, Rome, 1891. Trad. de M. V. Yseux, *France judiciaire*, 1897.

V^{te}. Internationale Kongress für Versicherungswissenschaft zu Berlin. *Berichte, Denkschriften und Verhandlungen*, Berlin, Ernest Siegfried Mittler und Sohn, 1906, 4 Bde.

Journal des Assurances.

Jurisprudence de Bonneville de Marsangy.

Moniteur des assurances.

C. — Ouvrages d'économie politique et sociale.

G. BLONDEL. — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, 3^e éd., Paris, Larose, 1900.

M. BOURGUIN. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, Paris, Colin, 1904.

BRY. — *Cours de législation industrielle.*

CAUVÈS. — *Cours d'Économie politique*, Paris, Larose, 1899, 3 vol.

COLSON. — *Cours d'Économie politique professé à l'École nationale des Ponts et Chaussées*, Paris, Gauthier, Villars, Guillaumin et C^{ie}, 1903, 3 vol.

CONRAD. — *Grundriss zum Studium der politischen Oekonomie*, Iéna, Fischer, 1902.

C. DE FROMONT DE BOUAILLE. — *Conciliation et arbitrage* (Économie sociale), Paris, Lecoffre, 1905.

P. FABREGUETTES. — *La question sociale. Le contrat de travail, les coalitions et les grèves devant la loi. — Rôle des syndicats, Arbitrage, Conciliation (Législation ouvrière)*, Toulouse, Soubiron, 1896.

HERCKNER. — *Die Arbeiterfrage*, Berlin, Guttentag, 1897.

J. IZART. — *Méthode moderne de paiement des salaires*, Bibliothèque du mois scientifique et industriel, Paris, Dunod, avril, 1904.

R. JAY. — *La personnalité civile des syndicats professionnels*, Grenoble, Drenet, 1888.

PHILIPP LOTMAR. — *Der Arbeitsvertrag nach dem Privatrecht des deutschen Reichs*, 2 Bd, Leipzig, Duncker und Humblot, 1902.

MAXIMILIAN MEYER. — *Statistik der Streiks und Aussperrungen im In und Auslande*, Leipzig, Duncker und Humblot, 1907.

EUGÈNE ROSTAND. — *L'action sociale par l'initiative privée*, IV^e série, Paris, Alcan, 1907.

CH. RIST. — *La progression des grèves et sa valeur symptomatique*, Revue d'économie politique, mars 1907.

LÉON DE SEILHAC. — *Les grèves*, Paris, Lecoffre, 1903.

Prof. Dr SCHERRER. — *Das Handwerk sonst und jetzt*, Berlin, Siemenroth, 1907.

ALBERT THOMAS. — *Le Syndicalisme allemand. Résumé historique (1848-1903)*, Bibliothèque socialiste, Société nouvelle de librairie et d'édition, Paris, 1904.

Bulletin de l'Office du travail. Statistique annuelle des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage, publié par le ministère du Commerce et depuis 1907 par le ministère du Travail.

Reichsarbeitsblatt, publié par l'Office impérial de statistique, Berlin, Karl Heymanns.

II. — Spéciale à l'assurance contre la grève.

Il n'existe pas, sur cette question, un ouvrage d'ensemble ; plusieurs articles lui sont consacrés et certains livres en traitent, sans grands détails.

A. — En Allemagne.

H. A. BUECK. — *Die organisation der Arbeitgeber*, Berlin, Guttentag, 1904.

CONRAD. — *Handwörterbuch der Staatswissenschaft*, au mot *Streikversicherung*.

ELSTER. — *Wörterbuch der Volkswirtschaft*, au mot *Streikversicherung*.

D^r KESSLER. — *Die deutschen Arbeitgeberverbände*, Leipzig, Dunker und Humblot, 1907. Schriften des Vereins für Sozialpolitik, Bd, 124.

W. KULEMANN. — *Die Gewerkschaftsbewegung. Darstellung der gewerkschaftlichen Organisation der Arbeiter und der Arbeitgeber aller Länder*, Iéna, Fischer, 1900.

D^r AUGUST MULLER. — *Gewerkschaften und Unternehmerverbände*. Magdeburg, 1906.

FREIHERR VON REISWITZ. — *Grundriss Arbeitgeberverbände*, Berlin, O. Elsner, 1904.

D^r W. ZIMMERMANN. — *Die Streikversicherung der Arbeitgeber*, Soziale Praxis, 18 et 25 mai 1905.

D^r W. ZIMMERMANN. — *Die Organisation der Arbeitgeber*. Deutsche Industriebeamtenzeitung, 1 et 15 février, 15 et 29 mars 1907.

Deutsche Arbeitgeberzeitung : Zentralblatt der deutschen Arbeitgeberverbände. Haubray.

Deutsche Industriezeitung : Organ des Zentralverbandes deutschen Industrieller, Berlin.

Flugschriften der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands N. 17 Der organisierte Kampf der Unternehmer gegen die Arbeiter, Berlin, Legien, 1906.

Hand in Hand : Organ des Bundes der Industriellen, Berlin.

Sächsische Industrie und Handelszeitung. Organ des Verbandes Sächsischen Industrieller, Dresden.

Soziale Praxis.

Reichsarbeitsblatt :

Organisation der Arbeitgeber im deutschen Reich, 1904, n° 4, p. 309.

Bojkottschutz im deutschen Braugewerbe, 1906, n° 1, p. 45.

Die Streikversicherung der Arbeitgeber im deutschen Reich, 1906, n° 4, p. 343.

Hauptstelle österreichischer Arbeitgeber organisationen, 1907, n° 11.

Die weitere Entwicklung der Streikversicherung der Arbeitgeber im deutschen Reich, 1907, n° 12, p. 1209.

Die Organisation der Arbeitgeber in Italien, 1907, n° 12, p. 1214.

B. — En France.

AMOT. — *De la répercussion des grèves ouvrières sur l'exécution des contrats*. Extrait des Annales de droit commercial et industriel, français, étranger et international, avril et août 1903, Paris, Rousseau, 1903.

MAURICE BELLON. — *Économiste français : l'assurance des chefs d'entreprise contre les grèves*, 2 août, 1902; *l'assurance contre les grèves*, 17 décembre 1904.

- G. BLONDEL. — *La défense patronale en Allemagne*, conférence faite au Musée social. Supplément aux Annales du musée social n° 4, avril 1907. Paris, Rousseau, 1907.
- *Comment s'organisent les industriels allemands en vue des ruptures éventuelles du contrat de travail*, Bulletin de la Fédération des Industriels et commerçants français, novembre 1906, n° 38.
- *L'assurance patronale contre le risque de chômage en temps de grève*, Bulletin de la Fédération des Industriels et commerçants français, mars, 1907, n° 42.
- *L'assurance patronale contre le risque de chômage en temps de grève*, Revue économique internationale, 15-20 novembre 1907.
- DELECROIX. — *Les grèves dans les houillères*, Revue de législation des mines, 1891, p. 3.
- E. FUSTER. — *Les ententes patronales contre les grèves*, Annales du musée social, septembre 1904, n° 9.
- ALBERT GIGOT. — *La défense patronale en cas de grève*, Réforme sociale, 1^{er} juin 1907.
- MAURICE HAMELET. — *La Grève*, étude critique de législation et de jurisprudence, Paris, Larose, 1903.
- LIBOREL. — *De la grève dans ses rapports avec le droit*, Paris, Larose, 1903.
- E. MARTIN SAINT-LÉON. — *L'assurance mutuelle des industriels contre les grèves*, La Caisse centrale métallurgique, Énergie française, 2 février 1907, n° 109.
- GEORGES MICHEL. — *Les projets d'assurance contre les grèves dans les Compagnies houillères*, Économiste français, 25 juin 1892.
- A. SAYOUS. — *La défense patronale*, brochure de la Fédération des Industriels et commerçants français, Paris, 1906.
- E. THALLER. — *L'assurance patronale contre la grève*, Annales de

droit commercial et industriel français, étranger et international, octobre 1907.

Circulaire du Comité central des Houillères de France : Une organisation patronale contre la grève. L'Office central des associations patronales allemandes, Note du 30 juin 1904.

Comité des Forges : Circulaire sur l'organisation des patrons allemands contre la grève, 29 juillet 1904.

Circulaire n° 183 sur l'Assurance patronale contre la grève en Allemagne, qui reproduit notre 2^e article de Correspondant (25 mai 1907).

PIERRE SAINT GIRONS. — *L'assurance patronale contre la grève en Allemagne*, Le Correspondant, 10 mai 1906 et 25 mai 1907.

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC